La France va livrer à l'Inde del'uranium enrichi

LIRE PAGE 22



Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3.50 F

Algerie, 2 dA; Marce 3,00 dW; funtame, 260 m.; Alfernagas, 1,50 DM, Autriche 15 tch; Belgrous, 25 d; Casada, 1,70 S; CAte S'hesira, 275 'GFA; Dangerara 9,50 Ar., Panagas Du uts. 6-8, 45 g.; Cree 50 dr., Libyr 0,250 DL, Irizade 70 p.; think, 1 800 ; Libyr 0,250 DL, Irizade 70 p.; think, 1 800 ; Libyr 350 P; Laremberg, 27 t.; Marcetè 6,500 tc; Pays. Sen. 1,75 R Partugal, 50 esc. Senèzai, 290 > CFA Sente, 5,00 tc; Saissa. 1,40 1 · E.-D 65 comms transpostavia, 35 d.

Tarif des abonnements page 4 T&L 246-72-23

BULLETIN DE L'ETRANGER

La logique des extrêmes en Amérique centrale

La logique des extrêmes continue de prévaloir en Amé-rique centrale. Tandis que les mouvements de guérilla, aidés par La Havane, s'efforcent de miner les dictatures de la région, le président Reagan, oubliant les leçons du passé. fait tout, lui, pour les conso-lider, ce qui donne anx organisations révolutionne aux orga-nisations révolutionnaires et à leurs alliés de l'Est un argu-ment idéal pour discréditer toute tentative démocratique dans cette partie particulière-ment agitée du tiers-monde.

On en a en une nouvelle preuve avec la décision de Washington de c certifier a devant le Congrès que la situa-tion des droits de l'homme s'était améliorée an Salvador, afin de justifier le maintien de son aide au régime de droite qui gouverne ce pays. Une décision que le président de la Chambre des représen-tants, M. Thomas O'Neill, a jugée e proprement invingt-quatre heures après que le porte-parole du département d'Etat, M. Dean Fischer, ent reconnu que « plusieurs cas de tortures » lui avaient

Washington appuie sa déci-sion sur une comptabilité douteuse. Le nombre des assassinats politiques an Salvador amait diminué. (Or II y en a en tout de même trois mille du fait des « forces de l'ordre » dans les six premiers mois de l'année!) M. Reagan continue d'estimer, en outre, que les élections de mars dernier ont été un « grand tournant » dans l'évolution de ce pays. S'il est vrai que le serutin a été démocratique, il n's pas permis aux démocrates de triompher. La guerre civile a joné en l'aveur des extrémistes des deux bords, et c'est la droite, voire l'extrème droite, qui a été portée au pouvoir à San-Salvador.

La peur de voir se produire de « nouveaux Nicaragua » (avant, c'était de « nouveaux Cuba ») conduit également le président Beagan à envisager la reprise de l'aide militaire à l'un des régimes les plus sanglants de l'Amérique contrale, celui du Guatemala. M. Carter avait en la décence. en 1977, de la suspendre, en raison de la terreur que les militaires guatémaltèques faisaient régner parmi la popu-lation. Or les massacres ont repris, après l'offre de paix adressée aux guérilleros par le général-président issu du putsch de mars dernier, et c'est une guerre cruelle, sans prisonniers, qui est de nou-veau livrée aux maquisards enfantés par l'injustice et la terreur, et entraînés ensuite. mais seulement ensuite.

Pour Washington, il s'agit là de guerres a préventives ». Contre le Nicaragua, c'est une offensive d'une autré nature qui est menée, en vue de débiliter un régime qui s choisi l'autre camp. Offensive économique, blen sûr, mais aussi pression militaire : avec l'aide de conseillers américains, le Honduras seri de base de départ aux incursions des partisans de l'ancien dictateur Somora, en qui le gouvernement de Managua voit déià l'armée d'une r invasion silencieuse ». Des manoenvres conjointes amé-ricano-honduriennes ont lieu en ce moment à la frontière avec le Nicaragua, et le Congrès de Washington a voté récemment un crédit de 21 millions de dollars pour moderniser des aéroports honduriens qui pourraient servir aux troupes américaines é en cas de conflit » dans la région.

C'est la même logique qui avait été appliquée contre le régime castriste. La politique de représailles de l'un et le comportement totalitaire de l'autre s'alimentent réciproquement, suivant un enchaînement que rien ne semble pouvoir arrêter.

(Live nos informations pages 5.)

Les choix budgétaires et industriels du gouvernement

Les dépenses publiques avoisineront en 1983 900 milliards de francs

- Trois priorités : recherche, sécurité, enseignement
- Alourdissement de l'impôt sur le revenu

La mise au point du budget de l'Etat pour 1983 a pris du retard Les mestres accompagnant la dévaluation du franc — notamment le blocage des prix et des salaires — out en effet amené le ministère de l'économie et des jinances à revoir les hypothèses de crousance économique et plus encore celles ayant trait au taux d'inflation. Du coup, c'est l'ensemble des crédits attribués à chaque ministère qui a été révisé en baisse.

Le budget de l'Etat approchera les 900 milliards de francs en 1983 contre 788,4 milliards de francs dans la loi de finance initiale de 1982. L'augmentation d'une année sur l'autre des dépenses publiques atteint 13 %, soit — compte tenu de la hausse des prix prévisible — une augmentation de 4,1 % en valeur réelle. Pour contenir le déficit budgétaire dans la limite de 3 % au pro-

duit intérieur drut, cinsi que s'y est engagé le président de la République (soit à 118 milliards de francs), un affort fiscal sera demandé aux contribuables aisés. L'impôt sur le revenu sera augmenté et il n'est pas exclu que l'imposition des patrimoines soit alourdie.

L'objectif numéro un de la miers et de 16 % pour les senouvelle stratégie gouvernementale est de casser les enchaînements inflationnistes. Le blocage des prix et des salaires a été pour objectif de raments inflationnistes. Le blocage des prix et des salaires a salaires a situent actuellement aux environs de 14 % l'an pour les premier des conséquences importantes suituent actuellement aux environs de 14 % l'an pour les premier des conséquences importantes suituent actuellement aux environs de 14 % l'an pour les présent été construit sur une hypothèse de hausse des prix de 11.4 %.

(1) Le taux de saluire horaire a augmenté de 4,1 % au quatrième tri-mestre 1961 et de 4,7 % au premier trimestre 1962. Mais le résultat du début de l'année a été grossi par la réduction du temps de travail.

ALAM VERNHOLES. (Lire la suite page 19.)

Un programme quinquennal de 140 milliards est prévu pour la filière électronique

L'État prendrait à sa charge plus d'un tiers des investissements

industries de la filière électronique la priorité industrielle des cinq prochaines années. Un programme d'investissements quin-quenual de 140 milliards de francs sera mis en œuvre, sur lequel l'Etat prendrait à sa charge environ 55 millions de francs.

l'Etat prendrait à sa charge envire Après le programme nucléaire (sous les gaullistes... Après le téléphone sous M. Giscard d'Estaing le développement de la « fillère lélectronique » sera donc le grand dessein industriel du septennat de M. Mitterrand.

L'Etat et les entreprises devront accroître leur affort de financement d'environ 50 % en france constants sur la période 1982-1983 afin de porter à 140 milliards de francs le montant global des investissements des industries électroniques pour les cinq années à venir.

Un effort qui devrait permettre de créer 30 000 emplois dans un secteur qui en compte 320 000, et de rétablir l'équilibre de sa balance commerniale, qui a une fâcheuse tendance à se degrader.

Des objectiles qui pourraient s'appliquer à bien d'autres activités industrielles. Pourquoi, dans ces conditions, faire de l'électronique la priorité des priorités? « Ce n'est pas un dossier comme les autres, explique le ministre

de la recherche et de l'industrie. A travers la filière électronique, c'est l'avenir de l'ensemble de noire industrie qui est en cause, a Secteur d'avenir avec un marché en forte expansion, l'électronique, par sa diffusion dans les autres activités humaines, conditionne en fait la modernisation de l'ensemble de l'industrie (sana électronique, pas de robotique ni de productique). Sans parler de son influence sur la production des biens culturels.

« Nous n'avons pas le choix, poursuit le ministre, car le rythme du progrès technique nous est imposé par la compétition internationale, a Marque d'un « certain volontarisme industriel », le plan filière électronique doit donc permettre à l'industrie française de garder le contact avec ses concurrents japonais et américains. Cette prise de conscience du caractère stratégique de l'électronique, à laquelle les travaux de la mission fulère électronique dont de la mission fulère électronique dont de la mission fulère électronique ont largement contribu pur en porta n t quatre volets: recherche, industrie, utilisation, formation. Trois d'entre eux ont été présentés mercredi en conseil des ministres (lire page 8).

Dans le domaine de la recherche, comme prévu (le Monde du 28 juillet), neuf grands projets nationaux, associant industriels et laboratoires publics, sur les quatorse proposés par la mission proposés par l

nationaux, associant industrie: et laboratoires publics, sur les quatorse proposés par la mission fillère électronique, sont retenus.

Des actions seront engagées pour diffuser les applications électroniques dans l'industrie et le tertiaire (monnale électronique potenment) et pour fiser aux le ternaire (monnale electronique notamment) et pour fixer aux administrations et au secteur public des objectifs « quantitatifs et qualitatifs d'utilisation des technologies d'information».

« La formation est un des principaux goulets d'étranglement de la filière », juge-t-on au ministère de la recherche et de l'industrie.

J.-M. QUATREPOINT. (Lire la suite page 19.)

POINT -

La deuxième mort du SAC

Il n'est pas impossible que les larmes versées par cer-tains sur la dissolution du SAC solent de pure forme. Les services fort pau clvi-ques randus naguère par cette association au parti qui dominait alors la France étaient d'une tello neturo qu'il convenait de prendre ses distances. Ce qui lut fait en son temps. Le coup de grace que le pouvoir de gauche vient d'assénor au SAC est peut-ètre, comme on le dit au R.P.R. une vengeance . mais c'est aussi une mesure de . salu-

brité ». Après son heure de gib're — si l'on peut dire — des années 60, le SAC dut sur-monter le départ, puis le mort, du général de Gaulle. Les inconditionnels, souvent musciés, qui s'y retrouvaient, dant le heros qu'ils soute-

La tuerie d'Aurioi, il y s un peu plus d'un an, fit écla-ter au grand jour la dégénérescence d'une organisation

sans perspectives.

Le SAC dissous mercredi n'était plus que l'ombre de lui-même. Le parti gaulliste a depuis longtemps, pris ses dispositions pour que son service d'ordre soit distinct du SAC. Les adhérents du SAC eux-mêmes, depuis le 10 mai 1981, en spécialistes leurs précautions, il ne serait pas étonnant qu'on vole nattre bientôt une amicale où se ratrouveralent les anciens du SAC.

La liste est longue des ressuscitèrent peu après sous un nom enprochant. Faut-il redouter cette possible résurgence ? L'état actuel des militants ne justifie guère ces alarmes.

Ce qui restera vivace --SAC ou pas — c'est le désir de cartains hommes de se placer dans le sillage d'organisations politiques pour bénéticier — le pouvoir aldant — d'une quasi-immunité qui permet, par tous moyens, de satisfaire à la lois leur goût du secret, una appètence pour la violence et la recherche de bénéfices financiers. Des comportements de ce type, un décret ne suffit pas è les abolir.

(Lire page 6.)

D'ultimes efforts sont entrepris pour éviter l'assaut de Beyrouth-Ouest

Le Conseil de sécurité examine le projet franco-égyptien

Le cessez-le-feu intervenu à Beyrouth mercredi vers minuit était observé en fin de matinée ce jeudi 29 juillet, tandis que M. Philip Habib, l'émissaire américain, poursuivait ses consultations en vue d'une issue pacifique au conflit libanais.

Cependant, les inquiétudes demeurent vives tant à Washington qu'à Paris, où l'on redoute un assaut généralisé contre la capitale liba-naise pour déloger les fedayin. Le premier ministre israélien, M. Begin, avait en effet donné mercredi à M. Habib un « délai de deux jours » pour obtenir de M. Yasser Arafat un engagement « écrit et irrévocable » de retirer les combattants palestiniens du Liban. Le Conseil de sécurité examine ce jeudi un projet de résolution présenté par la France et

l'Egypte destiné à amorcer une solution globale - du conflit israélo-palestino-libanais. (Lire

Une nation à libérer

A lire certains articles, à entendre certains discours, la France aurait le choix entre le soutien à laméi ou le soutien à l'OLP. On oublis qu'en priorité, compte tenu de son passé et compte tenu des exigences du présent, la politique de la France à l'égard du Liban ne doit être ni une politique pro-israélienne, ni une politique pro-palestinienne. politique pour le Liban.

por MICHEL DEBRÉ (*) Le Libari fut, au Proche-Orient, plaire doit beaucoup à l'action de la Franca. La concorde entre chrétiens et musulmans, la paix entre tribus, l'accord entre villes, campagnes et montagnes unt assuré la vie d'un peuple et d'un Etat dans des conditions qui ont fait naître,

(*) Ancien premier ministre,



gleuses ou ethniques, un véritable sentiment national, grace auquel les institutions on assuré tranquillité sociale et prospérité économique. L'importance des liens avec la France, notamment culturals at linguistiques, n'étali pas la seule justification du maintien d'une politique active de présence française.

Le Liban a représenté un élément important de la paix au Proche-Orient : son existence était en effet un élément d'équilibre, en même temps qu'il constituait la preuve de elles, au bénéfice d'une civilisation à la fola ordonnée et

D'avoir, il y a six ans, fermé les yeux sur l'Implantation d'une orga-nisation militaire étrangère, l'O.L.P. aux intentions beilliqueuses, d'avoir toléré ensuits l'implantation syrienne. d'avoir fermé les yeux sur l'organizetion d'une centrale terroriste el des nations européennes, occiden-tales, méditerranéennes, une erreur monstrueuse. Qui pouvait croire que iz fin d'un Liban unitaire, pacifique et Indépendant était une étape vers

l'invasion iaraéllenne et l'effreuse querre qui s'en est ensuivie et qu est en cours devraient toujours être éclairés par le rappel d'une abstention gul tut très coupable.

Je me souviena d'avoir alors prédit et déploré la mort du Liben en tant qu'Etat libre Il était fatal que l'indifférence européenne et l'abstention américaine allaient préparer des drames aux dépens du Liban et des

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

M. Jack Lang a lancé à Marico un appel à une « croisade mondiale contre l'impérialisme financier et intellectuel a Cible de cette querre de libération culturelle : les Eints-Unia

On tremble à l'idée qu'une guerre nous oppose aux Amé-

Croisade

ricains pour ce motis lis n'hésiteraient pas à employer les armes les plus ignobles, inhumaines. Imaginez un tustant qu'ils jassent donner Woody Allen! Its ont les moyens de nous faire plier (en quatre). Il vaut mieux y

BRUNO FRAPPAT.

«ORLANDO PALADINO» A CARPENTRAS

Le pari de la probité

Le chance du Festival d'Alx-en-Provence, dans les années 50, fut Festival d'Aix evait égalament pré-de faire découvrir les opéras de senté un opéra de Joseph Haydn : les connaissait qu'à travais le voils qui pouvait laisser papérer une rede la tradition et ne se doutait pas, par exemple, que Cosi fan tutte pulsae être autre chose qu'une œu- d'Esterhazy ; mais le temps n'étalt vre inconsistante assortie d'un livret Les choses ont blen changé de-

TENEZ-VOUS UN JOURNAL INTIME ?

Poursuivant son en quête commençée le 8 juillet, « le Monde des livres » publie, page 12, les réponses de JOSÉ CABANIS.

CHRISTINE DE RIVOYRE, JEAN D'ORMESSON.

senté un opéra de Joseph Haydn : Mozart au public trançais, qui ne la Monde de la lune, avec un succès assurarent le renom du théatre pas ancore venu, la sensibilité n'était

puls, même si l'on esi tombé dans la Festival de Carpentres prenait un risque raisonnable, car, d'une part, il s'agit d'un opére-bouffe et, d'autre part, outre plusieurs anre-gistrements, il existe une tradition · d'interprétation.

> Enhardis par l'accueil du public, les organisateurs renouvelèrent l'expérience l'année sulvante avec l'infedelta Delusa, dans une excellente production qu'on a pu revoir le mois demier au Festival du Marais.

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 14.)

GESTION DE PERSONNE

表質的為

BUSHBUS

pectures

E MANAGE DE CAPITATE DE LA COLLEGIA DE

翻翻数 包 (数) () *

MANAGEMENTAKAN

LIBAN

Dans le conflit qui ensanglante son sol, le Liban fait figure actuellement de grand oublié. Michel Debré déplore que la France ne donne pas la priorité à la libération d'un pays avec lequel elle a tant de liens. Libanais lui-même, Antoine Basbous va plus loin et reproche carrément à Paris de sacrifier son pays pour la cause palestinienne. Et Edouard Knoll se demande pourquoi le gouvernement actuel paraît préférer les Palestiniens aux Libanais. Mais ne faut-il pas prendre aussi en compte ce que Jebrane Abdallah appelle le e non-pouvoir » de l'État libanais, lui-même reflet

du «non-pouvoir»

chant par excès de pouvoir ;

peuvent être pour un peuple les ra-

vages du refus d'exercice du pouvoir

par des dirigeants, surtout lorsque ce

refus du pouvoir est une arme de la

faiblesse érigée en système. Le mal-

heur du Liban, commencé dans la

corruption d'une classe dirigeante in-

dans cette dictature du non-pouvoir

qui sa laisse avec complaisence in-

vestir dans son palais par une nou-

velle force militaire, la plus puissante

du Moyen-Orient, et accepte que se

déroulent, au son du canon israélien

tonnant sur la capitale libenaise as-

siégée, des négociations détermi-

Le dossier de ce non-pouvoir est

d'ailleurs fort lourd. Porté sur le siège

présidentiel au son des canons sy-

el-Zeatar, l'histoire du non-pouvoir à-

sion d'incongruités se résumant à

des silences tantôt retors, tantôt lar-

movants. Le refus de gouverner au

moindre taux de risque était en réa-

lité la règle directrice de l'inactivité

banais est une phénoménale succe

mais aussi du Liban.

arabe?

EULE dans le concert des nations, la France s'essouffle à soutenir l'O.L.P. làchée à la fois par ses « frères » arabes et ses

Et voilà qu'au moment où la politique française tente de défendre la modération palestinienne se déchaîne à nouveau dans ce pays le terrorisme aveugle.

Ces Arméniens qui ont revendi-qué deux attentats récents à Paris, cet Abou Nidal que l'on soupçonne d'être l'instigateur du meurtre d'un « diplomate » de l'O.L.P., ont été entraînés à l'action terroriste dans les camps au Liban, Beyrouth étant devenue sous la houlette de l'O.L.P. le centre névralgique du terrorisme

Déjà sous l'ancien septennat beaucoup (dont des membres émi-nents du pouvoir actuel) s'accorvoir dans l'attentat de Copernic l'aboutissement d'une poli-Copernic l'abounssement d'une poi-tique trop univoque au Proche-Orient. L'ouverture d'un bureau de l'O.L.P. à Paris en 1975 n'a pas mis la France à l'abri de la violence.

Les mêmes errements conduisant aux mêmes conséquences, on est en train d'assister à la fois à la ruine du crédit qu'en un an le pouvoir socialiste avait su reconquérir auprès d'Israël et à la résurgence en France de dangereuses manifestations de déstabilisation.

En encourageant les Palestiniens à ne pas se retirer de Beyrouth avant d'avoir remporté une victoire politique, la diplomatie française déchaîne une double intransigeance celle des Palestiniens « qui n'attendent personne pour interdire un compromis » (1) et celle des Israé-

Il est évident que le gouverne ment a été payé d'ingratitude. Comment expliquer autrement le faux pas du président de la Républi-que faisant écho à Oradour-

massives matérielles et humaines

qu'israel effectue au Liban-Sud et

L'histoire diplomatique conservera

l'image ubuesque de ce non-pouvoir

demandant à chaque rencontre offi-

cielle avec un pouvoir étranger : que

suggérez-vous pour m'aider? Ce-

pendant que les chroniqueurs com-

fenses du non-pouvoir qu'une

catastropha emporterait le pava si les

conditions mises pour exercer la pou-

il sera plus difficile en revanche à

l'histoire d'oublier que le non-pouvoir

aura préféré la compagnie des tanks

lienne à la dignité d'un repli sur

Beyrouth-Ouest, siège de toutes les ambassades étrangères, sous pré-taxte du pouvoir palestinien parallèle

s'y exercant. Ce geste aurait peut-

libanaise. Quel que soit le cynisme de

la politique américaine et son degré

d'alignement sur celle de Tel-Aviv

on imagine mai un veto américain sur

les propositions françaises au Consei

de sécurité, si Elias Sarkis se trouvai

Il est vrai qu'il s'agit cette fois de

trouver la « solution finale » à l'exis-tence de la résistance palestinienne

dont certes le Liban a beaucoup souf-

fert. Etait-il concevable cependant,

non seulement d'accepter une talk

solution finale, mais bien plus d'ac-

cepter passivement que ceux mêmes

naï, ont annexé Jérusalem-Est et le

Golan, refusent de rendre la Cisjorda-

nie et Gaza aux Palestiniens et ont.

dès la Conférence de Versailles

sur le Liban, exécutent la résistance

dans un déluge de fer et de feu qui a ravegé le Liban et les Libanais tout

L'histoire des Arabes aura peut-

être de l'indulgence pour le non-

pouvoir libanais qui ne fait que reflé-

ter le non-pouvoir des Etats arabes,

non moins moins complices de catte

solution finale, avec leur pétrole uni-

quement à vendre, leurs avoirs finan-

ciers exclusivement à placer en Occi-

dent, leurs arsenaux pour parades

militaires et leurs traités inégaux offi-

ciels ou occultes avec Israel. L'his-

toire libanaise en revanche ne pourra

pas effacer l'horreur de cette dicta-

ture du non-pouvoir, que des généra-

tions entières porteront dans leur

chair, car elle aura creusé la tomba

du Liben pluri-religieux et démocrati-

que qu'isreël eût enterré aujourd'hui,

avec ses alliés locaux fascistes - les

milices phalangistes,- cer le Liban

voisin tolérant, prospère et révolu-

tionnaire, était bien trop encombrant

pour elle, et pour tous les partisans

d'un ordre musclé à l'échelon inter-

(*) Ecrivain libanais

autant que les Palestiniens ?

oui ont mis quinze ans à rendre le Si-

voir n'étaient pas réunies.

aisants mentionneront les autodé-

jusqu'à Beyrouth depuis 1976.

Dictature du non-pouvoir

par JEBRANE ABDALLAH (*)

N a coutume de n'évoquer que Liban ; et resté allencieux à titre

le sang des dictatures pê- d'« équité » sur les destructions

par EDOUARD KNOLL (*) Il se serait laissé piéger ? Terrible explication ! Et s'il s'était laissé piéger autrement qu'en sémantique ?

La véritable question est de savoir qui il faut privilégier maintenant, des Libanais ou des Palestiniens, dont les objectifs à court et à long terme apparaissent fondamentale-ment differents.

Le gouvernement libanais vient très officiellement de demander le départ total et rapide de l'O.L.P. du Liban et n'a pas sollicité le renouvellement de la mission des troupes

Au même moment, Arafat remis en selle pose « ses conditions », et essaie d'atermoyer.

Quel crédit lui reste-t-il pour s'opposer au droit du peuple libanais de vivre en paix ?

A quelle « concession » majeure a-t-il consenti pour inspirer inscrire à Israel le minimum de confiance nécessaire à tout dialogue ? A-t-il solennellement renoncé à un seul des objectifs inscrits dans la

charte palestinienne et au premie chef à la destruction de l'État A-t-il accepté explicitement les résolutions 242 et 338 de l'ONU,

seule base reconnue par toutes par-ties en cause (y compris l'Egypte) pour un règlement pacifique? A-t-il souscrit aux accords de Camp David prévoyant à terme une le autonomie pour le peuple

Le crible de la raison et du cœur

La dipiomatie française endosse rait le maillot jaune de l'efficacité si elle avait pu transmettre une réponse positive sur ces trois points

Faute d'avoir remporté un tel succès, elle se doit d'adopter un pro-fil plus modeste : cela lui interdit de poursuivre son action dans une seule direction, que ce soit pour démarquer l'Égypte d'Israël ou pour inci-ter la Communauté des Dix à prendre contre Israël une position

A-t-elle fait avancer le conflit vers sa solution en prononçant à Bruxelles, seule avec la Grèce, le mot de sanctions économiques. recevant officiellement des représentants de l'O.L.P. à Paris, en ignorant l'ambassadeur d'Israël venu s'enquérir sur le sens à donner à cer-

taines phrases maiheureuses? La France doit et peut jouer un rôle éminent dans la crise libanaise à condition de procéder à une rééva-luation des données et de les passer au crible de la raison et du cœur. Savoir faire preuve de réalisme,

c'est constater que 93 % des Israéliens ont approuvé l'opération Paix en Galilée Savoir faire preuve d'humanité,

c'est se pencher sur le sort du peuple libanais, bien absent des préoccupations des chancelleries, à l'égard duquel nous avons une obligation morale essentielle : lui permettre de vivre en paix dans un pays indépendant et souverain.

Liberais afin que « ce courageux (*) Avocat à la cour.

petit penple retrouve sa place sur le plan international et reprennent la contribution qui fut la sienne pen-dant des siècles à la civilisation, à la culture universelle » (2).

- Pour cela il faut cesser de véhiculer les clichés trop faciles cristallisant par un abus de langage une opposition artificielle entre musul-mans progressistes et chrêtiens

Les centaines de morts chrétiens à Damour en janvier 1976, victimes des Palestiniens, les milliers de morts chrétiens de Zarhle tués en avril 1981 par l'armée syrienne, ne sont pas des preuves de progres-

Au contraire, ce sont les chrétiens qui, en préservant leur autonomie dans la Montagne libanaise à l'épo-que de la domination ottomane, out fourni au futur Etat Libanais le noyau autour duquel s'est articulée une vie nationale.

Grâce à ces chrétiens, les Liba-nais ont pu bénéficier du droit à disposer d'eux-mêmes. N'est-ce pas là une notion essen-

tiellement progressiste? Pour cela, il faut aussi prépa-rer un havre pour les Palestiniens dont bon nombre parmi les noncombattants resteront encore un temps au Liban; pourquoi ne pas songer à la Jordanie pour être cette patrie géographique du peuple

Le royaume hachémite, qui s'étend sur 74 % du territoire de l'ancienne Palestine, compte déjà 70 % de Palestiniens parmi ses habi-

Pourquoi serait-on malvenu à vonloir faire vivre en harmonie des Palestiniens entre eux alors que Yasser Arafat a longtemps proclamé son désir de cohabiter avec les Juifs dans un seul et même Etat ?

De même qu'au Cambodge se réalise sous nos yeux l'ébauche d'un consensus contre le Vietnam, l'occupation israélienne au Liban a créé les conditions d'une prise de conscience parmi les Libensis de toutes origines qui pourrait déboucher sur un nouveau pacte national

su à force de travail et d'ingéniosité pas demander, dans son projet de rédevenir la Suisse du Proche-Orient, solution, la départ des trois armées il ne semble pas totalement irréaliste de penser qu'après le départ de avait des difficultés de transmission toutes les troupes étrangères, entre Paris et Beyrouth. Elias Sarkis, O.L.P., Syriens, Israeliens, l'Etat Libanais pourrait se reconstituer.

Un tel Liban neutralisé n'aurait aucun motif de ne pas signer un traité de paix avec Israël et ainsi, de Tripoli au nord à Assouan au sud, s'étendrait sur le pourtour méditer-ranéen un véritable espace de paix pour la première fois depuis trente-

Ce serait l'amorce d'un règlement global et probablement un bon rem-part pour l'Occident face à l'expanme panislamique.

Voilà les objectifs que devrait s'assigner une diplomatie consciente et responsable.

Puissions-nous un jour prochain entendre le président de la République française s'écrier à Beyrouth « Vive le Liban libre ».

Pourquoi cette hostilité?

par ANTOINE BASBOUS (*)

⇒ANT que je n'aurai pas renoncé à mon passeport libanais, je m'obligerai à défendre mon pays, même si certaines de mes réflexions risquent de mécontenter les uns ou les autres.

Je na peux que mesurer combien l'orientation de la diplomatre française depuis le 21 juin est nuisible au lui est hostile.

Le président de la République dens se conférence de presse du 9 juin, a expressément désigné les trois armées d'occupation du Liban. Mais à partir du 21, on a expliqué au Quai d'Orsay que e ce n'est pas au dépiment de la cause palestinienne que l'intégrité, l'indépendance et la couversineté du Liban doivent être rétablies » ; et encore que le désar-mement de l'O.L.P. à Beyrouth doit se réaliser à terme, lorsque les Palestiniens disposeront d'un État. Voilà la diplomatie française qui distingue les bonnes occupations - celles de FO.L.P. - des mauvaises, qui doivant ētra mauditas.

Qu'est-il arrivé à la France entre le 9 et le 21 juin ? Le Quai a-t-il fait prévaloir son point de vue sur celui des conseillers de l'Élysée après l'échec du sommet de Versailles préparé par ces derniers ? La dauxième dévaluation du franc a-t-elle entraîné la nécessité d'améliorer les rapports économiques avec certains Étata ? Toujours est-il que la France a lancé le 24 juin aux Nations unies une nouvelle initiative embitionnant de consacrer le fait accompli : Palestiniens à Beyrouth-Ouest, Israéliens dans sa périphérie, súparés par l'armée libanaise et d'éventuels observateurs des Nations unies, « en

première étape ».

Ca faisant, la France, membre permanent du Conseil de sécurité, qui s'est refusé depuis 1975 à prendre la moindre initiative, arguant de ce cu'elle « ne se substituera iamais à l'eutorité libanaise », cette fois, s'est bel et bien substituée au Liban. Non seulement elle n'a pas agi à la de-Si de 1943 jusqu'an milieu des mande de Beyrouth, mais alle a cru années 1970 le Liban, qui est bon de ne pas consulter le président démuni de ressources pétrolières, a de la République libanaise et de ne d'occupation. On objectera qu'il y apprenant l'initiative française par la radio, décida - la main forcée peutêtre et prétextant une maladie « diplomatique > - de bouder l'envoyé spécial de François Mitterrand, qu'il ne recut que deux jours plus tard. Quant à Fouad Boutros, ministre libanais des affaires étrangères, il a eu ces paroles significatives : « La France croit que le Liban est toujoure

sous mandst. ... La diplomatie française a estimé ne pas devoir tenir compte du « sursaut » libanais. Début juillet, le « document de travail » franco-écvotien léposé auprès du Conseil de sécurité demande le départ de Bayrouth-Ouest des forces palestiniennes avec leurs armes légères à destination d'un camp, de préférence en dehors

Mais où est donc le soutien francais à l'intégrité du Liban, tellement proclamé dans les communiqués ? Et Edouard Sablier, France-Inter, comment expliquer cette répétition du Liban qui s'accompagne d'une volonté active de porter atteinte à son intégrité ? Alors que le Liban a solennellement réclamé, lors de la conférence das ministres des affaires etrangères de Tunis les 25-27 juin. nienne à partir du Liben avec toutes ses conséquences, notamment la cassation des activités multaines de l'O.L.P. à l'inténeur même du territoire libanais et à partir de ce pays, et le départ des forces armées de

cette organisation >. On nous expliquera que c'est une première phase. Mais quelle garantie peut fournir la France que la deuxième phase ne sera pas une nouvalle consolidation de cette présence palestinienne úrigée en État au sein de l'État libanais et qui n'a cessé de le grignoter ? La parole d'Arafat arrachée sous la contrainte suffiraitelle 7 Bien sür que non 1 Car. comme le chef de l'O.L.P. l'a dit un jour à un envoyé d'Elias Sarkis : « Si je me permets de tuer des personnes pour ma causa, je me permets a fortiori de mentir pour cette même cause. > Las Libanais ont une amère expérience des résolutions de l'ONU, de la Ligue arabe et des accords avec l'O.L.P. Depuis 1978, la FINUL n'a fait qu'entériner le fait accompli.

Pourquoi Paris s'achame-t-il à sacrifier le Liban pour la cause palestinienna, aussi iuste spit-ella ? De que droit veut-il détruire un État qu'il a lui-même tent contribué à construire et qui constitue pour le France une base de départ culturelle et économique pour le Proche-Orient ? Où sont donc passées ces relations séculaires d'amitié entre les deux peuples ? Oi est donc passé le droit du peuple libanais à la sécurité et à l'indépendance ? Le projet franco-égyptien favorise le démembrement du pays en voulant insteller l'O.L.P. dans le nord-est. Elle sera sous contrôle syrien. Tendis qu'Israel semble « arranger > ses frontières nord en élargissant la bande du major Haddad jusqu'à la rivière Awali. Voilà le den-

Au-delà des principes, ce qui sem ble étrange est ce calcul qui pousse à parier sur un mythe plutöt que sur un État, lequel, quoique démantelé, a fait ses preuves : depuis 1975, la monnaie libanaise a maintenu le bancairas sont passés de 9 à 43 milliards de livres en dépit des guerres.

Certains milieux peu avertis pensent que le Liban, dans les années à venir, sombrera dans une guerra civila, ce qui explique paut-être le pari c'est l'évolution, je dirai même la révolution, qui s'est opérés durant ces demières années. Le « bilen de papa » est agonisant et presque guère amollis, sont, après huit ans de souffrances et d'expérience dans lu résistance, arquetris et vioilants. Un nouveau sens national a vu le jour. Les acclamations unanimes du sommet d'Aramoun en 1969 (« Nous réciamons la liberté de la lutte armée de l'O.L.P. au Liban ») ont fait place à : « La phase du fusil palestinien au Liban est finie... Mon problème est plus important que le leur » de Nabih Berri, et enfin au nouvel équilibre des

La préoccupation française de parer à un nouveau terrorisme interna-tional de l'O.L.P. après son départ de Beyrouth est infondée. Car une fois privés de leurs bases au Liban, les Palestiniens seront encadrés par les moukhabarat des nouveaux pays d'accueil ; en tout cas ils ne dispose ront iamais des mêmes moyens qu'à Beyrouth, S'ils s'adonnent à la subversion dans les pays-hôtes ce ne sera que contre ces régimes, auxquels les Palestiniens reprochent ieur inertie. On doit même s'attendre, comme l'a prédit Georges Habache, à des révolutions semblables à calle qu'a connue l'Euvote quatre ans

après la défaite de 1948. Cela ne saurait justifier que l'on condamne le Liban à expler pour tout le Proche-Orient. Les Libanais ont d'autres soucis. Ils auront la tâche de reconstruire l'armée et l'Etat, d'assurer la sécurité des citoyens et des résidents étrangers. Le mieux serait, bien sur - si l'équilibre des forces le permettait, - de passer sans transition à l'État palestinien. Hélas, ce n'est pas pour demain 1

Les Américains - aussi ∢ simplistes a scient-ils — ceuvrent pour l'indépendance la plus complète du Liban. Ils ont installé un parrain à Baabda, Philip Habib, pour « arranger » le départ de l'O.L.P. et la reconstruction de l'État. Ce qui m'amène à redouter que les Libenais ne scient obligés de perfectionner leur américain aux dépens de leur français et que les Palestiniens, eux. n'apprennent le français aux dépens de l'anglais.

Pour les Arabes, l'amitié est quelque chose de sacré. Saddam Hussein a reproché à un premier ministre français la défaillance de Paris dans son amitié séculaire pour le Liben. La persistance de ce constat n'est pas pour rassurer les Arabes quant à l'amitié de la France !

(*) Journaliste libanais.

riens en mai 1976, alors qu'il s'agis être tout changé en donnant une sait déjà d' « assagir » la résistance Ce serait l'honneur de la France chance effective aux efforts interna-(1) François Mitterrand. Ict et palestinienne, en particuliar ses comde contribuer à rendre le Liban aux tionaux déployés, France en tête posantes intransigeantes châtiées de façon particulièrement cruelle à Tell pour arrêter le martyr de la capitale

du pouvoir qui réclamait avant de daigner s'exercer : - que par un coup de baguette magique, la sécurité revienne dans le

- que les factions armées libanaises, fauteuses de guerre civile en 1975 et 76, s'entendent entre elles et soient d'accord sur l'usage à faire

 que les Palestiniens, dépos-sédés par Israël, cessent de l'attaquer à partir du Liban ; - oue les Arabes se mettent

d'accord sur une stratégie commune vis-à-vis du conflit israélo-arabe; - que les grandes puissances scient en paix au Moyen-Orient ; que la Syrie hégémonique se

retire de son plein gré du Liban : - que l'officier félon du Liban-Sud, qui avait remis la bande fronta lière libanaise à l'armée israélienne accepté son intégration économique à Israël et tiré sur l'armée lébanaise et les forces des Nations unies pour em-

pêcher le retour de la souveraineté libaneise, fasse amende honorable. Chrétien maronite, et à ce titre garant suprême de l'intégrité de la communauté, le non-pouvoir libanais sacres perpétrés par les milices phalengistes sur leurs opposants marnnites, notamment à Ekden en 1978. ou sur leurs concurrents maronites. en particulier à Safra en 1980 : et. bien sûr, resté silencieux sur la colla boration active de ces mêmes milices d'abord avec la Syrie occupant le Liban, puis avec Israel le détruisant. Reste silencieux auparavant sur la Syrie bombardant Beyrouth-Est, puis Zahlé, et introduisant des missiles au

Une nation à libérer (Suite de la première page.)

L'histoire aura du mal à expliquer cetta lâcheté collective qui a laisaé Beyrouth, de capitale d'un Etat paci-

fique, devenir la capitale d'une action militaire dirigée et organisée par des non-Libanais, et le Liban occuper par des armées étrangères. L'installa d'une force dite internationale fut un de ces gestes que l'hypocrisie très particulière à l'ONU commet pour faire croire à une action positive, alors que la réalité est le renoncement. Cette force, en effet, n'a pas eu pour objet de libérer le Liban, mais de veiller à une sorte de partage d'influence par quoi on espérait maintenir une sorte de trêve entre bellicérants extérieurs au Liban, victime, une fois de plus, de ce mélange de guerres locales et d'accords provisoires per quoi se traduisent les rapports entre les Etats-Unis et l'Union

La politique de la France depuis des années manque de franchise. En admettant que les circonstances ne nous permettent plus d'agir comme naguère par l'intervention militaire pour assurer l'indépendance du Liban, au moins eût-il fallu clairement affirmer que le retrait de tout militaire étranger était le seul objectif de la communauté internationale et, en prévision d'une attaque israélierne qui était dans l'ordre des choses, agir en faveur du départ des troupes syriennes et de l'organisation palestinienne. Sans doute fut-ce, à certains moments, notre attitude verbale. Mais, en fait, nous nous sommes railiés à des compromis et notre participation à cette prétendue force inter-

nationale a été comprise comme une

acceptation du fait accompli. Nos actes démentirent donc nos propos.

On voit bien la cause de cette attitude confuse : le politique intérieure et l'idéologie. C'est une tractition dont nous n'arrivons pas à nous guérir dès que font défaut la force gouvernementale et le courage du pouvoir. Malgré l'exemple d'une politique nette qu'a donné le général de Gaulle en ce domaine comme en d'autres, la démarche hésitante des gouvernements a fait croire que nous ne traitions le Liban qu'en fonction de nos rapports avec Israēl ou avec l'O.L.P. sans avoir le courage de nous opposer, pour ce qui concerne le Liban, à l'agression de l'une et l'autre parties. Le résultat, nous le connaissons : une perte d'influence iustifiée et une incrédibilité qu'accentuent des propos contradictoires, dus au désir de plaire successivement aux Arabes et aux Israéliens. En ce domaine, le temps présent dépasse la meaure et la France perd la face.

Or en cette affaire ce n'est pas seulement le respect de l'histoire. c'est l'espérance et la nécessité de l'avenir qui justifient que la diplomatie française prenne clairement l'attitude d'une libération du Liban, à la fois pour le Liban et pour le Proche-Orient, en même temps qu'elle doit éclairer l'action de l'Europe en faveur d'une reconstruction matérielle et politique d'un Liban indépendant. Il faut, en cette affaire, cesser d'être pro-palestiniens comme les Russes et pro-israéliens comme les Américains, pour devenir pro-libenais.

Du drame affreux provoqué, comme toujours, par la guerre, pourrait surgir un bien pour le Liban et pour le Proche-Orient, si notre diplomatie, enfin consciente de l'impasse où elle s'est condamnée, usait des circonstances pour s'efforcer de rallier la communauté internationale à la réalité du Liban libre. Per exemple, notre participation à la force interna tionale doit être subordonnée au départ de toute organisation militaire étrangère. Après quoi, même en l'état de faiblesse économique où nous sommes en train de nous complaire, il faudrait prendre la tête d'un rétablissement de la force politique. économique et militaire d'un jeune Etat rénové par l'épreuve.

Ces propos peuvent paraître irréafistes compte tenu de l'état des affaires. Les Super-Grands et la communauté internationale paraissent avoir fait leur deuil du Liban. Distinguons-nous des Russes. Distinguons-nous des Américains. Distinguons-nous de l'ONU. Dans la solitude que donne parfois la vérité, dans la certitude que donne souvent la défense de la liberté, la voix et l'attitude de la France apparaîtront comme la segesse.

Et cette sagesse est urgente. Les temps que nous vivons sont marqués par un mélange de querelles et d'impuissance qui aboutit à faire des événements du Proche-Orient et de l'Afrique orientale (Israel-O.L.P.; Iran-Irak ; Ethiopie-Somalie) la cause possible d'une guerre mondiale et nucléaire. Voilà qui devrait donner du souffie à la diplomatie de la France.

MICHEL DEBRÉ.



ie Monde

Washington

Un nuvrage Michigal war in the The second of LENESON HAVE The Sand Links

urquoi cette hostilité

garage 45

Salah Salah Salah

Salay Salas of the

4. 3000 00

- 200

State of Table

Jan 25 14 و المستقيلين and the second second

Washington veut encore croire au succès de la mission Habib

Washington. — An cours de sa conférence de presse du mercredi 28 juillet. M. Reagen a
exprimé, une nouvelle fois, toute
sa confiance au principal négoclateur américain au Liban.
M. Philip Habib. Cette insistance
était significative : elle visait,
bien sûr, en pramier lieu, à faire
taire ceux qui avalent espérer
ternir l'image de ce professionnel du département d'Etat en
révélant qu'il était, comme
MM. Shultz et Weinberger, lié au
groupe industriel Betchtel, connu
pour ses investissements dans le
monde arabe. Mais l'hommage du
président impliquait surtout que
la « mission Habib » reste la
principale carte du jeu américain en Proche-Orient, et sans
doute la seule.

A propos des bombardements

Washington.— An cours de sa conférence de presse du mercredi 28 juillet, M. Reagan a exprimé, une nouvelle flois, jouille sa confisence au principal négoclateur américaine au Liban. M. Philip Habib. Cette insistance était significative : elle visait, à la condition que fatt significative : elle visait, blen sût, en promier llen, à l'aire tour est de de l'Albis et comple et les soits de l'action la contra de l'aire de du département d'Etat en révélant qu'il était, com me de l'Etat d'une fluir se prositions a la question : « Etat-son en méritaine paine à pour l'instant — et la vaile des trouvers sa étignes ». La multiplication des emissions de montre de montre l'arge de se comple de l'Etat d'une l'aire de l'Albis et weinberger, lé au groupe industriel Betchtel, comm pour ses investissements dans le monde anable. Mais l'hommage du président impliquati suriout que les contre des négociations contre des négociations de la création des négociations de l'action des négociations de l'action des négociations de l'action des négociations des négociations de l'action des négociations de l'action des négociations des négoc

Nations unies?

C'est la question qu'a traité, mardi, M. George Bail, qui fut sous-secrétaire d'Etat adjoint dans les administrations Kennedy et Johnson, dans un article sévère publie par le New York Times. Jugeant que le moment est particulièrement favorable à une véritable négociation, parce que le litige israélo-palestinien est dans une impasse totale, M. Bail estime que les Américains devraient non esulement négocier avec les Palestiniens, mais repenser leurs relatiniens, mais repenser leurs rela-tions avec les Israéliens sur la base du «respect mutuet». Les Américains ont les moyens d'une telle politique, écrit M. Ball : « Ou Israél nous consulte désor-mais consulte des l'ences desse des

où on ne se faisatt pas faute, il y a encore quelques mois, de critiquer M. Begin, mais où on se veut, ces temps-ci, « loyal » à l'égard d'un chef de gouvernsment qui a toujours l'appul d'une majorité de ses compatricées, on bâtit ce scénario: après que l'OL.P. eut accepté les conditions de Washington, le dialogue finit par s'engager entre les Américains et M. Arafat, et M. Begin, rassuré, suit, avec quelque retard, le mouvement.

L'ennui est qu'on ne voit pas

L'ennui est qu'on ne voit pas très bien comment M. Reagan envisage de faire avancer ce pion-là. Sauf à envisager que ce sera lè la deuxième étape de la mission de M. Habib. Mais un homme peut-il résoudre, à lui tout seul. la «question de la Palestine», comme on dit pru-demment, depuis des années, aux Nations moies?

C'est la question qu'e traité.

« Ou Israël nous consulte désormais avant de se lancer dans des apentures militaires, renonce à ses ambitions expansionnistes et entame de sérieuses négociations de paix dans le but d'accorder l'autodétermination aux Palestiniens, ou bien nous metions fin à nos relations actuelles de grand frère indulgent et nous traitons Israël comme n'importe quelle autre nation amis, » autre nation amie, v

NICOLE BERNHEIM.

Les tirs de riposte palestiniens

ont fait des victimes à Beyrouth-Est

Les Libanais redoutent l'assaut israélien

en cas d'échec de l'émissaire américain

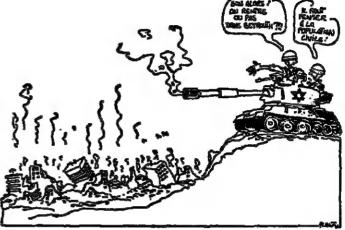
De notre correspondant

répit qui lour est octroyé — un cassez-le-feu entré en vigueur merredu 28 juillet land dans la nuit et respecté la jeudi main, mais de dispose seulement des deux jourtoute évidence limité à quarante-huit nées que lui a accordées M. Begin heuras — les Libanals des deux secteurs, chrétien et palestino-progressiste, ont le sentiment angolesé que imminent. Rares sont ceux qui

et Londres, où il a rencontré le roi impossibles à surmontor dans le cas Hussein de Jordanie, M. Habib a où, comme on le dit, l'« étape libe-

Beyrouth. - En dépit du nouveau tiennes) de ne pas riposter aux boml'O.L.P. e'engagerait irrévocablement à retirer tous les combaltants palesespèrent encore en un réglement drait ausel vaincre les objections politique couronnant les efforts de libarmises à un retrait palestinien l'émissaire américain, M. Philip par étapes dont la première se situerait au Liban même.

Arrivé mercredi dans la capitale
Ilbanaise, venant d'Israèl, après
s'être rendu à Damas, Tael, Rome
M. Habib, ne devraient pas être trouvé Beyrouth à leu et à sang ; naise » serait limitée à quatre jours. Il a su toutes les peines du monde En revanche, obtenir l'engagement



à faire promulguer l'actuel cassez- requis de M. Arafat apparaît comme

oredi se caractérise par la violence à Beyrouth quarante-neuf jours après a toujours pas de commune mesure jours de survie. Pourquoi céderalententre le pilonnege intiligé à Beyrouthoù an stationné une partie des trou- Unis, siors que le moral de leurs Grad se sont néanmoins abattus en début du siège ? grand nombre (plus de cent) en secteur chrétien. Ils ont surtout frappé la banfleue, le Kesrouen et le Metn

A Beyrouth-Ouest, on a dénombré dix-neut morts et cent quarante bles-sée. Pourtent la population, durement la veille dont le blian s'élève désormais à deux cent trois morts et précipiter dans les abris. Pour sa part, M. Bechir Gemayel svait or-

une gageura. Les Palestiniana constatent en effet qu'ils sont encera de la riposte palestinianne au -mede la riposte palestinianne au -metraquage - ieraélies. Toutefois, il n'y
ne leur donnait que deux ou trois Quest et les tirs de représailles pa- contrepartie politique maigré leurs ouvertures en direction des Etats-

Le « plan Habib » comporte trois points : l'engagement écrit de Beyrouth-Ouest par les fedayin : le retrait de ceux-ci d'abord vers le vers la Syrie, la Jordanie et l'Egypte, psys censés avoir accepté de les s'en défendent ; enfin la constitution d'une force multinationale améle consell de sécurité de l'ONU.

LUCIEN GEORGE.

Les États-Unis sont réservés sur « l'utilité » du projet de résolution franco-égyptien

Avant la réunion du Conseil de sécurité

Les Diello-Ullis Svill reserver.

Le Conseil de sécurité se réunit ce jeudi 29 juillet, à 15 heures G.M.T., d'abord à huis clos, puis en séance publique, pour examiner notamment un projet de résolution présenté par la France et l'Egypte. Ce texte a l'ambition de susciter un arrangement giobal visant plusieurs objectifs: un désengagement militaire autour de Beyrouth, le départ du Liban de toutes les forces étrangères sauf celles autorisées par les autorisées de Beyrouth, la mise en place immédiate d'une force internationale, et enfin l'amorce d'une négociation en vue de régier, sur le fond, le conflit israélopalestinien.

L'innovation dans ce dernier domaine, capital dans la mesure où il devrait entraîner une détente tent au Liban qu'eu Proche-Orient, consiste à combiner trois principes: le droit d'araël à l'existence et à la sécurité, selon les termes de la résolution 342 du Conseil de sécurité, le droit du peuple palestinien à une existence nationale étant euterdu que l'OLP, serait associée à toute

l'OLP, serait associée à toute future négociation et enfin, la reconnaissance mutuelle et simul-

reconnaissance mutuelle er simultanée des parties concernées.

Le projet de résolution francoégyptien e suscité des échos
encourageants dans les capitales
arabes et européennes ainsi que
parmi les membres du Consell de
sécurité. Cependant, son adoption
dépend des Etats-Unis. On pensait à Paris initialement que
Washington pouvait s'y railier
après que le nouveau secrétaire
d'Etat eméricain. M. Georges
Shults, ait admis le caractère
« central » du problème palestinien.

D'antant pins qu'il devenait évi-dent au fil des jours, que l'émis-saire américain, M. Philip Habib, n'était pas en mesure de faire aboutir un accord entre les belli-gérants. La crainte d'un assaut généralisé contre Beyro it n dévait, pensait-on encore à Paris, inciter Washington à cassumer ses res-ponsabilités s.

ponsabilités ».

L'impression prévalait mercredi dans la capitale tédérale qu'une attaque massive israelienne était probable dans les prochains jours si des progrès tangibles n'étaient pas réalisés per M. Habib. On admettait, en privé, au département d'Etat, qu'il est désormais besucoup plus difficile pour les Etats-Unis de « retentr » le gouvernement de M. Begin, qui a donné à M. Habib un délai de deux jours pour obtenir un règlement négocié.

Toutefois le département d'État.

Toutefois, le département d'Etat a émis mercredi de sérieuses réserves sur « l'atllité » du projet franco-égyptien. Un porte-parole a en effet réaffirmé que les Etats-Unis étaient totalement opposés à toute tentative de modifier la résolution 343 qui demeure, at-il précisé, et pierre angulaire de la politique améri-

Quai d'Orsay, a défendu la même

Quai d'Orsay, a défendu la même position. « Toute tentative de changer la résolution 242, de queique manière que ce soit, est nuisible ou processus de paix et Israël ne l'acceptera pas », a-t-il notamment déclaré.

Après avoir déploré « la campagne de dénigrement anti-israélienne en France et les abus de langage qui s'y sont manifestés », M. Roseune a exprimé son « étonnement » et sa « déception » face à l'attitude de la France, notamment au Conseil de sécurité.

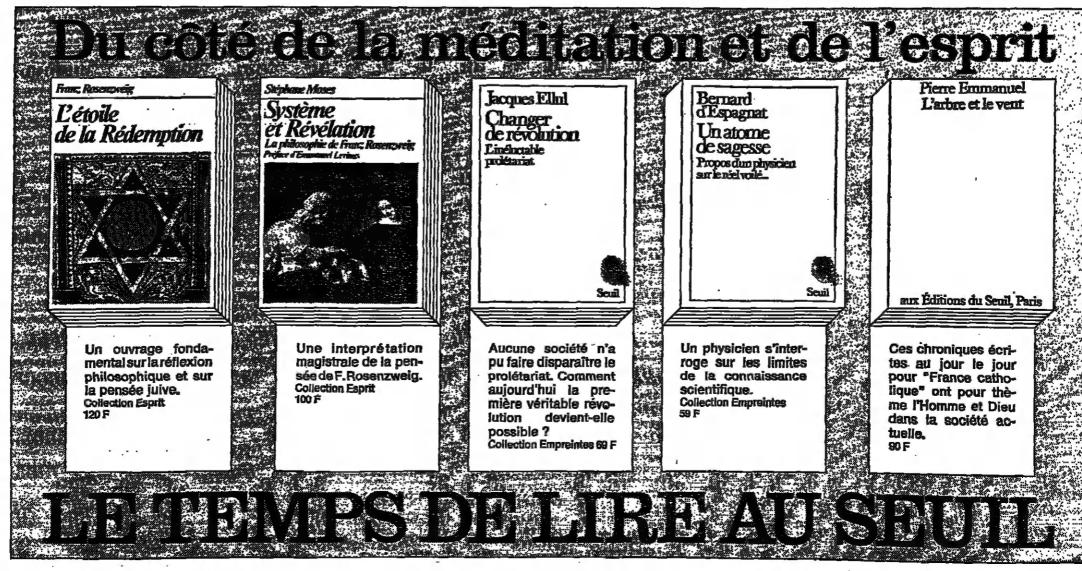
Par ailleurs le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Kilbi, a adressé un message « urgent » au président Reagan l'exhortant à « intervenir immédiatement pour sauver les civils innocents libourais et paleztiniens assiégés à Beyrouth - Ouest ». « Jusqu'à quand les Etats-Unis continue-ront-ils d'observer le silence sur les crimes odieux d'Israël ? », demande le secrétaire général de la Ligue arabe.

Le chef de l'Etat cubain.

M. Fidel Castro, en sa qualité de

a en effet réaffirmé que les Etats-Unis étaient totalement opposés à toute tentative de modifier la résolution 242 qui demeure, a-t-il précisé, e la pierre angulaire de la politique américaine au Proche-Orient ». En d'autres termes Washington s'oppose essentiellement à la reconnaissance réciproque et simultanée des peuples israélien et palestinien et à l'association de l'O.L.P. à des négociations menées sur cette base.

L'ambassadeur d'Israél à Paris, M. Meir Rosenne, su cours d'un entretien, mercredi, avec M. Francis Gutman, secrétaire général du



LES DEUX CONFLITS DU PROCHE-ORIENT

UN ENTRETIEN AVEC LE DIRIGEANT DE LA COMMUNAUTÉ CHIITE

« La cause libanaise vaut bien celle des Palestiniens »

Beyrouth, — M. Nahih Berri préside aux destinées du mouvement chitie Amal, qui, maigré ses divisions internes, demeure la principale force politique et militaire de la plus nombreuse des communautés musulmanes du Liban. Nous recevant dans son modeste logament de Barbour, situé non loin de la corniche Mazraa, devenue la cible favorite des Kfir israéllens, cet avocat d'une quarantaine d'années, qui sfait ses études en France, s'était opposé, avant l'entrée des troupes opposé, avant l'entrée des troupes israéliennes au Liban, aux Palestaniens et au Mouvement national libanais de M. Joumblatt, dont il avait pourtant été naguere un tidèle allié.

M. Berri, qui îl y a quelques minutes s'entretenait avec M. Arafat, arrivé chez lui à l'improviste, accompagne d'une dou-zaine de gardes du corps, estime qu'il faut maintenant oublier le same de gardes du cuirs, estine qu'il faut maintenant oublier le passé. « Lorsque Sharon campe à Baabda, les différends s'estompent. Les Israéliens ne veulent pas seulement chasser les Palestiniens du Liban, mais égulement les Libanais eux-mêmes. » Il est convaincu que les troupes de Jérusalem n'ont pas l'Intention de quitter le Liban de sitôt, « Il ne s'agit pas, dit-il, d'une impression personnelle, mais d'une constatation vérifiée par l'histoire. Les Israéliens ont des ambitions sur les eaux àbanaises du fleuve Litani et sur le Sud. Ils se comportent comme s'ils avaient l'intention de s'installer ici définitivement. Ils avaient affirmé qu'ils souhaitaient un Etat libanais fort et l'évacuation de toutes les jorces armées étrangères du pays. Or roule actife détraisers du pays. Or revacuation de toutes les forces armées étrangères du pays. Or voilà qu'ils détruisent la légalité, arrêtent les membres de la gen-darmerie et de l'armée, et met-tent en place dans le Sud leur propre administration locale. Ils ont mis près de quinze ans pour quitter le désert du Sinal. Or le Liban est un paradis... »

De tempérament calme, M. Berri s'empourpre quand on lui dit que certains chiites du Sud colla-borent avec Israël. «Il » a des

CORRESPONDANCE

de blindés

Nous avons reçu la lettre sui-pante de M. René Foch ; ,

vante de M. Reué Foch:

Votre nom est Eli Geve, et vous étiez le plus jeune colonel de l'armée d'Israël. Par deux fols, dans le Sinai, vous avez découplé vos chars dans le fraças des explosions et vous avez commu la joie du vainqueur après une juste guerre. A Sidon, vous avez écrasé les baraques de l'O.L.P. sous vos chenilles et nuis à Bevrouth de-

chemilies et puis, à Beyrouth, de-vant la ville immense à vos pieds,

vant is ville immense a vos pieds, quesque chose en vous a dit non.

Farce qu'un soldat perd son ame à faire la guerre à des civils.

Parce que vous êtes un homme libre. Farce que les morts du ghetto de Varsovie sont là qui défendent le ghetto de Beyrouth.

A Tel-Aviv,

mais pas à Paris...

Un de nos lecteurs neus écrit : Cent mille Israéliens peuvent manifester à Tel-Aviv contre la guerre, mais un Français ne sau-

guerre, mais un Français ne sau-rait pesser devant l'ambassade d'Israël, seul et portant une pan-carte « Arrêtez le massacre », sans être aussitôt salsi par la gendar-merie, traité d'« individu » sur toutes les fréquences, et retenu deux heures pour vérification de domicile. C'est ce qui nous est arrivé, mercredi 28 juillet. De qual droit?

De notre envoyé spécial

collaborateurs partout, dit - il.
a Qui a combattu les Is-aéliens
au Liban sinon les chitter? Nous
sommes avant tout ies Libanais
qui désirons collaborer avec la
légalité libanaise, l'Etat libanais
et faire partie miégrante du
Liban. Tout le reste n'est que
vain bavardage.» M. Berri nie
également l'existence de tendances opposées organulées au également l'existence de ten-dances opposées organizées au-sein du mouvement Amai « La diversité d'opinion au sein de notre organisation? précise-t-il, constitue une marque de santé. Mais lorsqu'une décision est enté-rinée par le conseil de comman-dement de notre mouvement, elle est chilisatoire pour tout le mode dement de notre mouvement, elle est obligatoire pour tout le monde. Je sais que vous voulez évoquer le cas de M. Hossein Moussant (1), qui jaisait partie du conseil de commandement. Il est maintenant exclu parce qu'il s'est opposé publiquement à ma nomination au sein du comité de salut national formé au début de la crise à Baabda. Il est maintenant dans la Bekan et ne représente plus grand chose.

— Le mouvement Amal est Tune des rares forces politiques Ilbanaises à ne pas s'être pro-noncée sur la candidature de M. Bechir Gemayel à la prési-dence de la République, Fautvoir dans ce silence une sorte d'approbation tacite?

- Non. répond M. Perri, Amai est contre le principe même d'élections tenues à l'ombre de l'occupatoin israélienne Je ne vois aucune raison Je se presser. Nous avons tout le temps d'ici au 23 septembre. Pour nous l'unique priorité est le retruit des Israétions, du moins de Baabda et de Beyrouth, pour vermettre des élections démocratiques et libres. Est-Il raisonnable de voter dans un Parlement entouré de chars israéliens? s

Si les conditions d'élections libres et démocratiques sont rem-plies, votera-t-il pour M. Bechir Gemayel?

a Chelkh Bechir, comme tout Libanais maronile, a le droit de présenter sa candidature. Mais l'estime que cette candidature est un produit de la guerre et un déji à une grande portre des Libanais. On dit que vous avons besoin d'un homme fort. Nous avons en jait besoin d'un médecin qui soit en mème temps un chirurgien. Le Liban a plus que jamais besoin d'unité. Un président de la République de déti suscitera d'autres défis. Et de déji en déji, nous nous acheminerons vers la partition. Je pense qu'il existe au sein c'e la communauté maronite des personnalités à la jois plus ivrtes et plus avisées qui pourraient faire (_) l'unanimité du peuple libanais.

— Si les Israéliens se lancent

Si les Israéliens se lancent à l'assaut de Beyrouth, combet-trez-vous aux côtés des Palesti-

Pourquoi parlez-vous tou-jours des Palestiniens? La situa-tion au Liban a changé depuis l'entrée des troupes israéliennes dans le pays. La cause libanaise vaut bien celle des Palestiniens. vant bien celle des Palestiniens. Visitez un peu les quarités schittes de Hay-Solloum, Borci-Braineh, la région de l'aéroport, de Lailako: vous y verrez un téritable spectacle d'apocalypse dans ces secteurs où vivent les pauvres, en majorité des chittes. On est en truin de détruire presque entièrement ces quariters qui ne comptent pas, en dehors du camp de Bordi-Braineh, de Palestiniens. Donc ce sont exclusive-

niens. Donc ce sont exclusive-ment des Libanais qui sont visés. M. Berri est amer lorsqu'il parie de la pessivité de l'opinion publique internationale et surtout arabe devant ces destructions. Il ajoute presque honteux « a Je dois nous dire que la seule manifesta-tion organisée en noire javeur s'est déroulée à Tel-Autv...»

Propos recueillis par JEAN GUEYRAS.

LA GUERRE DU GOLFE

Le conflit avec l'Iran paraît avoir consolidé l'unité nationale en Irak

nilitaire facilitant leur propre retour.

L'évolution de la situation a semblé, en mai et juin, devoir leur donner

raison. Or c'est le contraire qui

s'est produit, du moins jusqu'à

La retraite du Khouzistan après

l'offensive des 29 et 30 avril, et

surtout la reprise de Khorramchahr

(Mohammara pour les Irakiens) par

les traniens le 24 mai ont auroris

l'équipe au pouvoir et les diplo-

mates en poste à Bagdad. M. Tarek

Aziz, vice-premier ministre et Idéo-

logue du Baas, que nous interro-

gions, ne cherche pas à dissimuler

les faits: «If y a eu les erreurs

de quelques commandants, les né-

gligence d'autres chefs, et surtout

l'incompétence es le manque de sang-troid des principaux respon-

Le setti général ktirde

être facilement neutralisée al le

commendement pe l'aveit injesée

s'étoffer en tardant trois ou quatre

jours avant de réagir. Par la suite,

très violents et les traniens auralent

perdu quelque quarante mille

hommes, selon notre interlocuteur.

L'Iran est dirigé par une - bande de fous. et présente une menace pour tous les pays du Proche-Orient, a déclaré mercredi 28 juillet M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense. Il a ajouté : Je pense que les Iraniens constituent une sérieuse menace pour les pays du Proche-Orient, y compris Israel . Les franiens semblent être totalement fana-tisés et ils n'ont aucun respect de la vie humaine », a concin la chef du Pentagone. C'est la première fois qu'un membre du gouverne-

s'était stabilisé depuis queiques ours à l'avantage apparemment de l'Irak, les forces iraniennes ont décienché une nouvelle et forte offensive dans la soirée de mer-credi, a annoncé, ce jeudi matin

L'attaque, comme les précèdentes, a eu lieu à la frontière à l'est de qu'une partie des forces assaillantes a été encerciée et ou une autre a été détruite. « A l'aube, poursuit le déclanché une contre-offensive et ont obligé l'ennemi à recular de façon désordonnée. Nos hélicoptères, en coordination avec les forces terrestres, ont détruit un grand nombre de blindés. =

D'autres communiqués sont annoncés, ce qui signifie que les

Bien que très meuntrier, le conflit a paradoxalement consolidé l'action unitaire du parti Baze au pouvoir. Dans ce pays qui est une mosaïque d'ethnies et de religions, la guerre, en provoquant le brassage des hommes face au danger commun. a en effet renforcé le sentiment national des Arabas — principalement les chiltes, qui forment 60 % de la population et 80 % de la communauté arabe (1) - et, chez les autres groupes - Kurdes et Turkmenes sunnites, chrétiens, assyriens ou chaldéens, etc., - le sentiment d'appartenance à un État qui se yout laic et moderniste.

Paradoxalement aussi, la guerre a consolidé le pouvoir du président Saddam Hussein, Nombre d'oppoles basssistes dissidents - esti-

ment américain utilise des termes aussi durs à l'égard du régime de l'imam Khomeiny.

Seion Radio-Téhéran, des combats commencés dans la nuit de mercredi à jeudi se déroulaient toujours ce jeudi matin 29 juillet dans la région de Bassorah, à la snite d'une nouvelle attaque

Un porte-parole irakien a affirmé que les forces iraniennes ont battu en retraite après

De notre envoyé spécial sables à Bagdad, Mille cinq conts à deux mille traniens en auraient maient que le changement passait profité pour s'infiltrer de nuit. Au par l'assassinat ou le renversement leu de combattre, les officiers iradu chef de l'Etat ; ils pensaient kiens du secteur ont cédé à un aussi que la prolongation de la mouvement de panique qui z entralguerre et les revers subis par l'armée né par contagion l'effondre Irakienne au cours des mois écoulés mble du dispositif.

> commandant de l'armée Salah El-Kadi, ont été traduits devant la Cour martiale, il sembleralt même que plules armes, dont le général Chatna - soul général kurde et qui était considéré comme ayant la favour de

Le chef de l'Etat a ensuite reçu le quitus de la base du parti au neuvième congrès (25-27 juin), qui gués venus de tout le pays. Les trois principaux points à l'ordre du jour sein dans la vie du parti et de la révolution ; les structures socialistes de l'Irak. » « La popularité du président s'explique, nous a déclaré M. Nasyit Jassim, ministre de l'intout ce qui a été fait dans notre paya maigré la guerre et elle compare à ce qui se passe en iran. Làbes, l'économie est délabrée, les universités ne fonctionnent pas et il y a des millions de chôme alors qu'ici les entants vont à l'école et it y a du travail pour tous. > PAUL BALTA.

(I) Et non de la communauté menimane, comme un lapaut

Célibataires sautez-vous dans un train au hasard?

Non, blen sûr. Alors pourquoi laisser le hasard décider soul de votre avenir amoureux?

ll existe aujourd'hui un moyen sérieux de rencontrer pour la vie, à partir d'une véritable étude psychologique, la personne pouvant répondre à votre attente et à votre personnalité.

Moderne et scientifique, la méthode ION a 30 années de succès.

Dlon International Our produ busintense de LON : depute 1950. 195 ericina, juine de 195 entretius (radio et T. V.), 10 livere, 1 film est tiatio de ce pengele scientifique, le, pius consentiarie de notes temps dans le désistin de mariage.

GRATUIT) Veuillez m'envoyer sens engagement, sous pli neutre et cachaté, le livret d'information en couleurs «Pour un couple nouveau»,

• Mme Marseyan nous prie de signaler que les commentaires qui lui ont été attribués (le Monde 24 et 25 juillet) n'engagent pas sociation France-Palestine, et que l'hypothèse de la responsabi-lité d'Abou Nidal dans l'assassinat de Fadi Dani était envisa-gée comme une hypothèse parmi

(Publicité)

COURS D'ARABE en 6°

Les parents, domiciliés dans les arrondissements de la rive gauche de PARIS et rencontrant des difficultés pour que leurs enfants étudient la langue arabe en classe de 6°, sont vivement priés d'exposer leur cas en écri-vant à A.S.F.A. (M. KHAYATI), 14, rue Augereau, 75007 PARIS

RÉSIDENCES - CLUBS 3. AGE Cabinet INDEXA 761. 1 (93) 80.88.31 F.N.A.I.M.

ABONNEMENTS VACANCES

1 mois 1/2 147 F 2 mois 189 F 3 mois 273 F

(pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le ayec le règlement correspondant à :

Le Monde

Service des abonnements 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au *Monde* pendant les vacagoes pour

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italieus 75427 PARIS - CEDEX 69 C.C.P. Paris 4207-23 **ABONNEMENTS** 3 mols 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-DOM-TOM. 273F 442F 611F 780F TOUS PAYS ÉTRANCERS PAR VOIE NORMALE 533 F 962 F 1 391 P 1 820 F ETRANGER

(par messagaries) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 313F 522F 731F 949F IL - SUISSE, TUNISIE 396 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voic africane 'Turif sur demande, Les shomés qui paient par chèque postal (trois voicis) vuoltont ben joindre ce chèque à leur denande.

provisores (deux semaines ou pins); nos abanada sont invista à formule; leur demande une semaine su moins avant leur départ.

Joindre la demière beade d'envoi à Venillez avoir l'obligeance de

BONNES VACANCES! PENSEZ... ABONNEMENT

5 tirages consécutifs bulletin SIMPLE bulletin MULTIPLE

THE GUARDIAN The Washington post WEEKLY

An English Section of "Le Monde" is published, once a week, in collaboration with the "Guardian Weekly" (specimen copy on demand).

Annual subscription rates (payable in advance) :

Subscriptions can be ordered directly at the following address: LE MONDE 5, rue des Italieus 75427 Paris Ceder 09

Payment by check, bank transfer or money order.

Une sélection d'articles du « Monde », en anglais, paraît toutes semaines dans le « Guardian Weekly » (spécimen sur demands). Tarif d'abonnement annuel :

Europe Afrique du Nord et Moyen-Orient

Palement par chèque, transfert bancaire ou mandat,

LE MONDE 5, rue des Etaliens 75427 Paris Codex 40

WINCE DE L'UNESCO A ME

MI - 212 L'ALIGHNET CUT E HOWELD CHEE DE L'ETAT 10000F EAUS SAPSIE

7-72-000 100 M militaria gas

.

or many an

100

1 75 7 750 K

je≟ skilos

Le Monde

DIPLOMATIE

LA CONTROVERSE EURO-AMÉRICAINE

La famille occidentale se querelle mais elle est toujours là, déclare M. Reagan

Le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Otto Lambs-dorf, qui séjourne actuellement aux Etats-Unis, a assuré dans un entretien publié mercredi 28 juillet par le « Washington Post » que la R.F.A., la Grande-Bretagne, l'Italie et la France étaient unanimes à rejeter l'application du principe d'extra-terri-torialité dans l'affaire de l'embargo américain contre le gazoduc eurosibérien. Il a d'autre part estimé que les livraisons de gaz soviétique n'assureraient que 5 à 6 % des besoins énergétiques ouest-allemands.

Au cours de sa conférence de presse, dont la plus grande partie avait été consacrée à la guerre du Liban (lire page 3), le président Beagan, après avoir donné des précisions sur sa poli-tique économique, a eu l'occasion de rappeler la position de Washington sur cette crise euro-américaine.

De notre correspondante

Washington. — En matière économique, M. Reagan, dans sa conférence de presse, est resté totalement fidèle à ses principes. Maisil y a ajouté dès son introduction, une notion nouvelle : celle d'un amendement à la Constitution faisant obligation d'équilibrer le budget. Un projet qui est déjà devant le Sénat. Pour le chef de Feràcutif, la crise économique actuelle a une origine largement psychologique, qui pourrait être corrigée par e cette réjorme jondamentales. Sans évoquer les nouvelles projections de l'Office fédéral du budget (qui prévoit, pour chacane des trois prochaines années fis cales, un déficit de 140 à 160 ml' liards de dollars), le président a déclaré que le déficit budgétaire ne sersit pas aussi important si le Congrès lui avait accordé toutes les réductions de dépenses fédé rales et d'impôts qu'il a demandées. La reprise sera a lente, dijficile, muis le refour à la prospérité est en vue a, a dit le président, qui a conseillé à ses compatriotes de a retrousser leurs manches a.

LA CONFÉRENCE DE L'UNESCO A MEXICO

Les délégués du Tiers-Monde soutiennent la « croisade » de M. Lang contre les Etats-Unis

De notre envoyé spécial

Mexico. — La « bombe » lancée du ministre français et les marmardi 27 juillet (le Monde du
29 juillet) à Mexico par M. Jack
Lang, ministre français de la
culture, a brusquement animé les
débats de la deuxième conférence
mondiale sur les politiques culturelles corpanisée par l'Inseco. En
mule de l'ancien président Senréclamant une « croisade » contre l'a impérialisme financier et culturei » des Etats-Unis M. Lang a exaspèré les membres de la délé-gation américaine, satisfait la grande maorité des délégués des pays du Tiers monde et suscité des réactions « diverses » parmi les Européens. Il a peut-être aussi rendu plus délicat le travail de la délégation française chargée, par un vote unanime de la confé-rence, du rapport final de la

la réforme de choc de M. Lang e économie, culture : même combats M. Allan Weinstein, adjoint de Mone Gerard, chef de adjoint de Mme Gerard, cher de la delégation américaine, a ré-pondu en haussant les épaules : « Nous sommes venus à Mexico pour parler de culture, et de rien d'autre... » A en juger par les ovations qui ont salué le discours

LE QUAI D'ORSAY SE DIT « SUR-PRIS » PAR L'AUDIENCE QUE LE NOUVEAU CHEF DE L'ÉTAT BOLIVIEN A ACCORDÉE A KLAUS BARBIE

ALAUS DAKDIE

Le ministre des relations extérieures a exprimé le mercredi
28 juillet sa a curprise » à la suite
de l'audience que le nonveau
président bolivien, le général
Guido Vildoso, a accordée le
22 juillet à Klaus Barbie-Altmann,
ancien chef de la gestapo de
Lyon, dont la France à vainement
réclamé l'extradition.

Le Quai d'Orsay sonligne que
après cet entretien, l'ambassadeur
de France à La Paz, M. Raymond Césaire, a déclaré inndi à
une radio bolivienne : « Je ne
peuz que regretter qu'un tel personnagei qui est poursuiri en

sonnage qui est poursuiri en France pour des crimes de guerre, puisse être reçu publiquement ou pulcis présidentiel s.

A l'issue de l'audience, le « bou-

cher de Lyon z qui a obtemi la nationalité bolivienne en 1957 sous l'identité de Klaus Altmann. avait déclaré qu'il sétait rendu au palais présidential a pour des questions d'ordre furidique et administratif a. Condamné à mort par contu-

mace à deux reprises en France.
Elaus Barbie est accusé de la
mort de plusieurs milliers de personnes, parmi lesquelles Jean.
Moulin, l'un des chefs de la Réals-

La France, qui a déjà réclamé
son extradition en 1974 et 1979
pourrait, croit-on savoir, présenter une nouvelle demande aux
autorités boliviennes.

Tunisie

LES AUTORITES TUNISIENNES, selon le Mouvement
d'unité populaire de Tunisie,

POUR PERMETTRE LA RÉUNION DU SOMMET DE L'O.U.A.

La République sahraouie accepterait de se retirer « volontairement et temporairement » de la conférence

De notre envoyé spécial

nouveau ajournée mercredi 28 juillet. Ce report, le troisième en trois jours, laisee mai augurer de la suite, d'au-tant que la Haute-Volta, contraire-ment à l'intention qu'on lui prêtait. a annoncé son rafus de sièger en conseil aux côtés de la République arabe sahraouje démocratique. Jusqu'à mercredi, il manquait un seul deux tiers requis per la charte. Il EUROPE en manque maintenant deux (1).

ghor, très actif à Mexico, la culture est un élément essentiel du développement véritable des sociétés. Ce n'st pas seulement un cincident » de seance qui a éclaté Depuis trois jours, ambassadeurs et ministres n'ont pourtant pas mé nagé leurs efforts pour élaborer un à la conférence de l'Unesco, mais un nouvel épisode de la querelle Nord-Sud. « compromis à l'africaine ». Lors d'une réunion « informelle » ouverte à tous les chefs de délégation, ils Le ministre français de la cul-ture — qui a confirmé la propo-sition de M. Mitterrand de réunir à Paris en 1983 des « états géné-raux mondiaux de la culture » réunissant des délégués des cinq continents — n'est en effet pas le qu'il accepte la sormule nigé-riane » : la RASD participerait aux travaux du consell des ministres, mais pas à la conférence des chafs d'Etat prévue du 5 au 8 août. Celle-ci pourrait se saisir à nouveau seul à introduire brutaiement la e politique » à l'Unesco et le secrétaire général de cet orga-nisme n'en paraît pas fâché même s'il est tenu lui-même à la disde l'ensemble du dossier saharlen Selon le président du conseil des ministres, M. Archia Mogwe (Bots-wane), « la RASD se retirereit volontalrament et temporairement » de la

conférence. Cette proposition a été transmise à tous les Etats absents de Tripoli par l'Intermédiaire de M. Arap Moi. président en exercice de l'O.U.A. La

(1) Trense-deux pays sont prêts à sièger au conseil des ministre à côté de la RASD : Algérie, Angola. Sein, Bothwana, Burundi, Cap-Vert, Centrafrique, Congo, Ethiopie, Ghana, Guinée-Blusau, Libye, Leso-tho, Madagaacar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mosambique, Kouya, Niger, Nigeria, Ewanda, Sao-Tome, Sembalisa, Swadland, Tan-Tome, Seyohelies, Swaxiland, Tan-ranie, Togo, Zambie et Zimbabwe; l'ambasetdeur tchadien à Tripoli surait accepté de sièger lors de la séance d'ouverture; enfin, la pré-sence de la Elierta Leone set vial-semblable.

couloirs de la conférence, à rap-peler que la France condamne toujours l'intervention soviétique en Afghanistan et que sa position sur la Pologne était parfaitement claire. « Je ne suis pas anti-américain, a-t-il répèté avec force sans parvenir à convaincre tous ses interlocuteurs, fadmire le dynamisme américain. Jai aidé des artistes américains qui ne pouvaient s'exprimer aux Etais-Unis. » Mais, a-t-il ajouté, « Il faut que les américaine laissent les peuples, en particulier dans cette région, libre sue choisir leur destin ». MARCEL NIEDERGANG.

Accusé par certains de faire le jeu de l'a autre impérialisme », le ministre français a tenu, dans les couloirs de la conférence, à rap-

Tripoli. - L'O.U.A paraît s'enliser délégation sahraoule a salsi son dans l'impuissance. Faute de quo- = gouvernement », dont la réponse num, l'ouverture du conseil des mi-positive serait parvenue mercredi soir nistres de l'Organisation a été de à Tripoli, el l'on en croit le porteparole fibyen, M. All Triki. Les Sat-raouls se refusaient, mercradi, à tout commentaire. Admettant qu'aucune autre formule d'accord n'était envisagnable, M. Mogwe z ajouté : « Nous

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Espoane

M. SUAREZ QUITTE LE PARTI GOUVERNEMENTAL

Madrid. - L'ancien premier ministre espagnol, M. Adolfo Suarez. a confirmé, le mercredi 26 juillet, qu'il quittait l'Union du centre démocratique (U.C.D.), le parti qu'il a fondé et moné à la victoire aux premières élections de l'après-franquieme en 1977 et, de nouveau, en 1979.

M. Suarez et ses amis avalent perdu le contrôle du parti gouver-nemental à la fin de l'an dernier, au profit de M. Leopoldo Calvo Sotelo, actual premier ministre. ils n'ont pu la récupérer lorsque ce dernier a cédé la place, au début

du mois, à M. Landelino Lavilla. Après avoir gardé le silence pour observer la façon dont M. Lavilla remaniait la direction du parti. M. Suarez a finalement confirmé sa décision de quitter l'U.C.D., dont il pourrait rencontrer la presse cette semaine pour expliquer sa décision et annoncer la préation de son propre parti en vue des élections légle-latives qui suront sans doute lieu

avant l'an prochain. On ignore encore combien de parementaires centriates la sulvron dans l'aventure. Le système électora espagnol pénalisant les petites forcoup préféreront rester au sein de l'U.C.D. — malgré se déconfiture pour garder la bénéfice du sigle.

50 grammes de caviar très frais...

Une idée pour les soirs d'été aux Champs-Élysées, dans une ambigaçe musicale romantique et des prix déaustation pour le mellleur covior. Avec les exquises spécialités persones au restourant LE GOLESTAN, 67. Champs-Elysées. 225-62-90.

La guerre des Malouines est-elle terminée?

il n'y a pes eu de « cessation une « suspension » des hostliune « suspension » des hostili-tès, affirme la gouvernement argentin dans une communica-tion adressée le 26 juillet au président du Conseil de sécurité des Nations unies. En Interdisant autour des Malouines une zone maritime qui relève de la juridic-tion argentine, le gouvernement denta, estiment les militaires au pouvoir à Buenos-Aires,

A Londres, même langage : en réponse à une question écrite, le secrétaire au Foreign Office, M. Francis Pym, a déclaré le mercredi 28 juillet à la chambre des Communes que le gouvernement de Mme That-cher mainfléndrait une « 20ne de protection contre une nouvella attaqua argentine - et un embargo sur les ennes tant que l'Argentine « ne donnerait pus de réponse chaire et définitive aur la cassation permanente des

Et les représailles économiques entre l'Europe occidentale Oui de la part des Européens,

La guerre des Malouines est-elle terminée ? Non, à lire les Bretagne, a déclaré, mercredi. M. Michel Jobert, le ministre français du commerce exterieur. maintenu ses mesures de rétorsion au boycottage européen, a prácisé le ministre, en refusant d'acheter des produits venant du Marché commun. Air France n'a pas pu reprendre ses llaisons avec Buenos-Aires.

Enfin, question annexe : les généraux argentins se sont-lis battus comme il falleit contre leur adversaire britannique? Apparemment non, puisque que tre d'entre aux, dant celul qui dirigeait la garnison argentine aux Melouines, la général Mario Menendez, viennant d'être rale-vée de leurs fonctions. Celui-ci vient d'accorder sa première interview depuis la défaite. Il avait déclaré, au début de la guerre, qu'il était prêt à mourir pour délendre le «territoire argentin ». Dans ses propos à l'hebdomadaire argentin Sinte Dias, il a apporté une nuanca qui manqueit dans sa première affirmation : j'aurais été prêt à mourir si les opérations devalent conduire à une victoire argen-tine, a-t-il déclaré. S'il s'est rendu, et par la même occasion maintenu en vie, c'était pour éviter un nombre élevé et injus-

AFRIQUE

Sainte-Barbe DE LA 6° AUX TERMINALES ABCD

PRÉPARATIONS COMMERCIALES SC.-PO - VETO - KINESI

Votre BMW: On en prend soin chez Zol

Le haut riveau technologique de BMW necessite maintenant un



sulvons de près l'évolution des BMW. Nous avons su nous équiper et former les meilleurs techniciens en électrorique, parlaire les reglages, bret entre-tenir votre BMW et la maintenir au meilleur de sa

O Ziar PORTE / GOLD 44 av. Ed.-Volkent 92100 Boulogne. Tel, 609.91.43.



Ki redont fas en vacancas!... El vous attendent dans toutes les régions de France. C'est le moment de refléchir avec aux sur votre fature maison cleien main.

Hun avoi buraduse sur place appeler ou écrises: Archikdu-fâtiveurs Bl 84-84006 AVIGNON Tel:90/8523.24

PUBLICATION JUDICIAIRE

UTILISATION ILLICITE DES MARQUES CHANEL N° 5 ET N° 19 **AU MOYEN DE TABLEAU DE CONCORDANCE CONTREFAÇON DE LA MARQUE** N° 5 DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

1) Le S.A. CHANEL est propriétaire des marques CHANEL N° 5 TOIRE DE PRODUITS COSMETOLOGIQUES (L P C.) puis la S.A.R.L. SOCIETE D'EXPLOITATION DES LABORATOIRES L.P.C (ci-après dénommés Sté L.P.C.) ont commercialisé, avec la collaboration de mine FOY, sous les marques PARFUMS IGOR DE JADE ET

PARFUMS IGOR DEZAD, en se référant à un - tableau de concor dance - avec les marques les plus prestigieuses, une gamme de produits dont l'embellage portait, entre autres signés, la mention
PARFUM DE TOILETTE N° - suivie d'un nombre à un ou deux chiffres compris entre zèro et quinze : ils ont plus précisément offert à la vente dans ces conditions un « PARFUM DE TOILETTE Nº 3 », désigné dans le « tableau de concordance » par un moi » TER » avec la référence « Tendance à -5- CHANEL » et un » PARFUM de TOILETTE N° 5 », avec la référence » TENDANCE à -19- CHANEL ». 2) Par son jugement du 25 juin 1980, la 3' Chambre du Tribunel

de Grande Instance de Parle a . retenu à la charge des défendeurs l'utilisation illicite des trois marques CHANEL, Nº 5, Nº 19 au moyen du « tableau de concor-

dance » et la contrelaçon de la marque Nº 5 par opposition de la mention « PARFUMS DE TOILETTE Nº 5 » sur un produit LP.C.;

- condamné les défenseurs à payer à la Sté CHANEL : 1) M. MEHL, la somme de 20000 F; 2) la Sté L.P.C., la somme de 30000 F;

3) M. MEHL, la SM L.P.C. et Mile ROY in solidum, la somme de

5000 F; interdit aux défenseurs l'utilisation sous quelque forme que ce soit de Fune ou l'autre des trois marques de la société CHANEL et ce sous astreinte définitive de 500 F par infraction constatée :

ordonné la publication de son dispositif dans trois périodiques aux frais des défendeurs pour le prix global maximum de 9 000 F. 3) Par arrêt du 30 avril 1982, la 4º Chambre de la cour

Considére notamment - que contrairement aux affirmations des appelants il n'est nullement démontré ni même allégué qu'à la date du premier dépôt des marques litigieuses, il ait été dans les habitudes de la profession de faire apparaître dans le conditionnement de la marchandise vendue su détail des indications relatives à une classification opérée au sein de l'entreprise de production al que à l'utilisation des vingt premiers nombres ; que l'emploi des signes n° 5 et n° 19 pour désigner des partums était donc à la date considérèe insolite et de nature à conférer aux marques déposées le caractère distinctif requis par la loi ; que ces marques sont donc

valables »; Confirme le jugement critiqué dans toutes ses dispositions sauf ce qui concerne :

- le montant des indemnités mises à la charge de M. MEHL seut el de la société L.P.C. seule ;

- les publications. Le modifiant de ces deux chafs :

1° a) Condampe M. MEHL à payer à la société CHANEL une indemnité portée de 20 000 F à 30 000 F;

b) Condamne la société L.P.C. à payer à la nociété CHANEL une indemnité portée de 30 000 F à 45 000 F 2º Ordonne la publication du présent arrêt, în extenso, par extrait ou sous forme de résumé dans cinq périodiques du choix de la

société CHANEL sans que le coût global de ces insertions puisse excéder 25 000 F. Y ajoutant,:

Condamne in solidum M. MEHL et la société L.P.C. à payer à société CHANEL la somme de 10 000 F au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile;

Les condamne aux dépens d'appel.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

• DEUX MILLE VILLAGEOIS DEUX MILLE VILLAGEOIS AURAIENT ETE MASSA-CRES par l'armée afghane et six villages rayés de la carte, a déclaré mardi 27 juillet au quotidien suédois Dagens Nyheter le vice-président du Comité suédois-afghan, M. Carl Schoenmeyr, qui a véeu trois ans en Afghanistan a ve e l'Unicef. Citant des témoi-snages d'extlés afghans, il afgnages d'exilés afghans, il af-firme que ces six villages de la province du Logar ont été rasés en représailles contre l'aide apportée par les paysans à la résistance.

ont refusé à M. Ahmed Ben Salah, ancien ministre de l'économie, et responsable de cette formation interdite, l'an-torisation de se rendre à Tunis, le 27 juillet, pour assister aux obsèques de son frère, le Dr Mohamed Ben Salah tué dans un accident de la routa. M. Mohamed Ben Salah vit en exil en Europe depuis qu'en 1973 il s'est enfui de la prison tunisienne où il était détenu.

• M. MENAHEM BEGIN, premier ministre israélien, se rendra en voyage officiel au Zaire début soût, a annoncé son secrétariat. C'est la première visite officielle qu'effectuera un dirigeant israélien en Afrique noire depuis 16 ans. -(A.P.)

Au Conseil des ministres

◆ Des pratiques voisines du banditisme >

Voici le texte du communiqué du conseil des ministres du 28 juil-let sur la dissolution du SAC : «Le conseil des ministres a prononce la dissolution de l'association dit a Service d'action civique ». L'action de cette organisa-tion est jondée sur la violence et sur des pratiques voisines du banditisme, comme en témoignent les nombreuses affaires judiciaires dans lesquelles certains de ses ment son membres et de ses dirigeants ont question.

La loi du 10 janvier 1936

La loi du 10 janvier 1936 sur « les groupes de combat et milices privées » votée alors que Pierre Laval était président du consell, visait les ligues factieuses de Laval était président du consell, visait les ligues factieuses de l'époque. Elle prévoit la dissolu-tion s par décret rendu par le président de la République en consell des ministres à de « toutes les associations ou groupements de fatt : 1) qui provoqueraient à des manifestations armées dans la rue ; 2) on qui (...) présenteraient, par leur forme et leur organisation multaire, le carac-

été et sont impliqués. Le SAC entre donc dans le champ d'ap-plication de la loi du 10 janvier 1936. »

raient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'attenter par la force à la forme républicaine du gouvernement ». (Article 1.) Des peines d'amende ou de prison (de six mois à deux ana) sont prévues pour « quiconque aura participé au maintien ou à la reconstitution directe ou indirecte de l'association ou du groupement » l'association ou du groupement » dissous. (Art. 2.) Cette loi a été complétée le 1er juillet 1972 par un article consecré à la répression de la discrimination, de la

de telles associations utilisant de telles pratiques et de tels moyens dans un régeme de démocratie et de liberté.

D'acries, depuis mai 1981, le SAC est délibérément passé dans la clandestinité. Cette décision déjà décrétée, à toutes fins utiles,

avant même que ne soit connu le résultai des élections présiden-tielles, prouve à quel point l'im-provisation et l'amateurisme ne

le vieux combat contre la gauche et les adversaires traditionnels.

Le rapport de la commission parlementaire d'enquête

Après la tuerie d'Auriol (Bouches-du-Rhône, en juillet 1981), de nombreux hommes politique, de la majorité avaient souhaitè une dissolution immédiate du SAC, dont plusieurs militants marselllais étaient impliqués dans le drame de la bastide de la Douronne (six morts). L'inculpation du secrétaire général du SAC, M. Pierre Debizet, pour complicité d'homicide volontaire et de séquestration dans cette affaire renforca le camp des partisans d'une dissolution. Finallement, l'instruction judiciaire de la tuerie d'Aurioi étant en cours il a paru préférable, dans un premier temps, de créer une commission parlementaire d'en-quête sur toutes les activités du ception des faits donnant lieu à

proposition de loi de M. André Lajoinie (P.C., Allier) et du groupe communiste créant une com-mission « pour faire toute la lumière sur les activités du SAC et pour déterminer les compli-

M. Alain Hautecœur, député

De son côté, M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République a commenté ainsi cette décision : «Le SAC était lié à des affaires de song, des affaires d'argent et des affaires de secret, ce qui mettait évidemment son existence largement en

les dangers réels que représentent de telles associations utilisant de

des poursultes judiciaires. C'est le 18 décembre 1981 que l'Assemblés nationale adopta une et pour acterrates content à pu bénéficier à tous les niveaux». Le groupe R.P.R. n'avait pes pris part au

la juridiction administrative.

» Les partisans qui n'attendent que çà pour hurler aux règlements de comptes politiques, même si certains, au fond d'eux-mêmes, ne sont pas mécontents de s'arracher cotte tunique de Nessus. (...)

» Bien entendu, la commission s'est posé la question. Elle l'a fait une que que l'est posé la question. Elle l'a fait une que que l'est posé la question. M. Alain Hauteceur, député (P.S.) du Var, fut élu président de la commission, et M. Louis Odru, député (P.C.) de la Seine-Saint-Denis, rapporteur. Peu après que la commission se soit mise au travail, les députés de l'opposition, le 19 janvier 1982, décidaient de «suspendre» leur participation à ses travaux, estimant qu'ils empiétaient sur le domaine judiciaire. Ils n'y sont jamais revenus et, jusqu'à la fin, seuis ont participé à l'enquête les commissaires de la majorité. Une centaine de personnes ont été entendues par la commission dont le rapport, rendu public le 24 juin, compte quaire cent quarante-deux pages sans compter les extraits sans a priori (...) La commission s'est également interrogée sur l'efficacité d'une telle dissolution. pages sans compter les extraits des procès-verbaux d'auditions (cinq cent cinquante-deux pages) publiés le 8 juillet (1). ges) publiés le 8 juillet (1).

Le rapport ne concluait pas
explicitement en faveur d'une dissolution, considérant qu'une telle
décision relevait du gouvernement, en vertu de la joi qui donne
au seul exécutif un tel pouvoir.

Controlis deux leurs applications.

Une histoire mouvementée

Issu du service d'ordre du R.P.F (Rassemblement du peuple français, fondé par de Gaulie), le SAC, né en 1958, est donc officiellement dissous. Cette association destinée à soutenfr l'action du général, a tout d'abord approuvé la politique gaulliste en faveur de l'Algérie française. Elle a été maintes fois seconée par s été maintes fois secouée par des conflits internes et ébranlée par des scandales touchant di-rectement ses membres.

Lors de sa venue an ponvoir en Lors de sa venue au pouvoir en 1969, Georges Pompidou, se disant « impitoyable » envers les « polices parallèles et les organisations armées clandestines », avait chargé M. Pierre Debizet d'assumer la direction du SAC et hil avait assigné comme mission de l'épurer. M. Debizet, qui avait déjà dirigé le SAC à sa fondation avant d'être remplacé par M. Paul Comiti, garde du fondation avant d'être remplace par M. Paul Comiti, garde du corps du général de Gaulle, avait alors décidé que tous les anciens membres devratent fournir un casier judiciaire vierge sous peine d'exclusion et que cheque nouvel adhérent devrate être irréprocha-

ble sur le plen pénel L'accession au pouvoir de M Giscard d'Estaing jeta un trouble au sein de l'organisation gaulliste. Certains de ses membres étaient divisés sur le soutien à apporter au nouveau chef de apporter au nouveau chef de l'Etat, qui, cependant, utilisere les services de ces militants lors des campagnes électorales. Cela bian que M. Debizet, depuis de nombreuses années, se soit efforcé de maiures années, se soit efforcé de maintenir son organisation indé-pendante des partis de la majorité d'alors.

L'affaire d'Auriel

Si les liens organiques avec les gaullistes n'existent plus officiel-lement, les relations personnelles n'en demeurent pas moins avec certains des dirigeants. Au fil des ans, le SAC était devenu une officine de louage de services à l'idéo-logie approximative.

provisation et l'amateurisme ne font pas partie de la nature du SAC. (...) Tout était prêt, tout avait été préparé pour que soient installées les nouvelles structures à mettre à la disposition des anciens compagnons pour continuer, sous des formes renouvelles, le rieur combat contre la cauche Après avoir compté en 1968 quelque vingt mille adhérents, le SAC ne regroupair plus que cinq mille militants. Cette organisa-tion en perte de vitesse étair im-plantée sur tout le territoire, et l'Otamment, dans la région parte notamment dens la région pari-sienne, le Sud-Est, le Sud-Ouest et la Corse. Depuis 1969, le SAC ne désignait plus de président ni de » L'esfroyable tuerie d'Auriol a brisé momentanément l'élan mais la commission est projondément convoincue que la volonié demeure. Tout le monde se pose demeure. Tout le monde se pose alors la question : doit-on dissou-dre le SAC? Tout le monde! » Les adversaires du SAC qui ne comprennent pas que cela ne soit pas déjà jait, sans se soucier de savoir si les conditions juridiques sont remplies et sans s'inquiéter du risque éventuel de censure par la juridiction administrative. » Les partisans qui n'attendent

vice-président, et un bureau composè de cinq memores secoucait simplement M. Debizet dans son travail.

Certes, les rangs du SAC s'étaient éclatreis au fit des aus et de nombreuses affaires, de l'enlèvement de Mehit Ben Barka au scandale de l'ETEC (une affaire d'escroquerie), en passant par l'affaire du meurtre d'un greviste à Reims, mais les a gros bras » de cette organisation fal-saient encore parier d'eux à lors de meetings politiques, de faits divers et dans des conflits sociaux, où ils se chargeaient à l'occasion du service d'ordre.

L'affaire de la tuerre d'Aurioi, en juillet 1981 avant une nou-velle fois braque les projecteurs de l'actualité sur esté officine. L'instruction judiciaire de cette affaire est toujours en cours M. Pierre Debizet, était même in-culpé et écroué pendant plus:eurs semaines à propos de cette tuene dans laquelle six personnes ont trouvé la mort. Ce drame provo-que la création d'un commission d'enquête parlementaire qui a rendu public son rapport le 24 juin dernier.

Dans ses conclusions, la com mission é vo quait l'éventue..:e d'une dissolution du SAC, mouvement qui était accusé depuis le 10 mai 1981 d'être a dans la clandestinité o.

La commission estimait qu'une telle décision — à laquelle les commissaires communistes et socialistes étalent favorables ne pouvait relever que du gouvernement et que le rapport d'en-quête parlementaire devait être à cet égard un élément « détermi-nant ». Le rapport préciseit : a La commission s'est interrogés sur l'efficacité d'une telle dissolution, l'expérience pouvant mon-trer que les décisions de ce genre ne semblent pas avoir empêche la reconstitution des mouvements dissous sous d'autres noms et d'autres formes. Elle est d'ailleurs prolondement containcue que le SAC a dejà pris ses dispositions nour ce toire p

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, avait déclaré le 15 juin, avant la publication du rapport de la commission, que a cela aurait été pour le moins a cela aurait été pour le moins maladroit et mopportun a de dissoudre le SAC e avant que cette commission ait commencé ses

EN TROIS VAGUES SUCCESSIVES

Quarante organisations ont été dissoutes depuis 1958

Trente-neuf organisations ont été dissoutes en France, depuis 1958, en application de la loi du 10 janvier 1936. Le SAC est la générale des étudiants musulquarantième. C'est la première dissolution décidée depuis l'arriquis de la gauche au pouvoir. Auparavant, la dernière dissolution au pouvoir. Auparavant, la dernière dissolution au pouvoir. Auparavant de dernière dissolution au pouvoir. Auparavant de dernière dissolution au pouvoir. Auparavant de dernière dissolution au pouvoir de la gauche au pouvoir. Auparavant de dernière dissolution de la loi du révolutionnaire (15 mai); Phalange française (15 mai); Onion générale des étudiants musulquarantième. C'est la première dissolution décidée depuis l'arrique des travailleurs algériens rèsidant en Française (27 janvier); Amicale générale des travailleurs algériens rèsidant en Française (28 activités de 18 activités de 18 activités (28 activités de 18 activités de 18 activités de 18 activités (28 activités de 18 act 10 janvier 1936. Le SAC est la quarantième. C'est la première dissolution décidée depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Auparavant, la dernière dissolution avait été décrètée le 3 septembre 1980 à l'encontre de la Fédération d'action nationale européenne (FANE), groupuscule néo-nasi, qu'animait M. Mars Fredriksen.

Nous publions ci-dessous la liste des organisations dissoutes de 1958

des organisations dissoutes de 1958 à 1982. Seize étaient des groupe-ments d'extrême droite et onze

ments d'extrême droite et onze des mouvements autonomistes. Le Conseil d'Etat avait annulé, en 1970, le décret de dissolution de trois organisation.

On peut distinguer trois vagues de dissolutions. De 1958 à 1962 ont été visées principalement des organisations d'extrême droite, en liaison avec la guerre d'Algérie. De 1968 à 1973, de nombreuses organisations « gauchistes » furent dissoutes mais seulement de u x

s'est également interrogée sur l'efficacité d'une telle dissolution. l'expérience pouvant montrer que les décisions de ce genre ne semblent pas avoir em pêché la reconstitution de s mouvements dissous sous d'autres formes. Elle est d'aille ur s profondément convaincue que le SAC a déjà pris ses dis positions pour ce jaire. (_J Il appartient (_J) au seul pouvoir exécutif d'apprécier si les activités du SAC telles qu'elles ressortent des éléments qu'elles ressortent des éléments qu'elle en sa possession, peuvent ou non le conduire à prendre une telle décision. (_J) Cependant, la commission ne peut man que r d'affirmer que les investigations menées, que les documents russemblés la conduisent à conclure que le SAC, par sa nature, par son organisation et par son orientation a été inéluciablement entraîné à exercer des activités hors de la loi. » au seul exécutif un tel pouvoir.
Toutefois, dans leurs explications de vote, les commissaires sociaitistes et communistes, s'étaient prononcés clairement en faveur d'une telle mesure.

Après avoir rappelé les activités passées du SAC, la conclusion du rapport abordait ainsi le problème de la dissolution :

aCe [que la commission] a décou
pert l'a amente à s'interroger sur sur l'action activation de la dissolution seu de la dissolution :

bleme de la dissolution :

aCe [que la commission] a décou
pert l'a amente à s'interroger sur l'action nationale | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

(1) a le Monde à a publié des organisations des organisations ont visé des organisations autonomistes ou séparatistes.

(1) a le Monde à a publié des organisations autonomistes ou séparatistes.

(1) a le Monde à a publié des organisations autonomistes ou séparatistes.

(1) a le Monde à a publié des organisations autonomistes ou séparatistes.

(1) a le Monde à a publié des organisations autonomistes ou séparatistes.

(1) a le Monde à a publié des organisations autonomistes ou séparatistes.

(1) a le Monde à a publié des organisations ou séparatistes.

(1) a le Monde à a publié des organisations organisations de la loi. »

(1) a le Monde à publié des organisations de la loi. »

(1) a le Monde à publié des organisations de privaire de la loi. »

(1) a le Monde à publié des organisations de publié des organisations de privaire de la conclusion du represent de value de la loi. »

(1) a le Monde à publié des organisations de publié des organisations de proportation de par son orien
card d'Estaing, à l'exception de la loi. »

(1) a le Monde à publié des organisations de porganisations de public des la loi. »

(1) a le Monde à publié des organisations de porganisations de porganisation

(23 août).

1959. — Parti nationaliste
(13 février).

1960. — Front de l'Algérie
française (17 décembre); Front
national pour l'Algérie française
(23 décembre).

1961. — Front national combattant (28 avril); Comité d'entente
pour l'Algérie française (1° juillet); Front commun antillo-guyanais (22 juillet); Mouvement
national révolutionnaire (28 juillet); Comité de Vincennes
(27 novembre).

1962. — Le Regroupement

1962. — Le Regroupement national (20 mars). , 1963. — Rassemblement démo-cratique des populations tahi-tiennes (5 novembre); Pupu Tia-ma Machi (5 novembre).

1967. — Parti mouvement popu-laire de la côte française des Somalie (13 juillet). 1968. — Occident (31 octobre); Fédération de la jeunesse révolu-tionnaire (12 juin); Mouvement du 22-mars ((12 juin); Union des du 22-mars ((12 juin); Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (12 juin); Part i communiste marxiste-léniniste de France (12 juin); Parti communiste internationaliste (12 juin); Jeunesse communiste révolutionnaire (12 juin); Voix ouvrière (12 juin); Révoltes (1) (12 juin); Organisation communiste internationaliste (1) (12 juin); Fédération des étudiants révolutionnaires (1) (12 juin); Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (12 juin). naires (12 juin). 1970. — Gauche prolétarienne

1970. — Gauche prolétarienne (27 mai). 1973. — Ordre nouveau (28 juin): Ligue communiste (28 juin). 1974. — Enbata (Pays basque) (30 janvier); Front de libération de la Bretagne (Armée républi-caine bretonne) (30 janvier); Front de libération de la Bre-tagne pour la libération nationale ront de laberation de la Bre-tagne pour la libération nationale et le socialisme (30 janvier); Front paysan corse de libération (30 janvier).

1975. — Action pour la renais-sance de la Corse (27 août).

1980. — Pédération d'action nationale et européenne (3 sep-tembre).

tembre).

1982. — Service d'action civique (SAC) (28 juillet).

(1) Le Conseil d'Etat a annulé, le 4 juillet 1970, le décret de dissolu-tion de ces trois organisations.

LES RÉACTIONS POLITIQUES

RUE DE LENINGRAD

« On s'y attendait »

Le secrétaire général de l'ex-SAC. M. Fierre Debizet, attend d'avoir regu la notification officie!le de la dissolution de son organisation pour réagir. C'est ce que lui a conseillé son avocat, Mª Mialou. Mercredi aprèsm:di, il a passé quelques heures au siège de ce qui fut le SAC, 29, rue de Leningrad, à Paris (87), refusant de répondre aux questions des journalistes.

Les dirigeants du SAC n'ont pas été surpris par la dissolution. Quelques minutes après la diffusion du communiqué du conseil des ministres un membre du bureau nous déclarait : « On s'y attendait : le gouvernement redorer son bleson. Nous ne

surpris. - Plus tard, un autra responsable du SAC, ancien résistant, gautiliste de la première heure, commentait ainsi la dissoprise mais c'est uno ignominie, une grave erreur de plus et un camouttet pour to parti quuttiste. une basse vengoance.

De nombreux militants ont appelé les dirigeants du SAC. mercredi après-midi, pour leur temoigner leur fidélité. L'organ;était proparée. En sommeil depuis la tuorio d'Aurío), offe vient d'ôtre achevée. Mais il faudra les liens tissés depuis un quart de siècia entre ses mombres

Opération de diversion ou œuvre de salubrité?

Le R.P.R. qui était au courant des intentions du gouvernement — par quelles voies? — avait préparé dès la réunion de son groupe parlementaire, mardi 27 juillet, une réaction à la décision du conseil des ministres du. 28 juillet de dissoudre le SAC.

Le communiqué du R.P.R. est ainsi rèdigé : « La dissolution du SAC, que rien ne justifié et qui suit de peu le rapport de la commission d'enquête parlementaire partisane socialo-communiste, s'inscrit dans l'esprit de cette commission : celui d'un réglement de comptes politique, dénoncé depuis des mois par l'opposition. Le gouvernement, aux prises azec des difficultés croissantes que son incohérence et son incompétance ont largement suscitées, en arrive à d'évidentes Le R.P.R. qui était au courant citées, en arrive à d'évidentes manœuvres de diversion. La disnanceures de diversión. La dis-solution d'une association régu-lièrement constituée, qui ne fait courir aucun danger ni aux insti-tutions, ni à l'ordre public, risque d'être le premier pas dans une voie au la liberté ne peut que périr. Le groupe R.P.R. s'élève avec forcs contre une telle dé-

M. Jacques Chirac a déclare M. Jacques Chirac a déclare qu'il s'associe à cette protestation et qu'il considère la dissolution du SAC comme un a règlement de comptes politique ». Selon M. Maurice Couve de Murville, encien premier ministre, il s'agit là d'une caffaire de politique vraiment intérieure au sens le plus vulgaire du mot. Le gouvernement, dit-il, a sans douts des problèmes avec sa police ». M. Pierre Messmer, autre ancien premier ministre, s'étonne « que les socialistes soient sans cesse obsédés par le Front populaire de 1936 », et il ajoute : a ils sont décidément tournes pers le passé ». s'étonne a que les socialistes soient sans cesse obsédés par le Front populaire de 1936 », et il ajoute : a ils sont décidément tournes vers le passé ».

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a affirmé : les sociétés de gardiennage.

a C'est une erreur politique ma-jeure. Rum n'a été prouvé sur les actions du SAC en tant qu'or-ganisation. Même l'affaire d'Au-riol est encore en cours d'ins-truction.

truction. »
Du côté de l'U.D.P., les réactions sont comparables. M. Alain Madella, député de la Mayenne, d'enmembre de la commission d'en-quête sur le SAC, estime : « Le gouvernement, et particulièrement le ministre de l'intérieur, son t désespèrément, depuis quelques semanes, à la recherche de complots d'extrême droite et, faute d'en trouver dans l'actuatité, ils ont ressorti l'affaire du SAC. Il s'agit d'une manœuere de diversion. On recherche des boucs émissaires commodes. La loi de 1936 ne s'applique pas au SAC. Ce n'est pas au gouvernement de le dissoudre, c'est aux tribunaux de faire leur travail si le SAC a commis des délits, ce qui n'est manifestement pas le cas.»

Dans la majorité, M. Bertrand Delanoë, député de Paris, porte-parole du P.S., a estimé: « Cette dissolution est une mesure de salubrité publique (...), des mem-bres de cette organisation utili-saient des méthodes dangereuses pour la démocratie : utilisation de l'appareil d'Etat et notamment de la police, initimidations, prati-ques financières crapuleuses et violences. Il importe qu'une telle forme d'organisation ne pusse renaître, » Delance, député de Paris, porte-

DANS LA PRESSE QUOTIDIENNE

Commentaires généralement sceptiques ou critiques

La dissolution du SAC était at-tendue depuis le rapport de la commission parlementaire. Pour la plupart des commentateurs, elle n'est donc pas une surprise. Cette mesure «fait» néanmoins les grands titres de la presse quo-tidienne et est le plus souvent l'objet de jugements assez criti-ques.

ques.

Four Jean-François Dupaquier dans le Quotidien de Paris, c'est le parti de Jacques Chirac que l'on veut implicitement comprometire, « Cette mesure, écrit-il, intervient fort opportunément aussi pour le P.S., «u moment où il est mis en difficulté par le maire de Paris et où il lui semble opportun de jaire diversion. Peut-être s'apercevra-tà plus tard, pourtant, que cette décision. tard, pourtant, que cette décision d'ordre public risque de créer davantage de « désordre ». L'éditorialiste du Figaro, Gérard

Nirascou, pense que a le problème de fond est celui d'un gouverne-ment qui, pour n'avon jamais pris au sérieux la menace du terrorisme, se trouve aujourd'hui désarmé. (...) Le pouvoir, affirme t-il. est en train de commettre une faute majeure, chercher des responsables à une situation qu'il à lui-même créée, et la méthode qu'il emploie est la pire puis-qu'elle risque d'aboutir à dresser une partie de la Fance contre une autre ».

une autre n.

Le Matin se demande, dans son éditorial, si le caractère solennel donné à la décision gouvernementale n'est pas a la meilleure jaçon d'exciter l'instinct paranoïaque de quelques individus do uteux.

(—) L'équipe gouvernementale éprouve, décidement, écrit-il, des difficultés à trouver le style adéquat pour jaire passer son message. La gravité de la situation économique et sociale devrait l'inciter à désamorcer cette tenl'inciter à desamorcer cette ten-sion politique dans laquelle l'op-

position cherche à l'entrainer. Or il semble qu'elle ait choisi d'am-plifier le débat idéologique gau-che contre droite. N'est-ce pas, à court terme, prendre le risque d'un affrontement violent?

d'un affrontement violent? a
Gérard Dupuy estime, dans
Libération, qu'a à défaut d'uns
justification, pragmatique et rapide, da la dissolution du SAC, le
souppon restera que le gouvernement joue avec la peur de ses
électeurs sur un registre guère
différent d'un quelconque Peyrejitts. Votre d'un Marcellin.
(...) En tapant sur le SAC, poursuit ce journel, le gouvernement
matraque un symbole vien connu
à déjaut d'un coupable vien connu
à déjaut d'un coupable vien tenu.
(...) Malheureusement, le rapport
qualité/prix de la dissolution du
SAC est trop mince (...) Comme
dans le cas du statut de Paris, la
disproportion entre le but et les
moyens du coup gouvernemental
laisse tudécis sur ses intentions
projondes.

L'Humanité fait exception en

L'Humanité fait exception en portant un jugement bien diffé-rent de celui de l'ensemble de la rent de celui de l'ensemble de la presse parisienne. Sous le titre : « Une mesure d'hygiène politique », Alain Guérin écrit notamment : « Des voix vont sans doute s'élever pour prétendre qu'une dissolution n'est qu'une mesure de pure forme, une décision inopérante. (_) Fallacieux et permient deux attent d perante. (...) Fallacieux et perni-cieux argument s'û en fut, tant il est évident que la mesure de dissolution a le mérite fondamen-tal d'être une double mise en garde. Avertissement d'abord à l'égard des factieux en sommell, factieux camouflés et factieux en puissance qui hantent encore cer-tains surgages de l'ampirel d'Estat. tains rouages de l'appareil d'Etat.

(...) Mais avertissement aussi pour les démocrates, qui doivent comprendre que la dissolution du SAC est avant tout un appel à la viellance.

TO THE RESIDENCE OF THE PARTY O Affection (B)

A CONSTRUCTION A CONS ** ***** M

inte de A.Pr and the



Un mouvement préfectoral Le conseil des ministres du 28 juillet a approuvé le mouve-ment préfectoral suivant :

HAUTE-NORMANDIE: M. Alain GEROLAMI

M Alain Gerolami, préfet, com-missaire de la République de Saône-et-Loire, est nommé pré-fet, commissaire de la République de la région Haute-Normandie, commissaire de la République du département de la Seine-Maritime, en remplacement de M. Pierre Bolotte, nommé conseiller maître à la Cour des comptes. ier maltre a la Cour des comples.

[Né le 16 mars 1926 à Alger, docteur en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Alain Gerolami commence par exercer la profession d'avocat. Inscrit, en décembre 1950, sur la liste d'aptitude aux fonctions de chef de cabinet de préfet, il assume ces fonctions apprès de divers préfets jusqu'en 1959. Nommé sous-préfet en mai 1965, il est sous-préfet de La Tourdus-Pin, en octobre 1959, puis chargé

du

1964. En octobre 1967. M. Gerolami
entre dans les cabinets ministériels,
d'abord suprès de Georges Pompidou et M. Maurice Coure de Murville, premiers ministres, ensuite
suprès de M. Henri Rey, ministre
délègué auprès du premier ministre
chargé des territoires et départements d'outre-mer comme directeur
de cabinet. En juin 1970, il est
nommé sous-prétet de Brest, puis
en mai 1973, préfet de la Mayenne,
de et, en avril 1977, préfet de la HautsSavoie, avant de devenir, en sout
1981, prétet de Saône-et-Loire.]

SAONE-ET-LOIRE: M. Jacques GUÉRIN

M. Jacques Guérin, préfet, commissaire de la République du Cantal, est nommé préfet, commissaire de la République de Saône-et-Loire, en remplacement

de M. Alain Gerolami. que M. Alain Gerolann.

¡Né en 1925 à Saint-Germain-etMons, en Dordogne, diplâmé d'études
supérieures de droit et de l'Institut
d'études politiques de Paris, M. Guérin devient en 1932 chef de cabinet
du préfet du Cantal. Il est ensuite
sous-préfet de Blaye, de Segré, de
Langon et directeur du cabinet du
préfet de la région d'Aquitaine. En

1974, il est nommé sous-préfet de Bastia et en 1975 sous-préfet de Thionville, puis, en 1977, préfet des Deux-Sèvres et, en juillet 1981, préfet du Cantal.] CANTAL:

M. Maurice SABORIN

M. Maurice Saborin, sous-préfet, secrétaire général de la pré-fecture du Pas-de-Calais, est placement de M. Jacques Guèrin.

(Né le 3 juin 1933 à Biol (Isère),
licenclé en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble.

M. Maurice Saborin est nommé souspréfet en août 1968 et exerce les
fonctions de directeur du cabinet du
préfet de la Lozère, puis, la même
année, celles de sous-préfet d'Issel.
Devenu administrateur tivil de première classe, en 1971, il fait partie
du cabinet de M. Jacques Chirac, de
1972 à 1974, successivement au ministère chargé des relations avec le Parlement, puis au ministère de l'agri-

nommé préfet, commissaire de la République du Cantal, en rem-placement de M. Jacques Guérin. lemens, puis au ministère de l'intérieur.
Avant d'être nommé secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais
il avait occupé les mêmes fonctions
à la préfecture de Mainé-et-Loire.]

Les Français de l'étranger ne pouvant justifier d'une attache avec une commune ne voteront plus aux élections locales

Tons comptes faits, la réforme de la loi électorale, adoptée mercredi 28 juillet par l'Assemblée nationale, naura pas déchainé les passions. Sans doute parce que, passéra les déclarations indignées et de principe, les étais-majors politiques — quels qu'ils soient — discernent dans la loi des motifs de satisfaction. M. Defferre a de bonnes raisons de savoir que certains responsables des formations de l'opposition na pensent pas, comme ce fut dit au cours du débat, que la loi est complètement estélécate et partiers à la cours du débat.

« scélérate et partisane ».

Ainsi, dans l'entourage de M. Chirac, on se résigne bien volontiers, en calculant déjà les profits électoraux que le nouveau mode de scrutin peut apporter à l'opposition. L'analyse est simple : la gauche détenant plus de municipalités de plus de trents mille habitants que la droite, celle-ci, par l'application de la représentation proportionnelle, entrera dans plus de des affaires conseils municipanx de gauche monocolores que la ganche ne y gagner? pourra le faire dans ceux détenus par la droite. Jusqu'à présent en effet, dans ces villes, la liste majoritaire obtanait tous les

Mercredi 25 juillet, l'Assemblée nationale poursuit la discussion des articles du projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipeux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de Français établis hors de Français établis hors de Français et le listes électorales (voir le Monde des 13, 27, 28 et 29 juillet).

N CIVIQUE

grant and

Service State of the service of the

-74

Solitor Statement

January Control

31.45

ر (المراجع المراجع الم المراجع المراج

Const of a

Commendance generals

meploques ou titul

State of the second of the

IPP GO TO THE POLITIQUE

. On six attendalt,

le Monde des 13, 27, 28 et 29 juillet).

Dans la suite de l'article 4 du projet, les députés examinent les dispositions modifiées de l'article L-261 du code électoral. Cet article, à l'issue de l'adoption d'amendements de la commission, se borne à stipuler que la commune forme une circonscription électorale unique. Les dispositions initiales spécifiques à la ville de Lyon sont supprimées, puisque, comme l'a annoucé M. Defferre, le régime électoral de cette ville sera défini dans un projet de loi uitérieur applicable aux grandes villes. D'autre part, il est mis fin à la division par secteurs des villes de Nice et de Toulouse, instituée par la loi du 19 juillet 1978 (l'importance de leur population ne justifiant pas, leur population ne justifiant pas, selon le gouvernement, une excep-tion à la règle, comme Paris, Marseille et Lyon). L'Assemblée adopte ensuite un

L'Assemblée adopte ensuite un amendement de la commission qui, tout en maintenant en vigueur le sectionnement dans les communes de trois mille cinq cents à trente mille habitants (le droit ensistant l'interdisant au dessuis de ce seuil), prévoit l'institution d'un régime électoral distinct en faccités avec met de la persuis fonction, non pas de la popula-tion des sections mais du nombre de conseillers élus par chacune d'entre elles. Toutefois, suivant une proposition sembleble de MM Toubon (R.P.R., Paris), et Billardon (P.S., Saône-et-Loire), l'Assemblée décide de porter de 6 à 9 le nombre de sièges à pourvoir dans une section pour que les conseillers y soient élus selon le système électoral actuel. Ainsi, la proportionnelle s'appli-Ainsi, la proportionnelle s'appli-quera dès qu'il y aura dix sièges à pourvoir et elle jouers alors sur

Répartition

à la proportionnelle L'article L-362 détermine le mode de scrutin applicable sux mode de scrutin applicable sux communes de trois mille cinq cents habitants et plus : attribution à la liste qui, au premier tour, a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés d'un nombre de sièges égal à la mottlé du nombre des sièges à pourvoir, arrondi à l'entier supérieur ; les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne ; les listes qui n'ont pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés ne sont pas admises à la réprétition des sièges, etc.

Vote des Français

de l'étranger

L'article 6 tend à abroger les dispositions introduites par la loi du 19 juillet 1977 permettant aux Français établis bors de France de s'inscrire dans toute commune de plus de trente mille habitants de leur choix Les intéressés pourront s'inscrire, comme ils pouvaient déjà le faire, sur la liste électorale d'une des communes mentionnées à l'article L-12 du code électoral (voir ci-dessous). Le projet du gouvernement prévoit que les Français de l'étranger qui n'ont aucune attache avec une commune française ne penvent se prévaloir des mêmes dispositions. Leur sort serait le suivant : ils seront réputés domiciliés, pour l'inscription sur les listes électorales, au siège principal du ministère des relade l'étranger

STH Depuis 1953 INSTITUT PRIVE DES SCIENCES • EXAMEN du CFPA Preparation complète toutes matteres. · Places limitées - équipes de 15 étodiants - nouvelle formule Contre AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey 75016 Paris Tél. 224.10.72 - 527.10.15

tions extérieures, 37, quai d'Orsay, Faris-T. Mais ces inscriptions ne seraient valshles que pour les référendums, l'élection présidentielle et les élections européennes, Sans que cela ait fait l'objet d'un amendement, le groupe socialiste avait prévu, initialement, d'étendre ces dispositions à toutes les élections, notamment municipales, comme l'a confirmé, mercredi, M. Alain Richard (P.S., Val-d'Olse).

L'opposition proteste contre un système qui aboutira, selon M. Toubon, à priver des milliers de Français n'ayant surun lien avec une commune (en 1972, ils étalent de cinquante mille à solzante-dix mille, précise-t-il) du droit de s'inscrire sur les listes électorales. M. Poperen (P.S., Rhône), rapporteur de la comment justifier que des Français qui n'ont aucun lien, même loiniain, même indirect, même ancien, avec une commune du territoire metroolitain, misset naricipes iain, même indirect, même ancien, avec une commune du territoire métropolitain puissent participer à la nomination des ediles municipaux ! » Parlant de l'inscription de ceux-ci dans le 7° arrondissement, M. Poperen indeue que la majorité des membres de la commission a estimé «» dispositions « quelque peu artificielles ». Il estime dès lors vius « logique» de supprimer les nouve les dispositions prévues pour cette cetésitions prévues pour ortie cati-gorie de Français, et d'en rester à la rédaction actuelle (inscrip-tion dans la commune de leur

M. Foyer (R.P.R., Maine - et -Loire) reconnaît qu'il n'est pas absolument nécessaire que ces Français votent aux élections municipales. Il proteste ocpendant contre le fait que ceux-ci ne puissent voter pour les élections i ég is la tive s, qui permettent « l'expression de la rolonté générale». L'ancien garde ces socaux estime qu'il y a un caractère « raciste » dans un dispositif « discriminatoire » à l'érard des Français originaires des pays d'Indochine et des cays d'Afrique du Nord ou d'Afrique Noire.

M. Alain Richard défend ensuite un amendement du groupe

M. Alam Richard defend en-suite un amendement du groupe socieliste tendent à rétablir l'atticle L 12 dans es rédaction antérieure à la loi du 4 décembre 1972, c'est-à-dire en suppriment les dispositions permettant l'ins-cription des Français n'ayant ancription des Français l'ayant un-cune attache dans une commune de plus de trente mille habitants de leur choix. Pour ceux -là, note-t-il, amieux nudrati peut-èire réutiliser le système du vote dans les centres installés dans les compules ou intre cominnes à consulats, ou fairs confiance à l'imagination de l'opposition : depuis quinze ans, ells n'a cessé d'en témoigner pour jaire voter les Français expatriés ! »

L'Assemblée rejette l'amende-ment de la commission et adopte L'Assemblée rejette l'amendement de la commission et adopte
l'amendement du groupe socialiste.
L'article L 12, en crass quence,
est ainsi rédigé : « Les Français
et les Françaises établit hors de
France et immatriculés au consulat de Françe peuvent, sur leur
demande, être insorits sur la liste
électorale de l'une den communes
suivantes : commune de natissance, commune de leur dernière résidence, à condition que
cette résidence, à condition que
cette résidence ait été de six mois
au moins; commune où est né,
est inscrit ou a été suscrit sur la
liste électorale un de leurs ascendants; commune sur la liste
électorale de laquelle est inscrit
un de leurs descendants au premier degré » [En l'èrat actuel du
texte, les Français établis hors de
Françe qui ne répondent pas sux
conditions mentionnées ci-dessus
ne pourront donc pas voter.] ne pourront donc pas voter.]

L'article 7 tire les conséquen-ces de l'article précédent, en pré-voyant la radiation des listes électorales des Français inscrits en application des dispositions

Le fait de pouvoir s'exprimer au sein d'un conseil municipal d'où l'on était jusqu'à présent exclu ne signiffe pas que l'on peut peser de façon sensible sur des décisions qui, de toute façon, refléteront toujours les orientation politiques de la liste majoritaire. Mais l'opposition aura désormais des observateurs dans toutes les villes de plus de trois mille cinq ceuts habitants: et vice-versa pour la gauche. Ce n'est pas rieu. Cela permet d'avoir accès anx dossiers, aux comptes, et de neurrir ainsi une campagne politique locale et nationale mieux argumentée. On pourra faire un peu plus confiance aux tracts distribués par les

Il y a un autre avantage : un « contre-pouvoir » — même relatif — va entrer dans les conseils municipaux. Il obligera la majorité qui détient le pouvoir à plus de rigueur dans la gestion des affaires communales. La démocratie ne devrait-elle pas

Combien sont-ils? Environ douze mille, selon la majorité, près de cent mille, selon l'opposition... on ne le saura jamais avec précision. Mais ces Français établis hors de France qui ne

I/article 9 tend à augmenter le nombre des conseillers municipaux dans les communes ayant au moins cinq cents habitants.

Actuellement, ce nombre varie de neuf conseillers dans les communes ayant au plus cent habitants à quarante-neuf dans les communes de plus de trois cent mille habitants (Lyon, Marseille et Paris bénéficient de dispositions substituant au texte du gouvernes d'augmentation prévu par le projet est de l'ordre de 20 % mais varie selon la taille des communes des mombre des conseils municipaux déterminent selon la taille des communes des mombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du conseil municipal des communes des conseils municipaux déterminent la rombre des adjoints des adjoints L'article 10 prévoit l'augmentation du nombre des adjoints réglementaires dans les communes expant au moins du mille habitants. L'assemblée adopte un amendement de la commission substituant au texte du gouverne-litor de des adjoints réglementaires dans les communes expant au moins dix mille habitants. L'assemblée adopte un amendement de la commission substituant au texte du gouverne-litor de dispositions sulvantes : «Les conseils municipaux déterminent librement le nombre des adjoints réglementaires dans les communes de privale de des communes de privale de la communes de privale de la commune de prévoit l'augmentation du nombre des adjoints réglementaires dans les communes de privale de la commune avant au moins du mille habitants. L'assemblée adopte un amendement de la commission substituant au texte du gouverne-litor de dispositions sulvantes : «Les conseils municipaux déterminent librement le nombre des adjoints prévoit l'augmentation du nombre des adjoints réglementaires dans les communes de privale de la communes de la communes de la communes de privale de la commune de la co

varie selon la taille des communes.

M. Berson (P.S., Essonne), avance, au nom de son groupe, trois sortes de raisons pour justifier cette augmentation: 1) il faut davantage de temps et de disponibilité aux 61 us locaux;
3) la décentralisation ve attribuer des compétences nouvelles aux communes; 3) l'introduction de la proportionnelle auxa pour conséquence des débats plus nourris au sein des conseillers les conseillers devront donc consacrer plus de temps à l'étude des dossiers.

M. Toubon avance les explica-

M. Toubon avance les explications suivantes : 1) l'augmenta-tion correspond au nombre de sièges qu'occuperont désormals les minorités; or, la gauche ne veut pas diminuer le nombre de ses pas diminuer le nombre de ses conseillers sortants; 2) faciliter la constitution de listes d'union entre M.R.G., socialistes et communistes; 3) l'augmentation a dura pour effet mathématique, optique, de minimiser la relative défaite que l'union de la gauche va subt en mars 1983 ».

à augmenter les pourcentages retenus par le gouvernement, selon la répartition suivante :

Com	407	me	8		1	
	_					
De :	mo	hs	đe		habitante	
1	60	à		400	habitants	
	-	4	1	489	habitants	
15	108	à	2	499	habitunts	
28	180	à	3	499	habitants	
35	88	4			habitants	
50	00	A				
28 9		_			habitants	
20 0					habitents	
30 0		_			habitanta	
40 0		_			habitanta	
50 0					habitants	
60 0					habitants	
90 0		-			habitants	
100 0	69	A	149	999	habitants	
150 0	60	1	199	999	habitanta	
298 0	68	3	245	966	habitanta	

adjoints au maire, sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du conseil munici-pal » (la distiction entre adjoints réglementaires et adjoints supplémentaires est donc supprimée).

• Le seail de 5 % pour la second tour

L'Assemblée reprend ensuite l'examen de l'article 4, précédem-ment réservé. L'article L-264 du code électoral, tel qu'il est modi-fié par le texte du gouvernement. fixe les conditions dans lesquelles les examidates pouvent se présenter les candidats peuvent se présenter au second tour. Alors que le droit actuel interdit toute modification actuel interdit toute modification des listes et exclut du scrutin de bailottage celles qui ont obtenu moins de 12,5 % des inscrits, cette barre est désormais abaissée à 10 %. Ces listes peuvent être modifiées dans leur composition pour comprendre des candidats ayant figuré au premier tour sur d'autres listes, sous réserve que celles-ci ne se présentent pas au second tour. second tour.

M. Poperen présente un amen-

défaite que l'union de la gauche dement qui tend à ajouter une autre condition : ces listes dévront dement de la commission tendant à augmenter le s'appropriées. Le rapporteur souligne qu'il convient d'éviter l'e atomisation ; de la vie politique communale.

M. Desserre souligne que le choix est entre la « totale liberté » et le regroupement au premier tour. Il présère s'eu remettre à la « sagesse » de l'Assemblée.

M. Malsonnat (P.C., Isère) déclare que les petites formations sont l'e expression du pluralisme » sont l'a expression du pluralisme » de la vie politique. Se déclarant hostile à l'amendement de la commission, il ajoute : « l'asrativain et dangereux de vouloir étiminer les petites formations.» L'amendement de la commission est adopté par 428 voix contre 58 sur 494 votants et 494 suffrages exprimés (les treise députés apparentés socialistes, membres du mouvement des radicaux de gauche, se sont prononcés contre, ainsi que M. Pesce (P.S.) et les soixante-trois députés communistes).

A l'initiative de MM. Séguin (R.P.R., Vosges) et Millon (U.D.F., 500 000 habitants et au-dezeus.. (9

neuvent justifier d'un lien - même ténu - avec une commune française se voient privés du droit de s'inscrire sur les listes électorales, pour les élections législatives, cantonales et muni cipales. Mieux, ils sont radiés. Ce sont eux que l'on a surnommés les - gabonais -, à la suite du - scandale - de ces Français de l'étranger inscrits autoritairement et massivement en 1978 sur les listes électorales de certaines communes, dans l'espoir de faire basculer la majorité de gauche à droite.

On peut admettre, en effet, qu'ils n'aient pas à se prononcer sur l'avenir d'une commune à laquelle ils sont toiniement... étrangers .. M. Foyer (R.P.R.), sur ce point, a admis la thèse de la majorité. Mais la thèse de l'ancien garde des sceaux apparaît également légitime : au nom de quoi peut-on empêcher ces Français de concourir à l'expression de la volonté générale. lors des élections législatives? M. Desferre en est convenu. Le vide juridique - de la loi, sur ce point, sera donc comblé

Ain), l'Assemblée décide qu'en cas de modification de la composition d'une liste. l'ordre de présentation des candidats peut également être modifié. Elle repousse ensulte un amendement du groupe R.P.R. prévoyant que les listes devront avoir fait connaître, avant le premier tour. Is ou les listes aux-quelles elles accepteralent éventuellement de s'associer. M. Poperen estime que cette proposition se les dispositions des articles premier à 5 et 9 à 15 de la présente loi ne modifient pas le résente loi ne modifient pas le rois villes le rest-h-dire la aux territoires d'outre-mer et à Mayotte les dispositions pour le voie des Français établis hors de Prance. Enfin, l'article 17 prévoit que les dispositions des notifiers de loi ne modifient pas le résente loi n Ain), l'Assemblée décide qu'en cas de modification de la composition d'une liste. "ordre de présentation des candidats peut également être modifié. Elle repousse ensuite un amendement du groupe R.P.R. prévoyant que les listes devront avoir fait connaître, avant le premier tour. la ou les listes auxquelles elles accepteralent éventuellement de s'associer. M. Poperen estime que cette proposition se rapproche beaucoup des apparenrapproche beaucoup des apparentements. Réponse de M. Séguin :

«Les apparentements avaient au moins cet avantage que, si une sale opération se préparait, on annonçait la couleur... Vous, vous préparez de sales opérations, mais vous n'annoncez pas la couleur ! s'inscription sur les listes devant être effectuée dès la publication de la loi.

L'Assemblée adopte un amendement de la commission ainsi rédigé : «Les candidats ayant figuré sur une même liste au premier tour ne peuvent figurer au

L'Assemblée adopte un amen-dement de la commission ainsi rédigé: « Les candidats ayant figuré sur une même liste au pre-mier tour ne peuvent figurer au accond tour que sur une liste. Le choix de la liste sur laquelle ils sont candidats au second tour est notifié à la ressente que à la notifié à la préjecture ou à la sous-préjecture par la personne ayant eu la qualité de responsable de la liste constituée par ces candidats au premier tour.»

Eligibilité à dix-huit ans

Après avoir modifié les dispo-Après avoir modifie les dispo-sitions relatives à la déclaration de c a n d i d a t u re, l'Assemblée adopte un amendement de la commission stipulant, d'une part, que e nul na peut être élu conseiller municipal s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus » et, d'au-tre part, que e nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de vingt et un ans révolus ». et un ans révolus ».

Inélizibilité

L'Assemblée adopte deux amen-L'Assemblée adopte deux amen-dements du groupe socialiste limi-tant l'inéligibilité aux fonction-naires de police ayant le grade d'offider de paix (et non plus, comme habituellement, à tous les officiers de police; aux direc-teurs de préfecture et secrétaires en chef de sous-préfecture (et non plus à tous les employés de préfecture et de sous-préfecture); aux directeurs et directeurs aux directeurs et directeurs adjoints, chefs de service et chefs de bureau, de conseil général et de conseil régional (amendement de M. Toubon).

Par coordination, l'article 13 (modification du tableau des sectaurs pour l'élection du conseil municipal de Lyon) est supprimé. L'article 15, modifie par le gouvernement, prévoit que le régime électoral institué par la présente loi sera rendu applicable à Paris, Marseille et Lyon, dans des conditions fixées par une joi ultérieure. tions fixées par une loi ultérieure. Jusqu'à l'intervention de celle-ci.

LAURENT ZECCHINI. loi entreront en vigueur lors du prochain renouvellement général des consells municipaux, à l'excep-

M. LABARRÈRE : des délais raisonnables »

Avant que la clôture de la session extraordinaire ne soit prononcée, mercredi 28 juillet, à
l'Assemblée nationale. M. Labarrère, ministre délégué chargé des
relations avec le Parlement, a
dressé un bilan du travail parlementaire. Au cours de la session
ordinaire de printemps, a-t-il
indiqué, l'Assemblée a alégé
457 heures, auxquelles il faut
ajouter environ 130 heures pour
la session extraordinaire. Au cours la session extraordinaire. Au cours des sessions ordinaires correspondantes de 1978, 1979 et 1980, ce bilan horaire était respectivement de 231, 236 et 320 heures. Durant de 231, 236 et 320 heures. Durant la dernière session ordinaire, 3781 amendements ont été déposés et 1273 adoptés, auxquels il faut ajouter 1200 amendements examinés et 500 adoptés au cours de l'actuelle session extraordinaire. Au cours des trois sessions de 1978 1979 et 1980, le nombre d'amendements déposés avait été de 765, 1021 et 2330, le nombre d'amendements adoptés de 342, 506 et 1893. « Qui peul estimer, à la lumière de ces chiffres, a commenté M. Labarrère, que le parlement ne joue pas son rôle et que l'initiative parlementaire est limitée? »

limitée ? » Le ministre chargé des relations avec le Parlement a d'autre part, estimé que ce travall législatif s'est accompli « dans des délais raisonnables », a puisque la session extraordinaire a finalement été limitée ». Il a enfin confirmé que, au le partie de la maine de la confirmé que, au le confirmé par la confirmé partie partie partie que la confirmé partie p la mitte se la centra commente que, la prochame session extraordi-naire ne devrait commencer a que » le 21 septembre.

PRESSE

Les organisations syndicales < dénoncent > une campagne de presse au sujet de la vente de « France-Soir »

parisien C.G.T. a rendu publique, mercredi 28 juillet, une « lettre ouverte » sur la situation à France-Soir dans laquelle il exige que soit mis un terme au « soundale Hersant » et, demande, à cette fin, une entrevue au premier ministre tout en réaffirmant que les actions des ouvriers du Livre C.G.T. a ne peuvent en aucun cus être interprétées comme une quel-conque hostilité à l'égard du goupernement ou des partis politiques qui le composent ». Dans sa « lettre ouverte », le

ces de l'article précédent, en prévoyant la radiation des listes électorales des Français inscrits en application des dispositions supprimées dans l'article 12 (Français inscrits dans une commune de plus de trente mûle habitants de leur choix, alors qu'ils ne bénéficient d'aucune attache familiale dans cette commune).

Vote par procuration

L'article 3 prévoit de limiter à deux — pour toutes les élections — le nombre de procurations dont dispose un même mandataire (la loi de 1977 avait prévu la possibilité de disposer de cina procurations). Selon le gouvernement et la commission, cette disposition contribuait à permettre la fraude électorale.

Angmentation du nombre des conseillers municipanx

Le comité intersyndical du Livre ficié, sous les régimes précédents, parisien-C.G.T. a rendu publique, de beaucoup de complicité de la neurore 28 juillet, une « lettre part des pouvoirs publics pour réaliser en toute (llégalité la création de son empire de presse. » Cette « lettre ouverte » répond, semble-t-il, à certains articles de presse qui suggéralent que le Syn-dicat ouvrier du Livre agissait comme s'il avait repu des « consi-gnes» pour que les socialistes ne possèdent pas un grand quotidien populaire à Paris avent les élec-tions municipales.

Sopposant, également, à une telle interprétation, les organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.TC) « représentant toutes les catégories professionnelles de Presse-Altiance-Régie-Print (France-Solr) dénoncent la compagne tendancieuse et malhonates qui pienesit comp leté on a nête » qui n'aurait pour but que de briser « l'unité des forces syn-dicales de France-Soir et servir les desseins de Robert Hersunt ».

Toutes ces déciarations sur-viennent alors que es rumeurs de signature entre M. Max Theret et M. Robert Hersant pour la et M. Robert Hersant pour la vente de France-Soir sont de plus en plus insistantes. M. Theret aurait, comme il le souhaltait, obtenu des garanties pour le contrôle de la régie publicitaire et des conditions acceptables pour l'impression de gustidien par

M. PIERRE NICOLAY VICE-PRESIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT

Le conseil des ministres du mercredi 28 julilet a nomme M. Pierre Nicolay vice-président du Conseil d'Etat, en remplace-ment de M. Marc Barbet, qui a été nommé vice-président en mars 1981 et qui a atteint l'âge de la retraits. retraite.

[M. Pierre Nicolay est no lo 3 février 1915 à Angouléme. Licencié en droit et de lettres, diplômé de 17Bools libre des sciences politiques. 11 antre en 1942 au Conseil d'Etat et 7 demeure jusqu'en 1947 lorsqu'il devient chargé de mission au cabinet de M. Mittarrand alors ministre des suctens combattants et victimes de guerre.

Après de brefs retours au Conseil d'Elai, M. Nicolay appartiendra à tous les cabinets ministèriels de M. Mittarrand sous le IVº République. Il sers également, en 1951, conseiller technique au cabinet de M. Roger Duchet (C. K.1.), secrétaire d'Etat en 1954 et préside la deuxième section du consenteux. Il 55, en 1978, président de la Chambre nationale de discipline des architectes. Aussitôt après l'élection de M. Mitterand à la présidence de la République, M. Nicolay est nommé, en juin 1961, président-directeur général de l'agence Haves en remplacement de M. Yves Cannac, nommé en 1978 par l'ancien chef de l'Elat et dont la mandat venait à expiration.

en plus insistantes. W. Theret aurait, comme il le souhaltait, obtenu des garanties pour le contrôle de la régie publicitaire et des conditions acceptables pour l'impression du quodidien par l'imprimerie de Esint-Denis e Paris-Print ».

MORT DE M. PAUL BOULET ANCIEN DÉPUTÉ DE L'HÉRAULT

Nous apprenons la mort de M. Paul Boulet, ancien député de l'Hérault, décédé dans la nuit du 27 au 28 juillet à Montpellier,

¡Paul Boulet était né le 8 septembre 1894 à Marcaille. Professeur de clinique médicale à la faculté de médecine de Montpellier, il avait débuté dans la vis politique en 1935 comme conseiller municipal, maire de Montpellier, puis conseiller général du canton de Baint-Martin. En mai 1906, il est élu député de la première circonscription de l'Hérault et siège dans la Chambre du Front populaire avec l'étiquette « Jeuns République », dans la mouvance de Marc Sanguler. Le 10 juillet 1940, à Vichy, il est au nombre des quatre-vingte parlementaires qui refusent les pouvoirs constituants au maréchal Pétain. À la Libération, il siège à l'Assemblée consultative provisoire à l'Assemblée consultative provisoir pula est élu, le 2 juin 1946, à le deuxième Assemblée nationale consti-

Député du Mouvement républicain populaire (MR.P.), que présidaient slors M. Georges Bidault, puis M. Maurice Schumann, îl est résiu le 10 hovembre 1948 à l'assemblée nationale. Ayant quitté le M.R.P., dont îl condamne l'évolution vers la droite, îl est battu aux législatives de juin 1951 à la tête d'une liste de la Gauche indépendante.

Paul Boulet avait été réélu en 1945 maire de Montpellier et dévait le restar jusqu'en 1953. Ayant perdu cette magistrature, il séège néan-moins au conseil municipal jus-qu'en 1957. L'an dernier, il avait fait campagne pour la candidature de M. Mitterrand et pour l'Union de la gauche.]

Corse dans l'isoloir

Laurent Greilsamer a écrit la chronique d'un petit vil-lage de Haute-Corse, Piedicroce, où l'on votera, comme toutes les autres communes de l'île, le 8 août pour l'élection de l'assemblée régionale. Puis, Dominique Antoni a analysé la situation économique de l'île (« le Monde » du 29 juillet). Aujourd'hui, Jean-Marie Colombani décrit l'état des forces politiques dans la campagne électorale.

Ajaccio. — Indifférence et incrédulité: ces deux mots reviennent souvent dans l'he pour
qualifier la campagne en vue des
premières élections à l'assemblée
de Corse. Il est vral que cette
campagne, assez morne, rappeile
le renouvellement des consells
généraux plutôt que l'a uttime
recours pour la Corse a évoqué
par M. Bestien Leccia, délégué
ministériel aux affaires insulaires.
« Entre les rondes des Canadoir
et le défilé des touristes hollandais et allemands », les chefs de dais et allemands », les chefs de file des listes en présence n'atti-rent que quelques dizaines de personnes, dans des villages pour-tant pielns à cette époque de

Les Corses n'ont-ils donc pas conscience de l'enjeu? Ce n'est pas faute d'evoir été prévenus par les pouvoirs publics : le préfet de région lui-même, M. Paul Cousseran (1), n'a-t-il pas souli-tré de le provinction pas souligné que la population va prendre une « décision capitale » pour son avenir? Pourtant, certains sont incrédules : parce qu'ils ne concoivent pas que la Corse puisse voter seule, à l'écart du continent, et décorrer ainé au duit commun. voter seule, à l'écart du continent, et déroger ainsi au droit commun. Ceux-la mettent l'accent sur une première difficulté : comment prendre la mesure, dans ces élections si « particulières », du cli-vage national droite-gauche ? Ou vage national droite-gauche? Ou plutôt — car en Corse ce dénat re co u v re une opposition de clans (2) plus qu'une séparation idéologique — comment mesurer, dans le comportement des électeurs le part qui reviendre à la volonté de s'affirmer dans la majorité présidentielle ou dans l'a opposition nationale », à l'exelusion de préoccupations strictement insulaires?

Dans un premier article III - Comment s'y retrouver?

De notre envoyé spécial JEAN-MARIE COLOMBANI

le 8 août reste une caffaire corse » De ce point de vue, le pouvoir peut se prévaloir d'un acquis : la question du castatut particulier » est, en effet, dépassée. Critiques (ils étaient les plus nombreux) ou non à l'égard de la réforme institutionneile les hommes politiques insulaires axent leurs discours sur ce qu'ils compent faire de cette relative autonomie de gestion. Chacun a donc été contraunt d'élaborer un programme couvrant tous les secteurs d'activité; même s'il est difficile d'échapper à ses propres tropismes : aussi a-t-on vite fait de baptiser la liste du P.C.F celle d'u « tout industrie », celle des autonomistes la liste rurale, et celle de l'opposition nationale la liste du « tout tourame », par exemple.

Mais le staut lui-même n'est plus guère contesté que par le chef de file du R.P.R. en Corse, M. Jean-Paul de Rocca-Serra. Le maire de Porto-Vecchio conduit une liste de rassemblement « pour l'unité nationale » et fonde son discours sur un thème simple : seuls ceux qui privilégient l'unité nationale pourront éviter tout « dérapage », toute dérive séparanationale pourront éviter tout « dérapage », toute dérive séparatiste. La crainte de l'autonomie
existe aussi chez les radicaux de
gauche du nord de l'île proches
de M François Giacobbi. Le sénateur de la Haute-Corse, qui a
pourlendu le statut particulier
avec au moins autant de vigueur
que M de Rocca-Serre, a renoncé
à conduire lui-même une liste
conflée à M. Prosper Alfonsi, président sortant du conseîl régional.

Les autres listes importantes Les autres listes importantes sont décidées à jouer le jeu. A commencer par les autonomistes : les amis de M. Edmond Simeoni, même s'ils considèrent que le statut n'est qu'une « étape », jugent sagement qu'il sera ce que les éins chargés de le gérer en feront. Leur volonté de prendre leur part de responsabilités est illustrée par le proposition de M. Simeoni d'instaurer une présidènce tournante. Quant aux giscardiens et libéraux, regroupés derrière M. José Rossi, ils affirment vouloir agir « avec prugmament vouloir agir « avec pragma-Il reste à souhaiter que celles-ci statut particulier qui aura besoin de la durée pour trouver son équidu scrutin — l'emportent, et que

Les effets pervers de la proportionnelle

Pour le moment, les électeurs peuvent avoir quelque mai à s'y retrouver : les deux cent six mille personnes inscrites, après une vaste révision des listes électorales (le Monde du 27 juillet), ont le choix entre dix-sept listes. Pares sont ceux qui pe compais. ont le choix entre dix-sept listes. Rares sont ceux qui ne connaissent pas un candidat dans au moins trois on quatre listes : dans ces conditions, quelle affiliation faire prévaloir? Si bien que l'indifférence apparente des Corses masque peut-être un réel embarras, qui est aussi celui de leurs élus, « Ces élections nous emm... proclame tel conseiller général (M.R.G.), nos électorats risquent d'être déstabilisés / » La division est, en effet, le maître-mot de ces élections. L'intention du ministre de l'intérieur, partagée par son délégué était d'être le plus libéral possible, afin de permettre aux groupes en contraires et en connections.

afin de permettre aux groupes minoritaires (autonomistes et nationalistes) d'accéder aux res-ponsabilités. Mais la représentaponsabilités. Mais la représentation proportionnelle, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, et le choix d'une assemblée nombreuse (soixante et un membres) ont produit quelques effets parvers Les stratégies personnelles se sont trouvées encouragées dans les partis comme hors de ceux-ci. Quelques manceuvres ont été ainsi facilitées : outre le fait que la pléthore de candidats rend inutilisables les machines électroniques employées à Ajaccio, telle ou telle liste « obscure » peut permettre à tel ou tel chef de clan de disposer d'assesseurs supplémentaires dans les bureaux de vote.

Mais tout cela est accessoire en regard de ce constat : chaque courant de pensée est non seu-lement représenté mais il s'est aussi dédoublé. De quelque côté que l'on se tourne, hormis le cas des autonomistes de M Siméoni, on trouve deux listes : M. Jean-Paul de Rocca-Serra est à la tête d'une liste où les composantes de l'opposition nationale sont représentées (3) ; il doit obtenir le groupe le plus important de la future assemblée : mais il doit compter avec une liste constituée pour l'essentlei de militants gaullistes groupés. de militants gaullistes groupes autour de M. Jean-Louis Alber-

En outre, quatre représentants de l'U.D.F sont en bonne place derrière le député de la Corse-du-Sud, mais la figure de proue de ce mouvement. M. José Rossi, a constitué sa propre liste. « Dé-sarmé », mais non exclu par l'UDF, qui s'est montrée. en l'occurrence, plus habile et plus tolérante à l'égard de ses « distolérante à l'égard de ses a dis-sidents » que le P.S., le conseil-ler général d'Ajaccio a joué la carte locale plutôt que d'accep-ter les consignes nationales de M. Michel Pinton. Le secrétaire général de l'U.D.F. voulait évi-ter que le R.P.R. put lui repro-cher, lors de la prochaîne négo-ciation nationale en vue des élections municipales, d'avoir nui à la désormais sacro-sainte unité à la désormats sacro-sainte unité de l'opposition.

L'autre grande force politique locale, le M.R.G., est elle aussi divisée, sur une base qui n'est pas seulement géographique : sans doute MM. Prosper et Nicolas

Un grand roman

qui fait scandale aux U.S.A.

écrit par quelqu'un qui sait...

Alfonsi représentent-lis l'un le nord, l'autre le sud de l'île. Mais leur séparation pendant la campagne électorale résulte aussi d'une lente érosion des relations entre ces deux tendances radicales de gauche, la première (celle de M. Prosper Alfonsi) étant surtout radicale, la seconde se situant de longue date dans la mouvance mitterrendiste.

La confusion n'a pas épargné le P.C.F.: les communistes conduits par le maire de Sartène, M. Dominique Bucchini, doivent faire face comme les autres à une dissi-

nique Biccaini, dovent faire l'acc comme les autres à une dissi-dence : celle de M. Camille Simonpieri L'adjoint au maire de Morosaglia, jugeant que les communistes de l'intérieur et de communistes de l'intérieur et de sa propre région, la Casinca (qui contribue notablement à l'influence électorale du P.C.F., étasent negligés au profit des notables bastials, a mis sur pied sa propre liste Cette démarche n'a choqué personne, tant le P.C.F. est intégré au système politique insulaire.

commence a etre aimise: a zauche, per exemple, M. Nicolas
Alfonsi présente. dans les premiers d'une liste dont la moyenne
d'âge est de quarante-trois ans
pour moitié des 2-us, pour moitié
des « socio - professionnels »; à
droite M. Rossi oppose devant ses
ardificies les courants en méso

tionnaire» (le F.L.N.C.) prône, l'abstention. Et tient un langage non plus concilient, mais hostile

an ponvoir.
En outre, le reprise des atten-

tats a politique du pires d'une fraction du F.L.N.C. ou action de a résidus du SAC s comme l'écrit. l'organe de l'U.P.C. nul ne le sait) fait craindre aux autono-

sait fait crainare aux autono-mistes, comme à la ganche, l'ap-plication d'une «stratégie de la tension» destinée à recréer un climat d'insécurité et à favo-riser ainsi un vote conservateur. Quoi qu'il en soit les dius tous

(1) M. Cousseran avait assuré la

(1) M. Cousseran avait assuré la mise en place du statu d'autonomie interné en Polynésie française.

(2) Deux clans, qui se nourrissent du clientélisme, dominent la vie politique corse. Ils soni conduits, l'un par M. Jean-Paul de Rocca-Serra, l'autre par M. François Giacobbi.

cobbi.

(3) Il s'agit exentiellement, outre
l'UDF, du comité central bonapartiste, représenté notamment par
le maire d'Ajaccio, M. Charles
Ornano.

procuration.

La palme de la division, sans être moins « munispalisées » que restombée positive possible cette fois précèdentes. Car les maires, fois revient aux socialistes. Les qui apportent traditionneillement tentatives de M. Bastien Leccia de conduire d'abord une liste de clan. sont cette fois embarregroupant tous ceux qui dans resses, et plus prudenta. De plus, la gauche non communiste, se la nécessité du « renouvellement » réclament de l'action du chef de commence à être admise : à gauche socialiste ont échoué. Pis : elles socialiste ont échoué. Pis : elles ont abouti à la dissidence de œux miers d'une liste dont la moyenne qui avaient fait rensitre le P.S. ont abouti à la dissidence de ceux qui avaient fait renaître le P.S. en Haute-Corse. Ces derniers, groupés autour de MM. Charles Santoni, ancien premier secrétaire de la fédération, Antoine Sanginnetti et François de Casalta, conseiller général de Bastia, polémiquent aujourd'hui avec le délégué du gouvernement : ils lui reprochent une « ingérence madmissible » pendant la campagne électorale, M. Leccia, dans une interview à l'A.F.P., ayant dénoncé « ceux qui ont pris la lourde responsabilité de miser sur la division ».

L'idée originelle était pourtant bonne : dans une région où les socialiste sont une petite minorité, la politique d'apaisement et de démocdratisation de la vie publique menée par le gouvernement tien du P.S.U., après une campant de de la company méthodique et généralement. pouvait permettre l'émergence d'un courant plus vaste, se reconnaissant dans cette nouvelle po-litique. Mais les radicanx de gauche du Sud ont considéré que les exigences des socialistes étaient peu compatibles avec la réalité des rapports de force en Corse; mais les socialistes du Nord ont estimé d'une part que le P.S. devait se présenter sous ses propres couleurs, et d'autre part que la direction nationale du parti abandonnait le changement pour céder à la tentation du « cla-risma»; mais les divicants céder à la tentation du c ciarisme »; mais les dirigeants
nationaux du P.S. voulaient
i mposer M. Leccia et soupconnaient les socialistes du
Nord d'être trop proches des
nationalistes... Bref, ce mélange
explosif se traduit par un gáchis
c irrémédiable » et une formidable
occasion manquée. Comme a été
manquée l'occasion d'un réel renouvellement des responsables
politiques. Les ténors de la politique locale ont choisi la sécurité:
leur emprise repose sur les relais
de pouvoirs et d'influence que
sont les maires. Ces derniens sont
dooc légion sur les listes. Faut-il
en conclure que l'on fera du neuf
avec du vieux? Même si l'idée
est répandue que la réforme est répandue que la réforme sera fêtée pur ceux qui s'occu-pent de nos affaires depuis des années », le neuf parvient malgré tout à se frayer un petit chemin. Ces élections, en effet, devraient

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 28 julilet, au palais de l'Elysée, sous la prési-dence de M François Mitterrand. Au terme des délibérations le communiqué suivant a été diffusé: Il faut toutefois se garder de surestumer les conséquences défas-tes de ces divisions. Celles-ci emistent sans donte, ne serait-ce que parce que la multiplicité des listes

alimente le scepticisme ambiant TRANSPORTS INTERIEURS sur la capacité des élus à se servir efficacement de l'outil dont ils 5nr proposition du ministre d'Etat, ministre des transports, le conseil des ministres a adapté un projet de loi d'orientation isse d'une large disposent désormais, Mais les concertation et traitant des trans-

disposent désormais. Mais les principaux protagonistes s'efforcent de a bipolariser » la campagne électorale : radicaux de gauche, communistes et socialistes appellent à voter « à gauche » : rappellent leur appartenance à la majorité présidentielle et de son côté. M. Rocca-Serra a proposé (mais en vain) à MM Albertini et Rossi de négocier un contrat de majorité. Il constitue la base législative d'une action accordant la priorité au développement des transports publics urbains et rursux de per-sonnes afin d'assurer progressive-ment un véritable droit au transport. Il vise à améliorer l'efficacité du système de transport des mar-En outre, l'e opposition natio-nale » dans son ensemble peut profiter de la bonne campagne de M. José Rossi qui jonant sur un registre plus lubéral, permet à celle-ci de « ratisser plus large ». Cette expression consacrée raut aussi pour les radicaux de gau-che : à M. Prosper Alfons: un « ratissage » sur la droite: à chandises en prenant en compte les coûts économiques et sociaux rècls, notamment en matière de séréels, notamment en mattere de se-curité, d'énergie, d'environnement et de respect de la réglementation du travail. Il organise la complémenta-rité des différents modes dans le respect du libre choix de l'ususer et d'une concurrence maîtrisée. e ratissage » sur la droite; à M. Nicolas Alfons la recherche des électeurs désorientés par l'éclatement du P.S. Cette action s'appuiera sur la rénoration du service public assuré par l'Erat, les collectivités territoriales, les entreprises publiques et privées.

Le projet de lei comportera des dispositions spécifiques pour les dis-férents modes de transport. Pour ce qui concerne le transport ferro-viaire, le projet fixe les bases de la réforme de la S.N.C.F., qui doft entrer en vigueur le 1er prochain. La société nationale sera dotée d'un statut d'établissement public industriel et commercial qui ini conférera une très large auto-nomie de gestion.

 SOLIDABITE POUR L'EMPLOI

Le conseil des ministres a procédé à un premier examen du projet de loi instituant une contribution exceptionnelle versée à un fonds de solidarité pour l'emploi dont il

Participeront à l'effort de solidarité nationale toutes les personnes actives on en préretraite ne cotisant pas à l'UNEDIC, à l'exception de celles dont les revenus professionnels sont inférieurs à 1,3 SMIC, soit 4 400 trancs na 1er juillet 1982.

droite M. Rossi oppose devant ses auditoires les aquarante années de vie politique de Jean-Paul a (de Roccaserra) qui sont. dit-il a derrière lui », à l'âge de ceux qui composent sa liste et qui, de ce fait, peuvent a raisonner à échèunce de dix ou ringt ans ».

La nouveauté réside aussi dans le fait que, l'été, le vote est réputé plus libre : les Corses du continent présents peuvent alors voter physiquement, et non plus par procuration. D'autre part, il a été rappelé que, la participation de l'état au financement de l'assurante-chômage étant assurée, les partenaires so-ciaux, employeurs et salariés sont invités, de leur côté, à assurer l'équigne methodique et généralement considérée comme « responsable ». Meis il reste, bien sûr. l'inconlibre du régime d'assurance-chô-mage. C'est à eux qu'il appartient de réaliser les économies nécessaires et de déterminer l'angmentation des mais il reste, oten sur, l'incon-nue nationaliste : ce courant est représenté par le P.P.C. de M. Dominique Alionsi ; mais la C.C.N. (Consulta di 1 cumitiati cotizations appliquées aux entrepri-ses et aux salariés sasujettis au régime de l'UNEDIC. nazional listi, qui se sent la « vitrine du moutement révolu-

à l'issue des négociations engagées par les pertenaires sociant dans le endre de l'UNEDIC, le couseil des ministres adopters les dispositions complémentaires du projet de loi fixant les modalités d'application de la contribution des Français au Fonds de solidarité. fonds de solidarité.

(Lire page 20.)

• FILIERE ELECTRONIQUE Le gouvernement s décidé de lancer un important programme plurianusel en faveur de la filière électronique.

Comme l'a demandé le président de la République au récant colloque sur la recherche, il s'agit de mettre puissance technologique, comme le sont les Etatz-Unis et le Japon. Le financement global de ce programme d'action sera de 149 militards, de francs (francs 1982) sur cinq une.

Pour les einq prochaines années, la stratégie du gouvernement vise à retrouver une balance commerciale équilibrée, à créer quatre-vingt mille emplois supplémentaires, à assurer la maîtrine technologique de la fillère et à aucélèrer sensiblement la vertiment de socience de le ment le tythme de troissance de production, de 3 à 9 % par an.

Ces objectifs confirment la vocation de la France dans l'électronique professionnelle et des télécommuni-cations. Lis traduisent son ambition en matière d'informatique, de bu-reautique et de productique. Ils doivent permettre de relancer l'industrie française de l'électronique dite a grand public a (ordinateurs personnels, joux électroniques, marnétoscopes, téléviseurs, etc.) et à garantir notre antonomie dans le domaine des composants.

Les moyens mis en œuvre sont les

— Les ministres de l'éducation uationale et de la formation profes-sionnelle sont chargés d'un impor-tant programme de formation, comportant une nouvelle orientation des formations initiales et un plan de mitrapage portant su total sur la formation anguelle de plus de sept mille ingénieurs et technicleus supérirurs ;

- L'effort global de recherche est aceru et son efficacité améliorée par une melliqure coordination des laboratoires publics autour de pôles d'entralnement ; de grande projets nationaux associeront industriels et laboratoires publics sur des objec-tifs prècis dans les secteurs of l'évolution technologique est la

— Des mesures d'aldes spécifiques sont prévues notamment pour les perites et moyennes entreprises, dont le rôle est essentiel pour l'imporation ;

ment des coopérations internatio-

électronique, une politique d'utili-sation est mise en garre ; il s'agit de permettre aux utilisateurs de réfléchir à l'outil et aux services qu'ils peuvent en attendre, de ma-nière à en orienter la mutation.

L'application de la politique gouremementale de la Mière électro-nique sera suivie régulièrement par un comité interministériei présidé par le premier ministre et, par dé-légation, par le ministre d'Etat chargé de l'industrie et de la re-cherche.

(Lire page 19.)

SESSION EXTRAORDI-NAIRE DU PARLEMENT

Le ministre délégué auprès du premier ministre desegue supres au premier ministre, chargé des rela-tions avec le Parlement, a drossé le blian de la session extraordinaire du Parlement et a évoqué les pers-pectives de la rentrée parlementaire d'automne. La session extraordinaire de Juli-

La session extraordinaire de Jude-let a permis au Parlement d'adoptér définitivement sept projets et deux propositions de lois, Ainsi, des fet-tes essentiels pour l'application de la politique du gouvernement vont entrer en vigneur : communication audiovisuelle, blocage des prix et des revenus, statut particulier de la Corse (compétences) en fonds spé-cial de grands travaux. Avant l'exames du budget, la ses-

connectée à l'examen des projets sur le mode de scrutin des élections municipales et sur les compétences des collectivités territoriales. Préalablement, une session extrajets en cours

Le conseil des ministres a souligné l'importance et la qualité du fra-vail législatif accompil depuis un an. Le gouvernement preudra, en accord avec les assemblées, les disconditions du travail parlementaire. notamment en donnant aux commissions de plus longs délais de

Le ministre des relations extérieu-res a informé le conseil des démar-ches et contacts qui, au Proche-Orient, en Europe, à Washington et any Nations unles, visent à trouver les moyens d'ouvrir une ou des négociations en vue de pragresser vers la paix au Liban. Pen-dant cette période, le gouvernement français a confirmé sa position telle qu'exprimée notamment dans le projet de résolution france-égyp-tien examiné par le Conseil de sécu-rité.

(Lire pages 3 et 4.) COMMUNAUTES

EUROPEENNES

Le ministre délégué chargé des affaires européeunes a rendu compte, avec les ministres concernés, du dé-roulement des deux Conseils commu-

 PRÉSE (39-21 juillet) : le Conneil a adopté les réglements qui permettront l'entrée en vigueur de l'organisation commune du marché des produits de la pêche.

2) ACIER (24 juliet) : ce Conseil exceptionnel a été consecré aux népociations engapées avec le gou-vernement américals sur les procé-dures ouvertes par celui-ci à l'excontre de certaines exportations de produits sidérargiques européens. A la demande de la délécation française, qui a tont particuliè-rement insisté sur l'importance qu'il rement insiste sur l'importance qu'il y avait pour la Communanté économique européenne d'arrêper une
attitude commune des fista membres et de confier à la seule Commission le soin de négoder avec le gouvernement américale, les ministres
des Dix ont confié à la Commission
suropéenne un mandat exclusif de
négodation confert en l'anguntale suropéenne un mandat exclusion de négociation portant sur l'ensemble du contentieux sidérargique exis-tant entre les dix Stats de la Communanté et les Rests-Unit. Les discussions doivent reprendre same

Par ailleurs, le Conseil des ministres a été informé de l'adoption définitive de la réforme de l'organisation du marché du vin.

DISSOLUTION DU SAC (Lire page 5.)

LA RÉFORME DE LA PLANIFICA-TION JUGEE « CONFORME A LA CONSTITUTION "> PAR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le Conseil constitutionnel par décision en date du 27 juillet, s'est prononcé sur la saisine dont avait été l'objet le texte de loi portant réforme de la planifica-tion. Les députés de l'opposition, autours de ce propurs portennient. auteurs de ce recours, soutennient notamment que phisieurs dispo-sitions de la loi méconnaissalent l'obligation de prévoir des recettes correspondant aux dépenses. Ils considéraient aussi que la loi consideratent attasi que la loi imposait un certain contenu à des lois futures, et comportsit des injonctions concernant les conditions et les dates auxquelles devatent être présentés les projets de loi en exécution du Flan.

Le Conseil constitutionnel a attintionnel a

Le Consell constitutionnel a estimé que, tant pour les dépenses que pour le contenu des lois futures ou la prévision d'un calendrier et des conditions d'exécution, les dispositions inscrites dans la loi incriminée n'avaient pas de caractére contraignant. En raison même de leur curvaière tropérati de leur caractère inopérant, il n'y a pas lieu, a-t-il jugé, qu'elles jassent l'objet d'une dé-claration de non-conformité.

ie Monde

Dans les e miroirs > • thun, Rernance,

· WH W

PROMATE

AME

"A ref ale

- 2 to (1960)

· Silgian ...

Me Camp

-

- TY SANGE

At Ballery

130 W M

richerds, 🖦 as decapes.

- Constitut

Millerremet...

AD-LINE BE

we transmit after the second state of the seco THE PERSON - The state of THE REAL PROPERTY. 12 No. 200 からいかき (物質権)。 20 - 0 41W 一 上海山

14 THE R. P. LEWIS CO., LANSING, MICH. The fee smile Ser Bir Albani retelf. 2000年度1 中華的

All ger

ÉROTISME TÜRRIDE... ** MANUTETA Andrew M. Greeley

Dix-sept listes

- Rassemblement pour la Corse dans l'unité estionale : M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (H.P.R.), maire de Porto-

M. Nicolas Alfonsi, député (app. P.S.), maire de Plana, aucien secrétaire national du M.R.G. Mouvement des radicans de gaucht pour uns région démo-cratique : M. Prosper Alfonsi. ancien président (M.R.G.), du consell tégional

- Parti socialiste : M. Ange Pantaloni, premier secrétaire de la fédération de la Corse-du-Sud. - Action pour une Corse nou-

relle : M: Dominique Bucchini. membre du Parlement suropéen. - Unione populu Coren : M. Edmond Simeoni. - Partitu populare Corsu

M. Dominique Alfonsi. Union régionale pour le progrès : M. José Rossi, conseil-ler général (U.D.F.) d'Adjacto.

- Liste socialiste et démocra-

cien premier secrétaire de la fédération socialiste de Hante-Gestion et lustice pour

tous : M. Camille Simonpleri, adjoint au maire de Morosaglia, esclu P.C.F. - Renalssance Corse : M. Philippe Celladi.

Rassemblement démocra-

tique pour l'avenir de la Corse : M. Denis de Rocca-Serra, mem-bre du Comité économique et

M. Jean-Gaston Susini. Corse : M. Jean-Louis Albertini. - Union pour la défense de l'économie Corse : M. Simon - Défense des intérêts de la

(R.P.R.), de Pila-Canale. - Union républicaine de délense et de promoțion de la Corse : M. Dam. Philippe St-midel, (M.R.G.).

NOUVEAUX ATTENTATS A AJACCIO

non revendiques a eu 11 eu a d'incendie a été rapidement mal-Ajaccio dans la unit du mercredi 28 au jeudi 29 juillet. En une stué avenue Magliot, une libratdizaine de minutes, quatre explo-sions ont retenti, occasionnant d'importants dégâts. Elles visaient un cabinet immobilier dans l'ave-

Une nouvelle série d'attentats nue Napoléon - III, où un débu trisé : un atelier de photographie situé avenue Maglioli, une libratmunique du conseil des nich

3.5 40 ---

Personal Parameters of the Control o

Barrier Commence

and the second

.

The state of the s

100

Egyption See

(automotive to the following terms)

Section 1

e eti 15-17-5

A: 17

şu": ...

Section .

Jan. 17. 1.

7.7

print Argent State Spect & Bright Spect &

· · · · · ·

6-17

2 6 5 7 7

الما المحاجم موضوع والمراجع

Une archéologie du dialogue Nord-Sud.

y a une magie de Stendhal. Ly a une magic and a code? Elle repose entre autres sur un effet d'optique qui ne pouvait être perçu que rétrospectivement. Stendhal le savait-il lorsqu'il écrivait à Balzac en 1840 : « Je ne serai compris qu'en 1880 »? De fait, c'est dans ces années-là que fut révélée son œuvre autobiographique (Souvenirs Cégo-tisms, Henry Brulard) qui vint réverbérer son œuvre romsnesque et d'essayiste jusqu'alors peu célèbre. Désormais, la per-sonne de l'écrivain — connue par ces abondantes confidences en aparté — prêtait un supplé-ment de profondeur aux personnages du romancier, aux récita de voyage de l'essayiste, et, inversement, essais et personnages romanesques prêtaient un supplément de séduction à la per-sonne privée, à son jeu de piseudonymes : Dominique, Henry

Depuis, cet affet d'optique a fait recette en littérature. Stendhal ne l'avait pas inventé : Rousseau, de son vivant, l'avait fait jouer savamment au bênéfice de son roman et de ses idées; et chacun dans son ordre, Chateaubriend et Bonaparte (celui-ci grace aux divers Mémoriaux de Sainte-Hélène qu'il inspira) recoururent avec succès à ces jeux de miroir entre vie publique et vie privée. En fait, la personne privée mise en scène par Rousseau, par Chateauhrland et par Napoléon était elle-même un personnage de caractère public. Intimiste et égotiste, Stendhal a maintenu son moi de diariste dans l'ordre de la *privacy*.

La prodigieuse bibliographis dédiée depuis la fin du dix-neu-vième siècie à Stendhal reflète ce dédoublement fécond de l'autobiographe et du romancier : Jean Prévost a publié en 1942 un essai sur le Métier d'écrire et la Psychologie de l'écrivain ; Georges Blin a jeté tour à tour ses humières sur les Problèmes du roman (1954) et sur les Problèmes de la personnalité (1958). Depuis que l'accommodation s'est faite, que le re-lief et la profondeur de Sten-préservés de son regard. Mais dhal sont devenus évidents, sa modernité ne s'est plus démentie : et elle tient pour l'essentiel au redoublement de l'énigme du moi par celle du moi créateur.

Témoin de la magie séductrice exercée par Stendhal, Mi-chel Crouzet, après quelques peu s'en faut. Son œuvre est à alle seule une véritable bibliothèque beyliste, une phénome-nologie de l'esprit stendhalien. Le plus récent tome publié de cette Summa standhaliana s'intitule Stendhal et l'Italianité. Ce n'est pas, en effet, un des moindres paradoxes de l'auteur du Rouge que cet écrivain à tant d'égards si « français », si fidèle aux Lumières du dixhuitième siècle, en plein romantisme, ait réussi à s'imposer, tardivement il est vrai, comme le médiateur par excellence de l'Italie romantique, au point d'en renier la France et de vouloir mourir sous le nom d'Arrigo Beyle, Milanese,

L'épanouissement de la vie privée

Mais Stendhal et l'Italiantté n'est pas un quelconque « Stendhal et l'Italie a. A l'écart de l'anecdotisme on du compare-tisme, Michel Crouzet se propose, en philosophe, en psychologue et en critique littéraire, de définir l'attitude de Beyle, d'abord voyageur en Italia, puis romancier de l'Italie, vis-à-vis d'un *mods d'être* italien qu'il exhume peu à peu du fond de lui-même au moins autent qu'il le découvre dans la péninsule ou l'y retrouve d'après l'abondante littérature des voyageurs angleis et français. Pour ce libéral, l'Italie offre à la sphère de la vie privée - limitée ailleurs par le civisme et la considération d'autrui — une expansion illimitée et heureuse; pour cet écrivain inquiet, elle offre à la création romanesque (qui s'adresse à l'homme de dé-sir) des modèles, des paysages, une inspiration, que la prose disciplinée des nations plus « avancèes » a littéralement affadis.

Le problème de l'italianité chez Stendhal, tel que le pose Michel Crouset, rejoint nos précocupations les plus actuelles. Nous de-vons au libéralisme romantique cette inappréciable conquête : la vie privée, ses détours, son infini, incompréhensibles à l'Etat et nous lui devons aussi ja pire menace contre cette aphère autonome de la vie privée : la tentation d'en faire un absolu et de lui dénier toute concession,

politesse, à la réalité d'un ordre objectif qui autorise sans leur faire violence la pluralité des fors intérieurs.

La projection des utopies pri-vées sur le plan politique — le modèle est offert par Rousseau — aboutit à la fin de toute vie privée. Or l'art moderne a partie liée avec la vie privée : c'est là qu'il puise ses plus intimes res-

fut-elle de convention on de jourd'hui, et cette relecture en profondeur est une leçon de luci-dité intellectuelle autant que de

Déjà Rousseau...

Dans l'Essai sur l'origine des langues, Rousseau, rajeunissant l'antique lieu commun des « caractères des peuples selon les climets a, le combinant avec la tra-



c Standhal dansant > Croquis d'Alfred de Musset (extratt de l'album Standhal de la «Piliade».)

plus intime accueil. Mais à vou-loir pousser à l'absolu cette étrangeté relative de l'art par rapport au public, à la société policée, à l'Etat libéral, jusqu'à l'ésotérisme abstrait, à la provocation anarchisante, votre à la prédication révolutionnaire, l'art issu du romantisme a frayé le chemin à la mort de l'art, dilué dans la ruche égalitaire ou totalitaire. De cette logique funeste de l'individualisme romantique, Stendhal a su le bonheur de ne commaître que les prémisses. Mais son commentateur le relit dans la hunlère inquiétante d'au-

sources, c'est là qu'il trouve son dition de l'idylle et le thème biblique du « Paradis avant la chute », lui aveit prêté un pathos nouveau et l'autorité d'une explication scientifique : « Dans . les climate méridionaux écrivait-il. où la nature est prodique, les besoins naissent des passions; dans les pays froids, où elle est avare, les passions naissent des besoins. et les langues, filles de la nécesorigine. » Ainsi les pays chauds, où le « pur cristal des fontaines » aurait fait naître les e premiers jeux de l'amour », préservent un état de bonheur « avant la chuie » que le progrès des exts et le joug des lois ont fait oublier sous les climats froids.

Sur les traces de Rousseau. Mme de Staël amplifia l'antithèse : dans De l'Allemagne, elle décrit le génie d'un peuple vic-time du froid, sans doute, mais qui a su tirer de son malheur une mélancolie poétique et philo-sophique, une profondeur réflexive incomparable. Puis, passant d'un extrême à l'autre, elle ecrit, avec Corinne ou de l'Italie le roman d'un peuple béni par la chaleur, tombé, il est vrai, sous le joug du despotisme, mais nė -- comme s'il ignorait cet incident - pour le bonheur, la beauté sensible et la liberté des passions.

Comme un retour vers la préhistoire

Stendhal favorise par les cir constances, a opté pour l'Italie. « réserve » où s'incarne à ses yeux l'« homme naturel » selon en. Et de fait, pour qui vient alors de l'Europe du Nord, de ses Lumières, de sa légalité, de ses mosurs policées, venir en Italie c'est voyager dans le temps plus encore que dans l'espace : on y régresse vers une sorte de préhistoire où l'Etat moderne n'est pas ne (des tyrannies naines et bouffonnes en tiennent lieu), mais où, en revanche, l'individu (au sens où l'entendra : encore Burckhardt) est d'autant plus épanoui. L'Anglais ou le Français, en proie à le tension entre vie privée et vie publique, viant donc chercher en Italie son modèle originel, oublié ou du moins atténué par l'apprentissage de la vie civilisée. En somme, le retard historique de l'Italie a sauvé la vitalité des Italiens, leur capacité naturelle et donc individuelle à la passion et au bonheur. A la beauté, aussi.

MARÇ FUMAROLL (Lite la suite en page 10)

le feuilleton

« Au vent des rêves », d'Eugène Mannoni

Une entrée en littérature

A divino surprise, que je ne serai pas seule à éprouver ! Eugène Mannoni a été pendant huit ans mon confrère au Monde. Je savais donc, comme tous ses lecteurs, ses qualités de journaliste que depuis 1962 il est allé exercer ailleurs, à France-Soir, au Point aujourd'hui. Je l'al un peu perdu de vue. Me restait le souvenir d'un camarade biagueur, doux, ironique et qui ne devait être imperturbable qu'en appa-rence. Tout d'un coup, je le retrouve à un autre zénith : non pas dans l'enquête ni dans l'actualité commentée où l'avait laissé son premier livre consacré à de Gaulle (1), mais surgissant, avec Au veni des réves, en pleine littérature,

c'est-à-dire en pielne poésie. Imaginez un homme dont le mèter est de courir le monde, de rencontrer les « grands », de décrire les « points chauds ». Eugène Mannoni n'a pas manqué beaucoup des orages qui ont zébré la planète : guerre d'Indochine, guerre d'Algérie, en 1981 il était aux Corlès quant a été tenté le coup d'État... Son devoir professionnel accompli, il écrit encore dans le silence de sa chambre. Il écrit quoi ? Ce qu'il a vu, oui, mals

par Jacqueline Piatier

d'un autre œil, qui se ferme à l'évênement et s'ouvre sur l'éternel. La flore, la faune, les éléments, les petites gens, les us et coutumes singuliers traduisent mieux l'être d'un pays que ses dirigeante. Eugène Mannoni en a reçu des impressions, des visions étranges qui l'ont fait soudain basculer dans l'imaginaire, entrer au cœur des choses ou se

D'où ces textes de longueur inégale, denses et beaux comme des poèmes en prose, mais toujours précis, construits, vivants, surprenants, communicables, qu'il a, paraît-il, longtemps gardés par devers lui... Mais pourquoi, tent est vit et somptueux le plaisir qu'ils dispensent? Ils regorgent d'arbres, de fleurs, d'animaux exotiques, d'oiseaux en vol. C'est un bestiaire, une botanique... Mais c'est aussi un théâtre qu'animent des silhouettes humaines courant, parlant, gesticulant, travalllant, mendiant.

OURTS, ces récits fixent une scène insolite : la mise à mort rituelle d'un serpent-banane dans un village de Malaisie, à la lumière de l'ampoule électrique accrochée devant la maison pour conjurer les démons de la nuit, « lumignon plutôt louche n'ayant pour abat-jour qu'un anneau de moustiques ». Ou bien, ils enregistrent un spectacle pour tout autre anodin, les tourbillons de papiers que soulèvent, le soir, les vents de la mer et du désert sur une ville en chantier de Libye, et ce lieu devient le « carrefour de tous les vides ». Ils content aussi des visites au palais abandonné de l'emperaur d'Annam, visites accomplies sur la pointe des pieds pour ne pas troubler l'intimité de l'ultime gardien avec le fantôme du prince.

Plus amples et divaguant alors d'un coin à l'autre de la planète, ils cernent la luxuriance de la végétation tropicale comme une féroce « joie de vivre ». Ils communiquent l'angoisse que Calcutta sécrète — sans que sa misère soit jamais directement dénoncée — à travers les noirs corbeaux qui tournolent sur la ville, appelant en contrepoint de rieuses images de mouettes, ces oiseaux de la mer, qui, venus d'Amsterdam, s'ébattent au-dessus de New-York, Parfois, ils provoquent, disant la beauté, la nécessité des mendiants, nais c'est pour vitupérer l'égoîsme occidental qui les prive de leur dignité.

Ces « choses vues » ne sont pas que vues. Elles irradient dans une conscience qui a fait le tour du monde sans réussir à taire le tour de soi et qui se cherche encore dans ce qu'elle rencontre. Au musée de Cusco, Eugène Mannoni s'arrête devant une pièce étonnante. C'est un squelette d'emmuré, figé. la bouche ouverte sur un cri muet. Ce cri devient le sien. Il y accroche une confidence : « Moi que băillonne un autre moi, très tréquentable celui-là, calme, si calme... Insculevable sépulture pour la liberté folle... Mais non, la pierre ici se soulève. N'est-ce pas une liberté folle qui prèside à ces récits où s'opposent et se répondent tant de lieux, tant d'images ?

HAQUE livre suggére sa pratique de lecture. Celle que requiert Au vent des réves doit être fragmentaire Elle convient à cette saison où nous invitent d'autres plaisirs. On y plonge, on en ressort, on était là, l'auteur nous a menés allleurs. Dans l'exotisme, c'est certain. Mais voyez comme il sait aussi retrouver la diversité du monde dans les fonds sous-marine que libére, en se retirant, une marée bretonne. Et il parle d'expérience. Pourtant, cette mer mouvante n'est pas la sienne, à lui, le Corse, le Méditerranéen.

(1) Moi, général de Gaulle, Le Seuil, 1984,

Dans les « miroirs » de Roger Gouze

Mitterrand...

ES instants magiques de

ma vie intérieure, nul auque moi, dit Roger Gouse, n'en saura jamais rien, pas même « les plus fouineurs bio-graphes, les plus policiers Guil-lemin ». Aie! me voici donc classé dans une espèce mai fréquentable, a Chercheur » n'anrait-Il pas suffi, sons qu'il fût besoin d'évoquer la police? Tant pis. Pas grave. Et cela ne m'empêche pas de trouver beau ce livre ; pour des tas de raisons. Oui, un beau livre, et je n'ai pas contume d'employer les mots à la légère. D'abord parce qu'il nous apprend sur le métier, jadis très rude, des instituteurs que furent à leurs débuts, en pays minier, le père et la mère de Roger Gouze, dans ce coin de France où les enfants étaient cabreurés : par leurs parents, chaque matin, d'un boi de café noir et d'un verre d'eau-de-vie. a On payait les mineurs à la quinzaine, le samedi. à Pourquoi étiez-vous absents, hier lundi? à demandati ma mère, le mardi, à la moitié des élèves. Réponse : a Mon papa et ma maman étaient trop saouls pour me lever. » Et ceci : « Un sotr où mon père avait, après le cours, retenu un cancre pour le jaire travail-ler, la porte s'ouvrit devant une jurie qui va droit à son fils. sans un regard pour le maître. e Qu'est-ce que tu fous là? - Je suis puni. - Je t'avais dit, pourlant, de lui balancer ton sabot sur la gueule, s'il t'emmerdait. » Autre chose qui compte : Roger

Gouse n'a pas l'air de savoir à que partageait une raie méquel point son destin d'enfant diane.

Aloin, Bernanos, est pareil à celui de Vallès ; Gouze, le père, à son tour, comme avait fait Vallès père, s'était acharné à « monter », avait appris le latin, obtenu sa licence afin d'entrer dans le secondaire; et un drame familial était survenu ; le père avait pris une maîtresse; l'enfant Gouze, comme l'enfant Vallès, s'en était aperçu et tous deux avaient vêcu, des mois, dans l'angousse et dans la terreur, guettant leurs parents qui s'entredéchiralant.

Autre chose : les souvenirs de la Résistance ; le père, « principal » du collège de Villefran-che-sur-Saône, est révoqué par Vichy parce qu'il se refuse à remplir le formulaire exige par Pétain pour le recensement des juifs - élèves et professeurs ; et le rôle des parents Gouze en faveur de Frenay et de Berty Albrecht (voir, à ce sujet, le Sacrifice du matin, de Bénouville, et La nuit finira, d'Henri Frenay); et le courage de sa petite sœur Danielle, qu'éponsera, en 1944, François Mitterrand (« Le plus bel exemple d'éducation à la Rousseau », dira d'elle son mari).

J'oubliais : c'est à Roger Gouze que nous devons le plus saisissant portrait d'Alain, le fameux « prof » du lycée Henri-IV, celui qui marqua si fort des êtres aussi disperates que Simone Weil et Henri Massis, Jean Prévost et Julien Gracq, André Maurois et Jacques de Bourbon-Busset, cet Emile Chartler pour la première fois (à ma connaissance) campé ici dans son aspect physique, avec son allure de_ a charretter », sa carrure d'athlète, ses mains puissantes et son front bas sous les cheveux

Bonheur de lire, sous cette plume, une excellente phrase sur Guéhenno, l'homme du peuple à qui Gouze ne pardonne pas - je le comprends d'avoir brigue l'Académie pour s'y asseoir « parmi les maîtres » entre un cardinal et un duc. Tel détail encore, significatif et cruel : mai 68, le grand amphithéatre de la Sorbonne, toujours plein à craquer ; Sartre se lève pour prendre la parole et une voix l'apostrophe : « Il est tard, pépé; faut aller dormir. » Et comment, Mâconnais, ne parle-rais-je pas du « serment de Solutré », jadis juré et tenu par François Mitterrand; la roche de Solutré, si chère à ma petite enfance, avec son profil de a sphinx aux griffes plantées entre les cens ».

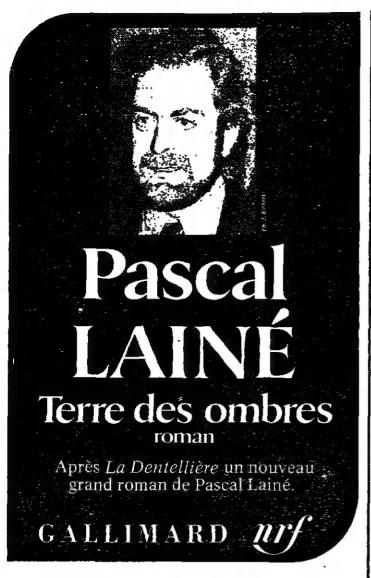
Mais ce qui m'est le plus pré-cieux, dans le livre de Roger Gouze, ce sont les pages qu'il consacre à Bernanos qu'il a bien connu au Brésil Pascinant, oul, il était fascinant, ce grand bonhomme si passionné, si malhenreux. Le revoici vivant, rieur et tragique, avec sa maison à la dérive, le capharnaum de son foyer, ses colères folles et ses repentirs, quelqu'un qui vous prenait le cœur tout de suite et d'un coup. Quiconque, dans l'avenir, voudra bien s'occuper de Bernanos mieux que je n'al su le faire dans un trop repide essai, passerait à côté de l'essentiel s'il négligeait ce que Roger Gouze nous raconte (pages 201-202) de telle nuit, chez le pro-fesseur Ombredane, où un Bernanos eperdu, effrayant, prit soudain la ressemblance du roi

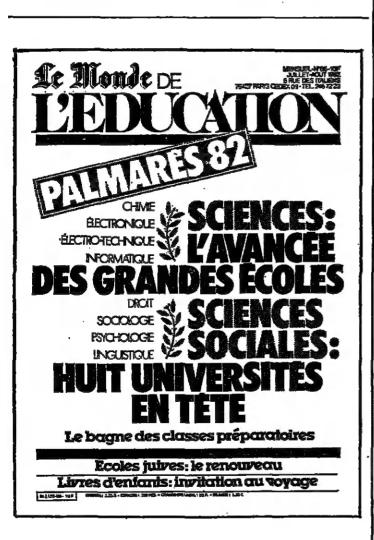
HENRI GUILLEMIN.



rebondissement d'une course aui bouscule les normes des histoires d'arnaque traditionnelles, » A.C. / FIGARO MAGAZINE

roman/denoël







histoire littéraire

L'Italie de Stendhal: un mythe libéral

Patrie archaique des individus fortement centres sur euxmêmes, l'Italie est du même coup la patrie des arts plastiques et de la musique, qui supposent une vie intense des sens et les grâces du corps, bref du « tempérament ». L'observateur venu du Nord renoncerait volontiers même à sa vie intellectuelle et morale (inconnue dans l'Italie selon Stendhal) pour se revêtir de ce don de passion et d'action tout phy-sique. Antérieur à l'histoire, ou oublié par elle, l'Italien ignore tudes : il vit dans le présent, l'insouciance, dans un immédiat qui suffit à le requérir tout entier. Son enaturel a imperturbable implique l'absence de projet et de calcul. Seuls les accès de colère on de désir amoureux le troublent, mais ils ne font que condenser le présent sans y introduire la durée de l'ennui ou de l'effort. Il est surtout vierge de « vanité », ce vice français par excellence aux yeux de Stendhal, vice hai parce qu'il intériorise dans la vie privée le regard social, et la livre à son froid empire,

Le seul ceil qui puisse aimanter l'énergie intacte de l'Italien. c'est le beau sexe. Le seul empire auquel il consente à se rendre c'est celui de la femme. L'amour est à ce point la grande affaire des Italiens, qu'il s'est dérobé parmi eux aux lois du mariage, et cette institution, comme les autres, n'est là que comme un trompe-l'œil abritant le libre jeu des désirs. Au ciel, seule étoile dans la tempête des

done. Aussi n'y rend-on à la mascarade du dzoit, de l'economie, de la politique, que l'hommage ironique de la 371mace et de la fourberre. Bref, de la Commedia dell'arte.

A cent lienes du Club Méditerranée

En dépit de queiques apparences, l'utopie italienne de Stendhal n'a rien de commun ni avec le Club Méditerrance ni avec le tiers-monde où se precipitent, aujourd'hui, les a touristes» del pays riches et libéraux Beyle n'a jamais confondu l'ici et l'ailleurs. Il est alle se chercher et se trouver en Italie, il n'a jamais cru que les paves et l'architecture officielle de Paris puissent régresser vers les chemins de chèvres des Alpilles ou les pentes boisées du lac Némi. L'Italie n'a jamais été pour lui, au fond, qu'un autre nom de ce continent mystèrieux et insondable qu'est la vie privée d'un citoyen moderne et lettré.

Terra genitriz, elle n'enfante pas moins des individus, et des individus spontanément artistes, pour lesques la culture, qui ailleurs est conquête et réflexion, est un donné natif, une grâce, un bonheur. L'Italie est donc aussi un autre nom de ce que toute la tradition classique a anpelé je « naturel » en art. Rien de commun avec le tribalisme, le naturisme, à plus forte raison, avec les utopies aspirant à faire fusionner vie privée et vie publique dans la « fête » égal!taire. Pour tout dire, l'Italia de Stendhal est un mythe foncièrement libéral dont l'excès fantas-

matique est un correctif au péril redouté de la fourmilière. Cet excès est d'autant plus plausible qu'Il s'épanouit dans le romanesque et ne déborde pas en projet politique, ou politico-culturel. Relire Stendhal, avec Michel Crounet pour cicerone, c'est se

livrer au bonheur du romanesque que ne trouble pas la vanité de

MARC FUMAROLI. * STENDHAL ET LTTALIANITE, de Michel Crouzet. J. Corti, 432 pages,

Une décade à Cerisy

A décade Stendhal, organisée par Philippe Berthier et Gérald Rannaud (Centre d'études stendhaliennes de Grenoble) au château de Cerisy-la-Salle, vient d'offrir à seize spécialistes français et étrangers l'occasion de se pencher sur les aspects les plus variés de l'œuvre du Grenoblois. en diversifiant les approches.

Asproches d'ordre psychanalytique d'abord, Micheline Levawitz-Treu proposant une lecture treudienne de Stendhal, Gilbert D. Chaitin analysant le rapport entre parole et désir chez l'auteur de Henri Brulard. Robert André s'interrogeant sur la figure ambigué du père, et Philippe Berthier évoquant le éseau comptique des relations familiales où s'inscrit l'enfance de Henri Bevie.

On sait que l'auteur de la Chartreuse de Parme a été considéré par les « nouveaux romanciers - comme l'écrivain ayant inauguré l'-ère du soupçon », et ceci essentielleme parce que son discours se donne aussi comme un texte intégrant au message norratif les voix distinctes du harrateur et du destinataire. C'est à l'éclaircissement de ces plaisirs raffinès d'écrivain conscient de sa modernité qu'ont contribué Béatrice Didier analysant l'adresse au lecteur dans les textes autobiographiques de Stendhal. Geneviève Mouilland-Fraisse étudiant les figures du destinataire dans l'écriture stondhalienne. Pierre Barbério se demandant de quelle impuissance il est au juste question dans Armance, Didler Coste distinguant dans Do l'Amour le discours de l'essai du discours narratit, Jean-Jacques Hamm enfin et Sergo Scrodes se penchant l'un sur la problématique du fragmont et l'autre sur les blancs à relever dans les manuscrits autobiographiques.

Alors que Michel Crouzot so posait la question de savoir s'il y a une psychologie romanosque typique de Stendhal, Kurt Ringger essayait de définir cette jouissance que le remancier ne se lasse pas d'appeter le plaisir d'écrire, et Joan Delabroya tentait de cerner le problème de l'invention morale dans la Chartreuse de Parme. En guise de citiure, Jean-Noël Marie amorçait un chapitro d'histoiro de la critique stendhalienne à partir du livre que Jean Prévost avait consecré en 1942 à la création chez Stendhai.

Les Actes de cette decade paraîtront en 1983 en gleine célébration du bicentenaire de

Rivalités et malentendus de deux nations sœurs

■ Une thèse de l'école française de Rome.

S UR la converture du premier tome de la thèse de tome de la thèse de Pierre Milza, une lithographie : des manifestants romains, bourgeois et ouvriers mêlés, assiègent palais Farnèse en août 1893. Le fait n'a en soit qu'une importance de symptôme : il n'y a jamais eu mort d'homme, et les pesants vantaux verts n'ont pas été enfoncés. Mais ce rendez-vous de la place Farnèse a souvent marqué, depuis un siècle les moments où, plus que toute autre nation, la France se falsait vilicite une sentimentalité blessée. L'histoire des deux entités na.

tionales, France et Italie, est brève, à peine plus d'un siècle, lorsque Milza entreprend d'en décrypter un épisode : celui du rapprochement de 1900 - 1902. Mais elle s'enracine très loin dans le temps, dans des images mythiques qui conditionment l'action diplomatique plus puissamment peut-être que les réalités économiques ne déterminent les combinaisons politiques. C'est l'influence respective de ces dif-férents éléments que le travail de Pierre Milza vise à faire resles réveries d'écrivains ou de nèlerins dans leur expression littéraire que les statistiques, les faits divers et les correspon-

italienne, au lendemain de 1870, la tension avec la France : une véritable ambiance de guerre froide. Les conservateurs français haissent l'Etat qui a spolié le pape de sa ville; la dynastie Italienne et ses gouvernements redoutent la contagion républicaine venue de France. Deux impérialismes se heurtent en Méditerranée et en Afrique, de Tonis à Djibouti. L'Italie ne pourra parachever son indépendance qu'en mettant fin à la prépondérance des intérêts économiques français dans la pé-ninsule jusqu'en 1888. Son adhé-ston à l'alliance avec l'Autriche et l'Allemagne est pour elle son unique voie de dégagement du « mo-dèle français ». La France y répond par l'alliance franco-russe.

Le climat de la guerre à venir, de la « revanche » de la France, pèse sur ces décennies. Il implique. à Paris comme à Rome, le choix entre deux politiques : l'expansion en Afrique ou la sécurité sur le continent par les alliances. Et pour les gouvernements français, cela signifie scheminer l'Italie vers la neutralité. L'accord de 1900-1902 sera décisif à cet égard. L'extraordinaire travail de dé-

poullement d'archives auquel s'est livré Pierre Milza pour re-dessiner cet itinéraire diplomatique donne à sa thèse la dignité ou'avalent naguère ces entrepriet le passionnant intérêt sont

en 1896, mais, pour y arriver, le ailleurs, dans l'étude des mentachemin est long. La jeune nation lités collectives : l'image de l'Italie pour les Français, de la Milza fait apparaître le caractère France pour les Italiens, Or la secondaire de cette hostilité à la permanence de ces représenta-Les maîtres-mote

dont le voyageur, en Italie, va chercher la vérification, aujourn'ont pas varié. Ils sont engendrés par l'idée d'un pays-musée. dont les citorens vivent sous le soleil, dans la crasse et la har-Que de citations pointées par Pierre Milza rencontrent de textes contemporains! Il est d'autant plus étonnant de trouver ches René Bazin un reportage lucide et généreux, qui parle de l'Italie pour elle-même et la volt A la méconnaissance, à l'igno-

rance, et - pourquoi ne pas le dire? - au mépris qui transpahommes ont échappé pour éla-borer une opération diplomatique ntelligente et nécessaire. Trois journalistes, issus de l'équipe de politique étrangère du journal de Gambetta : Delcassé, Hanotaux, ministres des affaires étrangères, et l'ambassadeur à Rome, Camille Barrère. Pierre Milsa en donne d'attachants portraita Du côté italien, de tous les personnages qu'il met en soène, le plus actuel est sans doute le président du consell, Francesco Crispi, l'acteur majeur de l'alliance allemande et de la tension avec la France.

Jadis exilé à Paris, Crisoi avait été très meurtri par la France et a misogallisme ». Au travers de ses calculs, parfois errones, Pierro animé par l'orgueil national la volonté de démontrer le poids réel de l'Italie. Les Français d'alors parurent ne pas le comvraient-lis négliger la puissance de ce ressort dans l'esprit de certains de leurs interlocuteurs italiens? Les plus cordiaux, les plus imprégnés de culture française, sont toujours aussi sourcilleux sur leur fierté nationale.

Cette thèse constitue une événement dans les relations culturelles franco-italiennes. Elle paraît, en effet, sous l'égide de récole française de Rome. Voué à la latinité et à l'erchéologie, à la papauté et à l'Italie humas'est, depuis dix ans, avec la direction du professeur Georges Vallet, ouvert aux réalités de l'Italie contemporaine, en particulier par des colloques savants. Bien délaisiées par les Français, ces études y ont trouvé un cadre et un lieu de stimulation. Le travall de Pierre Milza prouve l'ouverture d'une ère de dialogue, la liquidation d'un esprit de « colonialisme : culturel dont la mentalité française vis-à-vis de l'Italie a été ai profondément

JACQUES NOBECOURT. * Français et Italiens à la Fin du dix-neuvisme suscle, de Pierre Milza. 1 165 p., deux volu-mes. Ecole française de Rome, dif-

ellies étrangéres

Principles d'un polition chat

40 ROMANS DE 3 PAGES POUR LES VACANCES. Intense comme un roman, mince comme un fait divers par la brièveté de son récit, la nouvelle n'existe

que par la qualité de sa langue. Elle est pure littérature.

Cette duplicité lui donne son côté ludique, impalpable...

Par sa concision et sa densité dramatique, la nouvelle est une lecture idéale pour les vacances. Avec elle vous renouez avec une tradition littéraire en pleine renaissance tout en découvrant de nouveaux talents.

Depuis 1979, le Monde Dimanche contribue à ce renouveau en publiant chaque semaine une nouvelle d'un auteur chevronné ou inconnu. Quarante d'entre elles, d'inspirations très diverses, policière, fantastique, poétique, psychologique, politique, ont été rassemblées dans un recueil illustré, édité spécialement pour l'été. Vous y retrouverez notamment Jean-Pierre Andrevon, Heinrich Böll, Alain Demouzon, Conrad Detrez, William Faulkner, Edouardo Galeano, Patrick Grainville,

Michel Grisolia, Catherine Rihoit, André Ruellan, Anthur Schnitzler, Pierre Siniac...

A partir du 6 juillet en vente chez les marchands de journaux. — 20 Francs

un mythe libéral

Une decade à Ceris

MARC PUMP

A TO STATE OF THE PARTY OF THE

· 中海中华

de deux nutions y

A Suppose of the second second Miles of the section of patritires in 12 1 BEAR DINE POR

DE 3 PAGE VACANCES

La sagesse de Monique Lange

Particular vous, je ne vots que la Bretagnes, dit le médecin à sa cliente déprimée. Rien de tel selon lui, persiste. Nous, lecteurs, nous que le crachin de l'Atlantique pour balayer le vague à l'âme. Bien qu'elle eût préféré le soleil du Midi, la patiente s'exécute.

Les joyeusetés de Dominique Noguez

lucide, pervers et cynique? Alors, des veines un pervers et mantion, Vous y lierez connelssance particulier car particulier laquelle la narrateur fit partager ses The Marine Marine lecons privées délicieusemen troublantes. La plus inquiétant catta nouvelle sa perfection.

de mort de ce recueit cauchemars. It imagine, ses vaines ouvertes, le sang cou-lant doucement sur sa quelque enterrement = (Baudelaire) figure en ces joyeusetés.

de l'auteur ronge tout, a dásespoir. Il pratique il cynisme. oar il sait que dans une époque a'est la ecule Il écrit : « Nous autres, intellecbourgeole evons evons la la la la heureuse de problèmes Code fait

ind haveni entin, vous amu-sersz-vous en lisant la lettre Noguez écrivit de l'Ecole normale supérieure, et qu'il lui II lui demandait el lui, l'auteur de Gies, sessit capable de ne en esta en en en et de me le bil-let sulvant : « Lee petits meseleure et les petites dames qui Name in do la majoration toutes and dix mem-

ROLAND JACCARD. . OUVERTURE DES VEINES AUTRES DISTRACTIONS, de Dominique Nogues Laffont. 133 pages, 45 F. persiste. Nous, lecteurs, nous en devinous immédiatement la cause. On ne se présente pas impunément comme « une jeune femme » quand on frôle la cinquantaine

Entre l'age que l'on s'attribue, dont on a gardé la force et l'appétit, et celui que la réalité vous inflige, un espace se creuse, où s'engonfire l'angoisse. L'héroine de Monique Lange n'en est pas là Elle lutte, elle crane, elle sauve la face, ce qui est peut-être le meilleur moyen de sauver le reste.

Regardez-la qui fonce dans la mer sous l'œil admiratif d'un septuagénaire moustachu ! Un sourire, un compliment - fusschnock s.— 1 ciel s'éclaire. Ragaillardie, « la jeune femme » compte ses atouts : les deux maris, la fille, la petite-fille, les amis, les aventures, les pay-sages, tous les cadeaux qu'elle a reçus de la vie, et elle se sent tres riche. Trop riche presque.

qui partager son butin ?
Ceux qu'elle aime bourlinguent loin, ils n'ont plus besoin d'elle. Que leur importe qu'elle ait, elle, encors besoin d'eux? Elle appartient à la race indestructible des mamsa, corvéables à merci, mais qui dépérissent faute de corvées. Ne leur conseilles pas le repos, vous les tuerles.

La «jeune femme» se met donc au travall. Elle va écrire

un livre. Le sujet ? Elle n'a qu'à puiser dans son passe. La lu-mière d'Egypte, l'enfance indochinoise, la faune de la rue Poissonnière, des pistes l'attirent directions. Sa plume hésite, all l'une à l'antre, renomee finalement ce qui fut pour ce qui se :
« les cabines de bain », modeste royaume gardé par un soupirant

Le résultat aurait pu être quelque niaise leçon d'opti-misme - malgré - tout, sur fond de mouettes et d'artichants. L'honnéteté de Monique Lange lui a évité cet écueil, Elle s'examine sans complaisance et « ne s'accepte pas ». Elle se juge en-combrante, possessive, vulné-rable. Elle morigène le double qui soupire au fil des pages (« le temps de donner ces coups de téléphone idiots, faurais pu apoir trois enjants »), regrettant ses avortements, sa liberté sau-sagement préservée, ses coups de tête et de cœur qui débouchent sur la solitude. Mais sa grosse voix ne nous trompe guère. On la devine prête à craquer, à michemin entre le rire et les larmes. Vite une gorgée de musca-det pour reprendre du poil de la bête, pour acceptar es condition ed'ex-jeune femme». Et elle a le vin al tendre, que chacun, comme le galant mousta-cini, éprouve l'envie de trinquer

GABRIELLE ROLIN.

★ LHS CABINES DE BADI, de fonique Lange. Gallimard, 149 p.,

Une entrée en littérature

(Sutte de la page 9.)

La lecture de petites doses s'impose d'autent plus que mu textes sont très élaborés, qu'ils jouent volontiers des souvenirs in a grand écert entre détroit de souvenirs in a grand écert entre détroit de st. la presqu'île na Malacos, qu'ils doublent les sais his les d'une sura de légends. Pourquoi Eugène se sent-il si heureux en Grèce? C'est une terre mythique où l'élève occidentaux retrouve les noms populaires, se savents elleus, réelités de la vie à leur source. L'enlèvement d'une voiture par la la Athènes ne s'appelle-t-il pas une « métaphore »? Et sur le pont ti'mi en passe-ger est traité d'« anechorète ».

ger est traité d'« anachorète ».

Eugène Mannoni » paul l'« anachorète » idéal, lui
qui zigzague sur les océans en sur le mer intérieure. Il . Ji nesata una Pourquoi and inspiration chatoyante et riche devenue al rare ? Elle ma le prix, l'originalité du capricleux périph auquel As vent des rèves nous convis. Et la musique des phrases, la joie gourmande des mots, l'éclat percutant des Images, sont is pour l'envoûtement.

JACQUELINE PLATIER.

* AU VENT DES REVES, d'Engène Mannoni, Stock, 239 pages, 59 F.

eizeog

Armand Lanoux lyrique

survivances de Dada,

romancier naturaliste.

RMAND LANOUX, auteur d'ouvrages célèbres sur A Zola, Maupassant et la Commune, se considère, à juste titre, comme un romancier dont les racines remontent au naturalisme. Le Commandant Watrin ou Quand la mer se retire 68vent ainsi conjuguer les faits brutaux du siècle avec une psy-chologie traditionnelle : rien de plus robuste, de plus vivifiant, de plus robuste, de plus vivifiant, de plus direct. Cette image forte et précise laisse de côté un aspect moine évident d'Armand Lanoux : celui du rêveur et de

l'amant du tyrisme. Tout écrivain à exects qu'il soit, il a toujours écrit des poèmes, dispersés en éditions an-ciennes, fragmentaires et introuvables. Il nous donne la possibilité de découvrir enfin son sutre visage, dans le Montreur d'ombres, qui groupe en un volume de 480 pages, ses poèmes cerits depuis 1932. Une première cons-tatation s'impose : la poésie d'Armand Lanoux ne se veut nullement d'avant-garde car, un peu comme celle de Queneau et de Prévert, elle vise droit à l'effet, par une drôlerie et un sens de la métaphore réjoulesante ; il a suffisamment de ressources pour ne pas s'engager dans des recherches formelles qui limiteraient es manière,

Dans ses premiers textes, Armand Lanouz conjugue deux inspirations : la nostalgie des poèmes-conversations, tels qu'on les rencontre ches Cendrars ou ches Apollinaire, et l'art de la complainte, dans la lignée de Carco ou de Fombeure, Ce qui est marquant, c'est la verve et, bien avent que cette notion ne soit en vogue, un sentiment pro-fond de l'absurde. A tel point

Il y a les fles de la Sonde . et le désert de Gobi. La terre est ronde depute bien apant monsteur [Hammurabi amour-habit, Il'4

--- BXTRAIT -

Il y a les Mossiques.
Iles Sandwich et Pormose la mer Notre et les roses

I'al deux yeux pour cinq et le royaume de papesse [Jeanne

oui ne sont vas mariki et dont on ne veut rien savois au Latran. Quand je serai dame je serai pape avec une robe du soir

L'aure visage d'un d'un surréalisme, non de bois on ne unule part », «Chaque de bois on ne unule part Breton — lequel prisait particulièrement Armand Lanoux -

> diter sur sorte di pont jeté cin deux summe jusqu'ici irréconciliables : je part, et la complaintes d'autre Question de définition chez les théo-Lenoux : In Table attrapes du af-faire de philosophie ou de diver-tissement ? L'honnéteté du poète consiste à nous démontrer, sans le moindre didactisme, que le jeu de mot et la rime imprévue, quand il y en a une, peuvent remplacer les doctes messages. Après avoir constaté, avec force clins d'œil : « Sur les chevaux

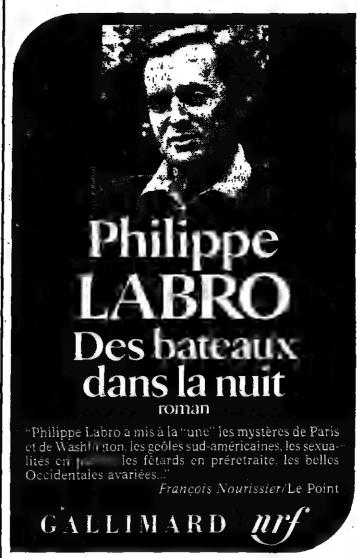
mais franchement gai, avec des

uge société anonyme», Armand Langux donne, à partir des an-dimension plus mu-plus dimension plus mu-plus son inspiration.

étonnantes pirouettes les plus manière interrogation, in rien épargné ni fait rejeté. poésie, pied-de-nez aux du romancier, se rapproche : aucun traité de paix n'est deux écrivains qui nom. de ils sont templementaires.

ALAIN BOSQUET.

d'Armand Lanoux. Comments,



lettres étrangères

Mémoires d'un poisson-chat du Bronx

P mesculin, parfols féminin, toujours singulier. Longues moustaches. rangées de dents. Capable d'avaier vieilles boîtes igune jouant sur Vit une jaunâtre du Bronx, nez trace des

Etre poisson-chet dans des 50, cela père remplit nounours jaunis qu'il 📟 📥 vendre, que votre mère nomme répétiteur en mathématique d'une petite fille aux tétons bruns qu'il ne faut pas toucher, a que vous, vous avez, mieux, a choix de vous fabriquer im plus beaux Burt Lancaster ou Marion Brando. Mais finis, polds. on avec de pehaltères. On se On répète l'exercice, trente,

Cala yout dire aussi qu'on s'organise en Side Story. Juils CHICA PLANSIN III HOMEN UN coup de l'épicier du coin. Le rituel des luttes trila harpista, revient au vaunqueur

Cela veut dire encore que, epoque maccarvéritable. Mais qu'importe. suffit fanatiques le métêque de l'instant, responsaple non La degrá de de fonoes, de sexe ou-de remai

L'imaginaire boueux dans

grandit poleson-char au-delà Brooklyn bayous de Loui-et cloaques d'une Amérique la guerre de Corée. C'est la jabyrinthique des et et l'armée où le poissondevient aspirant malgré lui ; publique pénitentiaire où loups vous lèchent les pieds is agnesux vous arrade _____ burlesque i le roman de _____ Cheryn, c'est du Kafka au Buster Buster espoir is poisson-

chat, cm « geek » .- à .. moltié avale les têtes de poulet, 🖦 d'anniversaire, les violon son père, et les chapitres de Dostolevski ? Un seul. Partir à la recherche du temps perdu, comme son lilusprédécesseur, français. au passé pour le transformer en futur B Mals aujourd hui, d'amertume. Et le stylo de l'artiste est une queue de poisson-

PIERRE DOMMERGUES! Janua Charyn, Pous at, Seul, 312 p. 67 P.

Made in U.R.S.S...

La dérision appliquée au paradis socialiste.

 OULAG, samizdat, exil, tel− les références lous Alechkovski, écrivain soviétique. Diable, qu'a donc fait ce gaillard ? Ni plus ni moins que ses petits camarades : des livres. Heureux pays que la Russie, où l'on prend encore cette denrée au sérieux ! Il a fait aussi des chansons : le Mégot de la Kolyma, vous connaissez ?

Un de ses romans, le Kangou-rou, vient d'être traduit en francais. Comme tout citoyen de TURSS. Pan Panytch, le héros, est un coupable en puissance Seulement, la suspicion n'est plus livrée au hasard. Elle se programme par ordinateur. L'inté-rèt de cette technique saute aux yeux, comme un garde-frontière sur un numéro de Playboy : « Il est désormais possible de er directement du dessein criminel, parjois inconscient, de l'ennemi à son fuste châtiment en évitant le crime lui-même, avec tout ce qu'il suppose de sang_ et préjudice pour notre puissance militaire.

Donc, en 1949, notre Pen se voit accusé d'avoir « souvagement tué et viole, dans la nutt du 14 juillet 1789 au 5 décembre 1905, le plus vieux kangourou du 200 de Moscou ».

La suite est purement délirante. Fan Panytch va connaître les camps, la guerre, le cosmos. la police. Comme le peuple russe. Il verra comment se fait l'histoire, à Yalta et à Loubianka. Il sera même la vedette d'un film himarant consacré à sa capture.

tantes lois de l'univers carcéral : m Plus tôt on est un taule, mi plus tot on en sort. >

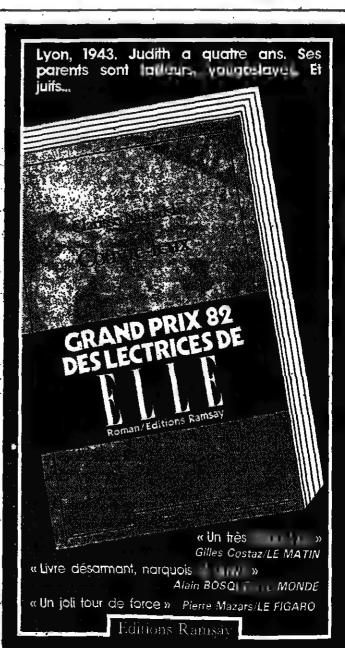
Réhabilité après le rapport Khrouchtchev, il se verra même attribuer un bon de séjour gra-tuit pour une maison d'écrivains. Et pourquoi donc ? Simple a De nombreux écrivains, qui n'ont pas votre expérience, recherchent actuellement des sujets de livres sur les camps. Alors vous leur reflierez, comme ça, à table ou en jouant au bûl-lard, une ou deux petites hor-reurs sur Béria. Ensuite, qu'ils écrivent leurs bouquins. Nous, qu mous sert. a

Et voilà. Rien ne se perd, rien ne se crée, tout est littérature... Des témoignages sur le drame russe, nous n'en manquons pas, depuis pépé Soljenitsyne en pas-sant par Lev Kopelev. Mais le Kangourou, c'est antre chose. Vous prenez en plein plexus l'acre jubilation d'un optimiste incurable. C'est la langue de bois des « Organes », tournée en dérision par un Bukovsky soviéti-que. C'est le mensonge officiel dénudé brutalement : il suffit de prendre la logique du système et de la pousser jusqu'au bout. C'est une histoire une drôle d'histoire pas drôle, et qui pourtant nous fait rire, un grand rire salubre. Et puis c'est une drôle de langue aussi, verte, drue, rapidę,

a Vous étes belle, dit Fan Fanytch I une fliquette-prostituée. comme Pologne avant le pre-

mier partage... » CLAUDE COURCHAY.

* LE KANGOUROU, d'Toux Alechkovaki. Traduit du russe par Anne Coldety-Faucard. Stock, 218 pages, 75 F.



José Cabanis: «Sauver des moments, des émotions»

Questionnaire

Monde III livres a a envoyé — questionnaire une d'écrivains français : 1) Tenez-vous un journal in-

OUI, on M NON, quelles

raisons?
Si qu'y
vous? Quel rapport jourde Patrick Grainville (numéro du 23 juillet). EN SI OUI, pouves-vous nous en 27 MARS, - Immobile, bouche

ouverte, avec des pauses respiratoires qui semblent infinies, il dort. Vers 9 heures, il ouvre les yeux, voit maman, 📰 hui tend les dans sa torpeur. Un peu avant 11 heures, il ouvre les yeux, me fait une sorte de sourire, et dit i incompréhensibles) ... me séparer toi. » Il répète, les yeux re-fermés : ... séparer de toi, me

Il dort jusque vers | heures 🕪 l'après-midi. Il anni sas plaies, s'agite, s'asseoir sur l'orallier, déraisonne (parlant d'un chien qui le menace et qu'il faut attacher). On lui fait à grand-peine une piqure de mor-phine. Il se calme et s'endort. Sa respiration laisse toujours ces longues pauses, impressionnantes La bouche reste ouverte. Sa fi-gure n'est plus jaune : pale, avec cette barbe blanche de vieillard, qu'on ne rase plus.

28 MARS. — Il reste immobile, d'une immobilité de gisant, la tête de côté, comme un Christ mort. Le sœur, qui passe dans la matinee, je trouve très change, le pouls mauvaia. Elle assure qu'il sera mort demain. Vem le milieu de l'après-midi, il demande à boire, appelle maman, nous regarde, et dit assez clairement : a Comment allez-vous, pauvres gens? », puis referme les yeux et répète sans fin des mots inme voit. Il me prend la main dans ses deux mains, et me dit : «Si tu savais l'état où je suis l'» 31 MARS. — Nuit agitée. Mal-

grå deux nouvelles piqures, il se débat, gémit. Il ne se calme que vers le matin. De toute la nuit, à aucun moment il n'a manifesté qu'il reprenait conscience. Il ne bouge pas de toute la journée. Une seule fois, il reconnaît mamen, et dit : Paupre Moune i a

La nuit vient. Il est immobile. toujours. Le médecin passe après le diner : stupéfait de le trouver vivant. C'est l'urémie, dit-il, qui cause cette tension des membres, très douloureuse. Il faut le piquer

1er AVRIL - Sa respiration est égale. On lui fait une piqure vers 1 heure. Vers 8 heures il s'agite un peu le 116 benche sur

olier?
Ont Begin, les riGracq Yourcenar (numéro du l. ; de de Roger (nu-de 16 jeillet) ; de Noorrissier, de Raymond

Né de publiques du public, îl qui fréquente qu'ils auraient raconté, s'ils malant l'Equ d'intime que le journal de solitaires, limite a eux-mêmes, qui court grand risque de n'intéresser que un manife

- Amil însipide rum le précédent » :

Paulhan, par Jean Guérin, c'est-à-dire Paulhan, la N.R.F. d'août 1939. C'est III le journal d'un créateur, écrivain un non, me le danta de ser œuvre, qu'il nournit, explique ou prolonge : ignorant ou n'aimant pas cette œuvre, a n'y qu'un vin bavardage. Ou in le compte minutieux hésitations, médita-recherches, expériences d'un être singuller, qui lassera vite qui con étrangers à cette singularité. Le mystique captivera difficilement l'incroyant, et il Ind dhal. Dans Green, je me in navais : Il m'a enchanté. « Prisonnier

d'un journal man n'aura pour que la enfermés la la prison, particulière a étroite.

Composer un vral Journal Indiana de donc entreprise peu reisonnable. Si je la tente, quand j'étais jeune. problématique. Pas davantage parce is je ma i sauver des moments, le le com qui m'avaient le la l'àge, le me le dit qu'on le le cient de l'arc ne méri-

Extraits : « l'Agonie du père », (1953)

petite trainée noire qui se perd dans se barbe et semble être du sang coagulé. Une piqure le rend à sa torpeur. Il dort à grand hruit. On aperçoit sa langue immobile, tachée de sang sec. Aidé de la sœur, on change l'alèse, on le remonte dans le iit, on le tourne. Il ne manifeste rien. La peau de sa figure et de son crâne est brune, des veines sur le front saillant en rigrag. Avec deux doigts, la sceur sou-lève une pauplère : l'osl est glauque, trouble, dirigé droit sur moi, sans aucune expression. La sœur fait remarquer qu'il ne rale pourtant pas, et que sa respira-tion est régulière. Il a la flèvre.

A 8 heures du soir exactement, L' se met à gémir, se tord, s'ac-croche au bureau de la main gauche, tandis qu'il tend la droite dans le vide. Je la prends, et il tient la mienne serrée. Je lui demande comment il se sent : il répond par un bredouilisge, dans lequel je crois reconnaître le mot « chéri », et où il y a certainement le mot « mal ». C'est ce dernier mot qu'il redit ensuite, indéfiniment, sans ou-vrir les yeux, le visage crispé, et se tordant sur le côté. Piqure de morphine. Un quart d'heure encore, il gémit et bredouille avec précipitation. On distingue : « Je n'en peux plus », « douleur », et surtout : « Soutenez-moi, » Il répète injessablement chacun de ces mots. Il parait enfin se calmer, et se rendort.

2 AVRIL — A 7 heures seulement, il s'agite, cherche à s'ac-crocher au bureau, émet des gémissements inarticulés. Une piqure de morphine l'apaise un moment. Mais l'agitation et la torsion de tout le corps sur le côté reprennent vite. Je ini prends la main et lui parle. Il ouvre alors les yeux, et me dit : « Mon petit chéri, mon chéri, mon amour. » Maman se penche aussi, et il lui dit en la regar-dant très droit : « Je cous aurai ou jusqu'au bout.»

Il referme aussitôt les yeux, confusément. La maigreur de son Visage est extrime, sa machoire maintenant proéminente. Il a des creux sons les commettes et aux que m'avez faites. In Dieu, je âme entre vos mains. Mon Dieu, ai-je une bonne contrition? » Cette phrase, il la répète jusqu'à ce qu'il dorme. Il est 🖺 🗎 30. I heures plus tard, il ou-

vie les yeux. Je me mets devant lui, et me penche. Il ne me voit pas. Il gémit et se tord, sans guère de repos. Une piqure ne semble faire asses effet. A partir de 11 de la plus calme. La sceur vient changer son alèse, de nettole la figure et le

Il ne bouge pas. Vers 2 heures Il est pris ann alline violent, et

phine à 4 heures. Ses bras,

5 AVRIL. - Il respire avec de longues pauses, à peu près silenent, ne fait pas un geste, n'ouvre pas les yeux, ne boit pas, ne crache plus. On se demande ce qui peut vivre dans ce corps. An début de l'après-midi, comme il s'agite un peu, on fait une piqure de gardénal : il ne mani-feste, ensuite, plus rien. Il reste couché presque à plat, la tête sur un seul creiller, les couvertures jusqu'au cou. Vers 7 heures, il remue et se plaint douce-

Quand je suis seul avec lui, je lui presse la main, et je lui dis: parler maintenant à un infrai

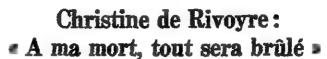
qui meurt. 🔄 tiens ensuite 🖛 line males the fort, esperant peut-être, quelque com la parviendra.

Il n'est plus ell tout crispé et donnés. Par moments encore, son front se contracte, ses sourcils se immumi comme ril susificit. Son regard, un peut in ainsi in trouble. L'après-midi passe. Il a toujours les yeux entrouverts, et le souffle court. Il n'a pas bougé d'une ligne, hors son bras qu'il amène

un se précipite est la respira-I halfen Trujoum is même imbraquée sur lui ne fait pas bou-ALC: UNKNOWN

AVRIL - In respiration est toujours per rapide. Le yeux se ent refermés. Nous manual tres & sun close. Il n'emet uncun nie Pen un souffie précipité, presque Minera Ven 2 AFERTH THE MANUEL OF RESIDEN du rythme respiratoire, qui - s'accentuant, respiration. I heures, celle-ci devises these tensor continue. Vers | h 30, il respire trois ou quatre ich. Puis on is erill mort, Il respire report une Mic Un long silence. Puis une autre respiration, très calme. Sa pomme d'Adam fait un mouvement de haut en bas. On s'interroge. Il

JOSÉ CABANIS.



venus est France 📰 🚞 le les je reçois, les jardin,

tout : 🖦 j'apprends du 🗪 🛍 je me trouve, 🐃 🛌 🚟 pagnons de et les visages des inconnus qui et les visages des inconnus qui et les visages un instant, leurs

- et - - dans un in - le suun errach Hiller III II, je riel pas past de m'étendre, j'el de de lumière et les mots peu-

Bien tout cela, das, Journal, publiés, III je les j'en j'alme quand compté. A mort tout qua je

CHRISTINE DE ENDYPE

Jean d'Ormesson: Trop tard pour commencer

Non, de de ridicule : un « homma — lettres ». Le « journel intime » accentueralt,

sérieusement : de temps temps, me qu'il y a querante ans et que les volumes Jour en l'an 2002 une événement dans anriez joliment dans Colonnes du Monde. temps m'a toujours manqué - maintenant 2 trop pour me (hypocritement) me que je dans : ceuvres de film toutes impérissables qui ne

2) Je sals que je n'al pas le droit i répondre pulsque ce 2) est par s oul. _____ naturelle chercheurs I On
ce qui est dit dans les libres
et qui n'est pas dit dans le
Journal et qui n'ast pas dit
dans les couvres. Quel enchan-

Sj. je vosa autorise blen vo-iontiera à publier tous les ex-traits que vous voudrez de ce dournel and a existe pas.

JEAN PORMESSON



terrez-mot / > ___ piqûre __ gardênal le rendort. Un peu après l heures, il se lébat à nouveau en gémissant. I il vient immobile, nous remarquous qu'à la base in cou et des deux côtés, la chair s'est comme affaislaiseant un creux

3 AVRIL. - Queique agitation, sous [=] d'une piqure, avec une respiration singulière : quatre expirations, ouis absolue. Il a glissé sur le lit. 💷 Les pommettes joues ravinées, brune, la ouverte lampe élec-trique, on aperçoit un duré, rissa Ce la les dura qu'il a la la qui le sur qu'il ait depuis longtemps ia force cher. Par moments, mouvements saccadés du bras, il essaye vainement de s'accrocher au bureau qui est près du lit. Vers 5 heures du matin, il boit deux cuillerées d'orangeade. Il respire plus calmement. Le jour

Jusqu'à 11 heures, il mi imai pas. La men thank son pansement et refait le III II gémit. Piquire gardénal limits après, il 🚾 📼 🕮 On 🖦 et retourne drap. The clairement, vous prie. » Il bolt plusieurs cuillerées. Ensuite, il se tord, gémit, essaye d'atteindre le ses doigts glissent et il s'y reprend toujours. Il repête (à peine com-préhensible) : « Maladie, maladie, maladie. » On change l'alèse. Il a land maker qu'on a l'impression, quand on 🕷 soulève, 🝱 porpourrait compter I I continue L s'agiter, geignant sans qu'on puisse comprendre rien, brell ideal échapper

Sa langue, qu'on aperçoit dans sa bouche entrouverte, paraît séchée, réduite, racornie, Ses paupières snintent. Il respire très vite, faisant «Ak»» L chaque expiration. L2 fois, le râle des mourants. Son pouls, dit elle, est & peine perceptible. Un peu avant midi, on fait une piqure de morphine, à tout hasard, pour le caz où il souffri-ratt. Il continue à râler, un râle court et etranglé. Les yeux sont entrouverts, il a l'iris pale et trouble. Le tout est vitreux et brillant. Je passe ma main devant ses yeux, qui ne bougent pas. Il a quelques frémissements dans les paupières. Ses deux mains sont posées à plat sur le drap. Se main gauche est froide, sa main droite, chaude. Le bou-

The pique de morphine

heures du matin, et on fait une piqure. Toute la nuit, sauf ce

moment, se passe dans une im-mobilité absoine. Voici deux jours

qu'il ne reconnaît plus personne. Il dort, la bouche grande ouverte,

et son haleine empeste. Sa main droite est blanche et chaude, sa

main gauche rouge et glacèe. Sa peau est couleur de vieux par-chemin. Il se dessèche leutement.

velle piqure. Il dort. Ses deux mains sont glacées. Il est bien

moins crispe que ces derniers jours : ses jambes sont étandues

presque à plat sur le lit. Il res-

dans la gorge, et toujours de longues pauses. A tout moment,

respiration s'embarrasse, et les

glaires qu'il a dans la gorge font

comme un houillonnement. Vers

respiration in moins bruyante,

mais très resserrée, très courte.

bil laisser en permanence

rurinal. Ce qu'on recuellle ainsi, c'est du sang violet-rouge, fluide.

Le jour, doucement, se lève.

перед је принција је п

le fait retomber.





· Wiesenthal n'est pas tout à fait un homme, c'est un flic-juge-prophète. Il va son chemin tout droit...

Simon Wiesenthal a pris d'emblée le parfi de roconter simplement la vérité, et la force de son récit tient à cette sobriété. **Ěric Roussel / Le Monde**

ROBERT LAFFONT

Georges Suffert / Le Point

i Nonde

JENCES

arether he scientifican est entere an

L'hôtel Matignon réplique au groupe « Orly »

Une condamnation unanime

Les activités du groupe Orly ont été comdamnées, mercredi 28 juillet à Paris, su cours d'une conférence de presse réunissant des dirigeants de Fédération révolutionnaire armènisses (du parti Dachnag). Le comple de défense de la cause armènience (C.D.C.A.).

Le gouvernement français, and par groupe terroriste arménien - Orly - d'avoir viole un = accord > conclu en janvier et qui avait abouti i une trève des attentats, a démenti, le i juillet, l'existence d'un i accord. « Orly » avait, mardi, indiqué que des négociations entre ce groupe et le gouvernement français avaient abouti à « un accord » conclu le 29 janvier entre ce mouvement et un

témenti formel à cette affirma-tion.

A la fin de 1981, six Armé-niens étaient détenus en France : les quatre cateurs de la prises d'otages du 24 septembre 1981 qui Consulat général de Turquie à Paris ainsi que Max Kiladjan incarcèré à Marselle, et Georgiu Demetriou arrêté alors qu'il était en possession d'un faux passeport à l'aéroport d'Oriy le 11 novem-bre 1981 (d'où le nom de ce groupe arménien).

incluent,

nelles se sont plaints des conditions de détention de leurs clients.
Ils ont été, à cette occasion, reçus
par un technique du
premier ministre, Louis Joinel.

inculpés se sont plaints des conditions de détention de leurs clients. Ils ont été, à cette occasion, reçus par un la fichnique du premier ministre, Louis Joinet.

3 Des satisfactions d'ordre matignes ou apportées aux revendications des avocats et les conditions des qu'un de ses militants et arrêté, elle crite elle crite des qu'un de ses militants et arrêté, elle crite des qu'un de ses militants et arrêté, elle crite des qu'un de ses militants et arrêté, elle crite des qu'un de ses militants pour obtent sa libérations des qu'un de ses militants pour obtent sa libérations des qu'un de ses militants pour obtent sa libération de conditions des qu'un de ses militants pour obtent sa libération de conditions des qu'un de ses militants pour obtent sa libération de conditions des qu'un de ses militants pour obtent sa libération de conditions des qu'un de ses militants pour obtent sa libération de conditions des qu'un de ses militants et arrêté qu'un de ses militants et arrêté qu'un de ses militants et arrêté qu'un de s

conseiller technique 📥 🕍 Mauroy, 💵 Louis

Joinet.
Les attentats du groupe - Orly -, qui mement condamnés par organisations d'Arméniens français, compris par mouvement proche de l'ASALA (Armée secrète pour la libération i l'Arménie), accusée pour par muha film intimement

L'hôtel Matignon a diffusé, peine de deux années d'emprison-nique suivant :

«Un correspondant anonyme se réclamant du groupe arménien « Orly » ayant indiqué qu'un accord aurait été conclu le 29 jan-que 1982 entre ce mouvement et un collaborateur du pre mi er ministre, le service de presse de l'hôtel Matignon oppose un démenti formel à cette affirmation.

L'hôtel Matignon a diffusé, peine de deux années d'emprison-nement jan-que la qu'un la la janoler, le arméniem de laquelle ul ne peut donc attendre aucune atée na aucune ressource. En conséquent en les missite des communauté arméniem de laquelle ul ne peut donc attendre aucune ressource. En conséquence 1982 entre ce mouvement et groupe Orly » Paris et l'ASALA de groupe Orly » Paris et l'ASALA de groupe orly » Paris et l'ASALA de groupe consulte extincted en communauté arméniem de laquelle ul ne peut donc attendre aucune ressource. En conséquence peut les intérêts prançais entièrement contre les intérêts prançais entièrement de ministre d'Etat. de l'intérieur décentralissative de ministre d'Etat. de l'intérieur de decentralissative d'entre de laquelle ul ne peut dura arméniem de laquelle ul ne peut deux années d'emprison-nement de laquelle ul ne peut dura d'entre de laquelle ul ne peut deux années d'emprison-nement de laquelle un peut de laquelle un peut deux années d'emprison-nement de laquelle un peut de laquell contre les interets français suspendus. Ainsi que le contralise d'Etat. de l'intérieur décentralise tion, gouvernement s'inclieur de volence.

français a qui a reconnu va realité génocide
1915

L. son côté.

Qui en
qui e

NOUVELLES MENACES DES = BRIGADES RÉVOLUTIONNAIRES FRANCAISES »

Les Brigades révolutionnaires françaises (B.R.F.), ce mystérieux mouvement qui avait revendiqué l'enlèvement de l'écrivain Jean-Edern Hallier, puis l'attentat contre l'ancien domicile M. Régis Dabroy chargé de mission su le la République Monde du 22 juillet) ont envoy le 28 juillet au mistre de l'intérieur. rieur, de la justice ainai qu'à la presse « un deuxième et dernier avertissement ». Le message comporte des infor-

Le nessage comporte des informations sur l'explosif placé devant l'ancien domicile de M. Debray pour permettre à la police de l'authentifier. Le texte comportant des feattes d'orthographe commence par un « appel aux Français » et dit : « Comme l'avait (sic) annoncé les B.R.F. après le rapt de J.-E. Hallier, les Français ne subtront pas le dirigé » le Kremtin.

Le l'appè au domicile du conseiller du président de la République collabo des terroristes rouge (sic). Voici le deuxième avertissement envers le gouvernement directement responsable. Nous n'hésiteront (sic) pas mainnoment directement responsable.

Nous n'hésiteront (sic) pas maintenant à frapper durement les responsables en cas de nouvelle agression. Le peuple français attaché à noire république libérale doit nous aider dans notre action. Pour que vive la liberté. »

Dans leur premier message, les B.R.F. avaient réclamé le renvoi des ministres communistes, l'annulation des accords sur le gaz soviétique, une aide nationale à la résistance du peuple afghan et la démission de M. Delierre.

JUSTICE

LES RAMIFICATIONS DE L'AFFAIRE DES FAUSSES FACTURES

Une escroquerie faramineuse

Mercha - In the second out actiful 📶 interpellées 🛦 Nuce, 🛮 min et Rennes, mardi 27 a prolongement a l'enquête sur l'affaire fausses factures du 29 juillet) étre présentees jeudi 🖪 juillet 🛮 💵 François Ardiet, juge d'ins-Inella a tribunal & Vande animal l'intérim. IN MIN MERCENNIAN COUR. IN MINES TOTALfaux, and faux,

🝱 🚃 🍇 (jiet lancé par 🖿

policiers du S.R.P.J. de Marseille en collaboration and fonction-

naires 📭 l'antenne 🐸 la P.J. 🐸

ans, P.-D.G. Julihôtel National

Halimi, quarante-cing ans,

l'inspecteur central des impôts, and me MM. Fulbert III-portu, solxente-neuf ans, dirigeant

Forme Saint-Michel, un

taurant connu de Villefranche-aur-

Mer, Joseph Giraudo, cinquante-six

ene, employé municipal i mairie de Diaz, cinquante-trola ene, d'une de

Banque Populaire Alpes (B. P. A. M.) d'un agent administratif (a. Impôte

to New York Fittingill n'a pea life

A Paris, and appréhendés

MM. Guy Hallmi, epoux de Hallmi, Hallmi, Vial, solxante-quatre ana, dominilla

■ Nogent-sur-Mame (Val-de-Mame),

père III Mme Joëlle Hallmi. Enfin,

policiers arrêté

M. Rupki, cinquante-trois ens.

directeur-gérant de la S.A.R.L. N.S.

exploitant une usine al fabrication

de matériel médical qui

cinquante salariés à TIII (ille-

H e'agit, selon | policiera, d'una véritable organisation | sur pled

I'inspecteur I Bvec le

concours de sa la rayonnant li

= détourner m par

à créer des sociétés les

permettant, soit de produire

des factures, soit de majorer

fournitures limit à di-

verses collectivités publiques pur des entreprises participant à l'esse-

querie. Une vingtaine en ces

FAITS DIVERS

■ тоуеле ». Elle ====

et-Vilaine).

tution, à Nice, Dolle Grava, vingt-ek fille M. Julien Zevingt-ek fille M. Julien Zeet l'épouse celui-ci,
Germaine, âgée L cinquentre-quatre ans : Joëlle Hallmi, trentete-Seine), Hallmi, trente-huit Régulièrement la plupart et lemps, comme la famille M. Zemour, echappaient, d'autre part, il trum (mounts grâce il la impôte, qui pris sali géographique 👪 la région niçoise, M axerçalt ses manage Dam cette organisation, l'employé de la

> Sous de légalité, sans aucune comptabilité ni aucuna frais, sauf les = dedommage-- versés aux fournisseurs, acciétés « taxis » mente réalisé fices la des avec im établis-

passire. Il s'agit, notamment. Derents de Nice, inculpé de le l'affaire, dont l'ille son épouse, relations de celui-ci, que industriel de Vitre i Ille-et-Vilaine). Il m confirme que cette escroquerie, d'après les éléments sand au inspecteurs ser-jinancière di S.R.P.J. de Marsville, atteindrait plusicurs disaines at mana a francs.

notre correspondant

Nime de S.A.R.L. us de Billi par Nice, du S.R.P.J. 🕶 Franci 🗃 🖷 l'inspecteur Zemour, qui un adaptait la direction centrale de la police pratiquement - la judiciaire Paris, abouti l'arresobjet le compercialisation hospitalières grace la complicité l'entreprise le Rupin.

l'un M. Zemour pour jui toumir législation. Le les les les les les Charles and willing this beneat entin we lie plan bancaire par M. Diez, qui régularité

hospitaliers at entre autres. In centre

Nice. Lo ment, M. Guy Vorgnes, qui vérifications as services, a indiqué, mercrodi 28 juliles suscitées par la Zemour representation allant allant franca. Toutes ces affaires, a-t-il déclaré.

publics.

irrégularité n'a relovée tant au tivraisons,

règiements, = enquêteurs, i montan escroqueries réalisées par l'insmilfrancs, a chiffro III millions = 0 ---comme (la plus la plu Les sommes de la réinvesties, semble-t-il, principalement l'acquisition a l'Hôlei direstaurant, Strasbourg, M. Zemour z see proches, dont is train zu 🖦 fastueux, see également l'une personnalités mondaines de la Côte d'Azur. 🕍 prince 🐠 Lignac, www immense propriété d'une de i millions i i i i i Près M Cannes, MA M couvert d'une société immo-

des requêtes d'Etat, été conseiller d'Etat conseil des ministres du 28 juillet.

CARNET

Décès

— On nous prie le le décès de M. Charles-Henry CHEVALUER, agrege l'Université. vingt-deux ans. plus intimité.

- On nous prie M. Raymond CHRISTORY,

Le général Pierre Decleroq.
son épous.
Anne, Michel, Françoise denevière Decleroq.

enfants.

Declered see enfants.

M. et Declered Declered

fille.

M. More Declered See neveu See nièces.

Et tourse la familie.

ses nièces, neveu nièces, Et toute la famille, ont du décès de Mme 27 juillet à l'âge de soirante et un ang à Saint-Germain-en-Laye.

La cérémonle religieuse sers le en l'église Drincham, le vendredi 30 juillet à en l'église Drincham, le le tribumation nura il au cime-trabumation nura il au cime-dans caveau famille.

La corps aura lieu dépositoire des Pompes de Saint-Germain-en-Laye (10 bis, rue de Saint-Germain-en-Laye (10 bis, rue de Saint-Germain-en-Laye (10 saint-Germain-en-Laye (10 bis, rue de Saint-Germain-en-Laye

7, 1 Tecole, Versailles.

- M. Mme Ghidionesco,
Xavier,
patits-enfants,
part du Mine Charles GHIDIONESCO,

Nathalle Ieseano,
survenu le 25 juillet 1982, Paris,
11 sa solvante-dix-neuvième année. 23. rue du Cherche-Midi, Paris,

- Mme Last Guest, Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,
Mme Guest,

Mie Dominique Guest

Les familles parentes la douleur la faire part la décès de M. Pierre III

M. Pletre
procureur genéral,
28 juillet 1982.
Les obséques I llou juil1982, au cimetière d'issy-lesMoulineaux, 14
tent I de faire-part.
1Né 15
Aranches I gerre avoit eté
magistrat Algérie, juge
an France, il devier 1959).
Avranches I gerre partier puis in in Justice 1

— le décis la de La PATELLIÈRE,

A Page quatre-vingt-dix and,
2 vau-Lanen, elle

1924 peintre Lanen, elle

1924 rease expositions, galeries que dans les musées, en l'étranger. Elle llema cri-

Anniversaire

— Il y a un le 30 juillet,
Lucienne BREITMAN,
née Detet,
quittait siens.
Lecux qui l'ont
almée, aujourd'hui
souvenir,
10, pare de Béarn,

Prières

- Mme Setbor Michel Philippe et leure enfants,
Corinne Setbon,
Les familles Cohen, Setbon,
Koskas et Tibi. font part des prières d'ann

Lalou, Ehe SETBON,

qui le samedi 31 juli-ro rost, à 11 h. 30, à la synagogue de la Victoire (17, rue Saint-Georgea, 75009 Paris).

10, Saint-Sébastien, 75011 Par

Erretum

- Dans Paris in the In-Didier LEROY LENA, w Mickey b amis.
survenu accidentellement le 5 juillet 1982, à Haïti,
il fallait lire :
De la part la famille Ernest
Bennett, d'Haïti, sa deuxième famille.

Christine de Ricore:

A ma most, tout serabil

. 1. .

AL. 4 Egyment to the first

E? dv.

الزهريقامةِ

الوجوي معراجات الطاه

the same of the

les émotions,

SCIENCES

Le mode d'élection du nouveau Comité national de la recherche scientifique est précisé par décret

Un décret publié en Journal corps électoral, retrouveront un official du 29 juillet établit le droit de vote dans le collège B2. mode d'élection relatif aux sections du Comité national de la rechevohe scientifique. Logique tips du C.N.R.S., électeurs avant ment, il devait être publié avec 1979, et qui le redevienment dans le grand décret réformant le Centre national de la recherche acien-tifique (C.N.R.S.), mais ce dernier est en cours d'examen par le Conseil d'Etat et sa parution nier est en cours d'examen par le Conseil d'Etst et sa parution n'est pas attendue avant septembre. L'un de ses articles changera l'actuel C o m' t é national du C.N.R.S. en Comité national de la recherche scientifique, estre modification étant liée à une extension des missions du Comité national, qui se verra attribuer — outre sa tâche traditionnelle d'évaluation des recherches et de jugement des chercheurs — une mission d'analyse de la conjoncture scientifique et de ses perspectives qui dépasse le seul C.N.R.S.

Le décret « électoral » est au mitraire publié au plus vite, afin il soit possible d'organiser les ctions des le début de 1983. Il indique que chaque section du Comité — un publié le s' juillet en a fixé la liste des quarante-cinq sections — comportera « seize membres étus au secrutin de liste à la représentaproportionnelle » et « neuf personnalités — un proportionnelle » et « neuf personnelle » et « neuf

personnalités

personnalités

mées par le ministre chargé de la recherche après avis du directeur général du C.N.R.». Les sections comptaient précédemment quinze élus et huit nommés.

Le corps électoral est modifié et les électeurs sont, pour chaque section, répartis dans cinq collèges Al, A2, Bl, B2 et U — contre trois collèges A. B et C précédemment — qui élisent respectivement trois, trois, quatre, deux et quatre membres. La cèsure 1-2 a pour objet de aéparer les chercheurs à plein tamps des enseignants chercheurs, et donc de garantir un quota d'élus aux personnels du C.N.R.S. qui constituent l'essentiel des collèges Al et Bl; cependant, y votaront aussi des chercheurs d'autres organismes travaillant à plein temps dans un laboratoire propre ou associé au C.N.R.S. La césure A-B sépare, comme auparavent, les électeurs ayant atravant, les électeurs ayant at-teint le grade de maître de re-cherche ou de maître de conférences de ceux qui sont classés aux grades inférieurs. Il est à noter que les assistants des uni-versités, pour la plupart exclus par Mme Alice Saumer-Seité du

le collège C où ne figuraient plus que les ingénieurs du C.N.R.S. Le encore, sont aussi

C.N.R.S. Là encore, sont aussi électeurs des personnels de même qualification, administrativement du C.N.R.S., mais travaillant dans une de ses Dans les collèges A 2 et B 2, ne seront pas les universitaires les universitaires les mais seulement ceux qui ont une activité de recherche en liaison avec le C.N.R.S. Ce ffifre étant un neu sèvère, des mécaniscon avec le CNRS. Ce filtre trant un peu sèvère, des mécanismes correcteurs sont institués. Toute université pourre faire inscrire, en plus des précédents, dir de ses membres dans le collège A 2 et vingt dans le collège B 2 pour l'ensemble des sections. Divers le clause, assimiliating est de trois et six membres. Enfin, le directeur général du CNRS. de trois et six membres. Enfin, le directeur général du C.N.R.S. pourra ajouter au collège A 2 des personnalités qualifiées dans une limite de 20 % de l'électorat global A 1 plus A 2. L'idée est, ici, de faire participer au vote des représentants du monde industriel. Accessoirement, cette disposition pourrait permettre d'élagner pour le contract de la contract de pourrait permettre d'élaguer un peu le caractère très conserva-teur de l'électorat universitaire

dans quelques sections.

Ce dispositif complexe doit permettre aux sections d'être bien représentatives de l'ensemble des représentatives de l'ensemble des personnes ayant une activité de recherche dans la discipline qu'elles couvrent, tout en évitant sux personnels du C.N.R.S.—dont la carrière dépend du jugement porté sur leur activité par la section dont ils dépendent—d'être absorbés dans un électorat trop vaste et peu concerné par l'activité du C.N.R.S.

Dans tous les collèges l'élection se fait au scrutin de liste. C'est

se fait au scrutin de liste. C'est une victoire des syndicats, opposés au scrutin uninominal majori-taire à deux bours, qui figuralt dans le décret de 1979. Le monopole syndical de présentation que certains demandaient n'a cepen-dant pas été rétenu. Les listes peuvent être incomplètes et le panachage est autorisé. Il est pris en compte pour déterminer l'erdre d'élection si les différences de nombre de voix dues au pana-chage atteignent 5 % de ce nom-bre — sinon l'ordre de présentation est respecté.



Se perfectionner, ou apprendre in images est possible LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC cours avec explications en trançois Documentation grantes II EDITIONS DISOUES BBCM 8, rue de Beni - 75008 Paris

MÉDECINE

Principale société française d'informatique médicale INFORMATEK EST MENACÉE DE DISPARITION

Dans un mois, s'ouvrira à Paris de vingt pays. En France quelque soixante-quinze services de médenédeine nucléaire, qui réunira, pour la première fois en France es spécialistes les plus éminents le cette discipline. La médecine ucléaire — c'est-à-dire l'application aux méthodes de diagnostic par radio-isotopes de la semaine demière. troisième congrès mondial de médecine nucléaire, qui réunirs, pour la première fois en France les spécialistes les plus éminents de cette discipline. La médecine nucléaire — c'est-à-dire l'appli-cation aux méthodes de diagnos-tic de techniques radioactives, dont l'exploitation se fait par française Informatek, aujour-d'hui menacée de disparition. La remion de ce congrès en France, perçue dans les milieux médicaux et scientifiques comme un évêne-ment, pourrait coïncider avec un retentissant dépôt de bilan, qui serait à la fois une catastrophe faccomplique et un désestre vour serait à la fois une catastrophe ricain — si la maintenance assu-économique et un désastre pour rée par le fabricant disparaît — ruine à terme l'avenir de l'entre-par informatek et pour les mala-

informatiek est une société le jeune : elle est âgée de dix ans. Dix ans de développement dans l'informatique médicale, qui lui ant permis de gagner des places décistives sur le marché nordaméricain — marché difficile, s'il en est, dans le domaine de l'interes du capital, laisse formatique, — au Japon, au planer de graves incertitudes sur l'avenir de l'entreprise. — C.B.

cont l'exploitation se fait par du dépôt de bilan d'Informatek equipée en France grâce à la été ressentie dans les milieux de percée d'une entreprise privée française Informatek anjour-d'hui menacée de dispartition. d'abord : les services risquent d'être paralysés par la suppression des moyens techniques d'entretien de ces délicats apparells. Sur le plan économique ensuite, car la perte prévisible du marché amé-

des qu'ils hébergent.

des qu'ils hébergent.

Informatek est une société Chevènement, ministre de la rejeune : elle est agée de dix ans.

Dix ans de développement dans annoncé qu'un « bailon d'oxy-

Régine Chopinot survoltée

Chopinot, chorégraphe lyonnaise, peut-être triste et elle 🖿 🚾 réfugie derrière Elle affirme, s'affirme, elle projette w scène avec la dernière énergie IIIII ca qu'elle i jeillit spontanément 📰 part 🌬 🌬 une la mana une la

On l'a abusivement comparée Karol Armitage | l'appréciation de Patrick Bensard, teur de la présente ainsi : « En qualques quarts d'heure, comme jadis - quelques sénous many DUE COM POSITI PORTÉE ME direct, au cœur de la vie.

_ ET A AIX-EN-PROVENCE

Dominique Bagouet insaisissable

chorégraphique régio-nal de Montpellier, présentait l l'école normale d'Aixen-Provence sa demière création, Insaisis. La notion d'insaisissable qui, depuis quelques années, danser im the manual.

comme précédemment la Voyageurs, par la Groupe la l'Opéra de Paris, mai en solre THE PROPERTY OF THE PERSON comme en léthargie. index deministration ? Imposei ble de nimi lire sur limini visages ou Mint leurs peties sac-

Les sept de la lison maker. M évoluent parallèlement, pur ils recomm avec des hochements de man, uma mon de bras rappelant les mouvements - Carolyn Carolyn mais subvertis et comme illi venus Chacun II son costume, son style, son rythme In I menuet

diffus. en énergie, et la communicación de la mence poindre l'ennut lorsque du du grange og tilfenden enfin å tilse my, we une musique pour automakes the fide. Les terror com ches, president and the contract version punk du s'organise. L'i musique d'Henri Artois ceme les danseurs comme des halos

Tout cesse slors brutalement m s'engloutit IIIII la nuit beaux moments dansés, quelques instants d'émotion à mettre à l'actif d'un chorégraphe qui s'était un peu endormi ces der-

technologie. m complet occulte, le

Malgré le talent des interprètes,

les personnages nous restant étran-

gers, presque indifférents. Il y a trop

de complications, d'obscurités, dans

le scénario (adapté et abondamment

dialogué - ça parle, ça parle I - par

marie na abretie pas la sujet. Chi

comprendre um qui es

passe - alors qu'on devrait être pris

par le suspense - et on perd le fil. Le

dénouement kul-même n'est pas sa-

l'équivoque et l'irra-

esthétique du directeur de la photo-

graphie, Lubtchansky. Li vi-

sion de **plate-forme** pétrolière fait

L'ÉPÉE SAUVAGE

d'Albert Pyun

n i y a 🔤 noms 🛎 🖛

imeginaires), un tyran s'emparant du

pouvoir avec lime IT in créature

maléfique par une par une fa-mille sous

personnalité d'un mercenaire quel-

ques plus tard, des complots,

meurtres : nous sommes il

fantasy » aux États-Unis. Conan le

barbare, mani par John Milius,

d'après une 🚃 🖮 Mari E. Ho-

ward, en fut récemment une illustra-

tion cinématographique. L'Epée sau-

Épopée, magie, atmosphère bar-

bare, scènes de violence arrosées de

sang, influence de la bande dessinée

« fantastique » dans la composition

des images et les dislogues, person-

nages schématiques. Le spectacle,

qui semble 🖩 produit d'une sous-

culture débile, 페 ahurissant par sa

brutalité, ses truquages d'horreur

mai fichus, son maniérisme coloré de

la laideur et sa confusion. Le son en

dolby stéréo casse les oreilles. Seule

idée originale : l'épée à trois lames

ll y sans doute, en

comme en Amérique,

amateurs pour ce genre de films.

Celui-ci bénéficie d'une grande sortie.

Comme exemple de l'abrutissement

des esprits, il se pose un peu là !

Voir les films nouveaux.

vage semble suivre la mode.

* Time nouveaux.

JACQUES SICLIER.

Carrière). La mai

l'angoisse ne vien pes.

CINÉMA

« L'Indiscrétion », de Pierre Lary

Schie icrosiste michele satirique. Trimi Lary mail plus ou main une policière, (1981). Son film, l'Indiscrétion, perplexe. L'histoire, étrange, glisse en la marie - moremain - de organisations e maniposta : Ingénieur en mer Nord, we we plate-forme de forage pétroller, Mais Tescique Lan Rochefort) vient passer des vacances un petit prend. we un appareil m radio. Im conversations d'un journaliste qui habite en face, va, par jeu. I un rendezvous a di à celui-ci, le une enveloppe unit un beneficie auquel il me comprend rien.

Unit is icumaliste in a second et Alain découvre que son voisin de Daniel Daniel (Jean-Pierre Marketini prikra urni maletinosi idantiparallèle i la sienne, comme son Et il (Dominique Sanda), une femme au comportement mystérieux. 🗀 🐸 = 🛎 🕍

 L'unité pédagogique n° 6 édite une collection d'ouvrages d'architecture regroupant les actes de séminaires et de collomes. Sous la time d'architecture. ser l'espace » sont déjà parus quatre ti-tres : Espace et Représentation, l'Usine et son espace, le Familistère Godin à Guise, la Question du logement et le Mouvement ouvrier français, vendus respectivement 100, 55, III et francs. Editions de La Villette, UPA-6, 144, rue de Flandres,

et deux enfants vietnamiens out été més, vendredi 23 juillet, dans la région de Los Angeles, alors qu'ils touranient un film pour la télévision américaine sur la guerre du Vietnam, la Zone du crépuscule. L'hélicoptère qui transpor-tait les acteurs a heurté des débris de matériel de guerre et s'est écrasé.

■ Un tableau de Turner, représen tant le Temple de Jupiter restauré, a été vendu à Loudres, chez Christie's, pour la somme de 648 000 livres (plus de 7 millions de francs) à un acheteur américain. Ce tableau, présenté en 1816 à l'Académie royale, symbolise l'indépendance grecque contre la domi-nation turque. Il avait « dispara » de la circulation sprès son acquisition par un collectionneur en 1876.

Des travanx d'amélioration de la

salle obligent le Théâtre de Boulogne-Billancourt à fermer ses portes jusqu'à la fin de l'année. Il a prévu de rouvrir le janvier 1983 avec un spectacle Molière, composé principalement Mariage forcé, mis en scène par Francis Joffo, et du Malade imaginaire, réglé et joué par Jean Le Pou-

raides, intel les interni Dominique Bagouet, tout noir vētu. mains pées en little le kangourou boxeur, was souple was ses hen-Quelque unum thi tendre, de triste, imme is son solo, um Tentourent. Usu d'entre de se militar du groupe M martèle le 💓 ; 🗎 cho-

JAZZ A SAINT-REMY-DE-PROVENCE

L'énigme

Ce qui sinh l'antille à Saint-Rémy, ce sont les proportions. La cour de l'hôtel Lubières de dimentar aimables. Elle pe morête plus aux défilés de ces rum re-vues qui ne vous laissent pas une seconde qu'aux rassemblements 📖 I'on est what 54 conscioner comme ont fait us supermarché.

qui man encore c'est que ces proportions permettent au de maintenir une finale vi-Aux ateliers d'instruments. Indispensables aujourd'hui I toute manifestation qui veut être autre qu'une touristique de concerts, Saint-Rémy ajoute deux stages, deux innovations de taille:
- Hit - esthétiques du jazz (par Christian Tarting M « Jazz, écriture, poésie - (par Jean-Claude Queroy) in fréquentés, par un après-midi de dimanche. La renavec Jacques Killing and man doute pour quelque

a qui samme enfin, sout qu'à raiproportions la facilité n'est plus de mise. Les contractions west bon train. Comme is pron'a jamais von Saint-Rémy qu'il môle gaillardement les el les origines et qu'il fait le tour musiques d'aujourd'hui, on imagine bies que les sujets de situat ne man-

Passons vite un les Loinges Lizards qu'un disque gullleret avait naguère la l'attention. Leur tapage, aigrelet faute de mieux, tient pas la lintaria. Statistica des simulacres, avec leurs complets blancs, la ma su jazz madrina ce que les Haricots rouges sont au jazz westback. Ni plus ni treise. D'ate certaine façon donc, ils consacrent parodiquement la fin d'une époque. Que leur pressant afflige une par-tie du public un qu'elle sersant les autres, rien que de très courant. Oui en l'erra une all'ala d'état l'

Alema rencontre problématique; d'Irène Schweizer, Annie Nozati et Joëlle Léandre. Tendues un retour partiel d'agressivité, 🖿 trois femmes, à quelques près, ne purent jamais réellement se libérer par leur improvisation. Avec le must de Henri Guédon, les 📥 🗪 plus simples. Les 🛁 qui reconstant la impositi de groupe et son énergie rythmique (Marijo Prajet aux congas) se pren-nent à regretter la nonchalance des et certaines pertes d'intensité parfois : suit m qui permet en somme à la danse de respirer, mais qui. en manu laisse une ! Impression d'étirement. Question de transposition d'une musique de fusion, jazz afro-cubain et Antilles, de la danse à la scène.

Pour le Swing Strings System in Didier Levallet, pour le de d'Eric Watson et John Lindberg, Im oppositions the jugement in foat plus inclaires entre 🖹 qualités évidentes 🌬 telles interventions (ceile de Pifanature ponctuelle du proje: un de sa réalisation. Will an image de plus affaire de circonstance et 🚞 plaisir mélangés que d'unanimité III chante. Tant mieux! 5 le lyrisme series de Gérard Marais et Raymond bear and quelques oreilles perplexes, cela prouve au moins qu'il n'en impose pas. 🖚 qui was and in the service Quant aux Diableries de Chautemps, Di Donato, Humair of Drouet, Burne of périence jetée 🖚 feu 🖪 au risque 🔐 la spontanéité rieuse, elles en seus vertu supplémentaire d'intégrer justement in contradictions de tourne leur démarche. Ce qui un rend l'expression d'une maturité plus jumale que bien d'autres. C'est d'ailleurs ce que l'on attend pour 🖹 dernier soir de Jaumes McPhee, III Mill Friedman aussi, et M la Marmite infernale, fins prêts pour 🛍 nouvelles discussions.

Restent Archie Shepp et Abdul-In Ibrahim (Dollar Brand). A cux souls, in condensent l'énigme qui fait qu'un concert de jazz en relève ni de la répétition sans surprise ni d'une literature de tout Comme si les oreilles l'illent soudain affinées ou comme on illement la lune m 1982, mm qu'on s'avise des préoccupations de Shepp. Et cette infatigable et magnifique trame harmonique 🗪 piano qui, 🚵 compositions d'Ellington de les en en les encore plus expliquer du pianiste publicada (Tel glissent les ties phrases fraffic du saxophoniste ? Par = qu'ils donnent à voir. Il entendre et à lire sans ir : leur légende, en somme. Comme on turning this histoires, une histoire, ou prese le bonheur de ce nomme « cei hommage prolongé um la musique rend a la

FRANCIS MARMANDE.

AVIGNON: LE P.C. ET LE MÉCÉNAT

La star et le patron

Le parti communiste a 🛋 Avignon Guy Hermier, directeur du magazine Révolution et membre du bureau politique, Lucien Marest, collaborateur du comité central Alain Chauvet memdu secrétariat 🌬 la 🌃 ration du Vancluse, qui ont primili plusieurs rencontre arm la prese et le public almii que des allham sur le micinal, sur la région et la

décentralisation. Le P.C. affirme in michael d'une politique culturelle 🔳 🖼 n'est pas que cela peut paraître. entraîne pour le ministère 🗈 diminin d'un programme I long terme et moyen de l'appliquer, de lutter - industries culturelies qui rumation d'exercer leur monopole, en particulier sur le lie cinéma, l'audiovisuel ». Le parti affirme encore la micama de créer « les mandation de la confraninitial ». L'encouragement à la 🕮 mocratic limits and -un moyen d'éviter la temaliam du dirigisme es in rendre possible un véritable pluestime-t-il.

Incognito

- Nous pas de mimonsieur, nous le 🚃 🚾

- S. M. HARL & Record M. la santé loge ici, il m'a télé-

C'est was from much, que i réceptionniste de l'hôtel Les Agassins, dans la laterani d'Avignon, ■ appris me l'écasesement abritait incognito un hôte manne La welle, M. Jack Trains couple, mais une seule couple. ibre le ministre avait ses amis 🏙 l'occuper. Pour 🖼 man de conférences. 🗀 qu'il 📼 🗐 sans dif-Persitrés et mon résides ann idenini ni ses loccioni nilibella. Call n'est pas il courant, materi m période nu festival, il Avignon ou - (Corresp.)

tyrique, pur celui de Macina (Léonerti Pazzigo), il en freche i inche munitime usus le riter bouffe de Pasquale, | a pris l'habitude de la un baryton (Jacques Trigeau); ILLM Use possèdent qualités qu'on ture d'eux. Le personnage d'Angelica, qui

une di di comp lyrique camand on Guylaine Raffanel une interprète de l'isabelle parfaitement 'à celui d'Eurille, pleine 🖮 🗯 🗯

Pour leabyers on manual un baryton was a querelleur : Pierre-Yvas Le Maigat III III III III que Michel Hubert dignité d'outre-tombe I marinda annoncent test is couleur. In the Catheline Thual (Alicina), we grave un peu faible, wren we will moins lead

Aucune internationale parmi IIII ces jeunes chanteurs, 📟 remen ne songerait II s'en plaindre tant ils imi preuve d'un imitalia style - Man-Dalda Arbaretaz, maître 🍱 chant, y a sans sa part - E is in in with which On a rarement de la companie d'envisager du chant français avec autant de plaisir. L'orchestre. enfin, placé 📰 🖫 Cyril Diederich a military du début la la fin ; comme son rôle ne se borne un simple accompagnement, chaque pupitre a eu l'occasion de

Tale tour I tour preuve I make vets Puisqu'il s'agit d'une coproduction avec les municipaux d'Avignon et d'Orléans, la marie de m ne forton pas là; on pourra donc le voir ou le revoir lime tôt, ce qui 📷 davantage pour 🖿 gloire et pour rath de l'eanne car les plus enthousiastes.

Jason Paras s'était rendu en Europe en 1979 pour y travailler avec notam-ment le Clemencic Consort de Vienne

GÉRARD CONDÉ.

C'est sans doute la première fois que le parti communiste prend en compte officiellement le miliand d'entreprise comme l'a défini Jacques Rigaud, président de R.T.L. et du musée d'Orsay, du CIRCA | la Chartreuse Villeneuve-lès-Avignon. Il a exposé les buts M l'Association pour le développement industriel du industriel et commercial (ADMI-CAL) qu'il a hard mus le précédent gouvernement III qui alors, avait wall attaques de la gauche : " Nous ne sommes pas la pour collecter les fonds. L'association est in d'èchanges, de conseils, de documentation, d'étude sur la législation et les méthodes en vigueur dans différents pays, en particulier les États-Unis, l'Allemagne fédérale, le Japon. =

quels = rejoignent = analyses in communistes # ### # Jacques Rigaud, on dégage une was déontologie : 🗎 mécénat 🖂 🚧 🚧 pas avec its sittles habitaches des sumités d'entreprise qui cependant. peuvent aussi engager de actions. Il ne se borne pas à la restauration = an maintien du patrimoine, il a an rôle de commande et d'innovation dans 🗪 domaines étrangers à l'entreprise. On sait qu'il n'est pur dû û la seule générosité, que l'intérêt un m jeu,celui de l'entreprise III celui des medica - le lieu de me vail précisent 🖃 communistes, non un lieu d'épanouissement. Le m'est su clandestin. m'en pas une « parafiscalité péniirmilly ., autrement dit une ma-🍱 d'acheminer le pardon de 🝱 Allia illégaux El de 🖂 (Ellegaux) Il n'est pas 🖦 plus une publicité 🍮 recte un qu'il valorise l'image de marque de l'entreprise. Il se conçoit comme une sorte de patronage.

Mai dès que l'on entre dans les détails, que l'on cite des faits, apparaissent 🖮 oppositions idéologiques, des contradictions, 🖦 barnères psychologiques : le mot gêne. il porte toute une légende de caprice royal, et pourtant 🖿 communistes y voient un possible accès un plurade multiples formes : in passion du collectionneur and domaine and mu plastiques et dans celui il spectacle, la production qui n'est pui forcément liée i un espoir in plusvalues, en particulier au Illian Parler de financement serait moins contraignant : investir et s'investir pour la la d'un geste qui rapporte un enrichissement personnel. s'opposer. Déclarer que 🚾 « patimer inti rétrogrades panie que patrons (ou le contraire), c'est mu-Trouver up terrain d'enmum qui ne soit pas réducteur, c'est quadrature de cercle. Mais l'ide mécénat 💶 📥 l'air, dit Jacques Rigaud. Lin = à l'an in brouillon, de communistes tiennent à ne pur la laisser pur

Le lendemain, le difficit portalent sur « cultures minoritaires. cultures régionales ». Dehors, trois ieunes gens lavés, de à l'escalier du palais a Papes, chantaient, un petit cahier à la main, 📠 vieux 📰 gaéliques et 陆 🗀 manche. Le mistral mardi matin. Les in tristes, in colporafricains de bijoux toc ne Living pas encore entre la tables des d'ailleurs d'ailleurs d'ailleurs d'ailleurs avait I partout TF I avait délégué Yves Mannie (le lendemain, c'était Arme 2 qui al présente) pour un magazine m direct de la cour d'honneur. Il lini dire que Vittorio Chama venait d'arriver. Il a pris les l'espace al il va se mettre . Aux enchères e les 10 et 31. Les places se sont arrachées, mais FR 3 un assurer retransmission. Hand matin sur le plateau de la cour d'honneur, il y avait া enfants grimpés sur 🖿 fers forgés du décor de - l'amilie -. des journalistes. in photographes qui mitraillaient. Ils mi pris la photo de fammille, Gassman, sa femme, ses enfants, le staff de direc-📠 du festival bien en ligne au 📨 leil. Même I Avignon, même quand il s'agit d'un grand comédien en 🚥 padrilles at tee-shirt moulant l'estomac, la star ma toujours la mi

w Marcel Cerdae junior va incarner son propre père dans le film de Claude Lelouch Edith et Marcel, reprenant le rôle que devait jouer Patrick Dewacre, mort le 16 juillet. Le scénario n'a pas été remanié, mais la mise en scène le sera pour faciliter la tiche du nouveau

« Orlando Paladino » à Carpentras

aire bouffes 📥 l'écuyer Pasquaie.

(Suite 🖆 🕍 première page.)

En choisissant cette fols non plus um nankši légère inat un dama héroïco-comique de Haydn : Orlando célébrait tout à la fois le bicentenaire de la création de l'œuvre, la deux cent cinquantième anniversaire de la compositeur et partageait avec in Februaria de Visionia Thronger d'une mairres due, puisqu'il ne semble pas que, de-1813, cette libre adaptation du sur una scène dans sa version origi-

Le pari était beaucoup plus audacleux et, i en juger par la chaleur des nts, le public, interna cependant II la double épreuve III bois, a trouvé fort a son goût cette Mitali compliquée de poursuites, d'envoltement, de folie jalouse et de distancement.

Tout peut donc laisser penser que l'expérience en l'arrithme en là ... que, devenue tradition, elle fera dire ou some bent trente are : « La chance du Festival de Carpentras... > Comme la cour de la Charité fermée raisonnable et l'un des rares lieux de plein air où les voix et les instruments conservent leurs qualités, on ne peut oue se réiouir d'un avenir and pro-

Le jeu de l'opéra classique

En mai dernier, pour faire accepter au public du Théêtre Ander Wien les faiblesses dramatiques du livret. Pe-WAS REPORTED THE BU RECOURS IN THE procédé . connu : nous sommes 6 décembre 1782, Haydn 🕶 au pupitre, Orlando n'est ausa que le prince Esterhazy III III se termine "anniversaire du compositeur... Di trouvers un compte rendu plus circonstancié de cette mise en scène dans le numéro 42 de l'Avant-scène Opéra tout entier consacré à Orlando

a Le peintre Salvador Dali a reçu le titre de marquis de Dali de Pubol. Le décret royal publié landi 26 juillet dans le journal officiel rappelle ses « excep-tionnelles contributions à la culture espagnole du vingtième siècle ». Pubol est le nom du château où vit le peintre

A Carpentras, au contraire, Guy cond plan. Il file a mand des té-ment : l'un héroïque pour rôle d'Orlando (Georges Gautier), l'amme Louis a joué le jeu de l'opéra classique avec une probité 🏿 laquelle nous ne same olus quère metteurs mecène, pour la plupart, el emailment il 📬 e bouger in climan main que im répétimêmes phrases 🔳 la forme airs indiquent du furm dramatique jusqu'il l'actual di prochain inclinati l'actual de and his stand improvement them has

L'accent se present dess min es 🖿 musique et il π'γ a 🗯 🚾 🖎 ie regretter, car Urlanda Paladino compte parmi in partitions lyriques les plus riches et les plus variées 🖿 Havdn. On sent me que plusieurs ne authori pas pour mi d'imaginer que, l'al quelques lorsque la affirmée ce qui olus originales du Ferden de Carpentras. Im spectateurs connaîtront

l'a répondre aux exigences du liprévoyant in fréquents changeimaginé 🍱 💵 sortir tour 🛭 tour 🖷 chacune in formant in fond scène. 🕒 📨 🏙 💴 individuels placés sur des chariots qui évoquent clairement une forêt, une monun château... Là respect 🕍 la convention 🖼 📆

d'avance chaque 💹 💌 🔤 péripéties

parfois di action.

Le costumes signés également par Christine Warm appartienment tantôt au radu 🖿 la chevalerie, nament au 🕮 ta Lumières 🗷 même un peu avant ; on peut deviner les raisons de 📶 anachronisme 🚟 béré, ille also sont ille ille que l'impression de complémentarité u d'Insolite qui s'en dégage.

D'un point de vue prisoner musical, American Paladino au un cur ne saurait, pour diverses ra-

z Jason Paras, spécialiste américain il i de gambe, est mort le 15 juillet, près de Bâle. Il était âgé de et le Sequentia de Cologne. Il faisait de la recherche et de l'improvisation à la Schola Cantorum de Bâle, a devant vangt-neuf me Le corps du musicien, qui se baignait arec trois amis dans le Rhia, a été retrouvé par du barrage de jouer à Paris le 10 août pour le Festival PAUL ROBERT STANK

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

Comèdie-Française (296-10-20), 20 à 30 : les femmes savantes .

Les autres sailes

 $\mathcal{A}_{i} = \mathcal{A}_{i}$

The structure

La star et le patron

1.00

· 通知機能研 · pr · 15.5

The state of the s

godforte at stay and we are

البادة الجروابين في السنايت والشياف

COMMERCE & Laws No.

B. Arabay & Francisco in the Co.

Market Control of the Control

the wife to the second reserve to the second

Management of the second

THE BENEFIT AND THE SERVICE

The transfer of the contract o

papaged these has a region to a control

海水小海流330mm 5-44.

gar in the second

egypter was given be a second of the control of

grappet arrangers of the second

10 THE 28 HOUSE BOOK STORY

Incustrito

graph and the same of the same of

t with

A Company of the State of

182 C 4 6 7 7

taret in the contract of

400 300

34 - 10 -

- · ·

Section 1

A-10

1200

Agent 19 Sugar Section

-44-

Alle market and the

State of the state

gapeter

 $\frac{d(x,y)}{dx} = \frac{d^2(y)}{dx} \frac{dy}{dx}$

gora - we

97

Superior

186 - 187 - 187 - 188 -

28 8

استيامات

(a**77** - 1

م د الشهيسي رياد

September 1981

Parties of

.

\$40° \$3\$ F 15"

. .

Bouffes Parislens (296-97-03), 21 h : Dinble d'hommartin (42-43-41), 21 h :
Comédie Cammartin (742-43-41), 21 h :
Reviens dormir à l'Élysée
Comédie de (281-00-11), III h :
Amours de Jacques le
Espace Gabé (327-95-94), 20 h 30 : Pas de

Amours de Jacques (e Espace Calté (327-95-94), 20 h 30 : Pas de quartier pour Maivim.

Espace Marain (271-10-19), 20 h 30 : Manuette : 22 h 30 : in Tour mystérieuse : le Philosophe soi-disant.

Fontsine (874-74-40), 20 h 30 : Si jemais je te pince, j'invite le colonei.

Galté Montparname (322-16-18), 20 h 15 : l'Ee de Teliputan.

Hachette (326-38-99), 20 h 15 : h Cantatrice chauve; 22 h 30 : Okame.

Lacernaire (344-57-34), Théitre Noir, 20 h 15 : Sylvie Joly, 22 h 15 : Arlequin poli par l'amour. — men... Ronge, 18 h 30 : Bon; 20 h 30 : Tchoufa ; 22 h 15 : Gustave Parking. — Petite saile, 18 h 30 : Parlons françair; 21 h : le Fétichinte ; 22 h 15 : Disloques de sourdes.

Madeleine (265-97-09), 20 h 15 : Arlequin l'Alonette.

Matherine (265-90-00), 21 h : Embellage

hurins (265-90-00), 21 h : Emballage perda.

Mostpermens (320-49-90), III h : ls Ca-

(261-44-16), 20 h 30 : Une fille drôles ent goulièr. Thélitre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Bahas-cadres ; 22 h : Nous, on leit où on nous dit de faire. Variétés (233-09-92), 20 h 30 : Lossque l'esfant parsit.

Les cafés-théâtres

As bee fin (296-29-35) 20 h 30: Tohu Ba-huz; 22 h: le Président; 23 h 30: Vous descondez à la prochaine ? Bancs - Manheaux (387-15-84). L. 20 h 15: Arenh = MC 2; 2! h 30: E. Démonse Lonlou; 22 h 30: Des bulles dans l'enerier; 17., 20 h 15: Pas une pour rattraper l'antre; 21 h 30: Qui a tu6 Betty Grandt ?; E. II 30: Comment ça va Zangi ? Caffé de la Gare (278-52-51), 20 h 30: Ca-mateu d'ancour; 22 h 30: Qu'est-on qu'il

Tiens, wolld deux boudins; 21 h 45:
Mangeuses d'hommes. — II., 20 h 30:
Cinatons sous la psy; 21 h 45: L'amour.

c'est comme un bateau blanc. Patral (233-91-17), 21 h 15 : les artrement.

Gageers (367-62-45), 21 H : le
arconne; 22 h 36 : Un come some une

Le Cheino (278-36-50), 21 h ; Douby... be good ; 22 h 30 : les Bas de

Le Tintamente (887-33-82), 20 h 30 ; Le Tintananie (887-33-82), 20 h 30 ; dre; 22 h : l'Apprenti în Thèitre de Div-Heures (606-07-48), 20 h 30 : le Pain de ménage; le Défunt; 21 h 30 : lean-Charde Angues; 22 h 30 : Cerise. Viellie Grille (707-60-93). L, 22 h 30 : B. Fostaine et Areski; II, 22 h 1 C. Zav-

21 b : République (278-44-45),

Les chansonniers

Le music-hall

Financia (742-25-49), 21 h ; Yvos landtand

Les conce

Lucerasive, 19 h 45 : R. Gragiesa-Nekacki, J. Kano (Chopis, Brahms, De-bussy, Hayda).

Jazz, rock, pop, folk

Petit Opportus 1236-01-36), 20 ii 30 : Be-

Les festivals

FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (225-22-55)

Reline Saint-Merri, 20 h 30 : La Grande Écurie et la chambre du Roy : Chours de m cathédrale m Worcester, dir. I.-C. Malgoire (Lully, Deialande).

JUILLET MUSICAL DE L'ESCALIER D'OR (523-15-1

19 h : Trio d'Anches Ozi (Mozart, Pleyel, Manthau); 21 h : L. Kavier (musique martiniqueise).

DU CARREAU DU TEMPLE (274-46-42)

Square de Temple, 18 h 30 : Le Sicilien ; Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 ; ie Po-tit Prince ; 21 h 30 : Tranches de vie.

cinéma

Les films marqués (°) sont interdits ann: "
moius de treixe ans, (°°) ann: moius de dixheit ann.

15 h : Gassine, de R., Wissen ; 17 h : An-nouchka, de B. Burnet ; III h : Appelex Nord 777, de H. Hathaway.

La Cinémathèque CHAILLOT (704-24-24)

15 h : l'Adinatide, de J. Feyder ; 19 h : la Compidate du sentier, de S. Esy ; 21 h : La porte s'oarre, de J. Mankiewicz.

15 h : l'Adinatide, de J. Feyder ; 19 h : la 1981 (A., v.o.) : Vidéo-stone, 5 (325-60-34).

BEAUBOURG (278-35-57)

Les exclusivités

GAINMONT AMBASSADE VO INMINITURE VOI PAIN ST-JACQUES VO GAILMONT LES MALLES VE REBLITZ VF CLICHY PATHE VF MONTPARMASSE PAINE VF MATION VF ST-LAZARE PASQUER VF Pingi - T Meltidari Puthi - ASPERES Triepde - ARGERTEIA, Guerra LOGRE - LE POUNGET Aviank - VEISARLES Cystuso - LA DEFINSE II Found

LE FILM AUX 7 OSCARS!

ROBERT PAUL NEWMAN REDFORD ROBERT SHAW



DANS UN FILM DE GEORGE FOR HILL

L'ARNAQUE

المرابع المرابع الموقع المرابع المسترك المعتبر والمرابع المنطقية والمؤول والمرابع والمرابع والمسترك والمنطقة و والمرابع المرابع المرابع المرابع المرابع والمرابع المرابع والمرابع المرابع المرابع المرابع والمرابع والمرابع و

CRIT WARD/REALISE PAR 10 1 ROY HILL PRODUIT PAR TONY BILL ET MICHAEL ET JULIA PHILLIPS
MUSIQUE ADAPTEE PAR CINEMA
FILM UNIVERSAL DIS
PAR CINEMA
CORPORATION

Pour leur renseignements l'ensemble des programmes ou des que «LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES»

784.78.28 (figues groupées) ide 11 heures 1 21 heures. sauf imanches III jours fériés)

Jeudi 29 juillet

LES ANNEES DE PLOMB (All., v.n.):
Quintene, 5 (633-79-38).
L'ANTIGANG (A., v.n.): U.G.C. Damon,
(329-42-62): Normandie, 5 (359.
41-18): v.f.: Rex. 7 (236-83-93):
U.G.C. Opéra, 2 (261-80-32): U.G.C.
The c. Lynn, 12 (343-01-59): U.G.C.
Gobelins, 13 (336-23-44): Miramar, 14 (320-89-52): U.G.C.
Magic Convention, 19 (328-20-64): Increase, 19 (241-77-99).

(359-92-82); Richelies, 2- (233-56-70); Montparensse 83, 6- (544-14-27); Français, 9- (770-33-86); Gamous Sod, 14- (327-84-50); Paramount Maillot, 17- (758-24-24); Clichy 19- (522-46-01).

AU-DELA DE CETTE LIMITE, VO-TRE TICKET N'EST PLUS VALA-BLE (A., v.f.) (*): Paramount Moun-14 (III-10). LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.a.): George V. & (562-41-46); v.f.: 3 Haussmann, 9* (770-47-35).

LES FILMS NOUVEAUX L'ÉPÉE SAUVAGE (°), Film améri-L'ÉPÉE SAUVAGE (*), Film sméricain d'Albert Puyn, v.a.: Imministration d'Albert Puyn, v.a.: Imministration (*); Quintette, 5 (633-79-38); Ambassade, III (359-19-08); v.f.: Français, III (770-33-88); Hollywood Boulevard, III (770-10-41); Athéna, 12 (343-00-65); Gaumont Sod, 14 (327-84-50); Montparassee Pathé, (320-12-06); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

LECONS TRÉE PARTICULIÈRES (*), Film américain d'Alan Myes-

MON CURE CHEZ LES NU-DISTES, Film français de Robert Thomas: Montparmasse 83, (544-14-27): Paramount City, (562-45-76): Paramount Optica, 9 (742-46-31): Paramount Bastille, 12-46-31): Paramount Bastille, 12-60-74); Convention Saint-Charles, 19 (579-33-00): Clichy Pathé, 18-657-460)

19 (579-33-00); Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

PARASSTE (*), Film de Charles Band, V.o.; U.G.C. Odéou, & (323-71-08); Ermitage, \$ (339-15-71). — V.f.; Rex, \$ (326-33-93); U.G.C. Reconde, \$ (633-08-22); Magic Convention, \$ (628-20-64).

RANDITS, RANDITS... (Ang., v.o.):
Clumy Ecoles, 9 (354-20-12).
BE REAU MARIAGE (Fr.): Hantele, 6 (633-79-38). BREL (Fr.): Paramount Opéra, 9- (742-56-31).

BUDAPEST BALLADE (Heng., v.o.) : Olympic Laxenbourg, # (633-97-77). H. sp.

H. sp.
CALIGULA ET MESSALINE (Fr.)
(**): U.G.C. Danten, 6* (329-42-62);
Brinitage, 8* (339-15-71); Rio Opfra, 2* (742-82-54); Mandville, 9* (770-72-86); U.G.C. Gare de Lyon, 11* (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13* (336-23-44); Miranstr, 14* (320-49-52); Mistral, 14* (539-52-43); Magic Convention, 15* (328-20-64); Manat, 16* (651-99-75); Paramount Montanature, 11* (606-34-25); Sacrétan, 15* (241-77-99). 77-99).

77-99).

CA VA PAIRE MAL (Fr.):

Marivanx, 2 (296-80-40): Paramount

(325-59-83): Paramount City,

(562-45-76): Paramount Galaxie, 13(580-18-03): Paramount Montparasse,
14 (329-90-10): Paramount Montparasse,
15 (400-34-25).

LE CHOC (Fr.): Français, 9 (770-33-88): Astros, 17 (607-60-20).

LE CHOC (Fr.): LI.G.C.

(225-18-45).

CINQ ET LA PEAU (Fr.) (*) : Studio Gh-lo-Cour, 5 (326-90-25). LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOE (A., v.L) : 17-

NOÉ (A., v.L.); 1141-46).

LA DERNIÈRE VACUE (Amt., v.o.);
Gaumont Halles, 1= (297-49-70). H. sp.
(Fr.): Movies, 1= (260-43-99);
Vendone, 2: (742-97-52); Panthéon, 9: (354-52);
Parussiens, 14: (329-83-11).

HIII TUER (A., v.A.): Paramount Odéon, 6: (325-59-83); Publicia Elysées, 9: (720-76-23); v.f.:
Opére, 9: (742-56-31); I.
Montparmasso, IA: (329-90-10).
L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT

Montpursusso, 14º (329-90-10). L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Pr.): J. Coctess, 5º (354-47-62). H. sp.

LE FANTOME DE MILBURN (A. V.I.)
(*): Impérial > (742-72-52). LES FANTOMES DU CHAPPLIER (Pr.): Colisie, III (359-29-46); Parus-siens, 14 (329-83-11).

FITZCARBALDO (All., v.a.): Quinsens, 9 (633-79-38); Ambassade, 8 (359-19-08).

GEORGIA (A., M.): Classy-Scoles, 9:

(354-20-12); U.G.C. Marbouf (225-

LA GUERRE DU PEU (Fr.) : Laourmire, 6' (544-57-34). HAMMETI (A., v.a.): Hagtefeuille, 6* (633-79-38): Pagote, 7* (705-12-15); Colisce, 8* (359-29-46); Purassiem, [4* (329-33-11); 14-Imilet Boungrenelle,

15 (575-79-79) ; V.L.: Impirial, 2- (742-

83-93): U.G.C. 6 (372-71-081; U.G.C. Rotonde, 6 (330-8-22); Biarritz, 723-69-29); Camén, 246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 1 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 1 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13-436-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Bicarvenue-Montparanase, 15 (544-25-02); Magic, 11 (542-25-62); Magic, 12 (582-20-64); M. L. (651-99-75); Secrétan, 11 (241-799); Clichy Prubé, 11 (522-46-01).

LA MAITRESSE IN LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.a.): Epéc de Rois, 5-(337-57-47): Elyofes Lincoln, III (359-36-14). TOTAL (Fr.) : Ste-

dio Cujas, 5 (354-89-22); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), H. Sp. Ambroise, 11e (700-89-16), H. Sp.

MISSING (PORTÉ 1 (297-49-70);
Saim-Michel, 9 (326-79-17); U.G.C.
Odéan, 6 (325-71-08); Normandie, U.G.S.
(359-41-18); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-79). W.f.; Bretagne, 6 (222-57-97); Caméo, 2 (346-66-44);
Athéan, 12 (343-00-65); Paremount
17 (758-24-24).

MOURIR A 30 JUIL (Fr.): 14-Juillet Re-

MOURIE A 30 I/m (Fr.): 14-Juillet Ra-che, 6 (633-43-71); 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81); 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81); 14-Juillet Bastille, 12 (757-78-79). I.A. NUIT DE III TIES (Fr.): Studio de la Harpe, 9 (354-34-83); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); H. Sp. Ca-lypao, 17 (380-30-11). PADSIRAL (All No.): Bassele 7 (1985-

PARSIFAL (All., v.o.) : Pagode, 7- (705-12-15).

12-15).

LA PASSANTE SANS-SOUCI
(Pr.): Paramount Marivaux, 2 (29680-40); Jean-Cocteau, 3 (354-47-62) H.
sp.; Paramount Odéon, 6 (325-59-83);
Paramount Mercury, 8 (562-75-90);
Paramount Galazie, 13 (580-18-03);
Paramount Odéans, 14 (540-45-91);
Paramount Maillot, 17 (758-24-24),
PASSION (Fr.): Marain, 4 (278-47-86);
Studio-Alpin, 5 (354-39-47).
PINK FLOYD THE WALL (A. vo.)

Stono-Aipna. 9 (354-39-47).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.):

Gaumoni-Halles, 1" (297-49-70);

tefonille, = (633-79-38); Gaumont
Champi-Elysics, = (359-04-67); Franpais; 9 (770-33-88); Nations, 12 (34304-67); Montparmine-Pathé, 14 (32012-06); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50);

Kinonengerman 15 (206-560) rams, 15 (306-50-50).

Kinopasorama, 19 (306-50-50).

PDIOTE, LA LOI DU PLUS TABLE (Bri., v.a.) (*) : Stadio Cujas, » (354-89-22) ; v.f.: Capri, » (508-11-69).

POUR CENT BRIQUES, TAS PLUS RIEN (Fr.) : U.G.C. Opéra, » (261-50-32) ; Biarritz, » (723-69-23) ; Biarritz, » (723-

REDS (A., v.o.) (*) : George V, III (562-41-46). LE RETOUR DE MARTIN GUERRE

(Fr.): U.G.C. Marbeuf, 2 (225-18-45); Paroassies, 14 (329-83-11).

LES RISQUES DE "AVITTIME (A., v.A.): U.G.C. Biarritz, \$ (723-69-23); v.L.: U.G.C. Cambo, 9 (246-66-44); Montparnot, iiii (327-52-37). ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 17 (380-4)-46).

(544-25-02).

LE BHILL (A. v.o.) (*): U.G.C. Den-m., 6 (329-42-62); v.f.: U.G.C. Opérs, 2* (261-50-32); Bretagne, II (222-

57-97); Francis: F (359-41-18); LES ENFANTS DU PARADIS (F.): Ra-Maréville, P (770-72-86); Mistral, 14* nelagh, 16* (265-64-44). (539-52-43); Tourelles, 20* (364-51-98). L'ENFER EST LUI (A., v.o.) | Olympie-LES SOUS-DOUÉS VACANCES Balzac, Y (501-10-60). (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70). THE FRENCH (Fr.) : Marais, 4 (278-

LE TOMBEUR, LE FRIMEUR ET L'EMMERDEUSE (A.) (*): v.L.: Ber-BIZ, S (742-60-33).

Parasse, 6 (326-56-00). blicis Matignon, 1 (359-31-97). DU TEMPS (SHOOT THE

Y-A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE? (Fr.) ("): Saim-Michel, 54 (326-79-17).

Les grandes reprises

(359-92-82); Olympic, [46] (542-67-42).

GUERRE DES ETOLLES (A., v.o):

(A., v.f.): Grand Pavois, [5° (5544685): Napoléon, 17° (380-4)-46).

L'ARNAQUE (A., v.o.): Gammont.

(297-49-70): Quintette, 5°,
(633-79-38); Ambassade, (359,
19-08): P.L.M. St.Jacques, 14° (58968-42). V.f.: Berlitz 2° (74260-33); St.Lazare Pasquier.

(387-35-43): Nation, 12° (74260-33); St.Lazare Pasquier.

(387-35-43): Nation, 12° (74260-33); St.Lazare Pasquier.

(387-35-43): Nation, 12° (74260-30): George V. (552-41-46), Lacuiere, 9° (246-49-07); Parmassions, (329-35-11).

AU-DELA IIII BIEN ET DU MAL (AIL, v.o.): Movies, 1" (260-43-99).

AUTANT EMPORTE
(A., v.l.): 3 Haussmana, 9" (770-47-55).

LA BANDE A HARMEN (A., v.l.):

Royale, 8" (265-82-66).

BANANAS (A., v.o.) : Cinoche, # (633-*I.): Grand Pavois, 19: (554-46-85); Napoléon, 17: [380-4]-46).

BEN HUR (A., v.o.): Biarriez, \$\text{\$\text{\$'}}\ (723-69-23). V.f.: Maxéville, \(\bar{\text{\$\text{\$\text{\$\text{\$'}}}\ (770-72-86).}\)
LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND
(IL) (V. ang.) V.f.: Montpa \(\bar{\text{\$\te

(32/-32-37).

(A., v.c.): Forum, 1° (297-53-74); Action-Christine, U (325-47-46); George-V, & (562-4)-46); Parmasslens, 14 (329-83-11).

LA LILL (Fr.): Berlitz, 2° (742-60-33); Ambassade, 8° (359-19-08); Fauvene, 13° (331-56-86); Montparmar Pathé, U (320-12-06);

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.o.): Action-Ecoles, 5' (325-72-07); Mac-Mahon, 17' (380-24-81).

LES FILATION DE PEU (A., v.o.) : U.O.C. Marbeuf, P (225-18-45). CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (354-34-83). LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PAR-FAIT (A., v.o.), Action Christine, F (325-47-46).

(325-47-46).

LILYTORY (A., v.o.), Olympic
Linembours, III (633-97-77).

DELIVERANCE (A., v.o.), (*)
Logor, III (354-26-42),

DON GIOVANNI (Fr.-All.), Calypse, 17

1320-20-111.

EMMANUELLE (F.) (**): Paramount City. (562-45-76): Paramount pernasse, 14 (329-90-10). parnasse, 14 (329-90-10).

EEMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) (**):

Forum, 1s (297-33-74): Quintette, 5s (633-79-38); Elysées Lincoin, 8 (339-36-14): Parmasiens, 14s (332-83-11).

V.J.: Salmi-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Lumbre, 8 (246-49-07).

Balzac, S' (501-10-00). EXCALIBUR (Angl., v.f.): Opém-Night.

EXCALIBUR (Angl., v.f.): Opém-Night, 2* (296-62-56).

L*EXORCISTE (A., v.s.) (***): Imperendic, 6* (033-79-38): Ambassade, (**) (19-68): V.f. Capr., 2* (508-11-69); Impéreal, (**) (742-72-52): Montparasse II (544-14-27): Nation, 12* (343-11): Gammont-Convention, 15* (828-32-27): Clichy Pathé, (**) (\$22-46-01).

LE [[18], v.o.]: Médicis, (633-25-97); Paramount Odéon, (325-59-83).

(lt., = o.) ; Champo. 54 1354-51-60).

[354-51-60].

LA FIÈVRE DANS LE MIT (A., v.o.),
Action Christine, ■ (325-47-40).

FRANKENSTEIN JR. (A., v.f.): OpéraNight, 2: (296-52-50).

FRENZY (A., v.o.) (*): Ciné-Beaubourg,
3: (271-52-36); Epéc ■ Bois, ■ (33757-47). V.f.: Paramount Opéra, ≥ (74256-31).

| GUERRE DES ÉTOILES (A., v.o) : | Marignan, % (359-92-82), V.f. : Berluz, 2 (742-60-33),

63-20); George V, ■ (562-41-46), Lumière, 9: (246-49-07); Parnastiens, ■ (329-83-11).

HOTEL DES AMÉRIQUES (F), Formula (129-83-14).

IL ETAIT WIN FOIS DANS L'OUEST (h., v.o.), Halles, 1° (207-49-70); Colasie, E. (359-29-46); V.f.: Richelieu, 2° (238-56-70); Haussmann, E. (770-47-55); Montparnos, 14° (327-52-37); H. Convention, 15° (828-42-27); Cilchy Pathé, 18° (522-46-81); Cilbronet Gambette, 20° (482-10.96) Gammont Gambetta, 20' (636-10-96). L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (F.),

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (F.),
Cinéma Beaubourg, 3° (271-52-361);
Olympic Luxembourg, 11 (633-97-777);
Olympic Balzac, 12 (361-18-60), 14Juliet-Bastille, 11° (357-99-81), Olympic, 14° (542-67-42); 14 JuilletBeaugrenelle, 15° (575-79-79).
LES INDOMPTABLES (A., v.o.);
dio Bernand, 11 (783-64-66).

dio Bertrand, II (783-64-66).

LITOTIA III (A., v.o.); Olympic-Lusembourg, & (633-97-77).

LE LAURÉAT (A., v.o.) II

Village, & (633-63-20).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.): Repelagh, III (288-64-44). H. Sp.

III III (A., v.o.): Faramount-Marivaux, & (222-72-80); Monte-Carlo, 81 (225-09-83). V. I.: Paramount-Marivaux, & (298-80-40): Paramount-Montparnasse, 141 (329-90-10); Coavention-St-Charles, 151 (579-33-00).

MIDNIGHT EXPRESSS (A., v.o.) (**):

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**):
U.G.C. Marbeuf, & (225-18-45); V.f.;
Capri, 2* (508-11-69).
LES MISFITS (A., v.o.): Action Christine, & (325-47-46); Action République,
11* (805-51-33).

Olympic (561-10-60).

Olympic (561-10-60),
NEW-YORK, (A., v.o.):
St-Germain Huchette, 5* (633-63-20).
ON L'APPELLE TRINITA (lu., v.f.):
Richelieu, 2* (233-56-70); ** rigman, 8* (359-92-82); ** Marigman, 8* (359-92-82); ** Gare de Lyon, 12* (343-01-59); ** Gaumont-Sud, 14* (327-84-50); ** Gaumont-Gambetta, (636-10-96).



MONTE CARLO VO PUBLICIS ST-GERMAIN VO PARAMOUNT MARIVAUX VF PARAMOUNT MONTPARNASSE VF PARAMOUNT GALAXIE IT CONVENTION ST-CHARLES VF



John Marley Ray Milland Erich segal Arthur Hiller

HOWARD G. MINSKY DAVID GOLDEN FRANCIS LAI TO STORE AND THE CONTRACTOR OF THE CONTRAC

SPECTACLES | RADIO-TÉLÉVISION

CONTINUE A L'APPELER TRI-NTIA (It., v.o.): Marignan, (359-92-82). V.f.: Richellen, (233-56-70); Français, (770-33-88); Nation, 12-(343-04-67); Fauvette, 13-(347-04-67); Montparnasse-Pathé, 14-12-06): Wepler, 18- (522-46-01).

PHANTOM OF THE (A., v.o.): (*) Cinoches, 6= (633-10-82). LE PRINCE DE NEW-YORK (A., v.o.):

Cinema Présent, (203-02-55).

LES RAISINS DE COLÈRE (A., v.o.); Contrescarpe, (325-78-37). RENCONTRES DU III TYPE ÉDITION SPÉCIALE (A., v.o.) : St-Séverin, 5: (354-50-91).

Severin, 5: (354-50-91).

ET DALILA (A., v.o.):
mount City, 8: (562-45-76), V.f.: Paramount Opéra. (742-56-31);
mount Bastille, 12: (343-79-17);
Paramount Gobelins, 13: (707-12-28);
Paramount Montparnasse, 14: (12990-10): Saint-Charles, 15: (579-33-00); Paramount Montmarure,
1606-34-25).

LE SHERIF EST EN MANN (A. V.I.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).
SOUPCONS (A. v.o.) : Bertrand,

LE TROUPEAU (Ture, v.o.) | 14-Juillei-Parnasse, (326-58-00), Walter ROMAINES (IL, v.o.) | Champo, 5 (354-51-60).

LES VALSEUSES (F.) (*) : U.G.C. Opéra, 2: (261-30-32) : U.G.C. Rotonde, **(633-08-22).** LE VIEUX FUSIL (Fr) : Lucernaire, W (544-57-34).

VIRIDIANA (Mex., v.o.) : A.-Bazin, 134 (337-74-39).

Z (Fr.): Forum, 1= (297-53-74); Noctambules, 5: (354-42-34); Elysées-Lincoln, (359-36-14); Lumière, = £246-49-07).

Les festivals

CYCLE FASSBINDER (v.o.): Care Beaubourg, 3 (271-52-36), 12 h: Gibier as passage; 12 h: Despair; 12 h: l'An-

née des treize lunes.

BUSTER KEATON Rivoil-Cinéms. 1º
(272-63-32), ■ b : le Mécano de la • Géneral • 1º h 30 : Steamboat Bill Junior.

L'ÉTÉ I CHEFS-DŒUVRE (v.a.): Rivoll-Beaubourg. (272-63-32), 18 h 45: Cendre et diamants; 20 h 40: 11 12 des forains: 22 h 15: le Charme

discret de la bourgeoisie.

CARY GRANT (v.o.) : Nickel 5-(325-72-07) : Honeymoon. L. Velle, LIEU DU DRAME (v.o.) :

Bonaparte, & (326-12-12): Chinatown. EISENSTEIN: Cosmos, & (544-28-80), en alternance: la Ligne générale; Newsky: la Cuirassé Poteminte ; la Grève ; Que Viva Mexico ; Octo-

bro ; Ivan M Terrible.

RUMPHREY BOGART (v.o.) : Action

Lafayette, M (878-80-50) : les Anges aux

Igures sales.

FRITZ (v.o.): Action-Lalayetta, 9(878-80-50): Furle.

LUIS BUNUEL (i.d.): Stiberman) (v.o.): Denfert, 14- (32141-01), en alternance: Cet obscur objet
du désir; l'Age d'or; le Journal d'une
femme de chambre; le Fantôme da liberté; l'Age d'or.

LUIS (v.o.): Espace-Gafté,
14- (327-95-94), en alternance: Sreet es

14 (327-95-94), so alternance : Sress es tres tres ; Vivre vite ; Doux moments du UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRI-

UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRICAIN (v.o.): Olympic, 14° (542-67-42) : la Demière Séance.

IL ÉTAIT UNE FOIS LE WESTERN (v.o.): Olympic, 11 (542-67-42): IN Proies.

CROISIÈRE POUR LE COURT-MÉTRAGE: La Péniche des ars, 16° (527-77-35): en alternance : le Chien mélomane: la Pist du jour; la Demoiselle et le violoncelliste; le Pays beau; les Trois Inventeurs; Sants Irèce; Harlem nocturue; Que vivent les amateurs; Play Back; Toto.

Les séances spéciales

LA RECHERCHE DE Mr. GOODBAR (A., v.o.) : Films, (622-44-21), 20 h 10.

GIGOLO : Victoria, 1^{er} (\$08-94-14), h, + sam., 0 h 25.

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.): Châtelet-Victoria, 1° (508-94-14), 16 h + vend., 0 h 10. CITIZEN KANE (A. v.o.): Olympic-Luxembourg. (633-97-77), 12 h

CELINE ET JULIE VONT RA-TEAU (Fr.): St-Ambroise, 11* (700-89-16),+ mar. 21 h 15. LA CHEVAUCHÉE FANTASTIQUE (A., v.o.): Templiers, 3 (272-94-56), S., D., 16 h 15.

DELIVRANCE (A., v.o.) (*) 1 Calypso, 174 (380-30-11), V., S., 0 h 15. DERSOU OUZALA (Sov., vo.) : Saint-15° (532-91-68), jeu., 21 li 30, mar., 17 h., ven., 17 h 15, sam., 21 li 15,

DODES CADEN (Jap., v.e.): Snint-Lambert, 15: (532-91-68) jeu, 17 h., sam., 18 h 45, mar., 19 h 15.

ET DIEU LA FEMME (Fr.) : Templiers, 3º (272-94-56), S., D., 18 h. MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A., v.o.) : Templiers, 3º | 272-94-56), 22 h 15.

MON ONCLE (Fr.) : Templiers, ■ (272-94-56), S., D., 18 h 15. THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5* (354-72-71), 22 h 40 + 6 h 30. TOMNY (A., v.o.) : St-Ambroise, 11st (700-89-16), mar., 15 h 30.

LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.o.) : Templiers, 3" (272-94-56), 22 h. ZABRISKIE POINT (A., v.o.) 1 2 Films, 17 (622-44-21), 18 h 10.

YLA CANNE A SUCRE

Le Conseil constitutionnel annule certaines dispositions

Saisi le 8 juillet par des sénateurs de l'opposition et le 13 juillet par des députés de l'opposition, le Conseil constitutionnel a délibéré, mardi 27 juillet, de la confor-mité à la Constitution de la loi sur la com-munication audiovisuelle. Les juges consti-tutionnels ont retenu deux motifs invoqués par parlementaires pour déclarer contraires I la Constitution l'exclusion du bénéfice du droit de réponse de personnes morales à but lucratif et l'application aux

Sur députés le l'op-position qui de valoir que la loi méconnaîtrait le din de libre

circulation in pensées in in opinions, in qu'il in in l'article 2

l'homme u du citoyen, le Conseil

considère qu' « il appartient dégislateur de concilier, d'état actuel du techniques de leur maitrise, l'exercice de la li-

berté L' communication [définie par la article 2 (1)] avec, d'une

part, les movens de communi-

cation audiovisuelle et, d'autre

part, les objectifs de valeur constitutionnelle que i sauvegarde i l'ordre public, le respect i l'ili-L'autrui et i préservation i la

caractère pluraliste des manuel

d'expression sociocultureis auquel

modes de communication, par

leur influence, susceptibles we

Les impératifs and respectés,

time le Colle constitutionnel. En

outre, déclare le grief formulé par la auteurs la saisine

seion lesqueis la disposition relative

l'établissement d'installations

L'opposition avait également in-

voqué, à l'Assemblée nationale, la violation du principe il l'égalité de-

la loi, trois points. D'une

part, la haute juridiction relève que l'interdiction aux limit locales

privées ressources provenant de la publicité viole ce principe, dans la mesure

règle s'applique i toutes in ra-dios de inature. D'autre part, illi a constaté in autorisations

dérogatoires concernant les stations

ficier d'un régime dont les traits spécifiques 🖿 seraient 📂 🚾 rap-

sege masqué par son casque, ne laissant apparaître qu'un regard aussi impérêtrable que sea pen-sées, le pilote de formule 1 est

un homme seul avant le départ d'un Grand Prix. Est-il un homme

comme les autres qui prend, à

chaque tour, le risque de laisser se peau sur un circuit ? Est-il, au

contraire, un homme hors du

commun, conscient des risques qu'il encourt ? « La Grand Echi-quier », mercredi 28 juillet sur

Antenne 2, n'e pas vraiment ré-

autres. Il aime son métier, la

course, « qui est une passion »,

le risque, qui est inhérent à la formule 1. Mais il aime aussi la

vie et ses petites choses, les chansons de Julien Cierc et de Michel Sardou, le tennis et le

golf, la pêche, etc. Il se prend

aussi à aimer la musique classi-

dens tout cela, mais beaucoup de sincérité. Jacques Laffite est

un homme qui a son franc-parter et ne seit pas tricher. On ne l'a

cependant pas vraiment reconnu

mercredi soir. On avait rêvé de

passer un bon moment avec una.

bande de copains qui ont de l'hu-

mour et la répartie facile. Ce

n'est pas un hasard si le pilote

français a la reputation d'avoir

une e grande gueule ». Alors on à été un peu frustré. Où était-il le

u Radio-Solidarité. - • Muli-

dérange, des allures liberté : apporter soutien, mercredi juillet, la man qui se définit

M. Jacques Toubon, député II Paris

national III R.P.R. s'est

montré très critique à l'égard de la

liste 🖛 📶 publiées par la 🖚

mission Holleaux, sur laquelle

Radio-Solidarité ne figure pas.

décision, le visite le mandre decision, divisionnaires, vendre di 23 juillet dans les locaux le la

station ne relèvent-ils pas d'une vo-

ionte d'élimination politique, sont interrogés M. Toubon Mme Bernadette d'Angevilliers, Illian il

Rien, au fond, de très original

Jacques Laffite, qui court pour l'écurie Talbot-Ligier, est, appa-remment, un homme comme les

pondu à la question.

rait méconnu le droit 📰 propriété.

porter atteinte ..

territoires d'outre-mer de la loi. Les dispositions ainsi concernées n'étant pas inséparables de l'ensemble du texte, la loi peut être promulguée. La publication au Jourpal officiel devrait intervenir an début de la semaine prochaine. Le délai d'un mois prévu pour la nomination des neuf memètre écourté et les noms de ces derniers commes I la mi-août. La haute autorité sura II se

aui, ainsi, [violeraient] le prin-

pule que - toute per-

physique morale m but lucratif dispose d'un droit i rè-

ponse dans le les imputations susceptibles porter music à son

honneur un A sa réputation M diffusées dans le cadre d'une ac-

que la règles limitant le finance

leurs intérêts propres de l'ensem-ble des intérêts de la République.

Cette organisation est définie et mo-

distée par la loi après consultation

de l'assemblée territoriale intéres-

l'avis de assemblées concernées

· doit être porté à la Tombu

constitue un élément d'appréciation

nécessaire, ==== l'adoption == pre-

lecture de la loi par l'assem-

toires, tout an n'avant pes son

pareil pour poser les problèmes

On n'attendait pes, en reven-che, que Guy Ligier donne les rai-sons des difficultés posées par

Matra et son P.-D. G., M. Jeen-

Luc Lagardère, qui n'a, semblet-il, toujours pas l'intention de li-war à l'écurie Talbot le moteur

turbo qui deveit, il l'origine, équi-J.S.-19. En vanche, on attendait de Didier Pi-

roni, président 🖿 🗂 📉

pilotes professionnels
Jacques
qu'ils soient plus bavards sur les

questions de sécurité. On a, c'est

vrai, évoqué l'accident,

conséquence,

iullet.
(Pays-Bes),
entrant, près
kilomètres-houre, après

evoir perdu une roue, dans une

triple rangée de pneumatiques : on a, en revanche, ignoré celui de l'Allemand Jochen

pas. Si on leur annonçait au dé-

but d'une course qu'ils perdront le vie dans l'heure suivante, il pe-

rait évident qu'ils renonceraient

au Prix. Mais, surtout,

qu'on leur demande les de

usu de la commission un lui

prises à la hâte. . M. Toubon a enthis tell a critique I | ----

la politique de gouvernement son lui, = la lai sur

papier », 🖽 = Nu débordements du

hisssent l'esprit 📗 📓 loi ».

secteur public danne Minist me

. M. Michel Dahan, ancien

conseiller technique au cabinet de

M. Pierre Dreyfus, alors ministre

l'industrie, vient d'être chargé, par M. Georges Fillioud, ministre ila

communication, ecoordonner le

travail d'un d'études la réseau lignes V.H.F. (future quatrième chaîne).

l'audiovisuel n'est qu'un chisson de

renoncer à leur passion.

■ III. Jacques Toubon (R.P.R.) la station en affirmant : - Les déci-

de la formule 1 ?

Passions et silences

des pilotes automobiles

Les mains gantées croisées Jacques Laffite qui, sur les cir-sur le volant de son bolide, le vi-

mu let lucratif ».

berté d'entreprendre.

cipe d'égalité ».

de la loi sur la communication audiovisuelle

formation de sou statut et de ses missions, ne pourrait être de ses missions, port avec leur particulière blée dont ils font partie ». Constatant que un avis n'ont un été En revanche, le Conseil constituinformé de la consultation », ne semble pes avoir en connaissance de n'admet pu l'exclusion de du mail de réponse, dont le un résultat, le considère loi frappe les personnes morales la but lucratif. L'article la la loi sti-TOM n'a pas été décidée selon une

procédure conforme à la Constitu-tion ». Il déclare donc contraires à la

Constitution les membres de phrase

faisant référence un territoires d'outre-mer.

préoccuper très rapidement de la nomina

tion des présidents des nouvelles

instituées par la loi. Les décrets installant

différentes devraient égale-

ment être rapidement comms pour ce qui concerne TF 1, Antenne 2 H Radio-

France. En revanche, l'application 🍱 🔛

loi pour FR 3, qui subit une grande trans-

(1) L'article 2 de la Prime des de Cara de citoyen de que : « La libre communication des pensees et des opinious est un des droits les plus précieux de l'homme : tous citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf il répondre de l'abus de cette liberté in les méterminés par il

PLUBLICITÉ SUR FR 3 DÈS JANVIER 1983

La publicité ferascion toute vraisemblance, apparition dans programmes & FR 3 dès H 1^{er} janvier 1983. La R.F.P. (Régie française de publicité) 🚥 💶 train d'étudier, manufacture, les modulités de placement no spots, and un crè-Jeux de M Leans -.

Cette introduction il i réclame sur 🖬 troisième chaîne, qui devrait officialisée après 🖩 promulgathe de la nouvelle la relative à l'audiovisuel,n'aura d'abord lieu qu'au niveau national. Mais, un deuxième temps, expériences lipourront live tentées III plan régional, sum l'accord un la participation is la prese locale.

Pour la première année, les ressources publicitaires E FR I m devront per dépasser marie M ... manua cumulées, en in matière, par le lett meet chaînes, a représenterm due quelque 250 million in

Jeudi 29 juillet

tivité de audiovi-suelle. Le Conseil décide positions exprimées per la mon PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h III Le e policier » du jeudi : les Fugitifs. Tilélim de F. Charles, avec B. Menez, E. Mazz, C. Gensec. Jacques-Henri Lewoux (Bernard Menez), jeune fonction-A propur du dernier grief formulé par la députés, le Causal considère

Jacques-Henri Levroux (Bernard Menez), jeune fonction-naire, trouve sur son councé une jeune fontne avec un poi-guard entre les seins. Mais la femme sauvagement assassinée ast heuressement vivante : affaire à suivre. h Série documenteire : Espace de l'islam. De Michèle Armud et Nudimad Dine Banate. Architecture et sculpture des mosquées et des écoles corani-ques, enluminanes et calligraphie des textes sacrés, le trou-lieu des des cette belle série un invitation de de activités de communicam par la publicité marmaria la ne contraires, an elles-mêmes. liberté de communiquer ni la li-

La saisine del sénateurs de l'oppo-lle s'appuyait reference sur l'ar-ticle 74 de la Constitution qui ma-22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: 42 que : « Les territoires d'outre-mer le République en conganisa-tion particulière tenant compte de

20 h 35 Club des télévisions du monde : L'Ogre de Barbaria.

Barbario.
Téléfin de la S.S.R. suisse). P. Matteuzzi.
Avec A. Prucaal, B. Fresson. Mady.
Un petit village suisse pendans la dernière guerre su par une
fillette de douze ans devenue résistante maler dile, ceurre
parfois touchante mais d'une lenteur désespér.

22 35 Variôtée : il aimo lo

Avec P. Arbel; ballade à travers la masique populaire suisse. 23 h 15 Journal.

TROISIÈME HALE: FR

périphériques ne vont pas jusqu'à des parlementaires, pour lesquels il permettre de me dernières de mé béné constitue un élément d'appréciation

20 h 35 Cinéma suns visa : Angel.
Film thallauluis de C. Chalerm Yukol (1972), avec V. Ususrin (v.o. sous-tinrée).
Une natur villageoise quiete su famille pour rajoindre à
Banghok un hompee dont elle s'est éprise. Celui-ci la livre II
un réseau de provitution. Elle se foit une place dans est enfur puts charche à y échappar.

Maigre to es des scènes de violence façon karaté, ce film, réalisé pun montrer l'harreur d'un fléau sociol, no peut laisser indiffé

22 h III Débet : Le prostitution en TheRende. Avec S. Crussman, journaliste, amienne correspondante

3 Los Angeles; and Sabater, journaliste à

Jacques directeur d'une agonce de voyages,
Pierre Marchand, responsable pariage 25 h 5 Journal.

23 h 4C Encyclopédie audiovisuelle du cinéma. Une sère de C.-J. Philippe (redif.). Le cinéma en son temps. Le cinéma après la crise de 1929 a fraid dans le das : avec A nous la liberté, de René Clair, La vic est à nons, de Jean Re-

O h 10 Frisiude à la muit.

Les Quaire Sassons (l'Automne), de Vivaldi, par l. Stern et philharmonique d' dir. P. Salinger.

FRANCE-CULTURE

28 à, Nouvens répertoire dramatique : Même les oissess ac pes-vent pas toujours planer, de L. A. (2º partie),
22 à 16, Musique caregistrée.
22 à 36, Nuits anguétiques : Le condition des voix (en direct

FRANCE-MUSIQUE

20 h, D'une oreitse l'autre i Bruckner. h 30, Concert (en direct du clotre Saint-Louis): « Hercules », oratorio de Haendel, par l'English Barrous Soloists Mostaverdi Choir, dir. J. E. Gardiner. Avec J. Smith, S. Waller, C. Denley, A. Roff-Johnson, J. Tomlinson.
 h 30, Les and A. Lubéron.

Vendredi 30 juillet

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

12 h 30 Feuilleton : La porteuse de pain.

13 h Journal. 13 h 35 Série : L'escadron volant.

16 h 45 Croque-vecances.

Peuilleous, dessius animés, bricolage, variéria.

18 h 25 Série : Les anmées d'illusion.
D'après A.J. Cronia, réal. P. Manteuzzi. (Redif.)

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 48 Encore des histoires.

20 h 35 Variétés : One man soul, Roger Pierre.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2 10 h 30 A.N.T.LO.P.E.

12 h 15 La vérité est au fond de le marmite. Navaria de moutos.

13 h 35 Série : Tomerre.

14 h Aujourd'hui la vie.
Entre l'arbre et les Corses (Redif.).

15 h 5 Série : Moi, Claude, empereur. che 25 juillet, sur le circuit du Alors les pilotes de formule I 15 h S5 Sports: Football.

Les grands mements des demi-finales et de la fin
Mindial 82. hors du commun ? Probablement

Récré A 2. Spectreman ; Balour et Bala ; Casper and amis, 18 h 30 Journal.

18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.

18 h 20 Emissions régionales. 19 h 45 Dessins animés. Journal

20 h 35 Téléfilm: La Christ s'est arrêcé li Eboli.
D'après le rousan de Carlo Levi, réal. Francesco Rosi, avec
G.-bl. Volonte, P. Bonsceifi, L. Mansari, I. Papen, A. Cony ...
Carlo Levi a quitté Cagliano, mais ses pansées continuent à
aller vers le Sué. On le retrouve chez lui au milleu der
aubleance qu'il avait peints là-bas. La fin de quatre épisodes,
aplandides en inclien avant leur « saucissonnage » et leur
doubleme en feminis ublage on fronçais.

doublage au françaix.

h 35 Apostrophes: La fomme dans son miroir.

Magazine linéraire de B. Pivot. Avec R. de Roselle (la Mode), M. Delbourg-Delphis (le Chie et le Look; Histoire de la mode féminine et det mirans de 1850 il nos jours), E. Fouquet et Y. Entblehler (la Besmé, pour quoi faire), V. Drucker (Tombre d'une mutre), P. Fournel (les Grosses Dhammar)

h 5 Ciné-club (cinéma d'été, cinéma a success): Smoke.
Film français de J.P. Mocky (1961), avec F. Ekunche,
E. Labourdetto, V. Nordey, G. Hoffmann, M. Lonsdale,
C. Mannard, H. Pririer (N.).

Après la mun de président d'une coopérative leitière, imquatre dévecteurs aujointe révaltant d'intriguet, et de
combines, chacun pour obtenir sa succession. Le plus multifinte le production. d'auteurs) : Snobs.

Après la mon du président d'une coopérative leitlère, un quatre d'inveseurs enjoints rivulisant d'intriguet, et de combines, chacun pour obvenir sa succession. Le plus mulia flatte le snobisme des montre de la villé milieu provinciet, triomphe de l'arrivisme et du cynésme de bêtite. Mocky mettalt alors au point le consique surcustique, le style jeu de massuere dont il s'ess fait, depnis, une spécialité.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

18 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 40 Pour les jeunes. 19 à 55 Dessin animé.

20 h Les jeux de l'été.

h 35 Le nouveau vendradi : images afgi Une émission de R. Pietri. Reportage : M. Rikana et J. L. Marianion de R. Pietri. Reportage : M. Rikana et J.

evec les pouvres et la Table e

FRANCE-CULTURE

la 2, Avignan: IMPRO (Du têxte à la rue : le mariage).
 la 5, Agora : Cet Orient proche et lointain, avec Jean Botero.
 la 45, Panaraum : Avec Jerge Sempran; Actualités de la

13 h 30, Avignou: La famille Fenouillard.
14 h. Sona: La Camurane.

14 h. Sons: Le Camargue. 14 h S. Un livre, des roix: « L'ange affamé », de R. Vadisa. 14 h 47. Les iscouses de l'idistoire : Agostino Chigi.

J. Cayrol, lucs par G. Trijesa.

19 Les grandes avenues de la acleace mederae : Le

20 h, Relecture : Les poètes fantaisistes. 21 h Black and blue: Le ja22 en France et les régions. 22 h 30, Nute, magnétiques : La condition des voix (en direct

FRANCE-MUSIQUE

12 k. Concert (en direct du cloiure Seint-Seuveur, II Aix) :
Musiques provençales
Bachas et Montjoin.
13 h 5, Histoires de jazzet.
13 h 5, Les concentrares de les parts.

13 h 35, Les compositeurs régionans.
14 h, Histoire de l'Opéra de Marselle : L'Opéra (1968-1982), ouvres de Donizetti, Straum, Bellini, Verdi, Pucciri, Saint-Saens, Berlioz.

h, Par les roes et les reelles. 17 h. D'une oreille à l'autre.

40, Club de la presse.

18 ls, Une beare avec...

20 1. D'une orelle l'antre : Rimsky | 20 1. 20, Ceacert (émis de Stuttgart) : Loqui , pour orchestre, de Reimann; « Symphonic nº 4 », — Schumann; Extrairs de « Lear », de Reimann, par l'Orc. — symphonic de « Lear », de Reimann, par l'Orc. — symphonic nº 4 », — Schumann;

nique de la radio de Stuttgart.

22 la 15, L'évépement ve d'Ale.

22 la 30, Les grands hommes de Provence : Saint-John Perse.

11 la Festival de Jazz de Juno-lot-Plus : Ray Charles.















The second secon

Wicker

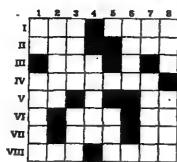
INFORMATIONS « SERVICES »

RÉGIONS

UN COIN POUR JOUER

■ Nombres croisés à curiosités mathématiques ■

Remplir la grille ci-dessons avec des nombres en chiffres arabes,
les définitions, en sachant qu'on appellers « nombre puindronnique » un nombre qui se lira de gauche à droite comme de droite u gauche, de haut en less comme de bus en haut, tel 23 432 ou 6 886 : des
nombres tels que 222, 444 444 ou 33 seront déponnés « nombres unichiffres ». Seront dits des « nombres constitués de chiffres directement
chiffres ». Seront dits des « nombres constitués de chiffres directement consécutifs » des nombres tels que 456, 345 on 654 321.



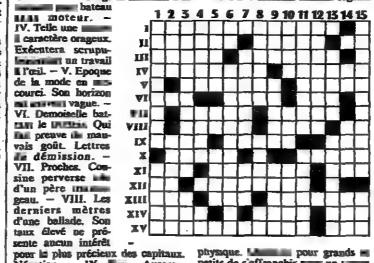
de deux chiffres (ce carré mi nombre churred chiffres);
qui vit la chute d'un empire. — III.
Un multiple de 138. — IV. Un nombre unichiffre qui est le produit d'un
chiffres directement malatini en unitsi Mariani par un chiffre, auquel on ajoute d'un département de l'on manue plus de Vertus que de Vices. - VI. Un

MOTS CROISÉS ----

PROBLÈME IN MAI

METRIC RESISTANCE PARKETS

I. Celle d'un futur Petit Caporal accéda au titre de maréchale. - IL Port soumis à une certaine pollution. Le vaisseau principal in a la Copulative. – III. Mange la la favour d'une caracter Agents bateau



pour le plus précieux des capitaux.

Négation. — IX. — « Aurore »

Paule de sa gioire. — leur maîtresse. Le poids des préoccupe plus — préoccupe plus — réoccupe plus — reserve de leur maîtresse. sions. - X. Noble dame dont le salon plus le que finances de couper le coupe will de couper l'autre de paradoxalement lorsqu'il y prescription. Sa vie ne fut pas sans Mystères. — XV. Reprise possible paradoxalement stoppé. Cardinal.

VERTICALEMENT

sere celle des champs. — XII. Pos-sessif. Agent de la sûreté chargé de faire la police. — XIII. Condensé de 1. Celle de la rosière est plus rare que L'apogée de la L'apogée de la C'est quand s'en garder. E l'est quant s'en garder. E l'en l'en liée II nous par une chaîne. 3. Font pèrdre prématurément situation intéressante. Sigle I l'entre l'entr anciente l'emploi. –

4. Qui ne les usages. Dauphin régnant dans le domaine des nalades. Forme d'avoir. – 5. Imaginer. Sur | lettre pour laquelle généralement pro-quelle généralement pro-facteur. S'accroche i qu'elle tient. — 6. Interjection. Restaura-tion d'un palais servant i la restau-ration. — 7. Agent pouvant prévenir de mauvaise humeur. Telle promise. — Mill compris peu de blanc suffit I le rendre gris. Valeur en abrégé d'un Louis neuf. – 9. Sujet que des personnes réservées évitent de mettre en IVIII Locture généralement courte, mais ne manquant pas d'illustration. Ville du - 10. Aug as sans avoir pieds terre. de cou-Végéter sous caresses de - 11. Auteur plus imagina-Il que réaliste. Fait le perroquet pour instruire buses. - 12. Génératrice 📰 voûtes 🔳 courbatures. -13. Filet parfois plongé dans mu homonyme. Qui ne saurait être compa-tible avec une célèbre comédie la Musset. - 14. Note. Evocateur d'arbre vert et manteau blanc. Toiles légères. - 15. Quand cette femme vous saute au cou, ce n'est pas par débordement d'affection. Manche

Solution du problème n° 3242 Horizontalement

s'exécutant en court et en manches

1. Nébulense. – II. Ope. Essor. –
III. — IV. Trone. Nue. –
V. Rops. Tir. – VI. An. Tare. –
VII. Réparer. – VIII. Agaric. Pi. –
DX. Mime. Vis. – X. Ure. Gaine. –
VI Socia Ess XI. Sosie, Fer.

1. Nostradamus. ~ 2. Epige. (Tour d'Italie). ~ 3. Be-Bop. - 4. Austère. - 5. Lèse. Api. Gê. - 6. Est. Trac. - 7. Usi-nier. Vif. - L. Sœur. Epine. -

9. Erne. Griser. **BUY BROUTY.**

PARIS EN VISITES -

SAMEDI 31 JUILLET

Les jardins du Trocadéro .

15 heures, devant i Musée
l'Homme, Musée

"Crypte de Notre-Dame »,
15 heures, parvis, Mile Brostais.

- Hôtel de Sully », 15 heures, 62, me
des historiques).

- Naissance ! l'écriture »,
heures, (Approche l'art).

l'art).

- Basilique (L'art pour tous).

- Le quartier

touraé - L h 15, 3, Dognat
(M= Barbier).

- Hôtel de Lauzun - 10 h 30, emrée
quai d'Anjou (M. Bonchard).

- Saint-Germain-des-Prés -, 15 h 10,
devant l'église (M. Czarny).

- La Mosquée -, 15 heures, place du
Pairs-de-l'Ermite (Commissance d'ici =
d'ailleurs).

L'abondance il l'actualité nous oblige à man à demain

prions nos lecteurs bien vouloir nous en excuser.

_A PROPOS LA LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE

Un « triangle jaune » Bayonne - Dijon - Nice

La mission interministérielle l'eau, d'état-major de crise constitué pour pallier les méfaits de la séche-resse, se réunit, ce jeudi 29 juillet, l'Paris, sous la présidence de M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement. En s'appuyant sur les rapports expédiés par im préfets des départements les plus touchés et sur les observations rassemblées par les articles régionaux d'aménagement de eaux (S.R.A.E.) elle devait dresser une photographie de la situation à la veille de départs du mois d'août.

pluviométrique régions (Limousin, Auver-Bourgogne, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et W. Pyrénées), altra qu'en 1970 la quasi-totalité du la avait

à l'intérieur 😅 ce « triangle isune > tous inquiétude.

commission la Contraler ili i'esu. Cependent bil ne pleut pas en août, les Pyrénées-Orientales, l'Aude, la Gard al la cette fois en difficulté. Dens ce cas, il est prévu de faire appel li des camions citames privés et, éventuellement, à ce de l'arprofondire forages on interconnexions production. In the company of the cost tra-

district the second Nombre im communes échaudées la la de 1976 ont amélioré, depuis, la approvisionnement en se raccordant - par - rien faire faire sgrandissant le san faire sgr tuyaux o -

L'aide d'E.D.F.

Le situation est, également, moins inquiétante qu'il y a 🔤 car les barrages réservoirs pleins. Néanmoins, un nombre de petits cours d'eau, manufacture la Var. sont dem im état critique. La baisse lie débit est telle mu toute vie piscicole est impossible. Im pêcheurs qu'ils ont opérés à grands perdus et qu'il micre deux

Principal artifations: # dé- à tres au pour que le poisson

E.D.F. a accepté d'ouvrir in the d'un beautiful d'ouvrages pour memorater m niveau du Gapeau, 🔤 🖿 Var, de la Drôme, du Lot et de l'Avey-ron. I Allier, c'est le barrage qui mis contri-bution. c'était nécessaire, d'autres lâchures opépour soutenir étiagas. M. E.D.F. étiagas. dédommagée pour lu lumina qu'elle pro-

Programme and les agriorganisme d'aménagement bydraulique, usame la Follio 🖦 I Gascogne, in Sachie du transi dei Prominica et celle du Bas-Rhône-Languedoc, pu pu à irriguer, ailleure on a some enregistré des ricashimi A peu près partout, lu fourages imporum l'agriculture m débloqué une pour permettre aux de le s'approvisionner and factor régions. En la coup la du 7 juillet la eu la efnéfastes sur dans le Var, les Bouchesdu-Rhône, la Haute-Loire, l'Aveyron, kandes et le Gers. Ce département ■ d'allsinistrée. On ne récoites seront

Pour man I man in in in situation, le ministère 🝱 l'environnement ≡ chargé ■ ■ régionaux d'aménagement des, eaux (S.R.A.E.) à faire au les et des prévisions les jaugeage, limite celles de la météo, celles du Bureau géologige et (B.R.G.M.) cui fournies les gestiondes barrages-réservoirs. Dans chaque département, un tableau synthétique au préfet ill premier et le 15 de chaque mois. All s'engaget-on, me degrés, men une mutu destion de ce risque qu'est 🗎 sécheresse.

AMBROISE-RENDU.

Le Monde

Le Monde Dimanche de l'été

- Ceux qui construisent leur maison. Enquête Marie-José Bernardot.
- Une interview de Nicolas Schöffer, par Jean Mandelbaum.
- Tranches de drames : Le crime du Bai ata Victoire, par Josyane Savigneau.
- La France table : Le Nord-Pas-de-Calais, par Georges Sueur.
- Douze leçons de philosophie : Réalités, par Michel Serres.
- Si j'étais... les autres, par Jacques Lanzmann.

LA PAGE JEUX, LES RUBRIQUES « DEMAIN », « ÉTRANGER ». « ACTUALITÉ DU DISQUE »...

Le feuilleton : Dix petits nains, par Pierre-Jean Rémy. Chapitre VII. : Y a-t-il un tueur dans la salle ?

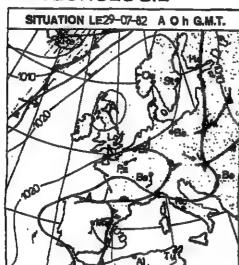
L'illustrateur de 🖿 semaine : Jean-Pierre Cagnat.

nombre premier palindromique; un carré. - VII. Nombre qui évoque une révolution et qui est égal à la somme des carrés de mains consécutifs de chiffres; carré. - VIII. Un premier (le chiffre des centaines est égal à la somme muités);

1. Un nombre qui est un signe d'élégance ; le produit de denx bres - unichiffres - unichiffres - unichiffres - unichiffres - 2. Le carré d'un nombre de trois (la nombre - 25). - 3. Le nombre formé par le chiffre milliers - celui la carré - 25). derniers (la quatre chiffres 15); un multiple unichiffre 37. – 4. Li multiple (la des deux premiers chiffres supérieure la la chiffres des deux premiers chiffres de la chiffre de la chiffr - 5. Un multiple de 71. - 6. Anna qui vit s'affronter de troupes royales et l'armée bretonne. - 7. Un nombre premier ; le d'un manichiffre » d'un chiffres. - 8. Un carré (la manue de chiffres est 16) ; année qui vit la dispari-

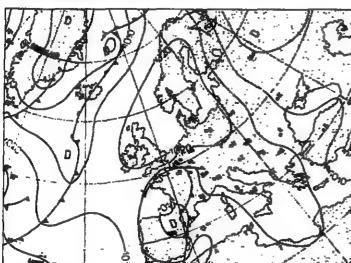
JEAN-PIERRE COLIGNON.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 30,07 DÉBUT DE MATINÉE

PRÉVISIONS POUR LE 30 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



OTENIE NOTIONALE LISTE OFFICIELLE DES COMPRIS, AUX								
TRANCHE DE JUILLET DES SIGNES DU ZODIAQUE								
MVSCM If you	PINALES PLEASE PROS	SIGNES ALCONICON	SOMES SAYIR	TERMI NAISON	FIRMLES IN THE ROS	SIGNES	Payen	
	71 t 1 101	tous signes tous signes giverna autres signes	F- 100 986 16 163 1 100 10 106 1 100 1 100 10 100	Dus signes 5. 100 5.06 5.06 100 100 100 100 100 100 100 100 100 1	5	83 255 23 786	ograda gelrės Signos lios gutrus signes	F 150 cdg 75 cdg 150 cdg 15 cdg
	1 1461 5 461 8 938	sancer setres signes versese autres signes sagistaire		6	9 946 2 926	Labress astres signes poissons outres signes	.10 000 1 000 15 000 1 500	
1	8 621 15 703 24 725 34 391	Julius Stignes belier buttes Stignes capricates buttes Stignes autres Stignes vieras stignes	15 100 15 100 15 100 15 100 15 100 15 100 15 100	7	17 293 543 65 232 65 627	tool signes tool signes tool signes genear autres signes tarreis autres signes	782 400 400 150 000 15 000 15 000 15 000	
	26. 50	autres signers possume autres signers	15 100 150 100 150 100	8	96. 2 140	toos signes biller autres signes balance	704 20 200 1 200 10 000	
2	5 332 7 427 8 ALF	dutres bignes dutres bignes	10 009 1 000 10 000 1 500 15 009 15 009 14 000	·	6 000	aptres signers poissons aptres signes	1 880 10 900 1 909	
	33 AQ2	Satus 2rdmer bostrome 94/167 radmer Granter			6 929 59	tost signes tost signes scerpion pulity bigues	100 230 10 190 1 100	
3	0 2A3	Autres Signer	34 D00 3 400	9	9 2 200	Emprication andread Sugara-	10 100 15	
4	404 0 776 70 500	onicas Primas Onicas Primas Printeiro Printeir	15 000 15 000 15 000		9 565 24 359	autres signes halance entres signes segistaine autres signes	150 150 15	
5	95 245 8 425 9 765 9 825	Tous signed Son signed Europe Julies Signes Hitres Hitres Scorpus Hitres Signes Hitres Signes	200 400 - 15 002 1 500 15 908 1 500 15 003 5 003	0	25 630 2 140 2 430 3 430	tous signes conter autres Signes lige autres Signes course signes scorpion autres signes	15 15 15 15 150 150	
				12.1	NOUT TO	actives signing	15 100	

COTTAIN NATIONALE - THANCHE DE JUILLET DES GIGNES DA SOUSAGNE - Nº 🖼

32 47 HEART COUPLEMENTAIRE Évolution probable du temps en France entre le jeudi 29 juillet à 0 houre et le vendredi 30 juillet à 24 houres : Le minimum centré sur le nord de l'Espagne dirige vers la France des masses d'air humide et instable à caractère orageux qui s'étendront principale ment à la moitié est du pays.

ment à la moiné en du pays.

Vendredi, une zone de temps couvert et orageux s'étendra dès le matin des Pyrénées an Massif Central et aux régions du Nord-Est, ainsi que sur les Alpes et le lura. Des précipitations orageuses, donc très irrégulières, seront observées, et elles seront localement fortes, principalement sur les versants sud et sud-ouest des massifs montagneux. L'activité orageuse sera plus modérée sur les régions méditerranéennes, mais une forte nébulosité prédominera. Sur l'Aquittine des averses orageuses mais plus localisées seront observées; les périodes ensoleillées prédomineront sur le nord de cette région. dominerant sur le nord de cette région. Sur la Bretagne, la Vendée et la Normandie, les passages muageux, parfois accompagnés d'averses, seront fréaccompagnés d'averses, seront fro-quents, principalement près des côtes de la Manche. Le Bassis parisieu, en bor-dure du corps crageux, comaîtra le plus souvent un ciel muageux avec précipita-tions orageuses localisées sur l'est de la région. Les tecupératures maximales avoisineront 21 degrés à 28 degrés du Nord-Ouest au Sud-Est. La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 29 juil-let. 8 heures, de 1 010,9 millibars, soit 758,2 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffra

758,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 juillet; le second, le minimum de la nuit du 28 an 29 juillet); Ajaccio, 27 et 17 degrés; Baurritz, 25 et 15; Bordeaux, 26 et 14; Bourges, 24 et 14; Brest, III et 14; Caen, 20 et 16; Cherbourg, III et 14; Caen, 20 et 16; Cherbourg, III et 15; Ferrand, 24 et II; Dijon, 23 et 20; Grenoble, 24 et 12; Lille, 23 et 15; Lyon, III et 14; Marseille-Marignane, 30 III et 14; Marseille-Marignane, 30 III et 14; Marseille-Marignane, 20 III et 14; Nice-Côte d'Azur, 26 III et 13; Toulouse, 28 et 16; Perpignan, 27 et 17; Rennes, 22 et 14; Strasbourg, III et 14; Tours, 23 et 13; Toulouse, 28 et 18; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevões à l'étranger;

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 24 et 15 : Athènes, 30 et 23; Berlin, 26 et 14; Bonn, 19 et 14; 23; Berlin, 26 et 14; Bolin, 19 et 14; lies Canaries, ■ et 27; Copenhague, 25 et Ⅲ; Dakar ■ et 23; Djerba 36 et 24; Genève 22 et 12; Jérusalem, 29 et 18; Lisbonne, 15 et 17; Londres, 23 et 12; Lixembourg. ■ et 12; Madrid, 29 et 18; Moscou, 24 et 14; Nairobi, 27 et 18; Moscou, 24 et 14; Nairobi, 27 et 15; Moscou, 24 et 14; Nairobi, 27 et 15; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; Moscou, 24 et 28; et 20; De la lies 18; De la l 15; New-York, 28 et 20; Palma-de-Majorque, 32 et 22; Rome, 29 et 19; Stockholm, 21 et 9; Tozenr, 42 et 29; Tunis, 36 et 26.

(Ducument établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.) PIERRE LICHAU, un nom qui évoque

20 ans de recherche et

d'adresse. D'une petite

agence de petites

annonces PIERRE

LICHAUS.A.est devenue

un groupe important oriente vuru lu domaine

a Communication.

2 agence de publicité

société privée de Télex,*

importanté Sté de publicité commerciale PME/PMI, le

groupe diversifie ses activités

vers le traitement de texte 🗐

enfin la formation professionnelle.

ORGANISME D'AMÉNAGEMENT

région - or Fanta

recharche

UN RESPONSABLE

D'OPÉRATIONS

Expérience souhaitée # à 5 ans pour le mon-

tage et in négociation d'opérations d'amé-nagement.

- Formation juridique. - Bonnes connaissances i problèmes

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 43891 M à BLEU Publicé

17, and du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

(qui transmettra)

CETA

Groupe STERIA

Bureau spécialisé (domaine aérospatial)

INGENIEURS

Diplômes grandes (specialisation aéro-

nautique mais non nécessaire) Débutants ou ayant quelques d'expé-

Ayant une bonne aptitude rédactionnelle.

Lieu m travail : ANGOULEME (déplacements

Vous vous limited la la la de la com-

mande optimale, et 📱 🖼 mise en œuvre

Vous souhaitez travailler au en d'une petité

Envoyez votre dossier de candidature J.L. DURIEUX

CETA 28, 📭 🖿 Bélat

16000 ANGOULEME

ANIMATEUR

🔤 courte durée 📱 prévoir)

pratique sur calculateurs miligne,

numérique,

équipe dynamique.

pour a 15 septembre 1982.

pour se bibliothèque municipale neuve:

un sous-bibliothécaire (option lecture).
Echelles indiciones réglementaires.
Candidatures 1 1982 et renseignements service personnel, marre 90020 SELFORT
Tél.: 28-05-14, p.

emplois reglunaun

d'implantation il logements et de

recrutement, 1***

OFFRES D'EMPLOIS

ETUDIANTS

(GARCONS OU FILLES) Vous cherchez un travail III Août (4 II 6 semaines) Nous vous proposons, gestion d'un petit libre service alimentaire dans Paris ou qualite de :

RESPONSABLE ou AIDE

— III ans minimum pour IIII responsables
 — être IIII nationalité française, actif III

- si ponnin Ecole de Gestion. Présentez-vous cartes d'identite, sécurite sociale il étudiants + photo Juillet partir 9h. 51, IN Richer - Tel 770.74.10

A new french paper film launched by established UK publishers urgently requires following personnel experience wing personnel experience

Free III

Career please to Defoe Publications. Defoe 20 Wandle Road, Morden, Surrey, England 64Q Early Paris for and applicants.

sports & loisirs

Départ Paris 7 août. Retour Paris 20 août.

JET EVASION 260.30.85

112, bd Voltaire, 78011 Marie France 205, rue St-Honoré, 75001 Paris

eulomobiles

cent mille pneus

en mala d'une la mo

Sans rendez-vous pneus, amortisseurs, freins, parallélisme,

spécialiste des jantes et pneus larges taille basse

toute prestation immédiate

e Rech. d'urgence Technicles projectionniste, 16 et 35 mm. exigées. Culturel, Vernières le Susson. JOURNALISTE

Quartidien régional
CHERCHÉ
JOURNALISTE LOCALIER
diplômé d'une école profession
nelle, deux ane d'empériene
minimum, bonne
des dossiers sportifs.
Ecrire sous le n° 24 1.66 1 M,
périle. Deposes

dens is cedre W son expansion (C.A.: + 42 %) DES COLLABORATEURS COMMERCIAUX (H. ou F.)

(moyenne mensuelle de nos consult. en 82 : TLLE F).

RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Paris.

bateaux

NUMBER OF STREET diverses L'État offre de nombreuser possibilités d'emplois stables blen rémurérés à tourse et cou avec ou sans diplômes. Demandet une documentation sur notre revue soécialisée

> travaux ii façon

ENTREPRISE - Sérieuses références effectue trav. peinture manuiserie, décorat. coordinate

Part. vd mpt. 804 D turbe 80, 61,000 km. boîte 5 vir. + ttes pièces, 22,000 F + mpt. Bagha-ern et 4 roues alu. 35,000 km. 3,000 F. Téléph. : 781-69-88. OCCASIONS SANS RISQUES QUALITÉ PRIX LANCIA

148.rtedelaReine92100B0ULOGNE 603.02.02

AUTOBIANCHI PRIX SPECIAL du 1•7au 30•7 747-50-05 70, av. Jean-Moulin 539-57-33+

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30

de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

L'immobilie*r*

appartements vente

3º arrdt

5º arrdt ISSIEU 180 m² -LOFT-TRAVAUX.

JARDIN DES PLANTES GD LUXE. Facade Pleme de LE POLIVEAU

DU 2 AU 5 PIÈCES Oxelques DUPL_TERRASSES Vue panoramique. Livrés entierement équipés Tiesu mural, moquettes e LIVRAISON FIN 1982

13.500 F le m², CRÉDIT POSSIBLE 80 %.

tundi, mardi, jeudi, vandredi e namen in 14 h ii 11 h, l et 3, rue POLIVEAU.

PANTHÉON

Dans couvent XVIII s. rénor asc. darmer étage, charper apparente, sur jardin inténeu magnifique 5 pieces, état neu Prut : 2.520.000 F. Tel. : 101 35-31 III mate

6º arrdt QUARTIER LATIN YUE

7º arrdt

RUE DE SÈVRES n mezzanine, 3º ét., GARSI - 567-22-68,

8° arrdt

AV. FRIEDLAND

cuisine équipée, balcon, sofet. 9° arrdt

R. Studie stdg. Pièces. 85 m² rue, étage, confort. 17 F. Téléphone : 705-02-16.

12° arrdt IMMEUBLE RÉNOVÉ

MAISON 6 PIÈCES + jardin 120 m² Prix : 1.400.000 F sur place joudi 29 judiet, 9 heures à 15 heures

19, rue de la SAINTI SAINTI Saint-Mandé-Toureiles).

13° arrdt **AVENUE DE CHOISY** B poss aménagées. Bel imm. Est-Quest, 9º étage, 113 m² + balcon, parking, cave. Ecoles et lycées proches. — 900.000 F. 76l. 58B-05-03 ou 584-39-02. Visits de jour toute la journée.

14" arrdt

SQUARE MONTSOURIS maison, 2 RECEPT.

Propriétaire de la bel stem., 2 pièces 43 m², bon étes, 320.000 F.De 14 à 18 h.

17° arrdt 45, AV. DE VILLIERS

15° arrdt

SÈVRES-LECOURBE

32, RUE LECOURBE

REHABILITATION DE 2-4 ET 5 P.

+ duelques STUDIOS reites lundi, mardi, joudi 12 le te h. MariéDiaTe.

Harristo-Ve-Claims

BOULOGNE

DOULYUNG.

LOIS, MÉTRO.

Réception de haute qualité.

Réception 50 m².

A manager, cuis.

équipée, 3 mbres, 2 selles d'asu, 1 salle de bains.

TERRASSE sellent privates.

NEUILLY DANS HOTEL PAR-TICULER PIERRE DE TAILLE ATELIER LOFT

eménager, grande hauteu is plefond. 5,000 F le m' Téléphone : 325-33-08.

Province PORT LA CONTROL - III

Paris

Pr notre client., Pull. CHBRES, STUD., 2, 3, 4 p., sans frais.

Téléphone 254-62-30.

PROPRIÉTAIRE

LOUER SANS FRAIS

VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 houres

CLIENTS SELECTIONNES LOYER GARANTIE

TEL. 359.44.00

CHERCHE LIEU D'HABITATION
120 m² minimum.
Paris ou bentieue,
svec grand jardin,
travaux acceptes.
Loyer environ 3.500 F.
Sérieuses références.

PROPRIÉTAIR LOUEZ rapidament.
Service gratuit -

GIF-SUR-YVETTE PORT FITOU

Prior Perpagnan, Portage
Près Perpagnan, Portage
dens roud, priv., neuf, 65 m²,
hab. + 30 m² terrasse sons
vis-à-vis sépour 24 m² avec
Krich + 1 ch. + 1 s. de bains
+ 2 w.-c., embremment équip,
pouvent recevoir 6 port. Sur
place, plage, places, terras,
restaurants commerces.
Après 19 h, 750-21-45,
sur place après 18 juillet,
[appt J.C.]. CHATOU RÉSIDENTIEL, malson de ville perfait état, séjour, 3 chbres, cuis., beins, mars garage, jardinet, Prix : 600.000 F. AGENCE DE LA TERRASSE, LE VÉSIMET, piú, 976-06-90.

propriétés CORPS DE FERME II amén., sur 1.500 m², 130 Est III f (1/2 opt), solde à IIII Tés. 808-25-52.

Incations non meublées demandes

IRLANDE, Cottages, MAISON è vora, G. Fitzsimons, Glandore, Tél.: (19) 3 3 21291181.

Salmt-Thibeutr-dee-Vignes
A vendre MAISON meulière,
compren, r. de ch. ;1 saile à
manger, selon, cuisine, w.-d.
je ét. ; 3 chibres, s. de bns.
2º ét. ; 2 ch. + possib, selle de
bairs. Scus-sol total + dépend. Sur 1.600 m² de te rain,
moité des ger.
Priz : 550.000 F à débetire.
Tél. ; 404-75-51, apr. 20 h.

TERRAIN 5.000 m² : 850.000 F DE L'EUROPE

(Région parisienne

Province PARTICULIER CHERCHE A LOUER AL'ANNÉE, A PARTIR DU 1- SEPTEMBRE, PETITE VILLA. 30 KM MAXIMUM RÉGION AUX-EN-PROVENCE.

Ecr. s/m L111 Pub., service

meublices demandes

locations

OFFICE INTERNATIONAL echerche pour sa direction eaux appart, de standing, pièces et plus, 281-10-20. bureaux

Locations

Domicifiations 8-2 SECRÉTAR., TÉL. TÉLEX. Création d'Entrebrises toutes démis ACTE S.A. 261-80-88+

fonds

dd commerce RENAULT Paris proche bankers M enre, cous resident 2.204, 3

BAR-RESTAURANT

préf. à part, ve
private, Affaire Sar 150 places pouvent faire self next.
rice à l'année (prosense, bu resux, usines), Bai 3/6/9 Proche bankeus Ousst. Pris: 12 Monde Pub serve ANNONCES CLASSES 5, rue des Italiene, 75008 Pari

immeubles

BOULSGNE UNPETITIMMEUBLE 300 m dant 200 m² LIBRES.

- UN IMMEUDLE PRÉS ROIS

- 440 m² de 250 m² LIBRES.

- UN IMMEUBLE 1.000 m²
près MAIRIE. inne affaire, 161. 603-29-51.

pavillons

villas

7 piècea, 180 m² habitables, 540 m² ternain, exposition Sud-Ouest, effour 37 m² + chemi-nde, butane amériagée, 6 ch., granier, salle bras, selle d'equ.

Agree .

27 1

Sunga

175

P# 250 1 65 6 7

Shirt Co.

dia .

1150 (40)

· 三八字 9章

TI COLUMN

1. 首件 1. 电线模型

1 stay grown

150 gar de

1397 H (a)

CALL OF INST

44 11 28e 3mg

No. of the second secon

Estás La sentido de la sentido d La sentido de la sentido d

(29) PRESQU'ALE DE CROZON Proche MORGATE et Cameret. R.-de-ch. + combles aménagés 200 m². Terrain 13.500 m². PRIX: 1.000.000 de F. Vue sur mer - 828-82-13,

SOLOGNE

il vendre PETITS TERRITORIES DE CHASSE, avec ou sans étangs, dont un constructible. fcr. Haves Orléans nº 200079.

8.-0. Part. vend and. MOU 8 In restauré. Grd séjour, 4 chibres. tt cft. dépend. Chute. Truttes. 1 18. 900,000 F. Tdl. (20 h.) : (81)

A 10 MN DE ROYAN

Ferme ringués, entrés, quisine, séjour, selon, très belle chem-nés, four à pain, carretage grès, pourres appar., 3 chibres, s. de bns, w.-c., gar., chf. centr. gaz.

terrains ·

Vend terrain 2.700 m² + 3.200 m². 1.0PERHET, 15 mm Tél.: (98) 41-81-29.

vlagets. Excellent 35 km Sud Parts, golfe 1 Coudray, viager, chie kving + 2 130 m². rensergn. lonsz

Libra. Gd 2 p., 3° ét. asc. mm. tt cft, 20°. M° Pta-Bagnolet. 185.000 + 2.580 LIBRE, foret de Fontainebleau (Ury), betie vitte standing, 4 ch., pars arboré, 2,000 m², Cpt 135,000 + rente 3,80% LODEL - Tél. : 355-00-44.

> (93) 97 **VILLA NICE GENTRE**

Donne vlager limité capitaux et

Jardin. 4 prèces eft, occupé max. 15 ans, 300.000 F + rente

i, Monde

- April 1985

e kojena i **gra**ni Grani i sta **dil**e g Radina The section of the se 200 A. B. 3.779,71

The Companies.

1 10 129 11 64 10. 1 11 . m. 1 Agent STATE OF STREET

e endignet 🐠.

til Martin (%) TOTAL TNE 🌉 ***** Secret S. S. S. Sans Stanfigh. 1 114 JUNE 14 NA Se 1 A PERSON Street Street

No. 1 Section for The second secon To Edition of the Control of the Con

3 2 3 674 2541 更广

. The Association of St. وهنائه الا " Floring

t ost s po 🚜 A pares Property is suffered

ាសស្គម**្គី**ស្គ្រាប់

nobilier

V 18 1

estionts vente

事特性

表面はない

العقرب بتعج والماسيف

économie

LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET INDUSTRIELS DU GOUVERNEMENT

Les dépenses publiques avoisineront 900 milliards de francs en 1983

1983 comporterait des mesures fis-cales de solidarité « pour réduire les

M. Mitterrand s'était engagé lors

principe d'une imposition des plus-

values est apparu justifié, du point de vue de l'équité mais aussi de l'ef-

ficacité. Le rapport Dautresme, s'il

a souligné les multiples inconvé-nients du système actuel, a opté

pour le maintien d'une imposition

simplifiée. Ainsi, les plus-values mo-bilières pourraient être taxées au

La tendance actuelle n'est donc

Le rapport Dautreame - encore

pas du tout à un alourdissement de la fiscalité sur les plus-values, mais plutôt à son allégement.

nuer depuis quinze ans, les pre-

mières s'accroissent, sans arrêt,

semble-t-il, depuis la deuxième

guerre mondiale. Tout le problème est maintenant de savoir s'il est op-portun dans le climat actuel de ré-

former à nouveau dans ce domaine

particulièrement sensible qu'est la

vient d'être institué qui entre à peine en application et dont on compren-drait mai qu'il puisse être déjà cor-

rigé. Quant au régime fiscal des

droits de succession, son injustice n'est plus à démontrer (5). Mais le gouvernement Mauroy qui ne l'a pas réformé en 1981, peut-il prendre le risque d'y toucher en 1982?

(2) Ce taux de 13 % concerne l'en-semble des charges de l'État, défenses militaires comprises.

serait de 2,8 %. En 1983, celle des prix du PIB de 8,5 % (l'évolution des prix de

détail n'etant que de 8 % en moyenne annuelle comme en glissement de jan-vier à décembre).

tion à cette somme.

(3) La croissance du PIB en ve

ALAIN VERNHOLES.

Un impôt sur les grandes fortunes

propriété.

taux forfaitaire de 15 %.

(Suite de la première page.) Le raientissement prévu de 3,4 points du taux d'inflation s'est traduit par une rectification en baise des dépenses publiques dont la progression est ramende à 13 % contre un peu plus de 16 % dans le schéma d'avant la dévaluation (2).

Ce pourcentage, même s'il est su-périeur d'un point et demi à la crois-sance attendue du produit intérieur brut (+ 11,5 %) traduit une décéla-ration des dépenses de l'État qui progressaient de 27,7 % dans le bud-cet de 1982 et 27,7 % dans le budget de 1982 tel qu'il fut voté par le Parlement à la lim de l'année der-

L'abattement des crédits attribués à chaque ministère s'est fait à peu près uniformément pour tenir compte du ralentissement espéré de l'inflation. Mais les coupes qui avaient été opérées dès avant la dévaluation pour contenir le déficit avaient été brutales, n'épergnant que quelques secteurs : la recherche dont les dépenses progressent au to-tal de 30 % (soit de 20 % en valeur récile), la formation professionnelle, l'éducation nationale, la culture, l'industrie et les entreprises publiques, dont les dotations en capital sont quadrupiées, passant de 2,5 milliards de francs à 11 milliards (4) et dans un certaine mesure les

Le projet gouvernemental prévoit d'autre part, presque vingt mille postes nouveaux de fonctionnaires qui viendront s'ajouter aux 125 000 emplois déjà créés en 1981 et 1982 (54 000 et 71 000). Ces cré290710oncernent la police et la gendarmerie (3 000 environ), l'enseignement (5 000 environ), les services fiscaux (2 000), la justice, la recherche, les emplois d'utilité coilective (4 à 5 000).

L'effet le plus spectaculaire du freinage attendu de l'inflation concerne la charge de la dette publique. Après une augmentation de 42 % en 1982, celle-ci devait encore augmenter de 35 % en 1983. Le ra-lentissement de la hausse des prix doit entraîner une baisse des taux d'intérêt. Ceux-ci se situent dans les calculs budgétaires aux alentours de 11 %, ce qui ramènerait à 15 % la croissance du poids de la dette pu-blique, celle-ci passant de 53,7 mil-liards de francs dans les hypothèses initiales de 1982 à une soixantaine de milliards de france dans le budget initial de 1983. Cette hypothèse implique également qu'un recours plus important soit fait aux sources de fi-

Les tarifs publics eux devraient augmenter comme les prix de détail pour ne pas contrecarrer les effets du plan anti-inflation.

Quant aux dépenses en capital, gonflées par la croissance des crédits accordés à la recherche et par les dotations aux entreprises publiques, elles devraient progresser de 19% en autorisations de programme soit de 9,7 % en valeur réelle.

Une tranche à 65 % ?

La construction du budget de 1983 repose toute emière sur un net raientissement de l'inflation. Du bien-fondé de cette hypothèse dépend la vraisemblance de l'exer-cice 1983. Celui-ci apparaît a priori compatible avec un déficit bue taire de 118 milliards de francs représentant à peu près exactement la limite fatidique à ne pas dépasser des 3 % du PIB fixée par le président de la République. Pour mieux contrôler l'évolution de l'impasse, vingt milliards de francs de dépenses publiques seront bloqués en début d'amée dans un fonds de régulation budgétaire et consommés per la suite si la situation le permet,

Il faudra attendre septembre pour connaître la face l'iscale - jusqu'à présent cachée - du budget de 1983. La question qui se pose est de savoir de quelle manière sera alourdi l'impôt sur le revenu car sur le prin-cipe la cause est entendue : les contribuables aisés devront payer

Plusieurs voies sont ouvertes. La première consiste à ne pas corriger le l'inflation les limites des tranches supérieures du barême, ce qui équivaudrait à alourdir la pression fis-cale pesant sur les hautes rémunérations. Au sein du gonvernement, cette méthode est assez critiquée dans la mesure où elle fait passer /clandestinement dans les faits une augmentation des impôts que le pouvoir voudrait au contraire mettre en lumière au nom de la solidarité.

Une autre méthode consisterait à créer une tranche d'imposition à 65 %, ce qui équivandrait à rendre définitive l'imposition exceptionnelle de cette année.

Enfin, le système du quotient fa milial qui a été modifié cette année (ses effets sont plafonnés à partir d'un certain montant de réduction d'impôts) pourrait être plus profondément réformé. L'idée serait de transformer l'abattement par enfant qui varie actuellement en fonction revenu, on une réduction fixe

Un programme quinquennal de 140 milliards est prévu pour la filière électronique équivalente pour tous, quelque soit le revenu et qui ne dépendrait plus que de l'importance de la famille.

(Suite de la première page.)

Le déficit annuel est estimé à I 100 îngénieurs et à 3 000 techni-ciens supérieurs. Un plan de rattra-La fortune fera-t-elle également La fortune rera-t-eue egalement Pobjet de prélèvements supplémen-taires? M. Mauroy avait annoncé le 15 juillet, dans une déclaration faite aux partenaires sociaux qu'il rece-vait à Matignon, que le budget de 1992 emportenit des presents finpage va être élaboré pour former en trois ans plus de quatre mille per-

Diverses mesures, dont la création d'Instituts supérieurs nationaux devraient permettre à partir de 1984 d'obtenir un flux annuel de diplômés d'environ 4000 personnes égale-

inégalités excessives de revenus et de patrimoine ». Trois impôts pen-vent douc, a priori, être concernés : l'impôt sur les plus-values, l'impôt sur les grandes fortunes, les droits de Pour être complet, il manque encore à ce programme son volet in-dustriel et un plan de financement, A vrai dire, ce dernier est plus ou moins arrêté. Du moins dans ses de sa conférence de presse de sep-tembre 1981 à supprimer « dans sa forme présente » l'impôt sur les plus-values qu'il avait qualifié de « mouvais impôt ». A l'examen, le grandes lignes. Mais un débat s'est ouvert ces derniers jours à l'intérieur du gouvernement sur l'opportunité politique de rendre publics ces chif-fres.

partie de la population en annonçant des aides de l'Etat pour les industries électroniques au moment même où l'austérité est de rigueur?
De plus, à l'économie et au budget,
on frémit quelque peu devant la note
à payer et on rechigne à prendre des
engagements pluriannuels. Finalement le chef de l'Etat a tranché. Il a souhaité que le chiffre de 140 mil-liards de francs soit annoncé afin de bien marquer l'ampleur du prohi - souligne ce que l'on savait déjà : les inégalités de fortune sont beaucoup plus fortes que les inéga-lités de revenus. Cependant, alors que les secondes n'ont cessé de dimi-

Le plan de financement

Cette somme de 140 milliards recouvre l'ensemble du financement par l'Etat, les entreprises privées, publiques ou filiales des groupes étrangers pour la période 1982-1986. Si la courbe s'était maintenue sur sa pente actuelle, les investisse-ments n'auraient été que de 90 milhards. C'est donc un effort supplé-mentaire de 50 milliards de francs qui est envisagé.

L'Etat aurait du normalement contribuer au financement pour 25 milliards de france. Se participetion devrait être portée à environ 55 milliards de francs. L'Etat devra donc trouver chaque année 5 mil-liards de plus (en francs constants) pour la filière électronique.

Les télécommunications et l'électronique professionnelle ont déjà les plus gros budgets d'investiss avec, notamment, les financements par les armées et les P.T.T. Pour les cinq années à venir, il est prévu un simple maintien de leur effort d'in-vestissement qui représenterait tou-tefois encore 80 milliards de francs sur les 140 milliards.

(4) Le chiffre de 2,5 milliards de france s'entend pour le budget initial de 1982, car le premier « collectif » de mai a ajouté 3 milliards de france de dota-La ventilation des 60 milliards restants entre les neuf sous-secteurs de la filière n'est pas totalement ar-(5) Voir le rapport de la commission d'étude d'un prélèvement sur les for-tunes rédigé par MM. Ventejol, Blot et rêtée. Des ordres de grandeur peuvent cependant d'ores et déjà être donnés.

Composants: 10 milliards de francs; électronique grand public : 7 milliards; informatique : 13 milfiards; bureautique; (hors C.I.I. H.B.): 1,7 milliard; logiciels et services informatiques : 4,5 milliards; industrie spatiale : 15 milliards; informatique industrielle et automa-tisme : 3,2 milliards ; instrumentation scientifique : 2 milliards; électronique médicale : 3 milliards.

Si l'on compare ces investisse ments à ce qui se fait actuellement, ou à ce qui était normalement prévu. on constate que l'effort supplémen-taire profitera surtout à l'informati-que, aux composants et à l'électroni-que grand public.

Reste à mettre au point le volet industriel. Tâche essentielle, et de loin la plus délicate. Ce devrait être chose faite, explique-t-on, à la ren-trée de septembre. Les discussions avec les industriels se poursuivent et les problèmes de frontières entre la bande des quatre » nationalisées -C.G.E., Thomson, Matra, C.I.I.-Honeywell-Bull, - qui assurent 50 % de la production de la filière, sont encore loin d'être résolus.

Ce volet industriel ne doit pas se limiter, dans l'esprit de M. Chevène-ment, au secteur public et à l'Hexa-gone. Les P.M.L, le secteur privé, voire les filiales françaises des groupes étrangers, doivent partici-per pleinement au développement de la filière électronique et l'Etat passera des « conventions » avec les entreprises qui le souhaitent.

Le gouvernement insiste enfin sur la nécessaire coopération internationale, en priorité européenne. « Refu-ser pour la filière électronique une politique de créneaux n'implique pas que la France fasse tout, toute seule, car dans certains cas des répartitions de tâches peuvent être faites à l'échelle de l'Europe ». Des propos qui rejoignent les « ouver-tures européennes » de M. Max Grundig, comme du nouveau P.D.G. de Philips, M. Deeker. Jusqu'à présent, ces velléités de coopération restent purement verbales. Se ont-elles concrètement ?

Jean-Michel QUATREPOINT.

· L'indice des prix à la consomrapport à avril). En un an (juin 1982 comparé à juin 1981), la

Cinq pays ont enregistré une hausse inférieure à 1 % : la Belgique hausse inférieure à 1 %: la Belgique (+0,9 %), le Danemark (+0,8 %). la France (+0,7 %), le Royaume-Uni (+0,3 %), les Pays-Bas (+0,2 %). En revanche, les prix ont augmenté de 2,6 % en Grèce, de 1,1 % au Luxembourg et de 1 % en R.F.A. et en Italia. R.F.A. et en Italie.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION DE LUTTE **CONTRE LES EVASIONS DE CAPITAUX**

L'administration se trouve dépourvue de moyens d'action efficaces contre la grande fraude

moyens de lutte contre l'évasion de capitanz, présenté par M. Christian Goux (P.S.), au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale, vient d'être publié. Après une analyse des motivations et des formes de cette évasion, le rapport fait un certain nombre de sugges-tions pour mettre fin à de tels agisse-

S'efforcant d'abord de prendre la nesure du phénomène, dont « l'amoleur exacte est délicate à appréhender , le rapport évalue à environ cinquante mille seulement le nom-bre de comptes réellement actifs détenes par des Français en Suisse, tout en faisant allusion au chillre donné par M. Jean Ziegler, député suisse chiffre (six cent cinquante mille) que la commission juge exa-géré. Quant à l'importance des fonds déposés en Suisse, « il est en-core plus délicat de la chiffrer : certains chiffres ont été avancés qui donneraient à penser que le montant moyen des dépôts serait compris en-tre 500 000 et 700 000 F par compte ». M. Ziegler estime à 500 milliards de france les avoirs français en Suisse.

Etudiant l'évolution des sorties de capitaux avant et après le '0 mai 1981, le rapport indique que les re-tours de billets présentés à la Banque de France par les banques étrangères ont été plus de deux fois supérieurs en 1981 à ce qu'ils avaient été en 1980 (17,5 milliards de france contre 7,5 milliards de francs) et trois fois supérieurs au deuxième trimestre 1981 à ce qu'ils avaient été au deuxième trimestre

Les techniques utilisées

. Selon d'autres sources, d'origine helvétique, ce sont 7 à 10 milliards de francs qui auraient quitté la France entre le début janvier et le 10 mai 1981 et 30 à 33 milliards de francs après cette date, canalisés per les plus importantes banques suisses, avec pour principale destination les Etats-Unis, véritable « sanctuaire » mation dans la C.E.E. a augmenté Etats-Unis, véritable « sanctuaire » de 0,7 % au mois de juin par rapport pour le recyclage des capitaux

Parmi les responsables des évahausse des prix est de 11,1 %, soit à petits et moyens fraudeurs », dont peu près comme en mai (11,2 %). sions, le rapport cite, d'abord, - les vince asses fortuné, relativen sent souvent des moyens » physi-ques » et ne représenteraient pas plus de 10 % à 15 % du total de la

Le rapport d'information sur les fraude, dont l'essentiel repose sur l' - évasion organisée - par des en-treprises ou des holdings internationaux disposant de filiales dans plu-

> Analysant les techniques d'évasion, le rapport distingue d'abord les mécanismes « primaires », moyens physiques (de plus en plus l'avion sur de petits aérodromes) et compensation de créances.

> Quant aux mécanismes « secondaires », ils sont d'une grande complexité, allant de la - surfacturation à l'importation », qui majore les dettes vis-à-vis de l'étranger à la sous-facturation & l'exportation » qui permet de minimiser les créances de l'étranger. S'y ajoutent la rémunération des services fictifs, la manipulation de flux financiers, qui peuvent donner une apparence de légalité aux transferts frauduleux de capitaux, et les constructions juridiques complexes, destinées soit à tirer profit des législations favorables dans tel pays à tel type d'opérations, soit à fractionner le processus de

Parmi les causes de l'évasion de capitaux, le rapport cité la spéculation contre le franc et le manque de confiance dans l'avenir du pays, le sonci d'échapper à la législation et à la pression fiscale, le recyclage de l' - argent sale », et l'accrolasement de la tension internationale.

Ouant aux moyens de lutte contre l'évasion, le rapport se borne à émettre des « suggestions ». Il « regrette que les transactions consenties par les douanes [en cas de fraude], ne soient pas systématiquement ac-compagnées d'un contrôle fiscal ». Il préconise « un renforcement qualitatif et quantitatif des moyens administratifs ainsi qu'une mellleure concertation des instances concer-nées. Cette collaboration pourrait aller jusqu'à l'intégration d'agents des impôts dans les équipes de douane et réciproquement ».

En conclusion, le rapport estime qu' « il faut passer d'un contrôle niquement comptable, et souvent dispersé, à un contrôle réel et coordonné, plus orienté vers la recherche de fraudes importantes (...). toute l'administration dans une recherche d'une plus grande effica-

En clair, l'administration se trouve pour l'instant dépourvne de moyens d'action efficaces vis-à-vis des « gros fraudeurs », essentiellement des entreprises. Ce qui revient à dire que mieux vaudrait consacrer de nouveaux moyens à traquer ces « gros » plutôt que de pourchasser les « petits » avec des résultat mé-



Nationalisation Echange des titres. Banques non cotées.

BANQUES NON COTÉES

Si vous détenez des actions des banques non cotées, nationalisées par la loi du II février 1982, dont la liste et les valeurs d'échange sont les suivantes :

In tiste et les valeurs d'échange sont les s	MANICO:
(e . pa	rs d'échange n francs, r setion)
Banque corporative du bâtiment et des travaux publics	
et des travaux publics	216.29
Banque de La Hénin	423.80
Banque de l'Indochine et de Suez	381.56
Banque industrielle et mobilière privée (B.I.M.P.)	
- Actions existantes au 31 Décembre 1981	254,95
- Actions créées au cours du premier	
semestre 1982	246,27
Banque de Paris et des Pays-Bas	223,10
Banque parisienne de crédit	531,62
l Banque régionale de l'Ain	182,74
Banque régionale de l'Ouest	199,07
Banque de l'union européenne	158,39
Banque Chaix	7.007,89
Crédit chimique	204,88
Banque Laydernier	925,12
Monod-Française de hanque	413.47
Banque Odier Bungener Courvoisier	269,46
Sofinco-La Hénin	388,62
Banque Tarneaud	388,16
Banque Vernes et commerciale de Paris	226,26
Union de banques à Paris	300,57

Les actions de ces banques vous seront échangées, sans frais, à partir du 29 juillet 1982, contre des obligations à taux variable garanties par l'Etat. Ces obligations sont émises par la Caisse Nationale des Banques (CNB), établissement public créé par la loi de nationalisation et géré par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques de ces obligations sont les suivantes: Date de jouissance: 1 Juillet 1982 Montant nominal: 5.000 ou 500 Francs.

Durée: 15 ans. Amortissement: Au pair, en 15 tranches annuelles sensiblement égales déterminées par voie de tirage au sort et, pour la première fois, le l^{er} Juillet 1983.

Intérêt: Il s'agit d'obligations à taux variable à coupon semestriel prédéterminé. L'intérêt est égal au taux de rendement des emprunts d'Etat dont le capital ou les intérêts ne sont pas indexés, émis à taux fixe et d'échéance finale supérieure à sept ans, constaté sur le marché secondaire de la Bourse de Paris par la Caisse des Dépôts et Consignations durant les vingt-cinq premières semaines précédant sa fixation.

Cotation: Les obligations sont inscrites à la cote officielle de la Bourse de Paris à partir du 29 Juillet 1982 sons la dénomination-CNB Juillet 1982.

Fiscalité: Les obligations CNB remises à l'échange bénéficieront de la détaxation du revenn investi en actions dans les conditions prévues par la loi du 13 Juillet 1978 ainsi que des avantages habituels de la fiscalité des revenus d'obligations.

<u>Le premier coupon</u> qui sera payé le 1° Janvier 1983 est de 399,81 F pour une obligation de 5.000 F, soit un taux de 15,99 %. Sur la base de ce coupon, le taux de rendement actuariel annuel ressort à 16,63 %. Si vous êtes actionnaire d'une banque mentionnée ci-contre, prenez contact avec elle aux fins de vous informer sur les procédures d'échange. Vous pouvez, par ailleurs, vous informer auprès des guichets des banques, des agents de change ou des comptables du Trésor. De leur côté, les banques concernées et, plus généralement, les intermédiaires financiers adresseront, dans les prochains jours, à tous les actionnaires connus, des lettres les informant de leur situation au regard des opérations

d'echange.

Les produits pétroliers augmenteront le 11 août

augmenteront le 11 août - et non le 12 comme nous l'avons écrit (le Monde du 27 juillet) - de 9 centimes par litre pour l'essence et le super et de 6 centimes pour le fuel et le gazole. Cela portera ces prix en région parisienne au maximum à 4,20 F par litre pour l'essence ordinaire, 4,51 F pour le super, 3,43 F pour le gazole et 2,485 F pour le fuel

Une même hausse interviendra le 10 septembre à moins d'une forte baisse des prix du pétrole et (ou) du dollar au cours du mois d'août (une baisse de 10 centimes du cours moyen mensuel du dollar en franc représente 2,5 centimes en moyenne sur les prix au litre des produits pé-

En revanche, des le 12 octobre la hausse des prix du fuel et du gazole pourrait être inférieure à 6 centimes par litre, voire pratiquement inexistante, et, lorsque la formule de fixation des prix retrouvers son effet complet - vraisemblement en novembre - selon l'évolution du dollar et des cours du brut les prix pourraient même baisser.

Cela résulte de la modification « pour une période transitoire cor-respondant au blocage général des prix », du régime de fixation automatique des prix des produits pétro-liers, examinée le 28 juillet par le co-

« Les évolutions des parités monétaires se traduisent par un surcoût du pétrole importé de l'ordre de 14 milliards de francs.

en année pleine pour 70 centimes de hausse sur le dollar » précise un communiqué des ministères de l'économie et des finances et de la re-

La pérennité même des approvi-sionnements et de l'industrie du raf-

ETRANGER

ACCORD POUR

LE RÉÉCHELONNEMENT

DE LA DETTE ROUMAINE

La Roumanie a obtenu, le 28 juil-

let à Paris, un réaménagement « im-

portant . des dettes qu'elle a

contractées auprès de quinze gou-

vernements occidentaux. Un com-

muniqué diffusé par le ministère de

l'économie et des finances indique

qu'un accord a été signé par le mi-nistre roumain de l'économie,

M. Petre Gigea, et les représentants

des pays créanciers, parmi lesquels l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le

Les pays créanciers, réunis dans

une instance habituellement appelée

le club de Paris, ont été - sensibles aux efforts de redressement entre-

pris - par le gouvernement de Buca-

rost. . Ils ont estimé nécessaire pour

la réussite de ce programme, de procéder à un refinancement ou à

un rééchelonnement du service de la dette de la période janvier 1982-décembre 1982 pour améliorer les

perspectives de balance des pale-

ments afin de faciliter le redresse-

Chacun des pays créanciers doit

Le communiqué ne donne pas

ntant du rééchelonnement dé-

de précision sur les modalités et le

cidé. La dette extérieure de la Rou-

cidentaux est de l'ordre de 11 miliards de dollars.

QUANTE DINARS par dossier.

ment de l'économie » roumaine.

ratifier cet accord.

Royaume-Uni et la Suisse.

Les prix des produits pétroliers finage impose de ne pas ajouter une agmenteront le 11 août – et non le perte supplémentaire d'une telle

Matières premières et activités saisonnières

ampleur au secteur pétrolier. »

Le comité des prix a aussi examiné un certain nombre d'arrêtés qui répondent notamment aux difficultés constatées dans un certain nombre d'industries utilisant une forte part de matières premières, importées ou agricoles, dont les prix out varié sensiblement depuis l'entrée en vigueur du blocage.

Appartiennent à cette catégorie de mesures les arrêtés sur la répercussion au stade de la transforma tion des prix de matières premières (cuirs, peaux, fibres textiles, pate à papier, etc.) ou de produits alimen taires (poissons, fruits et légumes pour la conserverie, certains produits laitiers). Ces mesures devraient « n'avoir aucune incidence

immédiate sur les prix de détail ». Enfin des mesures ont été prises pour permettre le fonctionnement d'un certain nombre de secteurs ou d'entreprises, dont le caractère saisonnier de l'activité (articles de la rentrée par exemple) faisait qu'elles n'avaient pas de référence de prix antérieur au blocage et qu'elles n'avaient donc pas de possibilité ju-ridique de fixer leurs prix. Ces mesures, qui s'apparentent à celles qui ont déjà été décidées le 9 juillet pour vente par correspondance, pré voient que les prix envisagés, par les entreprises qui ont déjà fait l'objet de prises d'ordre de la part des acheteurs, ne pourront être appliquées qu'après application d'un abattement variant selon des secteurs de

D'IMPORTANTS ACHATS DE

JUIN LE DÉFICIT COMMER-

Le déficit de la balance commer-

ciale des États-Unis s'est aggravé en

juin, atteignant — après correction des variations saisonnières — 3,44 milliards de dollars contre 3,29 milliards en mai (+ 4,5 %). Il

faut remonter à janvier pour trouver

un résultat plus mauvais (5,13 mil-

Cette détérioration s'explique par

le brusque gonflement des importa-tions de produits pétroliers qui se sont élevés à 5,29 milliards de dol-

lars, soit une augmentation de 34 %

par rapport à mai. En volume, les importations pétrolières (!64,I mil-lions de barils en juin) ont augmenté

Les exportations, de leur côté,

ont, en juin, progressé de 3,3 % en valeur par rapport à mai, atteignant 18,82 milliards de dollars, ce qui est

le niveau le plus élevé atteint depuis

Au total, le déficit commercial

des États-Unis atteint 16,02 mil-

liards de dollars au premier semes-

du premier semestre 1981.

lions de dollars).

de 30,2 %.

décembre 1981.

- Publicité

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION

ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (SO.N.E.D.E.)

23, rue Jawaber-Lel-Nehru, Montfleury

TUNIS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Alimentation en eau potable des villes et des Centres ruraux de TUNISIE

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux fance un appel d'offres international pour l'acquisition de : 140.000 ml de tuyaux en fonte Ductile de diamètre compris entre 80 et 600 mm. et de pièces spé-

Ne peuvent participer à cet appel d'affres que les fournisseurs des pays membres de la B.I.R.D., de la SUISSE et de TAIWAN.

Les fournisseurs qui désirent participer à cet appel d'offres pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la SO, N.E.D.É. (service Marchés) contre paiement de la somme de (250 D.) DEUX CENT CIN-

Les offres doivent parvenir à la SO.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre roçu au plus tard le 17 SEPTEMBRE 1982, à 10 h, au 23, rue JAWAHER-LEL-NEHRU-MONTFLEURY-TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet sinancé par la

CIAL DES ÉTATS-UNIS

SOCIAL

SÉCURITÉ SOCIALE

LA C.G.T.: If faut a prendre sur les profits » et non « amorcer une logique d'austérité »

« Il est nécessaire que les mesures à prendre soient directement liées au comportement antinational du patronat », a déclaré le 28 juillet M. Louis Viannet, secrétaire de la C.G.T., en présentant ses proposi-tions sur la Sécurité sociale au lendemain d'une entrevue avec M. Bérégovoy. A cette occasion, la C.G.T. a rappelé les propositions qu'elle avait exprimées en octobre 1981. confirmant ainsi son désaccord avec certaines dispositions du récent plan d'économies de la Sécurité sociale. M. Viannet a affiné les propositions cégétistes de déplasonnement : de 5,45 points pour les cotisations pa-tronales de maiadie ; pour les allocations familiales, déplafonnement de points des cotisations du régime général et poursuite de l'alignement sur celui-ci des cotisations des employeurs et travailleurs indépendants, alignement amorcé par le plan du 10 novembre 1981 ; déplafonnement des cotisations patronales

et salariales pour la vieillesse. Si l'ensemble des cotisations etait déplafonné, cela représenterait une masse de plus de 50 milliards de francs, mais la C.G.T. se déclare prête à discuter de ces propositions. Elle propose également de porter la cotisation accidents du travail des employeurs à 2 % de la masse salariale plafonnée (au lieu de 1,65 %). Pour la réforme de fond du finance ment de la Sécurité sociale. M. Viannet a estime qu'a accroître les prélèvements sur les salaires, c'est contraindre les travailleurs à arbitrer entre leurs besoins tout aussi indispensables, c'est à nou-

rité. Il faut donc prendre sur les profits et adapter les modalités du prélèvement pour en faire une outil nouveau à la croissance, d'où notre proposition fondamentale : application d'un taux en fonction du rap-

port valeur ajoutée/salaire =. De son côté, la C.F.T.C., qui a également été reçue par M. Bérégovoy, a fait observer sa - surprise devant l'ajustement des prestations familiales et des prestations vieillesse sans concertation avec les par

Prud'hommes: consultation en danger >

presse du 28 juillet. la C.G.T. a de somel et ses au nouveau demandé le report de la cloture des inscriptions pour les élec-tions prud'homales du 31 juillet au 20 ou 30 septembre. - Cette grande a estimé M. Gérard Gaumé, secrétaire de la C.G.T., en soulignant que le nombre d'inscrits pe représentait actuellement que 40 à 45 % des salariés. - Qu'est-ce qu'on dirait si un citoyen sur deux était privé du droit d'élire ses conseillers municipaux ses députés, et même le président de la République? »

Pour M. Gaumé, ne pas reporte la date d'inscription, comme cela avait été fait à deux reprises en 1979, « consisterait à porter atteinte aux conditions de la démocratie ».

ASSURANCE-CHOMAGE

M. Bérégovoy invite les partenaires sociaux à « accélérer leurs discussions »

du 28 juillet, M. Pierre Bérégovoy. ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a présenté les grandes lignes du projet de loi de création d'un Fonds de solidarité l'adoption du gouvernement fin sep-tembre (le Monde du 29 juillet). Comme nous l'avions indiqué, la contribution que devront acquitter toutes les personnes actives et en préretraite (mais non les retraités) ne cotisant pas à l'Unedic ne concer-nera que les revenus supérieurs à 1,3 fois le SMIC, soit 4 400 francs brut (valeur 1e juillet 1982). Le taux de cette contribution, applica-ble jusqu'à ce que « le chômage ait atteint un taux compatible avec l'économie », sera effectivement modulé et progressif en fonction des re-venus, M. Bérégovoy ayant indiqué une fourchette de 1 % à 1,4 % ou

agents du secteur public devraient verser dès le 1º novembre 1982 et les non-salariés en 1983) peut rap-porter, selon M. Bérégovoy, 8 mil-liards en année pleine, elle ne constituera pour l'Unedic qu'un a son déficit escompté étant de 12 milliards pour le second semestre 1983 et de 25 milliards pour 1983.

M. Bérégovoy a affirmé que le gouvernement avait voulu - annoncer clairement ce qu'il fera » mais en évitant « d'empléter sur les négociations » qui doivent reprendre le 7 septembre. Le ministre a invité les partenaires sociaux à « accélérer leurs discussions », le gouvernement s'engageant à prendre ses responsabilités en cas de défaillance pour assurer en tout état de cause l'indemnisation des demandeurs

La direction de la Chiers propose

le reclassement des 827 salariés Pour la première fois depuis l'incendie volontaire du château de La Buchère, à Hierges (Ardennes), il y a deux semaines (le Monde du 14 juillet), le comité d'établisse-lment de la Société des aciers spé-ciaux de la Chiers (S.A.S.C.) s'est réuni mercredi 28 juillet à Paris.

tre 1982, ce qui est inférieur de Au cours de cette rescontre, qui a 2,7 milliards au déficit commercial duré trois heures, la direction a pro-posé un reclassement pour les huit cent vingt-sept salariés de Vireux- Les agriculteurs et éleveurs de la province de Salamanque Molhain (Ardennes), un des sites industriels menacés de fermeture (ouest de l'Espagne) menacent de par la restructuration de la sidérurbloquer à partir du 5 août les camions français qui se rendront au

D'autre part, les dirigeants de l'entreprise ont annoncé la constitu-tion d'une société d'industrialisation acrée à la création d'emplois dans les Ardennes et chargée de suivre le plan de reconversion. Des négociations devraient débuter en septembre avec les syndicats.

Se référant aux récentes déclarations de M. Chevènement, selon les-quelles les décisions définitives seraient arrêtées fin septembre, un porte-parole de l'intersyndicale C.F.D.T.-C.G.C.-F.O. de l'usine a estimé qu'il était . un peu tôt pour déclarer que Vireux sera fermé ».

De son côté, la C.G.T. a réclamé une réunion tripartite (pouvoirs publics, Usinor, syndicats), ainsi que · le gel de la situation actuelle et le maintien des structures industrielles de la S.A.S.C.

· Des mineurs de plomb de Largentière (Ardèche), en grève depuis neul semaines pour protester contre la fermeture de leur mine prévue pour octobre, ont dévié la circulation de la route nationale 104 toute la journée du mercredi 28 juillet, sur 10 kilomètres, afin de contraindre les automobilistes à passer par leur

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SDX MORS	
	+ bes	+ laut	Rep. + c	a Dép. –	Rep. + e	n Dép. –	Rep. +c	n Dép
SE-U	6,8560	6,8590	+ 139	+ 150	+ 218	+ 260	+ 220	+ 340
Scar	5,4215	5,4243	- 81	- 48	- 112	- 60	- 392	- 273
Yen (100)	2,6786	2,6805	+ 188	+ 194	+ 356	+ 3\$1	+ 953	+1013
DM	2,7836	2,7855	+ 131	+ 145	+ 268	+ 294	+ 775	+ 837
Florin	2,5141	2,5153	+ 119	+ L28	+249	+ 262	+ 697	+ 747
F.B. (166)	14,5764	14,5853	+ 28	+ 132	+ 105	+ 273	- 29	+ 28%
F.S	3,2741	3,2774	+ 303	+ 326	+ 603	+ 641	+1529	+1625
L(1 000)	4,9753	4,9782	- 236	- 197	- 482	- 411	-1520	-1370
£	11,8814	11,8883	+ 245	+ 388	+ 556	+ 678	+1715	+1961

TAUX DES EURO-MONNAIFS

		1		
DM 9	9 1/8	8 7/8 9	8 7/8 9	9 1/16 9 3/16
DM 9 SE-U 11 5/8	11 3/4	12 5/16 12 7/16	12 5/8 12 3/4	14 1/4 14 3/8
Floris 8 3/4	5 7/8	8 7/6 9 1/8	8 7/8 9 1/8	9 1/9 9 1/4
F.B. (100) 13 1/2		1311/16 14 1/2	13 13/16 14 1/4	14 1/16 15 1/8
F.S	15	3 1/2 3 5/8	3 7/2 A	5 7/16 5 9/16
F-32 14	13	10 7/6 30 5/56	16 11/14 76 1/4	2 7/10 3 7/10
L(1 000) 15	18	13 3/8 30 3/10	17 11/10 20 1/4	20 3/4 21 1/4
E 12 3/8	12 5/8	11 7/8 12 1/8	11 3/4 12 1/4	(12 12 1/8
F. français 14 3/4	15	19 3/8 20 5/16 11 7/8 12 1/8 14 7/8 15 1/8	14 15/16 15 3/16	17 1/2 17 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises pous sont indiqués en fin de marinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS

SODEXHO

Pierre Bellon, président du conseil d'administration de Sodenho, con En s'intéressant à J.B.L. Sodenho manifeste sa confinnée dans l'avenir de cette société, dans ses cadres et dans son personnel.

Les coprésidents de Novotel, qui sont également derigeauts de J.B.I., pour éviter l'échec de leur projet de fusion, out repoussé l'Assemblée générale extraordinaire de J.B.I. et ont lancé une offre publique d'échange Novotel/J.B.I. sur la régularité de laquelle Sodenho formule des réserves.

Dans le cadre de la réglementation en vigueur. Sodexho a dans un premier temps acquis en Bourse 10 % du capital de J.B.L. puis porté sa participation à 15,41 %, officant ainsi aux actionnaires une alternative intéressante.

Le comité de surveillance des offres publiques en Bourse a demandé 1 Sodenho d'interrompre ses achais sur le marché et de procéder à une offre publique. En quatre jours, grace à la confiance de nos banquiers, nous avons présenté une offre publique d'achat pour porter notre participation de 15,41 % à 50,01 % ou à

Le ministre ayant décidé de saisir la commission de la concurrence, la Chambr syndicale des agents de change a déclaré en conséquence notre offre irrecevable. Malgre les difficultés et les obstacles rencontrés, Sodevho poursuit ses objectifs

et à l'intention de renforcer sa position chez J.B.I. en operant des que possible sur le marché. Sodenho offre ainsi aux actionnaires et tout particulièrement aux petits porteurs, une possibilité de sortie plus avantageuse, plus rapide et plus cer taine que l'O.P.E. J.B.I. et Sodenho disposent de cadres de valeur et d'un personnel compétent : en les faisant travailler ensemble, nous accélérerons les créations d'emplois et nous améliorerons la balance des paiements. Notre but est de doter la France d'un

groupe de trente-deux mille personnes, implanté dans trento-six pays, importa dans la resamration publique et leader mondial pour l'émission de titre restaurant, la gestion bôteilère des grands chantiers et la restauration collective, l'espère être rejoint par les autre groupes représentés au conseil de surveillance de J.B.L., qui auront compris les avantages de notre projet pour l'entreprise, son per-



BANQUE NATIONALE DE PARIS « INTERCONTINENTALE »

conseil d'administration de la banque, et ratifiées par l'assemblée générale du 25 mai 1982, M. Jacques Calvet avait fait part aux membres du conseil, réunis président de la Banque nationale de Puris - Intercontinentale ».

Dans ces conditions, le conseil d'administration avait, ce même jour, désigné, pour lui succéder. M. René Thomas, administrateur général de la Banque nationale de Paris, qui a pris effectivement ses fonctions le 20 juillet 1932.

COMPAGNIE DES ENTREPOTS ET GARES FRIGORIFIQUES C.E.G.F.

La société suédoise FRIGOSCAN-DIA AB. et la COMPAGNIE DES ENTREPOTS ET GARES FRIGORI-FIQUES C.E.G.F. viennent de conclure un accord prévoyant l'apport par la première à la soconde des actions de sa si-liale srançaise ENTREPOTS ET TRANSPORTS FRIGORIFIQUES FRANÇAIS E.T.F.F., qui exploite trois entrepèts srigorifiques modernas en France d'une capacité totale de 153 000 M3 à LOUDEAC, NANTES et LOGNES (Marne-la-Vallèe). En contrepartie, FRIGOSCANDIA AB. recevrait 61 800 actions nouvelles à

émettre per la C.E.G.F. Après cette opération, FRIGCS-CANDIA AB. détiendrait une participation de 10 % dans le capital de C.E.G.F. Une étroite coopération dans les domaines technique et commercial sur le plan international est prévue entre ces deux sociétés frigorifiques.

Les directeurs généraux des deux so-ciétés, Gunnar NYGREN pour FRI-GOSCANDIA AB. et Jacques FESQ pour C.E.G.F. sont chargés du développement de cette opération.

CESSATION **DE GARANTIE**

La C.G.I.B. (Banque pour la construction et l'équipement), dont le siège social est situé 142, boulevard Ma-lesherbes, 75017 Paris, informe le publie que la garantie dont bénésiciait la S.A.R.L. Prima, 66, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, pour les opérations de transoctions sur immeubles et fonds de commerce visées à l'article premier (1º au 5º) de la loi 70-9 du 2 janvier 1970, cessera, conformément à l'article 44 du décret d'application du 20 juillet 1972, à l'expiration d'un délai de trois jours france, après la publica-tion du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront oduites au siège de la C.G.I.B (Banque pour la construction et l'équi-pement), dans les trois mois de cette in-sertion.



DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE Direction départementale de l'Équipement

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNE DE VAL-D'ISÈRE

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Monsieur le Préfet, Commissaire de la République du département de la Sevoie, informe le public que par arrêté en date du 20 juillet 1982 a été prescrite l'enquête publique :

- sur les dispositions du Plan d'Occupation des Sols de la commune ;

- sur la mise en concordance des cahiers des charges des lotissements : - du « Petit Alaska » approuvé par arrêté préfectoral en date du

17 mai 1950 : des « Lèches » approuvé par arrêté préfectoral en date du 26 juin 1962;

de « la Daille » appronvé par arrêté préfectoral en date du 22 sep-tembre 1969;

- avec le Plan d'Occupation des Sols ; sur le plan des zones exposées aux avaianches ;

- sur le plan des zones exposées aux risques naturels ; sur les plans d'alignement de la commune.

Les pièces du doaier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de Val-d'Isère du 9 soût 1982 au 15 septembre 1982 inclus sanf les samedis, dimanchet et jours fériés, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures afin que chacun puisse en prendre commissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie de Val-d'Isère.

M. Guy Dyen, géomètre expert à Chindrieux, est désigné en cette qualité et recevra personnellement à la mairie de Val-d'Isère les 13, 14 et 15 septembre 1982 de 14 b. 30 à 18 h. 30.

A l'issue de l'enquête une copie du rapport du commissaire enquêteur sera déposée à la mairie de Val-d'Isère et à la préfecture de la Savoie où toute perblique du département de la Savoie.

DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE

Direction départementale de l'Équipement .

PUBLICATION

COMMUNE DE VAL-D'ISÈRE

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Monsieur le Préfet, Commissaire de la République du département de la Savoie, informe le public que par arrêté en date du 20 juillet 1982 a été rendu public le Plau d'Occupation des Sois de la commune de Val-d'Isère.

Les pièces du dossier sont tenues à la disposition du public :

 à la mairie de Val-d'Isère, aux jours et heures d'ouverture ; dans les locaux de la Direction départementale de l'Équipement de la Savoie à Chambèry, tous les jours ouvrables de chaque semaine, de 9 heuros à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 heures, sauf le samedi;

dans les locaux de la préfecture de la Savoie, à Chambéry, tous les jours ouvrables de chaque semaine, de 9 heures à 11 h 45, sauf le samedi.

MARCHÉS F

PARK

A VIE DES BOCIÉTÉS

32. 17.

See # 1) The

SEED A DEN'T DE CHARGE Ben 120 11 201 1100 CITY WAR IN MONE TANK AN & TORTO

The state of the s -

灣橋

51 製 春椒

5 11

IVIS FINANCIERS DES SOCIE

Mark the transfer of the second

建碱料器 致外的现在分词 唐·蒙默斯斯特加亚人的人

Adams of the state of the state

and the state of

4-10-52 30-52

SODE XNO

ÉTRANGER

- 3-4. LES DEUX CONFLITS DU PROCHE-ORIENT - LA GUERRE DU GOLFE : I conflit avec l'Iran paraît avoir consolidé l'unité nationale en Irak.
- 5 RIPLOMATIE Les délégués du tiers-monde sou-tiennent la croisade de M. Lang contre les États-Unis.
- Les déclarations de M. Reagan sur la controverse euro-americaine.

POLITIQUE

7. A l'Assemblée nationale : adoption de la réforme électorale. par Jean-Marie Colombani.

LE MONDE DES LIVRES

- 9. LE FEUILLETON de Jacqueline Platier : Au vent des rêves, d'Esgène Manoni ; l'Italie de Stendhal ; dans les « miroirs » . de Roge
- 10. HISTOIRE LITTÉRAIRE : rivalités et malentendus de deux nations
- 11. ROMANS : la sagesse de Moni que Lange.

 — LETTRES ÉTRANGÈRES : Mémoi
- res d'un poisson-chat du Broux. 12. ENQUETE : - Tenez-vous un journal intime? . (IV).

SOCIÉTÉ

- 13. Après les attentats arméniens à Paris. JUSTICE : les remifications d
- l'affaire des fausses factures. MÉDECINE : Informatek, ja princi pale société d'informatique médi cale est menacée de disparition

CULTURE

4. FESTIVALS : jazz ñ Se de-Provence; danse à Château valion et à Aix-en-Proyence. 16. RADIO-TÉLÉVISION : le Conse constitutionnel annule certaines dispositions de la loi sur la

communication audiovisuelle. RÉGIONS

17. La lutte contre la sécheresse.

ÉCONOMIE

- 19. CONJONCTURE : le rapport de la commission de lutte contre les évasions de capitaux. LIBAN : le siège de Beyrouth.
 Ouest et les tentatives de règle.
- ment diplomatique.

 Le communiqué officiel du conseil des ministres.
- POÉSIE : Armand Lanoux lyrique.

RADIO-TELEVISION (16) INFORMATIONS

- SERVICES (17) . Jeux; Mots croisés; Journal officiel »; Météo-rologie; Loterie nationale;
- Annonces classées (18) Carnet (13); Programmes speciacles (15 et 16) , Bourse (21).

Le numéro du - Monde - daté 29 juillet 1982 a été tiré à 484 471 exemplaires.





Le blocage des prix contraint les constructeurs automobiles à l'austérité

L'industrie automobile fran-caise tombe décidément de Cha-rybde en Scylla. A peine se remet-elle des effets désastreux des grèves de printemps et de la surévaluation prolongée du franc par rapport au deutschmark, la-quelle creusait tous les mois de près de 1 % environ un écart de compétitivité en faveur des marges allemandes, qu'elle prend la mesure, non sans anxiété, des conséquences du blocage des prix. Celui-ci a d'abord totalement congés payés (environ 2 % du coût salarial), des 39 heures par semaine (environ 2,5 % du coût) et du déplafonnement des cotisations sociales (0,2 à 0,3 %), leur coûte au total environ 5 % de charge salariale supplémentaire. Ajoutons, pour le groupe Peugeot essentiellement, les conséquences des grèves sous forme de primes (400 F chez Talbot) et des hausses de salaires promises dés la (400 F chez Talbot) et des hausses de salaires promises des la sortie du blocage. Or la dernière augmentation des prix des voltures françaises remonte à mars 1981 et la hausse sur un an (de juillet 1981 à juillet 1982) n'atteint que 7.5 %. Le manque à gagner est d'autant plus important que les modèles en changeant de millèsime subissent des modifications, certes mineures mais néanmoins généralement Celui-ci a d'abord totalement faussé le marché du mois de juil-let : les constructeurs français, fausse le marché du mois de julilet : les constructeurs français,
incapables de fournir des tarifs
à leurs concessionnaires leur ont
tout bonnement conseillé de retarder les prises de commandes.
En outre, le blocage porte sur
les modèles cotés à l'Argus (année 1983), qui commencent à être
commercialisés pendant l'été.
Contrairement à l'habitude, leur
prix ne sera donc pas supérieur
à celui des modèles 1982, rendant
ceux-ci totalement invendables
au prix normal Résultat : des
rabais plus ou moins importants
nécessaires pour liquider le stock
restant de voitures 1982. C'est encore pis pour les véhicules utilitaires, dont le marché début julilet à été totalemnt gelé. La dévaluation, en alourdissant les charges des groupes allemands (Mercedes-Benz) a mis un terme à
la politique de rabais « fous, fous,
fous » pratiquée sur le marché
français depuis septembre 1981. Le
marché, qui avait été artificiellement gonfle de 25 % à 30 % par
ces pratiques, s'est bloqué net.
« On ne prend plus de commundes
depuis des mois », affirme M. Cagnard, nouvean délégué aux relations publiques de Renauit-Véhicules industriels.

Les deux groupes français mais néanmoins généralement coûteuses, alors que seuls quel-ques modèles réellement nou-veaux ont été exclus du blocage. Les constructeurs bloqués jusque Les constructeurs bioques pisque fin octobre espèrent, en mettant les choses au mienx, que le ministère des finances les autorisera pour la sortie du blocage en novembre à pratiquer une hausse de 3% environ. Mais les consommateurs, bénéficiant d'une perantie de reit pour trais d'une garantie de prix pour trois mois dès la commande, risquent de concentrer leurs prises de commande en octobre, ce qui au-rait pour effet de gonfier arti-ficiellement le marché... et de prolonger pour les groupes auto-mobiles le blocage pratiquement

cules industriels.
Les deux groupes français comptaient augmenter les prix de leur gamme 1983 de 5.5 à 6.10 %.
Ils comptaient ainsi compenser des non seulement les hausses des salaires normalement intervenues début juin (3 % environ), mais aussi l'alourdissement exceptionde leurs charges : l'applica-

: RALLOO UD BZZUAH BVIV

6.85 FRANCS

La remontée du dollar sur le mar-

shé des changes s'est accélérée, jeudi

de son plus haut nivezu atteint dans la première semaine de Juillet (7 F), est attribuée aux craintes d'une

nouvelle tansion des taux d'intérêt

Ces craintes ont été avivées par les propos de M. Volcker, président de la Banque centrale américaine :

le Trésor devra lever 100 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année

pour combler un déficit budgétaire nettement plus élevé que ne le

«AIDA» A BERCY EN 1984

Le palais omnisporte de Bercy sera livré à la fin de 1983, avec

sera livre a la fin de 1993, avet six mois de retard sur les pré-visions initiales, mais le bâtiment sera clos et couvert dès le mois de mars, c'est-à-dirs au moment des élections municipales. Le montage de la champents métallique (3 400 coupse en total)

tallations scéniques de l'Opéra et

les dimensions des arènes de Vérone », ont précisé les respon-sables.

L'irritation des agriculteurs grandit et elle se traduira certai-nement par des actions sur le terrain », a déclaré M. François

Guillaume, président de la F.N.S.E.A. (Pédération nationale des syndicate d'exploitants agri-

coles), mercredi 28 juillet au mi-cro d'Europe 1 II a précisé que la FNSEA avait l'intention de a poser des questions claires » au gouvernement, pour lesquelles elle veut a absolument obtens des ré-

ponses clatres dès le début de septembre (...) « Si nous obtenons

une réponse ou des réponses favo-rables, a conclu le président de la FNSEA, nous saurons à la tois le dire et calmet les troupes. »

ABCD

prévoit le gouvernement.

aux Rtats-Unis.

jusqu'en... janvier i

Chasse aux frais généraux

Dans les deux groupes, l'heure est donc plus que jamais à l'austérité. La chasse aux frais généraux est pratiquée sur grande échelle, Peugeot envisageant même de modifier, afin de réduire ses stocks au strict minimum, le système de livraison de ses concessionnaires. Pour le groupe de Sochaux, le moment est grave. Après deux ans de pertes (34 milliards de francs !) avant épuisé

depuis longtempe ses réserves et etteint presque son plafond d'en-dettement, il doit envisager une troisième année de lourd délic: Aussi, la réduction décidée le mois dernier des programmes d'inves-tissements, ramenés de 5 à 4 mil-liards par an (le Monde du 20 juilles) pourrait-elle, à terme, affecter l'essentiel, c'est-à-dire les arrecter l'essentiei, c'est-a-dire les lancements prévus des nouveaux modèles, e Nous avons maintenu notre programme de lancement de nouveaux modèles pour 1982, 1983 et la première moitie de 1994, lequel est l'un des plus ambilieux d'Europe, Mais, en ruison de la contorciere nous peus mettons conjoncture, nous nous mettons en position de réduire nos investissements en commencant en tissements, en commencant en 1983 par les investissements de capacité, et. si nous som mes obligés d'aller jusqu'au bout de notre programme d'économie, en rédulsant les investissements de lancement, ce qui peut décaler dans le temps la sortie des modèles prévus après 1984 », a déclaré mardi 27 juillet M. Jean-Claude Paravre, président du claré mardi 27 juillet M. Jean-Claude Parayre, président du directoire de Peugeot S.A.

L'aide de l'Etat sera-t-elle solli-citée? Pour l'heure, les dirigeants du groupe écartent l'hypothèse.
On voit mal cependant comment le groupe pourra éluder le pro-blème l'an prochain. Il est vrai que la Règie, qui s'en tire à peune mieur — en terme de marges bénéficiaires s'entend, — ne doit le maintien de ses programmes

bénéficiaires s'entend. — ne doit le maintien de ses programmes d'investissements (plus du double du groupe Feugeot en 1982) qu'à l'apport en fonds propres de l'Etat : 1 milliard de francs voté an budget de 1982 (mais pas encore versés, ce qui crée quelque géne) et autant espèrès l'an prochain, « 10 % du besoin de financement », explique -t - on à la Règie. Renault, plus serein, la « sagesse » n'en attend pas moins avec anxièté l'auonne momentanée des représentants de

momentanée des représentants de la C.G.T. depuis peu, semblant présager une offensive importante après l'été.

VÉRONIQUE MAURUS.

Les mesures pour l'emploi à la rentrée 1982

- Les aides à l'embauche seront négociées avec les entreprises;
- cale des changes fest acceleres, jeuni 28 juillet, le cours de la monnaie américaine passant, à Paris, de 6,70 F à 6,85 F et, à Franctort, de 2,41350 DM à plus de 2,44 DM. Cette nonvelle hansse, qui fait suite à celle des jours précédents, et qui rapproche le cours du chillet vert a de cours du cours du chillet vert a de cours du cours du cours du cours du cours de cours du cours du cours de cours du cours de cours du cours du cours du cours de cour

tre délégué auprès du pre-mier ministre chargé de l'emploi, a présenté le 20 juil-let en fin de matinée à la presse les principales orientations pour l'insertion professionnelle à la rentrée. Il s'agit du premier volet — le plus urgent — de la stratégie gouvernementale pour l'em-ploi, le second devant être défini en novembre.

Le Plan avenir-jeunes étant arrivé à expiration le 30 juin, M. Le Garrec a rappelé la suppression des stages pratiques en entreprises ainsi que de la prise en charge de la moitié des cotisations patronales de Sécurité sociale pour l'embauche de certaines catégories de demandeurs d'emploi comme les jeunes. Le mouveau dispositif, a annoncé le ministre, e privilégie les addes négociées avec les entreprises, la plupart de celles qui étalent octroyées de façon automatique étant supprimées ». « Les entreprises aidées devront souscrire un engagement de formation ».

M. Le Garrec a rappelé les des élections municipales.

Le montage de la charpente métallique (2 400 courses au total) vient de commencer. La première des quatre poutres en acier de 140 tonnes chacune, qui s'appuieront sur les fûts en béton formant un carré de 91 mètres de côté a été posée: le montage de cette poutre gigantesque et son levage à 24 mètres au-dessus du sol ont été réalisés sans que le chantier des gradins en béton soit interrompu, ce qui constitue une « première mondiale», a souligné le maire de Paris, M. Jacques Chirac, qui visitait le chantière le mercredi 28 juillet.

Ce palais des apocts permettra de « ramsuer à Paris des activités sportives qui en étaient exclues, comme les « Six Jours » cyclistes, manifestation truditionnelle très populaire», selon M. Chirac. Le sport aura drolt à cent trente représentations par an, tandis que des spectacles culture is comme Aida, de Verdi, avec cinq cents exécutants, ou Johnny Hallyday, pourront être accueillis dès 1984. Le palais de Bercy « aura les installations scéniques de l'Opéra et les dimensions des grènes de

M. Le Garrec a rappelé les M. Le Garret a rappete lea mesures de formation professionnelle, déjà annoncées par M. Rigout, pour la rentrée (comme les stages de formation pour les seize-dix-huit ans qui devront accueillir cent mille jeunes non qualifiés). Les contrats emploiformation e e on t. dévelopée. formation se ront développés, l'objectif pour la rentrée étant de cent mille (contre soixante-dix mille lors de la précédente campagne) « dont 10 % environ, à titre exceptionnel, en faveur des

personnes âgées de plus de vingt-six ans, éprouvant des difficultés sérieuses de réinsertion projes-sionnelle s. Par ailleurs quinze mille stages du Fonds national pour l'emploi seront organisés en 1983, dont quatre mille pourront débuter à la fin de 1982.

M. Le Garrec a indique que « la politique de soutien à l'emploi s'appuiera notamment sur les contrats de solidarité, sur les grides machines à l'artique de l'artique de soutien à l'entique de solidarité, sur les contrats de solidarité, sur les grides machines à l'artique de l'artiqu

contrats de solidarité, sur les aides spécifiques à l'artisanat, enfin sur la promotion de l'emploi au niveau local ». Le gouverne-ment doit ainsi arrêter prochai-nement un a système d'incitation » au développement des effectifs dans l'artisanat.

Le ministre a également an-noncé un effort privilégié pour les chômeurs de longue durée (plus de 500 000 demandeurs d'emploi sont actuellement ins-crits depuis plus d'un an. « L'opération prévue, a précisé M. Le Garrec, vise à accorder la priorité à ces demandeurs dans l'accès aux diverses mesures d'ai-de à l'emploi et à la réinsertion s. Dans un premier temps, les asem-Dans un premier temps, les agen-ces locales de l'emploi devront procéder à l'examen individuel de procèder à l'examen individuel de chaque demandeur inscrit depuis plus d'un an Par la suite a un affort particulier d'aide à la réinsertion professionnelle devra être engagé. A cette fin pourra être utilisé en priorité pour ces de man de ur s l'ensemble des moyens de formation. Une majoration de l'aide prévue au titre de contrat emploi-formation pourra être accordée dans la limite de 50 % du montant de cette aide ». Un bilan de cette action sera établi en novembre.

Au ministère des relations extérieures

LA DIRECTION DES RELATIONS CULTURELLES EST RÉORGANISÉE

M. Jacques Thibau, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des relations extérieures, vient d'achever la réorganisation de son service. Celui-ci comprend d'ésor ma is quatre « cellules » principales : la direction du français, la direction de la communication la direction de service comprend de son service. La direction de la communication la direction de service des expositions à l'étranger.

A la direction de a coopération seleutiffue et tecnnique et tecnnique et tecnnique et tecnnique et tecnniques en matière de radio-télévision et de cinéma.

La direction chargée de se échanges et identités culturels confiée à M. Francis Rauch, aura politique du livre et des expositions à l'étranger. la communication, la direction de la coopération scientifique et technique, et la direction des échanges et identités culturels, qui vont travailler à donner dans le monde une « image de la créatrice ».

C'est M. Patrick Imhaus, un énarque, précédemment chef de l'ancien service des échanges l'ancien service des échanges ctaturels, qui va assumer la direction de la communication, la grande innovation de la réorganisation. Ce département sera notamment chargé de mettre au service de la francophonie, et d'une manière plus générale du « dialogue culturel », les nouvelles

scientifique et tecnnique, a été nommé M. Jean-Loup Motchane (le frère du responsable socia-liste), professeur agrégé de physique. La direction du français

Le direction du français (ex-service de l'enseignement et des échanges linguistiques) est prise en charge par M Jean-Claude Corbel, professeur agrégé de biologie.

Enfin, le service des affaires francophones, rejevant jusque-là du département politique du Quai d'Orsay, à été rattacné à la direction générale de M. J. Thibau. Ce

tion générale de M. J. Thibau. Ce service est placé sous la respon-sabilité d'un énarque, M. Bernard

A LA DEMANDE CONJOINTE DE L'INDE ET DES ÉTATS-UNIS

La France va livrer à New-Delhi de l'uranium enrichi

A la demande conjointe de l'Inde et des Etats-Unis, la France envisage de livrer à New-Delhi de l'uranium faiblement enrichi pour les deux réacteurs de la centrale de Tarapur, qui alimente Bombay en électricité. Les Etats-Unis, l'Inde et la France devraient le confirmer officiellement dans la soirée du 29 juillet. On précise à Paris que la signature de ce contrat sera conditionnée par la respect par l'Inde des contrôles prévus par l'Agence internationale de Vienne.

La France va dont suppléer les Etats - Unis comme fournisseur d'uranium enrichi à l'Inde. C'est durantum enricht a finde. Cest une manière élégante pour les Americains de tourner leurs pro-pres lois en trouvant à New-Delhi un fournisseur sûr et de s'assurer que des contrôles normaux et rizoureux seront bien effectues. Les Etats-Unis s'étalent engagés

en 1963 à fournir jusqu'en 1993 l'hexaficorure d'uranium nécesl'hexaticorare d'urantum neces-saire au combustible de la cen-trale nucléaire de Tarapur (près de Bombay), entrée en fonc-tionnement en 1969. Mais le vote par le Congrès en 1978, sous l'impulsion du président Carter, d'une loi de non-prolifération (Nuclear non-proliferation Act) aliait contraindre le fournisseur américain à renoncer à ses expor-

tations.

La loi de non-proferation interdit en effet la coopération avec les pays qui pour uivent un programme atomique pouvant avoir des fins militaires et prévoit de ce fait le contrôle de toutes les opérations nucléaires du pays destinataire de l'uranium enrichi. Ces mesures sont inacreptables

M. ROGER FREY REÇU A L'ÉLYSÉE

M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, a été reçu pendant près d'une heure, jeudi 29 juillet, par le président de la

République.

M. Frey s'est refusé, comme à son habitude, à faire part de la teneur de cet entretien à sa sortie de l'Elysèe

Le Conseil constitutionnel de-vraît examiner, vendredi 30 juli-let, le recours déposé par l'oppo-sition sur le projet de loi de blocage des prix et revenus.

● M. Pierre Maurou a regretté

nercredi 23 juillet, au micro de rance-Inter. : des groupes R.P.R. et U.D.F. de l'Assemblée nationale aient soul'Assemblée nationale alent sou-haité reporter à l'automne la réu-nion de concertation qu'il leur avait proposée le 23 juillet. Après avoir précisé que la porte de l'hôtel Matignon leur « demeure ouverte », le premier ministre a souligné : « C'est maintenant qu'il faut parier de l'ordre du jour des débats parlementaires si nous roulons être efficaces. En jour des débats pariementaires si nous voulons être efficaces. En septembre, le gouvernement aura arrêté son programme de travail. Ne discuter du contenu d'une session parlementaire que lorsqu'elle commence, c'est prendre le risque de l'improvisation.

STAGES INTENSIFS

tennis-action

EXPRESSION

ORALE

MAÎTRİSE

DE SOI

COURS LE FEAL

₾ 387 25 00

⊠30,rue des Dames Paris 17tos

les cours continuent

en juillet et août.

734.36.36 équipé par *provi*

par l'Inde, qui a procèdé à une explosion atomique en 1974 et dispose notamment d'une petite capacité de retruitement. En sep-tembre 1980, l'administration Carter avait réussi à persuader le Sénat d'accepter une livraison d'hexafluorure d'uran:um pour permettre aux deux renteurs da Tarapur, qui alimen ent Bombay en électricité, de fonctionner nor-

malement.

Mais, depuis lors, le gouvernement Reagan a renouve à toute
exportation — à la rimière d'informations sur la régaration
d'un nouvel essai nucloulre —
malgré les menaces de l'Inde de
retroiter le combust b'e de là utiles deurs les récoreurs le Identité. malement. lisé dans les réacteurs le Tarapur, ce qui au dire d'un scientifique indien, auroit perms à New-Delhi de disposer de plutonium en quantite suffisante rour deux

en quantité suffisaire four deux cents explosions de la taille de celle de 1974.

Les accords gouvernementaux entre les Etats-Unis et l'Inde, d'une part, la France et l'Inde, d'autre part, vont ione permettre de résoudre cette difficulté, qui menaçait la fourniture d'électricité de Bombay et qua i obligé les Indiens à fermer les antallations cité de Bombay et twa i clilgé les Indiens à fermer les installations d'Hyderabad où "he esfitiorure était transformé en combustible. L'Inde se serait engagée à ne pas retraiter le compustible déjà ntilisé et les Etats-Unis se réser-veraient la possiollité de re-prendre la fourniture à l'avenir

Un contrat de 40 millions de francs

La France fournirait donc à l'Inde sous forme d'hexafluorure. 50 900 U.T.S. (unités de travail de séparation) par on d'uranium faiblement carichi à 2,7 % pour les deux réacteurs à eau bouillante de 200 mégawetts. Au cours actuel de 1U.T.S., cela représente un contrat de l'ordre de 40 milun contrat de l'ordre de 40 mil-lions de francs par an Le contrat du contrôle français qui répondent aux normes internationales des clubs de Londres et de l'Agence de Vienna (blen que l'Inde ne soit pas signataire du traité de non-prolifération). Ce contrôle

non-prolifération). Ce contrôle est cependant moins strict que celui prévu par les Etats-Vnis, puisqu'il s'applique au seul nracium livré.

Toutes les clauses accompagnant le contrat — y compris le retraitement du combustible irradié — devront faire l'objet de négociations entre le Commissariat à l'énergie atomique et l'autorité atomique indienne.

BRUNO DETHOMAS

BRUNO DETHOMAS.

TENNIS A PARIS L'été du diamant LONGUE DUREE



créés par MP, valent 10.350 F vous les porterez sans attendre avec un versement comptant de 1.035 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier

Un choix considérable: Diamants - Rubis - Saphirs Emeraudes

4, pl. de la Madeleine 260.31.44 86, rue de Rivoli 138, rue La Fayette Catalogue couleur eratult sur demand

Déjeuner «nature»?

Au milieu des fleurs et des arbres. Buffet froid et buffet chaud. Fromages. Desserts. Vin à discrétion.



· 745

74 mai finge with month

Temps

4 7 2 4

112 MAR 10 " . subluiffett TEN Cine 100 o cot 100 mal the second test

To those Proper the state of pere and successive a THE PER orivirse delle diligenti

Office and the state of actions of actions desired the state of the st 91-180 States States Ten bert Pille 3 * 10 ger 10", 45 +444 20:

Printe med. Partite attack TELEVISION AND AND to be a suite town " tent dienething the ter

par malician TANK FRANCE 21.1 Mg ... 23121 A 444 416MM existing m

Militare and PRINCIPAL INC. ST A RAMO The Resident

il gar i i der gleen 14 dest

Page Paker